





NAZIONALE
B. Prov.
V
157
NAPOLI
BIBLIOTECA
VITT. EM. III

8 E 17

BIBLIOTECA PROVINCIALE

Armadio



Palchetto

Num.^o d'ordine 25518

B. Prov.
V
157





GARANTIES SOCIALES

Paris. — Imp. de CUSSET et C^e, rue Racine, 26.

615253

GARANTIES SOCIALES

PAR

M. RENÉ SAUVAGE



ÉTUDES SUR LA LIBRAIRIE
LA PRESSE PÉRIODIQUE ET LA PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE
PROJET DE LOI SUR LES SOCIÉTÉS EN COMMANDITE
BANQUE DE COMPENSATION
UNION DES DÉBITEURS — LOI NOUVELLE DU MARIAGE
MÉLANGES
LITTÉRAIRES, POLITIQUES ET SOCIALISTES

PARIS

LIBRAIRIE GUILLAUMIN ET C^{IE}

Rue Richelieu, 14

LIBRAIRIE E. BOCQUET

Rue de La Fayette, 71

1869

PRÉFACE



Les études de RENÉ SAUVAGE, réunies pour la première fois en un volume, sont le fruit d'une élaboration patiemment continuée depuis trente-trois ans. En traversant les diverses écoles qui ont prophétisé la révolution sociale et proclamé les principes fondamentaux de la morale et de la justice, l'auteur s'est donné mission de rendre cette révolution acceptable à la fois par la génération nouvelle qui a faim et soif de progrès, et par nos aînés encore vivants, qui, sous le nom de conservateurs, ne consentent à sortir des ornières traditionnelles qu'à la condition de ne point effacer les traces de l'ordre antique.

Ce double sentiment, en apparence contradictoire, de progrès et de conservation, qui est la base de la philosophie moderne, est et devient de plus en plus, grâce aux efforts de l'instruction générale, la pierre de touche pour ainsi dire qui permet d'apprécier sainement les institutions nouvelles au fur et à mesure qu'elles se produisent au grand jour de la publicité, d'abord à l'état de programme, puis après, à l'état de services organisés.

Profondément empreint dans l'esprit de l'auteur, ce double sentiment n'est pas seulement un instrument de vérification, c'est quelque chose de plus précieux encore, c'est une méthode d'invention, ou, si l'on veut, un foyer de lumière et de chaleur qui ne fait éclore que des idées

viables et fécondes, à ce point que l'erreur (car qui oserait se flatter d'échapper absolument à l'erreur) n'est plus possible que dans les détails, et n'y est plus possible encore que parce que la méthode n'aura point été appliquée à fond.

Sur cette base à la fois radicale et conciliatrice, l'auteur a institué successivement les contrats fondamentaux de l'association particulière avec un degré de probabilité que ne possédaient pas avant nous les rédacteurs de contrats dans la législation romaine, ni même l'auteur du Contrat social, tous simplistes, suivant l'expression de Fourier, soit dans les conceptions directes primitives, soit dans les conceptions révolutionnaires, c'est-à-dire inverses.

Plus simplement le procédé de l'auteur semble puisé dans l'hypothèse raisonnable et probable, disons plus, démontrée par les travaux physiologiques les plus accrédités, que toute création nouvelle est en germe dans la création analogue qui la précède. Partant de là, il fallait croire que l'idéal de progrès en dignité personnelle, en respect du prochain, en bons comptes qui font les bons amis, est déjà contenu, quoique latent, dans les codes barbares, patriarcaux et civilisés, et dans les dogmes symboliques des diverses périodes sociales connues.

« Cherchez et vous trouverez » a dit un de nos oracles antiques les plus vénérés. SAUVAGE a cherché et il a trouvé. Comment a-t-il trouvé cet x du problème social? A l'exemple de Newton, en y pensant toujours.

Les contrats d'assistance, d'assurance et de commandite que l'on va lire, déjà presque passés dans la pratique démocratique, datent de 1836. Ils ont été adoptés sans trop d'efforts parce qu'ils avaient le double caractère d'être la consécration d'un principe fondamental combattu avec vigueur par le parti de la résistance en 1848, et d'être en même temps le simple développement de ce qui était déjà, mais à l'état d'embryon.

Il n'en est pas encore de même des contrats de compensation et de

liquidation, non plus que du contrat de mariage, qui sont de création plus récente, et se trouvent réunis avec les autres de manière à former un ensemble, un *Corpus juris*.

Il est permis d'espérer que ces nouveaux contrats entreront bientôt, comme les trois premiers, dans l'application. Ceux-là aussi ont leur première ébauche dans la législation usuelle et dans l'idéal évangélique. Ils continuent le progrès social en sauvegardant avec redoublement de respect les intérêts et la dignité des personnes.

Il nous reste à exprimer le vœu que l'auteur, malgré la brièveté de ses loisirs, complète la tâche qu'il a commencée en traitant par la même méthode les autres parties de la législation qui intéressent la démocratie, ou que son exemple soit suivi et le travail continué par des disciples animés du même esprit.

Rappelons pour terminer cette Préface : 1° que la Banque de compensation a été favorablement accueillie par *Le Peuple* de 1850, dans les numéros du 7 août et du 11 septembre, et en décembre 1855 par *La Presse*, dans une suite d'articles de M. Darimon, concernant la série des systèmes financiers ayant tous pour but de procurer la mutualité des échanges, en d'autres termes, la justice commutative ; 2° que la Banque de dépôt et de garantie pour les Éditeurs et les Souscripteurs, a été, le 11 février 1848, époque de sa publication, approuvée par Victor Hugo, alors pair de France, et président d'une commission nommée par l'Académie française, pour trouver les moyens d'améliorer le sort des littérateurs et des savants.

P. DESCLÉE.

Paris, le 20 mai 1869.

DE L'ASSURANCE

APPLIQUÉE

A LA LIBRAIRIE

De la montagne sacrée où les anciens avaient placé les Muses, l'écrivain est aujourd'hui tombé dans un marais. Tout en ayant conscience de sa chute, il l'accepte comme une condition fatale de l'ordre actuel; bien plus, il y trouve son compte une fois qu'il est parvenu à se créer un nom, à se *poser*, pour nous servir d'une expression consacrée. Alors sa grande préoccupation est de fermer la brèche par laquelle il est entré, de peur d'un partage ou même d'une dépossession. Il en est résulté une espèce de féodalité littéraire au profit d'un petit nombre d'écrivains et d'éditeurs qui, ouvertement ou tacitement, ont contracté une alliance par laquelle les premiers ne travaillent que pour les seconds, et ceux-ci s'abstiennent de mettre en lumière des capacités rivales. Ce n'est donc pas rigoureusement au mérite de l'œuvre que l'auteur doit son succès, mais plutôt au monopole et surtout à des sacrifices d'argent.

Le journalisme, depuis qu'il est obligé de vivre par la réclame, ne vend ses éloges qu'au poids de l'or. Aussi les spéculateurs, riches par eux-mêmes ou par autrui, ont-ils acheté des colonnes entières dans les feuilles publiques de toute nuance, de tout parti, et les rédacteurs n'ont pu que gémir de cette humiliante sujétion à laquelle deux exigences incompatibles, le bon marché et le fisc, les soumettent, sous peine de mort. Mais tant que la poste et le timbre prélèveront 33 fr. sur le prix de

l'abonnement, il faudra que les journaux demandent à une subvention quelconque la somme nécessaire pour couvrir leurs frais décroissants.

Le gouvernement avait un moyen bien simple de prévenir une grande partie des maux que nous déplorons. Tout libraire est tenu de se munir d'un brevet. Pourquoi le législateur a-t-il voté cette mesure ? Afin que le commerce des livres ne fût confié qu'à des hommes réputés capables et honnêtes. Si l'on avait exigé que toute opération de librairie ne pût être faite que sous la responsabilité d'un éditeur breveté, assurément on aurait eu à enregistrer moins de scandales et moins de catastrophes.

La peur de manquer de pain est en librairie, comme partout ailleurs, la cause première du mal. On n'y apportera un remède réel qu'à l'aide d'une combinaison financière qui donne au commerce de la librairie une meilleure direction, une plus grande sécurité, et garantisse en même temps l'homme de lettres contre toute exploitation. Dans le système d'assurance se trouve la solution du problème.

En effet, s'il est un commerce où l'assurance soit applicable, c'est celui de la librairie. L'assurance a lieu principalement dans les occasions où, pour obtenir un gain éventuel, on expose à un risque quelconque un capital important ; elle a pour objet non de garantir le gain, mais d'indemniser de la perte.

Or, la publication du moindre livre exige des frais considérables relativement au prix de vente de chaque exemplaire. L'ouvrage ne peut être vendu que lorsqu'on sait qu'il existe, le placement n'en peut être rapide que si le prix est peu élevé. Que l'ouvrage n'ait pas de succès (ce qui ne prouve pas toujours qu'il soit sans mérite), les volumes et les clichés se vendent au poids.

C'était donc sur les frais d'impression, de gravure, de clichage et aussi de prospectus et d'annonces, qu'il convenait d'établir la prime. On ne devait pas songer à assurer la valeur qu'un éditeur donne à un manuscrit d'après son mérite intrinsèque ou la réputation de l'auteur, parce que ces sortes de valeurs ne sont pas appréciables à prix d'argent, et on ne peut les considérer comme exposées à un risque matériel. En l'absence de toute statistique régulière, le taux de la prime était difficile à établir ; nous ne la calculerons que d'après les chances de placement. Admettrons-nous à l'assurance tous les manuscrits que l'on viendra nous présenter ? Non : ce serait de notre part folie, nous dirons plus, immoralité, parce qu'en agissant ainsi, il faudrait exiger des primes illimitées, scandaleuses, et pourtant rationnelles, au point de vue commercial. Or, ce dont nous nous préoccupons le plus dans notre assurance, c'est de donner à la production littéraire une direction plus convenable, sous le rapport de l'utilité générale, aussi bien que sous le rapport de l'intérêt individuel. Nous n'assurerons donc que les bons ouvrages.

Alors l'organisation d'un comité de lecture devenait nécessaire, et, en supposant ce comité formé d'hommes honorables et instruits, le fait seul de l'assurance de l'ouvrage sera une garantie de son mérite. L'auteur n'aura plus besoin de réclames, et s'il est obligé de payer 200 fr. à l'assureur, quelques annonces dans les journaux lui suffiront, et il économisera ainsi une somme quatre ou cinq fois plus considérable.

L'idée sera féconde, nous trouverons des imitateurs, et il se créera autant de sociétés d'assurance qu'il y a de spécialités en librairie; car l'assurance est un instrument à la disposition de chacun des systèmes qui se disputent le domaine de l'intelligence.

Nous exigeons ensuite que l'assuré nous donne tous les trois mois un état de situation de l'ouvrage. Cette clause, en ce qui nous regarde, a pour but de nous faire connaître la somme des risques dont nous resterons grevés.

Il était nécessaire de fixer un délai pour le règlement de l'assurance. Le délai expiré, l'assuré nous apporte les exemplaires qui lui restent, et il reçoit le montant des frais garantis, déduction faite du produit des exemplaires manquants, c'est-à-dire vendus. Aucune preuve n'est admise contre cette présomption. Sans cette dernière clause, les liquidations eussent été impossibles, tandis qu'elles ne donneront lieu à aucun des embarras que présentent, par exemple, celles en matière d'assurance mobilière.

Que ferons-nous des livres et des clichés dont nous deviendrons propriétaires par suite des liquidations? Si nous les vendons au rabais, au poids, n'apportons-nous pas un préjudice notable à l'auteur que pourtant le comité de lecture a reconnu capable, puisqu'il n'a admis l'ouvrage à l'assurance qu'après un examen sérieux? D'un autre côté, le public spéculé sur le rabais d'un livre, et, avant de l'acheter, il attend souvent que l'éditeur, poussé par le besoin d'argent, se décide à vendre le livre à moitié prix. Si le prix de vente d'un ouvrage assuré doit toujours être le même, le public l'achètera aussitôt son apparition : c'est pourquoi nous prenons l'engagement formel de n'en vendre aucun exemplaire au rabais. Il peut survenir une circonstance favorable pour l'ouvrage, et alors le succès d'une seconde édition n'est pas compromis.

Il nous semble inutile d'entrer, quant à présent, dans de plus longs développements. Un mot encore, et nous finissons.

Diverses causes déterminent la chute d'une publication : son peu de mérite, le petit nombre de lecteurs auxquels elle s'adresse, le peu de ressources de celui qui l'entreprend. Grâce au comité de lecture, le nombre des publications dont la chute est due à la première de ces causes pourra être considérablement diminué, et les publications admises à l'assurance seront dirigées de manière à ce qu'elles réussissent plus facilement, quelque limitées que soient les chances de placement, quelle que soit la fortune de l'auteur. D'un autre côté, une fois l'assurance littéraire créée, l'auteur trouvera sans nulle doute à emprunter à la grosse, ainsi que cela a lieu dans le commerce maritime. Alors le rôle de l'éditeur sera tout à fait changé : il deviendra prêteur à la grosse, et certainement il ne perdra pas à cette transformation. Son industrie deviendra plus sûre; il ne réalisera plus peut-être une fortune colossale, mais il ne pourra point faire faillite. Or, pour un éditeur qui s'enrichit, il y en a neuf qui se ruinent. L'auteur y trouvera un immense avantage sous le rapport matériel; il ne vendra point un bel avenir pour un morceau de pain; les bénéfices de son travail lui appartiendront en totalité. L'imprimeur ne restera pas non plus

indifférent à cette réforme : il aura une double garantie, s'il ne consent à prêter ses presses que pour des ouvrages assurés : garantie matérielle, si l'éditeur n'est pas riche ; garantie morale, si l'auteur est inconnu.

En résumé, dans l'assurance littéraire telle que nous l'avons comprise, nous entrevoyons la constitution d'une république des lettres sur des bases qui en feront l'un des éléments les plus actifs de l'ordre et du progrès.

SAUVAGE-HARDY,

Éditeur des ouvrages classiques de M. ROZIN-DE-PRATZ.

1^{er} Juillet 1843.

LE GUTENBERG

COMPAGNIE D'ASSURANCES LITTÉRAIRES

PROJET DE SOCIÉTÉ

1° Il est formé une société en commandite par actions, sous la dénomination de : LE GUTENBERG, compagnie d'assurances littéraires, entre M. Sauvage Hardy, rue de Fleurs, 18, à Paris, et ceux qui adhéreront aux présents statuts en prenant des actions.

La durée de la société sera de vingt années à partir du 1^{er} juillet 1843.

2° Cette société a pour objet d'assurer contre les chances de non vente, les publications de librairie de toute nature, ordinaires, illustrées, avec album ou avec atlas.

3° Le fonds social est fixé à la somme de cent mille fr. divisés en actions de mille fr.

Les actions sont nominatives et se transfèrent par voie d'endossement, mais les acquéreurs ne peuvent être membres du comité d'examen et de l'assemblée générale que par suite d'une décision prise en conseil d'administration.

4° M. Sauvage-Hardy, fondateur, est le directeur responsable de la société. La société sera définitivement constituée du jour où le quart du capital aura été souscrit.

MODE D'ASSURANCE.

5° La prime de l'assurance sera basée sur les frais d'impression de l'ouvrage (composition, tirage, papier et brochage), s'il s'agit d'un ouvrage non cliché, et sur les frais de composition et de clichage ou de gravure, s'il s'agit d'un ouvrage cliché ou gravé. On ajoutera les frais de prospectus et d'annonces. Cette prime variera de 10 à 20 pour cent.

6° Tous les volumes de l'ouvrage assuré seront frappés du timbre sec de la compagnie.

7° Outre la prime, l'assuré aura à payer : 1° un droit de 25 c. par 100 vol. pour apposition du timbre sec, 2° un droit d'examen fixé à forfait par le directeur suivant l'importance de l'ouvrage, dont la moitié seulement sera due si l'assurance n'a pas lieu, 3° et pour frais de police une somme fixe de cinq francs.

Deux exemplaires de chaque ouvrage seront déposés au siège de la compagnie.

8° L'assuré sera tenu de donner chaque trimestre à la compagnie un bulletin sur lequel il indiquera le nombre d'exemplaires vendus, en magasin et en dépôt.

9° Il sera fixé un délai à l'expiration duquel l'assuré pourra réclamer le bénéfice de l'assurance, et la compagnie provoquer la liquidation de l'ouvrage. Ce délai sera d'un an au moins et de cinq ans au plus.

10° Si, à l'expiration du délai convenu, l'assuré veut jouir des bénéfices de l'assurance, il devra représenter à la compagnie tous les exemplaires invendus, et justifier que la vente des exemplaires sortis n'a pas suffi pour couvrir les frais garantis.

La différence résultant des exemplaires représentés sur les exemplaires déclarés et frappés du timbre sec, établira la quantité d'exemplaires vendus. Il ne sera admis aucune preuve contre cette présomption.

La recette faite sur chaque exemplaire vendu sera calculée d'après le prix net, établi lors de l'assurance.

11° Le montant de cette recette sera déduit des frais garantis et le solde payé à l'assuré contre la remise des exemplaires invendus et des clichés qui ainsi deviendront la propriété du GUTENBERG.

Mais cette compagnie n'aura pas le droit de vendre l'ouvrage au rabais, ni de renouveler les clichés lorsqu'ils seront hors de service.

L'assuré ne pourra publier une seconde édition que dans un délai fixé par la police.

12° L'assuré pourra toujours réclamer le bénéfice de l'assurance après l'expiration du délai convenu, tant qu'il n'aura pas été mis en demeure par le directeur de le faire dans un autre délai.

13° Tout volume faisant partie d'un ouvrage assuré, s'il n'est pas revêtu du timbre sec, sera réputé tiré clandestinement contre l'intérêt de la compagnie, et l'assuré perdra tous ses droits aux bénéfices de l'assurance. Non-seulement cet assuré ne pourra réclamer le remboursement de sa prime, mais de plus la compagnie se réserve contre lui tout recours en cas de dol prouvé.

ADMINISTRATION.

14° L'administration se compose :

1° Du directeur, dont les fonctions consistent à recevoir les propositions d'assurance et à accorder les lectures, à signer les polices et à passer les marches pour dépenses administratives, à nommer les employés et à fixer leurs appointements ; il examine les ouvrages et fait son rapport ;

2° D'un caissier responsable, teneur de livres et chargé aussi des menus détails;

3° D'un comité de lecture composé de quatre membres, présidé par le directeur. Ce comité admet l'ouvrage ou le repousse; il établit le taux de la prime et le délai, comme il est dit aux articles 5, 6 et 9;

4° De deux contrôleurs, pour surveiller les opérations du directeur et arrêter les livres du caissier.

15° Le directeur est nommé pour toute la durée de la société. Il ne peut être révoqué de son titre et de ses fonctions qu'en vertu d'une décision de l'assemblée générale et seulement pour cause de prévarication judiciairement constatée. En cas de décès, sa veuve ou le tuteur de ses enfants présentera à l'assemblée générale un successeur qui devra être accepté, s'il réunit les conditions qu'il est raisonnable d'exiger dans le directeur d'une société de cette nature.

Le caissier est nommé par le directeur et accepté par l'assemblée générale; tous les ans, il est soumis à une nouvelle nomination.

Les contrôleurs sont nommés chaque année en assemblée générale.

Les membres du comité d'examen sont au choix du directeur.

16° Outre les livres en usage dans toute maison de commerce et ceux spéciaux à l'entreprise, il sera ouvert un registre d'ordre pour recueillir les délibérations de la société, les décisions du comité de lecture et les observations des contrôleurs. Ce registre sera mis trois fois par an à la disposition des assurés.

17° Chaque trimestre, l'administration tiendra conseil et votera toutes mesures réglementaires qu'exigerait l'intérêt de l'entreprise et des assurés. L'assemblée générale se réunira tous les ans pour entendre le rapport du directeur et statuer sur ses conclusions, ainsi que pour entendre et juger toutes réclamations pertinentes et admissibles.

EMPLOI DES FONDS.

18° Le montant des actions sera, dans la quinzaine de la délivrance, déposé à la caisse des Dépôts et consignations. Il en sera de même du montant des primes, à l'exception d'un cinquième destiné aux frais d'administration, lequel cinquième restera à la disposition du caissier ainsi que tous les droits énoncés en l'article 6, et les fonds provenant de la vente des livres et des clichés. Le caissier ne recevra et ne délivrera de fonds que sur bordereau du directeur revêtu du visa d'un contrôleur. Il ne pourra avoir plus de 300 francs en caisse. L'excédant sera versé chez le banquier de la société.

19° Chaque année l'intérêt des sommes versées à la caisse des Dépôts et consignations sera réparti entre les actionnaires dans la proportion de leurs actions. Il ne pourra être voté de dividendes, c'est-à-dire de bénéfices, qu'après liquidation avantageuse d'un ou de plusieurs ouvrages assurés, et seulement si l'état des autres ouvrages assurés, d'après les bulletins de situation, permettait une semblable répartition. Dans tous les cas, il faudra que le chiffre des sommes consignées, quelle qu'en soit la source, ait atteint 100,000 fr.

20° La somme des risques de la compagnie ne pourra jamais dépasser le double de celle des actions et primes en dépôt.

FRAIS D'ADMINISTRATION.

21° Le directeur touche un traitement fixe de 4,000 fr. par an, payable par douzième, plus le quart de la prime de chaque ouvrage échappé aux risques, imputable sur les bénéfices votés conformément à l'article 19. Le caissier reçoit 200 fr. par mois, plus les droits de police. Les quatre membres du comité de lecture partagent entre eux les droits d'examen.

22° Sont ranges au nombre des frais d'administration, le loyer, le chauffage, l'éclairage, les impressions et annonces, etc., et, s'il y a lieu, le personnel nécessaire aux besoins du bureau. Ces diverses dépenses seront ordonnancées par le directeur, auquel les contrôleurs donneront tous les avis qu'il jugeront convenables. Du reste, le directeur ne pourra, sans y être autorisé par le conseil d'administration, dépasser le cinquième des primes et le montant des droits accessoires.

PROCÉDURE.

23° Le siège de la société est attributif de juridiction pour tous actionnaires et assurés.

24° Toute contestation entre actionnaires, pour raison de société ou d'assurance, sera portée devant le conseil d'administration qui la jugera en dernier ressort ou nommera des arbitres. Toute contestation entre un assuré non actionnaire et l'administration, sera jugée par amiables compositeurs à la requête de la partie la plus diligente.

25° Le directeur ne peut intenter une action qu'après avoir pris l'avis du conseil. Il ne peut lui-même être poursuivi pour raison de société, qu'à la suite d'une délibération de l'assemblée générale, provoquée extraordinairement par un des contrôleurs.

26° Les demandes en liquidation devront être enregistrées au siège de la société sur le livre d'ordre, mais il n'y sera fait droit que lorsque les demandeurs en liquidation représenteront ensemble réellement la moitié du capital souscrit. L'assemblée générale pourra voter la liquidation si le paiement des sinistres a absorbé les deux tiers du capital. Sa décision sera sans appel.

27° Six mois avant l'expiration de la société, il sera pris des mesures conservatoires, sous le contrôle d'un juge-commissaire, nommé par le tribunal de commerce, pour que les intérêts des tiers assurés demeurent à l'abri de tout événement, et les fonds en caisse et en dépôt répartis entre les actionnaires, dans la proportion de leurs actions. La prolongation de la société pourra être votée, à la charge de rembourser aux membres opposants une part égale à celle qu'ils auraient eue à la suite de la liquidation.

DISPOSITION TRANSITOIRE.

28° Les présents statuts seront discutés et modifiés, à l'exception des art. 15 et 25, lors de la première réunion qui aura lieu après la constitution définitive de la société.

Les demandes de renseignements et les demandes d'actions doivent être transmises franco, à M. SAUVAGE-HARDY, rue de Fleurus, 18.

DE LA CONVERSION
DE
TIMBRE DES JOURNAUX
EN UN DROIT PROPORTIONNEL
SUR LES FRAIS PROGRESSIFS DE L'ABONNEMENT

La presse est sortie du domaine de la législation ; elle a cessé d'être un droit politique ; elle est devenue une faculté, un sens nouveau, une force organique du genre humain, son seul levier pour agir sur lui-même. (DE LAMARTINE.)

La science des finances s'occupe de donner au contribuable les moyens de payer ses contributions, et ne lui demande que celles qu'elle l'a mis en état de payer. (GAMBLE.)

J'admets d'abord comme incontestable la légitimité d'un impôt sur les journaux, qu'on les considère comme les organes nécessaires de l'intelligence sociale ou simplement comme des spéculations commerciales.

Mais l'impôt n'est légitime que du moment que la personne ou la chose qu'il frappe reçoit de l'intervention de l'État aide et protection.

Un impôt sur les journaux doit être, comme tout autre impôt, subordonné à deux principes : 1° à l'équité, qui exige que la taxe soit proportionnelle aux avantages obtenus ; 2° à l'utilité publique, qui permet à l'État de se servir de l'impôt comme d'un moyen d'équilibre, d'encouragement et de contrôle.

Le travail qui s'opère aujourd'hui dans la presse, et les débats stériles qui ont eu lieu à la Chambre des députés relativement au timbre des journaux, établissent suffisamment que l'assiette actuelle de cet impôt est vicieuse, et que, tant qu'il ne s'agira que de réductions plus ou moins fortes ou d'exemptions plus ou moins nombreuses, jamais on n'arrivera à des résultats satisfaisants.

En principe, le législateur paraît avoir adopté la proportionnalité de l'impôt. L'impôt foncier, les droits d'enregistrement en général, le droit de détail sur les boissons,

ont été établis en proportion des valeurs ou des capitaux. On ne se serait écarté de ce principe que lorsqu'il aurait présenté dans l'application de trop grandes difficultés. Aussi les droits de patente sont-ils fixes pour chaque profession ; les droits d'entrée sur les boissons et en général les droits d'octroi sont-ils en proportion des quantités et non des valeurs. Mais, pour atténuer, autant que possible, les inconvénients de ces exceptions, on a créé des catégories, des présomptions, et l'on a cherché à modifier le taux du droit en vue de la proportionnalité, surtout de cette proportionnalité qui a pour fin de grever les contribuables en proportion des biens dont ils jouissent ou sont présumés jouir, en proportion des avantages que la société leur donne ou leur garantit.

Or, l'impôt du timbre, tel qu'il est établi avec un minimum et un maximum, et combiné avec le droit fixe de poste, conformément à la loi du 14 décembre 1830, est loin d'être proportionnel ; c'est peut-être, parmi tant d'impôts si mal conçus, le plus mal conçu.

Pour trouver le rapport qui existe entre l'impôt et la valeur de l'objet assujéti, en matière de presse, il faut réduire en chiffre proportionnel la somme d'impôt que représente le timbre. On trouvera ce chiffre en analysant les éléments qui constituent un journal.

On distingue dans un journal les frais généraux et les frais progressifs.

Quoique le timbre soit classé parmi les contributions directes, il n'en est pas moins, par sa nature, au nombre des impôts sur les consommations. Eh bien ! quand il s'agit d'impôts sur des consommations, la taxe ne doit affecter que les produits, sans avoir égard aux frais généraux, déjà grevés ou pouvant être grevés par la patente ou par l'impôt foncier. Je ferai donc abstraction des frais de rédaction, d'administration et de composition, qui, suivant les bases financières actuelles du journalisme, sont dits frais généraux ; je ferai également abstraction des frais de poste, qui ne sont pas des frais essentiels et qui varient d'ailleurs avec les différentes destinations de l'abonnement, pour ne tenir compte que des frais de papier et de tirage, les seuls qui ne varient point, quelle que soit la destination de l'abonnement, quel qu'en soit le nombre, les seuls d'une appréciation facile, sans qu'il soit besoin d'un contrôle minutieux, les seuls enfin qui, formant les produits du journalisme, ont dû ou doivent servir de base à l'impôt du timbre.

Pour les formats à 3, 4, 5 et 6 centimes (ce dernier ne dépassant pas 30 décimètres carrés), la proportion de l'impôt reste la même, et le timbre équivaut ainsi à un impôt de 150 p. 100. Mais là s'arrête la proportion. Au delà de 30 décimètres carrés, plus le format s'agrandit, plus l'impôt diminue. L'usage ayant donc presque banni les formats inférieurs, et les spéculateurs ayant devant eux un horizon sans bornes, on peut dire que, proportionnel en apparence, le timbre de dimension est fixe au fond. Tout abonnement à un journal quotidien, quelle que soit la dimension du format, payera un impôt fixe de 22 fr. 50 cent., comme *le Moniteur*, *la Presse* et *l'Époque*. Il en résultera donc que tel journal, dont les frais progressifs s'élèveront à 11 fr., payera 150 p. 100 de droits, et que tel autre, dont les frais progressifs s'élè-

veront au delà de 25 fr., n'en payera que 90 et quelquefois moins; et cette inégalité est bien plus choquante encore pour les exemplaires expédiés par la poste, puisque là encore le port est le même pour un numéro pesant 100 grammes que pour un autre qui en pèserait 10 seulement.

On ne peut se servir de l'impôt du timbre comme d'un moyen d'équilibre, d'encouragement et de contrôle.

Le timbre frappe les feuilles isolément. Or, la feuille isolée ne constitue point un produit complet. Le produit complet du journal, c'est la réunion des feuilles dont se compose l'abonnement. L'usage l'a ainsi établi en France, et si l'abonnement n'existait pas, il faudrait l'inventer. A dimension égale, quel que soit le mode de périodicité, la proportion de l'impôt est la même; à dimension inégale, surtout si le mode de périodicité change, la différence d'impôt peut devenir énorme. *Le Siècle*, journal quotidien, paye 150 p. 100; *la Semaine*, journal hebdomadaire en projet, payera 30 p. 100 seulement. La beauté du papier, les illustrations plus ou moins splendides, n'affectant en rien le timbre de dimension, l'on ne peut établir une différence d'impôt entre les journaux de luxe et les journaux ordinaires.

Pour obvier, autant qu'il est possible, à tous ces inconvénients et satisfaire à certaines exigences, le législateur a établi des exemptions en les subordonnant à un mode de périodicité déterminé. Mais les avantages dont on a voulu favoriser les journaux d'arts et de sciences se sont trouvés neutralisés par la différence des droits de poste, les journaux non assujettis au timbre payant à la poste le droit proportionnel de 5 c. par feuille de 25 décimètres carrés; de sorte que fort souvent il est très-avantageux de faire timbrer les journaux mensuels, afin de jouir à la poste du droit fixe de 2 ou 4 centimes. Si l'on songe ensuite que les journaux non timbrés sont privés du droit d'exploiter les annonces, on peut hardiment avancer que le timbre, loin d'être une entrave, n'est au contraire qu'un privilège.

Le timbre des journaux est un impôt tout fiscal. Or, dans les cas où des intérêts particuliers se trouvent engagés, si le contrôle de chaque intéressé était impossible ou qu'il dût être trop onéreux, il serait bon que le contrôle du fisc en tint lieu. C'est alors que l'impôt acquiert un degré de légitimité incontestable. Il n'est plus une charge, mais bien le prix d'un service. Si le droit de garantie n'existait pas sur les matières d'or et d'argent, les acheteurs seraient à la merci des fabricants ou ils seraient obligés de payer des frais d'expertise beaucoup plus considérables. L'impôt du timbre n'offre point de tels avantages aux personnes qui ont recours à la publicité des journaux. Cette publicité est devenue cependant un des rouages les plus importants de notre civilisation, et il faut se garder de la confondre avec la presse proprement dite. Pour que celle-ci ait une existence assurée et indépendante, il faut que celle-là soit centralisée et contrôlée. Eh bien! tel journal accuse un tirage de 10,000 exemplaires, qui souvent n'est pas tiré à 500; il se crée même des journaux dits d'annonces, des almanachs spéciaux, sur lesquels on ne tire que les exemplaires justificatifs dont on a besoin pour prouver aux dupes qui ont souscrit des engagements, que leur annonce a réellement paru, qu'elle est *sortie* (terme consacré). En-

suite, dans les procès en diffamation et dans les procès de presse en général, quand il s'agit de journaux peu connus, le juge et le jury n'ont aucune base sûre pour apprécier le dommage ou le délit, pour statuer par conséquent sur les dommages et intérêts ou sur la culpabilité ; car la déclaration à la Direction de l'Imprimerie et de la Librairie est une formalité la plupart du temps illusoire, et l'on ne doit pas plus s'en rapporter à cette déclaration pour connaître la quantité des exemplaires tirés qu'au livret du timbre pour connaître la quantité des exemplaires distribués.

Il n'est pas sans doute nécessaire d'exposer longuement les vices du mode de perception de l'impôt du timbre. Ce mode de perception est l'occasion de frais immenses pour le trésor et d'embarras très-onéreux pour les journaux, surtout dans les départements où il n'y a d'ateliers de timbre qu'au chef-lieu.

Certes, l'impôt qui grève la presse périodique doit être considérablement diminué. Le journal est aujourd'hui une denrée de première nécessité, et si une entreprise de presse ne peut se soutenir par elle-même, directement, sans sacrifices de la part d'actionnaires ou sans subvention de la part du pouvoir, il y a lieu de craindre que le pain intellectuel de chaque jour ne soit constamment altéré, falsifié, corrompu par la combinaison inévitable des passions, des préjugés et des intérêts.

Mais le trésor ne peut accepter la pensée d'aucun dégrèvement en face du développement extraordinaire que va prendre la presse, qu'à la condition qu'on lui offre un mode de perception plus simple, plus économique, et en même temps beaucoup plus sûr que le mode actuel. En effet, chaque jour l'impôt du timbre est éludé : ou l'on sert à des abonnés connus des numéros sous la dénomination d'épreuves, ou l'on échancre les numéros à l'endroit où ordinairement s'appose l'empreinte fiscale, ou les numéros sont timbrés clandestinement par le moyen du report lithographique. Pour prévenir tous ces abus, il faudrait des armées d'employés, et avoir recours à des exercices qui ne sont pas compatibles avec les mœurs de la presse. Cependant qui veut la fin doit vouloir les moyens.

Mon avis est qu'il faudrait remplacer l'impôt du timbre par un droit proportionnel sur les abonnements.

On prendrait pour base la somme des frais de papier et de tirage, la seule base qu'il soit possible d'adopter d'après les explications données plus haut ; ce qui, en dernière analyse, revient à imposer la quantité de papier imprimé nécessaire pour le service de l'abonnement. Qu'on évalue le papier au poids ou à la rame, il est toujours facile de trouver le prix du mètre carré ; on peut aussi, avec quelque raison, dans l'évaluation du prix du tirage, prendre le mètre carré pour mesure. Il y aurait cette différence avec la base actuelle, que le droit frapperait non pas la quantité, mais la valeur. Rien ne serait plus simple que de créer des types, au besoin, afin de faciliter la perception et lui ôter toute apparence d'arbitraire, ou de créer un jury spécial qui se formerait périodiquement dans des conditions déterminées, et qui appliquerait la taxe à chaque cas. — Or, un tel jury deviendra une nécessité, si l'on classe les journaux et les revues par catégories, en dressant l'échelle des droits, conformément aux exigences d'équilibre et d'encouragement que l'intérêt privé et l'in-

térêt général combinés pourront réclamer, exigences auxquelles alors seulement il sera possible de donner une satisfaction rationnelle, c'est-à-dire en harmonie avec l'équité et avec l'utilité publique.

Voici comment j'entendrais la perception de ce nouveau droit : l'administration de chaque journal ferait imprimer, ainsi que cela se pratique, des registres à souche pour quittances d'abonnement. Ces registres, avant de pouvoir être employés, seraient déposés dans les bureaux du timbre où chaque quittance serait frappée d'un timbre sec. Le droit serait payé comptant ou à terme, moyennant caution, ou encore au fur et à mesure de l'emploi des quittances.

Ainsi, au lieu d'avoir à timbrer trois cent soixante feuilles une fois à Paris et deux fois dans les départements, on n'aurait plus qu'une quittance, tout au plus quatre, à timbrer. Il est facile de comprendre que l'économie pour le trésor serait considérable et les embarras pour les journalistes, presque nuls.

On me fera cette objection : si chaque feuille isolée ne porte aucune empreinte fiscale, comment s'assurer que tel numéro en circulation fait partie d'un abonnement qui a acquitté le droit ? — Les cartes à jouer sont assujetties à l'impôt, mais le droit est établi par jeu, et dans chaque jeu le timbre n'est apposé que sur l'as de trèfle ; sans l'as de trèfle, le jeu ne serait pas complet. Les cigares sont aussi assujettis à l'impôt, et ils n'ont aucune empreinte qui garantisse que le droit a été perçu ou qu'ils sortent des manufactures royales. La garantie du trésor est, dans la vente des cartes et des cigares, par l'intermédiaire d'agents commissionnés. Or ne peut-on pas admettre que, sans quittance timbrée, l'abonnement à un journal sera réputé clandestin ? La quittance timbrée jouerait un rôle analogue à celui de la marque légale en matière de contributions indirectes.

Les entrepreneurs de journaux se servent des directeurs de poste et des libraires pour faire leurs abonnements. On transformerait cet usage en loi, et aucun abonnement ne pourrait être délivré que par l'intermédiaire des libraires ou celui des directeurs de poste. Ne sont-ils pas les uns et les autres soumis à la visite d'inspecteurs spéciaux ? n'ont-ils pas aussi prêté serment ? Ainsi donc, dans notre système de perception, les directeurs de poste et les libraires deviennent nos agents spéciaux naturels. Et ce système n'est certainement pas incompatible avec la vente au numéro, que l'on cherche à introduire en France. Les agents spéciaux prendront des abonnements en leur propre nom et vendront chaque numéro séparément. Il sera stipulé que chaque numéro ne devra sortir de l'administration du journal que mis sous une bande imprimée, et que les agents spéciaux, qui voudront vendre au numéro, ne pourront débiter les numéros autrement que sous une bande à leur propre adresse. En adoptant pour les quittances le timbre sec, on préviendra la fraude qui se pratique par le moyen du report lithographique. Du reste, la faculté qui serait accordée aux inspecteurs des finances et aux inspecteurs de la librairie de rapprocher des souches déposées au bureau du journal ou à la direction du timbre, les quittances qui en auront été détachées, suffirait pour éloigner de l'esprit des journalistes ou des agents spéciaux toute pensée de fraude.

Mon système adopté, les journaux ont un moyen légal et efficace de prouver leur importance sous le rapport de la publicité; ils peuvent raisonnablement établir pour leurs annonces un tarif proportionnel. D'un autre côté, un grand moyen d'escroquerie est enlevé aux spéculateurs de mauvaise foi, et bientôt on verrait s'introduire dans la presse un usage bien rationnel, celui de ranger les frais de rédaction parmi les frais progressifs, c'est-à-dire de rendre la rétribution des auteurs proportionnelle au produit des abonnements; et cet usage en amènerait un autre très-moral. En effet, la signature des articles par leurs auteurs deviendrait presque une nécessité, au moins une mesure de prudence; le droit de quittance, en matière de presse périodique, serait le pendant du droit des pauvres en matière théâtrale.

Ajoutons que la plupart des journaux sont la propriété de sociétés. Or, l'impôt du timbre devant être alors le thermomètre de la situation des sociétés, les porteurs d'actions tiendront à ce que cette valeur ne puisse être contestée; les acquéreurs, de leur côté, voudront être certains que la valeur déclarée n'est pas fictive. Bref, le trésor aura pour auxiliaires intéressés dans la perception de l'impôt les consommateurs d'annonces, les rédacteurs et les actionnaires eux-mêmes. — La fraude ainsi prendra un nouveau caractère. De simple contravention, elle se transformera en véritable délit, puisqu'en la commettant, non-seulement on volerait l'État, ce qui dans nos mœurs n'est peut-être pas un cas pendable, mais encore on causerait à autrui un préjudice direct ou indirect, ce qui constitue toujours une mauvaise action, justiciable de l'opinion, quand elle ne le serait pas des tribunaux.

Je suis donc fortement porté à croire que, dans mon système, la fraude est peu à craindre; il n'y aura à la faire que des journaux sans importance, sans avenir, sans dignité, et ce n'est pas pour de telles exceptions que les lois, même les lois fiscales, doivent être faites. D'ailleurs, que les lois de septembre soient remplacées par de simples lois de police bien conçues, convenablement exécutées, et le nombre de semblables feuilles sera bientôt facile à compter.

Dans ce travail, je n'ai pas tenu compte du droit de poste. En voici un des motifs principaux : au point où en sont les chemins de fer, en face du développement inévitable des opérations de la presse et de la librairie, le gouvernement sera assurément obligé, ne fût-ce que par système d'économie et de simplification, d'abandonner le transport des journaux à l'industrie privée. Les droits de timbre et de poste ne pouvaient donc être l'objet d'une combinaison nouvelle dans un projet de réforme de la législation fiscale de la presse.

La nécessité de réformer la législation fiscale de la presse est devenue plus urgente que jamais.

En effet, les efforts gigantesques que l'on vient de faire en luttant contre les entraves du timbre ont eu pour résultat une victoire complète, incontestable, au profit de la grande presse. Non-seulement le timbre est vaincu, mais le voilà devenu

ainsi que la poste, un tout-puissant auxiliaire pour des journaux qui voudraient se partager en France le monopole de la liberté de la presse, de la publicité commerciale et de la librairie.

Car, grâce aux droits de timbre et de poste, qui, réunis, ne dépassent pas dix centimes, quels que soient l'étendue et le poids du format, quelque éloigné que soit en France le lieu de destination; grâce à la faculté de publier des suppléments exempts de timbre et de port; grâce à ces immenses presses mécaniques sur lesquelles la différence des tirages pour des formats d'inégale grandeur est insensible, les entrepreneurs de journaux absorberont toutes les revues spéciales, toutes les opérations de librairie, et feront circuler par toute la France, sans avoir à supporter des frais supplémentaires de tirage, de timbre et de poste, d'innombrables produits jusqu'à présent imprimés séparément et taxés comme journaux ou livraisons ordinaires.

En examinant ce fait au point de vue financier seulement, n'est-il pas à craindre que, sous l'empire de la loi du 14 décembre 1830 et de la jurisprudence actuelle, les frais de transport par les malles-poste ne dépassent bientôt les recettes, du moins en ce qui regarde les grands journaux ?

Sous un autre point de vue, ce mouvement de la presse périodique, ainsi protégé par les institutions fiscales, doit finir par rendre illusoires toutes les lois de police sur l'imprimerie et la librairie.

Pour la gérance d'un journal, on n'exige ni gages de moralité, ni gages de capacité comme pour le commerce de la librairie, et l'on accorde toujours forcément à une grande entreprise de journal l'autorisation d'acheter le nom d'un imprimeur breveté dont alors la responsabilité est nécessairement sans valeur.

Ces lois sur l'imprimerie et la librairie sont assurément très-vicieuses. Je dirai, dans un autre travail, pourquoi elles le sont, et comment il faudrait reconstituer la Direction de l'Imprimerie et de la Librairie pour que les lettres et les sciences pussent se développer libres et fécondes; pour que le domaine littéraire ne fût pas une propriété stérile ou précaire; pour que la liberté de la presse ne fût pas un droit illusoire ou dangereux. Mais, quand des lois existent, elles doivent être exécutées en tous lieux et en toute circonstance. Leur exécution devient-elle incompatible avec certaines exigences plus ou moins respectables, qu'on réforme ces lois. Car entre les mains des hommes appelés à les faire exécuter, elles peuvent devenir des instruments d'arbitraire, de monopole et de corruption, et arrêter la société dans sa marche ascendante, au lieu de lui ouvrir des chemins plus droits, au lieu de la pousser vers de plus hautes destinées.

Maintenant, si l'on songe que la fondation d'un journal de quelque importance occasionne des dépenses énormes, on en conclura que le journalisme devra être principalement une profession commerciale au lieu d'être principalement une institution sociale, et qu'alors la morale, la littérature, l'opinion, seront plus que jamais à la merci des hommes d'argent.

Dans toutes les discussions qui ont eu lieu dans les Chambres à l'occasion des

lois sur la presse, depuis 1819 jusqu'en 1835, les principaux publicistes se sont formellement prononcés contre le monopole de la presse périodique, et M. Sauzet, rapporteur des lois de septembre, faisait observer qu'un système qui élèverait les cautionnements outre mesure pourrait avoir pour résultat de subordonner exclusivement la presse des départements à celle de Paris, et une grande portion de la presse de Paris à certains journaux qui constitueraient une sorte d'aristocratie de la presse ; ce qui présenterait, ajoutait-il, et pour la liberté et pour l'égalité de la presse, de très-sérieux dangers.

Ce qui était vrai en 1835, en ce qui regarde les cautionnements, l'est peut-être un peu moins aujourd'hui. Le cautionnement n'est plus un obstacle tout à fait insurmontable pour les journaux ordinaires, même pour ceux dans lesquels les capitaux peuvent être, avec quelque raison, présumés mis au service des idées, et l'on n'en tient nul compte dans ces entreprises colossales où les idées sont assurément mises au service des capitaux ou plutôt des ambitions. Mais les observations présentées dans la mémorable discussion de cette législation spéciale par MM. Sauzet, de la Boulie, Dubois (de la Loire-Inférieure) et Émile de Girardin, doivent être aujourd'hui appliquées aux droits de timbre et de poste.

« Le timbre, tel qu'il existe, va créer une féodalité terrible au profit des feuilles puissantes auxquelles restera le champ de bataille, et qui alors régneront en souveraines sur un peuple de vassaux. Cette féodalité aura le monopole de la vérité et de l'instruction, et les choses ne seront plus répandues qu'au gré de quelques-uns et à prix d'or ». (De la Boulie.)

Un coup d'œil impartial, jeté sur le journalisme actuel, prouverait clairement que la prophétie de l'honorable député s'est réalisée ; que le monopole est presque un fait accompli ; que peut-être il n'existe pas un journal politique qui se soutienne par lui-même directement, sans sacrifices de la part d'actionnaires ou sans subvention de la part du pouvoir.

Ainsi les conditions de la presse périodique se trouvent étrangement modifiées. — Rétablir l'équilibre détruit, empêcher la ruine de la librairie, jeter les bases d'une véritable liberté de la presse, telle doit être une des principales préoccupations d'un gouvernement constitutionnel. Le trésor public, la morale, la littérature, les écrivains indépendants, sont intéressés dans la question. — Si la source du mal, dont la gravité est universellement reconnue, est dans cette législation fiscale qui favorise les grands journaux aux dépens des petits, qui ne protège pas les journaux utiles contre les journaux frivoles, enfin qui ne permet pas, à l'aide de l'impôt, de contrôler des opérations qu'il importe à des tiers de connaître, on remédiera à tous ces inconvénients, on se procurera tous ces avantages, non en abolissant l'impôt, mais en le rendant proportionnel, sauf la création de catégories, et en adoptant pour sa perception le système qui a été exposé plus haut : l'emploi de quittances préalablement timbrées, et leur délivrance par l'intermédiaire d'agents spéciaux.

SAUVAGE-HARDY.

Bercy, 12 septembre 1845.

RÉPUBLIQUE DES LETTRES

CONSTITUTION

DE LA PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE

ET

DE LA LIBRAIRIE

La liberté du travail et la liberté de la Presse sont les deux bases fondamentales du nouvel ordre social.

L'article 7 du décret du 17 mars 1791 garantit la liberté du travail; l'article 8 de la Charte de 1830 garantit la liberté de la Presse.

Cette double liberté a une seule et même origine :

Le droit de propriété, droit naturel, imprescriptible, pour la conquête et la conservation duquel ont été inventés les autres droits.

Mais, dans la société civile comme dans la société politique, il a fallu établir une distinction entre le fond du droit et l'exercice du droit. De là est venue la nécessité des lois et des règlements dont l'objet est d'assigner à la liberté naturelle de chaque individu des restrictions qui la concilient avec celle des autres.

Or, pour que les conditions attachées à l'exercice du droit ne rendent point le droit illusoire, il importe que ces conditions soient nettement déterminées par la loi et le soient de telle sorte que jamais le mauvais vouloir, la passion ou l'ignorance d'un magistrat ne puissent neutraliser la juste liberté d'un citoyen.

Par conséquent, exiger l'autorisation d'un pouvoir exécutif pour l'exercice d'un droit quelconque, c'est méconnaître l'esprit de la grande Révolution de 89, c'est enfreindre la Charte.

NOTE DE L'AUTEUR POUR L'ÉDITION DE 1861. — Le manuscrit que nous avons jugé utile de mettre au jour était la copie du numéro spécimen d'une revue mensuelle dont nous nous étions, en 1846, proposé la publication. — Les circonstances ne nous permirent pas alors de commencer notre œuvre. — Aujourd'hui l'importante question de la propriété littéraire et de la librairie est dans le même état qu'il y a quinze ans, les divers gouvernements qui se sont succédé en France n'ayant eu recours qu'à des expédients en matière de presse. Nous reprenons notre projet, et, à moins que de nouveaux obstacles se présentent, nous espérons dans une revue mensuelle ou dans un livre, tenir les promesses du programme suivant.

Des conditions de moralité, de capacité, de sûreté, de salubrité, etc., d'une justification facile par le moyen de certificats négatifs, de stage, de diplômes spéciaux, et, dans certains cas, l'intervention d'un jury vraiment libre; le contrôle administratif, le Code pénal; tels doivent être aujourd'hui et tels sont, en effet, sauf quelques exceptions plus ou moins malheureuses, les seuls contre-poids légitimes à la liberté.

Les lois et les règlements sur la Propriété Littéraire, sur l'Imprimerie, la Librairie et la Presse périodique, ont-ils été conçus et rédigés suivant les principes que nous venons d'établir? Sont-ils toujours appliqués avec intelligence et impartialité?

Nous examinerons la loi du 19 juillet 1793, celle du 21 octobre 1814, toutes les lois spéciales depuis 1817 jusqu'en 1835, le dernier projet de loi sur la Propriété Littéraire présenté à la Chambre des Pairs, en 1839, par M. de Salvandy, et enfin la proposition des honorables MM. Vivien et Berville, relative aux droits d'auteur sur les représentations dramatiques, proposition devenue loi de l'État. Nous signalerons à nos lecteurs les erreurs, les inconséquences et les dangers de toutes ces législations en vigueur ou projetées. Nous relèverons avec autant de convenance qu'il sera possible, les fautes de la direction des Beaux-Arts; et, cette œuvre critique accomplie, nous exposerons dans tous ses détails l'organisation nouvelle de la Propriété Littéraire et de la Librairie, telle que nous l'avons formulée après un grand nombre d'expériences coûteuses et de bien longues méditations.

La Propriété Littéraire est une des variétés de la propriété intellectuelle qui, elle-même, à nos yeux, serait en quelque sorte, à la propriété matérielle, ce que l'âme est au corps, la force essentielle, créatrice, sans laquelle tout resterait inerte, à l'état latent. Cependant les hommes n'ont pu, dans leurs législations, tenir compte de la propriété intellectuelle, qu'au fur et à mesure que les ressorts de l'industrie et du commerce, ces organes du corps social, ont été créés ou perfectionnés. Ainsi la propriété intellectuelle, en matière de livres, était nulle en fait, avant la découverte de l'Imprimerie. Il en était de même, en matière de machines, avant que le système administratif eût atteint le degré de perfectionnement qu'il a atteint de nos jours.

Mais de ce qu'une propriété ne s'est révélée que lentement, après le Code Justinien ou après le Code civil, s'ensuit-il que l'on doive la mettre en dehors de la définition de la propriété en général? La propriété est le droit de posséder une chose et d'en user. Qu'importe la chose? Le droit est absolu. Comme les objets auxquels s'applique le droit sont infiniment variés, on peut, dans l'intérêt du service administratif, établir des divisions et des subdivisions. Mais quelles que soient les classifications adoptées, chaque variété devra présenter les caractères généraux de la propriété. Or, quels sont ces caractères, d'après notre Code civil? « C'est la perpétuité, le droit

« de jouir et de disposer des choses de la manière la plus absolue, sauf quelques
« servitudes au profit des tiers et l'expropriation forcée pour cause d'utilité pu-
« blique. »

En l'année 1826, la commission nommée par le Gouvernement pour examiner la question de la Propriété Littéraire fit valoir d'excellentes raisons à l'appui du système que nous voudrions adopter, système qui est loin d'être nouveau, puisque, sous l'ancien régime, alors que la Propriété Littéraire était regardée comme un privilège, ce privilège était souvent accordé à perpétuité à l'auteur et à ses descendants.

Les difficultés d'exécution ont déterminé les commissions et les Chambres à résoudre la question en dehors des principes généraux. Cela est une espèce de déni de justice parlementaire. Oui, la question offrait de grandes difficultés ; mais le pouvoir législatif devait se borner à poser des principes, laissant au Conseil d'État le soin de faire les règlements et aux ministres le soin d'en surveiller l'exécution. Les citoyens ont le pouvoir judiciaire pour les défendre contre les empiétements du pouvoir exécutif, et les Chambres peuvent toujours améliorer, compléter une œuvre mauvaise, imparfaite, avec le secours du temps et de la jurisprudence. On n'arrive pas du premier jet à quelque progrès en matière législative.

Nous voudrions donc que la Propriété Littéraire fût assimilée à la propriété en général, sauf à en réglementer l'exercice, comme on l'a fait pour celle des forêts et des mines.

La Propriété s'applique, d'après notre Code civil, à deux natures de biens : aux immeubles et aux meubles. Tous les biens quelconques peuvent être compris dans l'une ou l'autre division.

Adoptant le système de classification dont le législateur nous a donné un modèle, c'est-à-dire nous attachant plutôt à l'esprit de cette division qu'à la lettre, nous distinguerons aussi, en matière de Propriété Littéraire, des biens immeubles et des biens meubles.

Seront immeubles ce qu'on appelle les droits d'auteur, ainsi que les moules, clichés, etc., servant directement à leur exploitation.

Seront meubles les produits de la Propriété Littéraire, tels que livres, cartes, gravures, etc., du moment qu'ils seront jetés dans le commerce.

Cette application si simple, si rationnelle des principes du droit commun à la propriété des œuvres de l'esprit, nous paraît propre à amener la solution de bien grandes difficultés.

Dès ce moment, cette propriété existe, parce qu'elle est assise sur une base solide, aussi inébranlable que la Constitution civile elle-même.

Mais qu'est-ce que la Propriété Littéraire? Nous n'en avons trouvé nulle part la définition. Il sera pourtant indispensable de formuler une définition assez exacte, assez complète de la Propriété Littéraire, pour que nous puissions facilement la distinguer des autres variétés de la propriété intellectuelle, lui tracer des règles certaines.

et ne pas multiplier les chances de contraventions et de procès. L'écueil le plus à redouter dans une législation, ce sont les mots mal choisis, les classifications arbitraires ; c'est le mélange du réglementaire avec le constitutif.

La Propriété Littéraire (gardons cette expression, puisque l'usage l'a consacrée) une fois reconnue, définie, comment en réglerons-nous l'exploitation ?

Trois éléments principaux concourent avec l'auteur à la production et à la distribution des biens littéraires : l'Éditeur, l'Imprimeur et le Libraire. C'est aussi le directeur de théâtre, qui, à notre point de vue, n'est autre chose qu'un Éditeur.

La pensée est sacrée, inviolable. Nul pouvoir humain n'a le droit de lui tracer des limites. Si vous suspendez au-dessus de la tête des savants et des artistes l'épée de Damoclès, vous troublez le travail intellectuel : de prêtres, d'apôtres qu'ils sont d'abord, vous faites de ces hommes d'esprit et de génie des pamphlétaires ou des marchands. La liberté de conscience, que l'on a si justement appelée la libre respiration des âmes, fait du privilège de l'inviolabilité pour les auteurs une nécessité légale. Néanmoins, à toute inviolabilité sur la terre il faut un contre-poids.

Nous voudrions que l'auteur ne pût jamais être puni pour la publication de sa pensée, sous quelque forme que cette pensée eût été manifestée, à la condition par lui de présenter une sorte de ministre responsable qui serait naturellement l'Éditeur.

Si l'inviolabilité de l'auteur découle des principes du droit civil combinés avec les principes du droit constitutionnel, la liberté de l'Imprimerie et de la Librairie découle directement de la législation industrielle et commerciale et indirectement de l'inviolabilité de l'auteur.

Nous demandons, par conséquent, que l'exercice des professions d'Imprimeur et de Libraire soit libre ; que l'ouvrier imprimeur ait les mêmes droits que l'ouvrier maçon, que le commis libraire ait les mêmes droits que le commis bonnetier. Seulement, en matière de Propriété Littéraire, l'Imprimeur et le Libraire ne pourront fabriquer ni débiter que des ouvrages publiés sous la responsabilité d'un Éditeur ; et, les formalités requises une fois remplies, nous ne voulons pas qu'un Imprimeur ou un Libraire soit recherché pour le fait d'impression ou de débit d'un ouvrage dont l'Éditeur viendrait à être poursuivi, ni même présumé complice de l'Éditeur.

Ainsi, dans notre système, c'est l'Éditeur qui est appelé à gouverner la production littéraire, c'est sur lui seul que retombe toute responsabilité ; par conséquent, à l'Éditeur seul nous demanderons des garanties.

L'ordre public veut que des hommes, entre les mains desquels seront placés les intérêts sacrés de la civilisation, soient réellement dignes et capables.

D'un autre côté, la liberté veut que l'exploitation du domaine littéraire ne puisse jamais dégénérer en un monopole quelconque et que toute bonne pensée trouve, sans trop de peines, un Éditeur responsable qui la féconde et la propage.

Bien que dans la Librairie il y ait un grand nombre de spécialités exigeant plus ou moins de garanties de capacité et de moralité, la loi ne saurait, sans une foule d'inconvénients réels, classer elle-même les Éditeurs en différentes catégories. Il est préférable d'établir que les conditions attachées à l'exploitation du négoce d'Éditeur

seront communes à tous les Éditeurs, à l'Éditeur d'un chansonnier, d'un almanach, comme à l'Éditeur d'une histoire, d'un journal; à l'Éditeur de musique, comme à l'Éditeur d'images ou de gravures.

Nous demanderons, en outre, que le nombre des Éditeurs soit illimité.

Mais quelles seront ces garanties, ces conditions que la loi exigera d'eux ?

Les chercher dans des certificats négatifs ou de stage, dans des diplômes spéciaux, serait une précaution souvent illusoire, toujours incomplète et quelquefois aussi nuisible à la société qu'aux hommes de lettres et aux artistes. En semblable circonstance, nous préférons le jugement de Dieu, c'est-à-dire un jury prononçant en son âme et conscience sur la dignité et la capacité de ceux qui demanderaient à exercer la profession d'Éditeur.

Dans chaque chef-lieu de cour d'appel, il serait formé un jury spécial composé du préfet, du recteur de l'académie, d'un ministre d'un des cultes reconnus par l'État, du procureur général, d'un magistrat consulaire et de quelques citoyens honorables en dehors du Gouvernement.

Nul ne pourrait se présenter devant le jury spécial, s'il n'est âgé de 25 ans, bachelier ès-lettres ou muni d'un diplôme de capacité pour l'instruction supérieure, si, enfin, il ne jouit de tous ses droits civils.

Le principe du cautionnement en matière d'Industrie et de Presse est illogique et inconstitutionnel. L'application de ce principe a toujours amené de graves désordres sans compensation aucune.

Toutefois, il importe que les Éditeurs qui ont des engagements en quelque sorte permanents avec les auteurs et le public, présentent des garanties certaines au point de vue commercial.

Il serait alors institué sous le titre de : *Banques de dépôt et de garantie pour les Éditeurs et les Souscripteurs** ou *Notariats de la Librairie*, des offices où devraient se passer tous les contrats entre les auteurs et les Éditeurs, entre les Éditeurs et les souscripteurs. Les souscriptions ouvertes par les Éditeurs le seraient sous la garantie de ces notaires; et ceux-ci seraient, en outre, chargés de la liquidation et du règlement des droits d'auteur.

Au fur et à mesure qu'il se ferait dans le domaine littéraire des créations ou des mutations de propriétés, ces créations ou ces mutations seraient, à la diligence des notaires, inscrites sur des registres conservateurs et publiés dans un journal officiel de la librairie.

La Propriété Littéraire est-elle imposable? L'impôt est légitime, du moment que la personne ou la chose qu'il frappe, reçoit de l'intervention de l'État aide et protection.

* De la création de banques de dépôt et de garantie pour les Éditeurs et les Souscripteurs, par R.-E. SAUVAGE, — 1 beau vol. in-8°. — 1848. — 3 fr.

En France, on admet deux sortes principales d'impôt : l'impôt direct, qui grève le fonds de propriété ou le droit d'exercer une profession : l'impôt foncier et la patente ; l'impôt indirect, qui grève les produits du sol et ceux de l'industrie : les droits sur les vins, les sucres, les tissus, etc.

Tout impôt doit être subordonné à deux principes : à l'équité, qui exige que la taxe soit en proportion de la protection accordée ; à l'utilité publique, qui permet à l'État de se servir de l'impôt comme d'un moyen d'équilibre, d'encouragement et de contrôle.

L'impôt direct, sous le nom de droit de conservation, grèvera les propriétés littéraires inscrites sur les registres conservateurs et non encore tombées dans le domaine public. Chaque année, les Chambres, sur un rapport spécial qui leur sera adressé par l'autorité compétente, voteront la somme pour laquelle la Propriété Littéraire devra contribuer aux charges de l'État. L'impôt indirect, sous le nom de droit de quittance, grèvera les produits jetés dans le commerce.

Dans notre brochure sur la *Réforme de la législation fiscale de la Presse périodique*, nous avons déjà exposé nos idées à cet égard. Cet impôt formera l'allocation spéciale des Lettres et des Arts.

Nous espérons prouver que cette double contribution, à la condition d'être minime, donnera aux Lettres et à la Librairie une impulsion nouvelle. Nous ne croyons pas que l'on puisse, ainsi que le craignait M. de Salvandy, la présenter comme capable « d'accorder une véritable prime à la contrefaçon, de faire renchérir les livres, » d'empêcher les éditions de luxe et la réimpression des ouvrages dont le débit est « lent et difficile. »

Il est bon cependant de déclarer ici que nous ne reconnaissons comme légitime dans les impôts qu'une seule nature de droits. Les droits de mutation ne sont pas justes, ils détruisent la valeur imposée ; nous les rejetons, comme n'ayant d'autre motif que la fiscalité.

Le droit de quittance servira de contrôle pour la perception des droits d'auteur.

Enfin, comme dernier contre-poids à la manifestation de la pensée, nous avons indiqué le Code pénal.

Est-il nécessaire de faire des lois spéciales sur les délits et crimes commis par la voie de la Presse ou par tout autre moyen de publication ? NON. « Il n'y a pas lieu » d'instituer pour la Presse une législation pénale distincte. Le Code pénal contient « l'énumération et la définition de tous les actes nuisibles à la société, et parlant » punissables. Que l'un de ces actes ait été commis ou tenté par la voie de la Presse, « l'auteur doit être puni à raison du fait ou de la tentative, sans que la nature de » l'instrument qu'il a employé soit pour lui ni contre lui. En d'autres termes, il n'y » a point de délits particuliers de la Presse ; mais toute personne qui fait usage de

« la Presse est responsable, selon la loi commune, de tous les actes auxquels elle « peut s'appliquer. »

Ainsi s'exprimait en 1819 M. de Serres, garde des Sceaux de France, parlant au nom du Gouvernement de Louis XVIII, devant les représentants du royaume, et M. de Broglie tenait un langage analogue à la Chambre des Pairs.

Ce n'est qu'accidentellement, dans des circonstances suprêmes, qu'un dictateur aurait le droit de mettre le domaine littéraire en état de siège. Les lois de septembre sont de véritables lois de salut public; elles auraient dû être votées pour un temps limité.

« Abroger toutes les lois spéciales, depuis la loi du 17 mai 1817 jusqu'à celles du 9 septembre 1835, sauf à introduire dans le Code pénal d'autres dispositions protectrices de l'inviolabilité royale, de la réputation des citoyens et de la morale publique (M. de Lamartine), » tel est le devoir du Gouvernement, tel est le droit des Chambres.

Nos scrupules, en matière de liberté commerciale, ne nous ont pas permis, surtout dans l'état de choses actuel, de comprendre l'assurance dans nos lois de police. Mais dans l'assurance appliquée à la Librairie nous entrevoyons de si grands avantages, tant sous le rapport moral que sous le rapport matériel, que nous ferons tous nos efforts pour amener les auteurs et les Éditeurs à adopter d'eux-mêmes cet élément si conservateur.

C'est pourquoi, de même que nous avons ajouté dans le livre II du Code civil le titre de la propriété des productions de l'esprit et du génie, de même nous ajouterons dans le livre II du Code de commerce le titre de l'assurance littéraire.

Il nous faudra ensuite définir le domaine public, poser les principes qui en doivent régler l'exploitation, distinguer dans la contrefaçon le vol et le quasi-délit, établir les cas dans lesquels le principe des servitudes et celui de l'expropriation pour cause d'utilité publique pourront ou devront même être appliqués, examiner les mesures à prendre pour déterminer les nations civilisées à adopter, en matière de Propriété littéraire, une législation commune; en un mot, compléter, autant qu'il sera possible, dans toutes ses parties notre nouvelle organisation. Pour la solution de ces diverses questions, nous aurons recours aux principes généraux, à la jurisprudence spéciale et aux usages reçus.

Une fois tous nos articles organiques exposés et commentés, il restera une dernière question que nous résolvons affirmativement. Les intérêts de la Propriété Littéraire doivent-ils être confiés à une administration spéciale?

Nous avons dit déjà qu'il fallait distinguer entre le fond du droit et l'exercice du droit. — La propriété d'une forêt, celle d'une mine, sont des propriétés comme celles d'une ferme, d'une maison. Des règlements spéciaux ont été faits pour l'exploitation des forêts et des mines; et pour l'exécution de ces règlements spéciaux

nous avons les conservations forestières et l'administration des Mines. Pour que le service administratif s'exécute avec intelligence, rapidité et esprit de suite, il doit y avoir autant d'administrations spéciales qu'il y a d'unités distinctes dans l'État.

Mais nous voudrions que l'administration de la Propriété Littéraire et de la librairie fût indépendante du pouvoir exécutif, qu'elle relevât directement d'un corps libre, par exemple, de l'Institut.

Nous voudrions qu'il fût créé une direction dans chaque chef-lieu de Cour d'appel, et que ces directions ne dépendissent d'une direction générale établie à Paris, que pour les détails statistiques et la perception de l'impôt.

Alors la décentralisation littéraire s'effectuerait insensiblement, et, avant peu d'années, Bordeaux, Toulouse, Lyon, Rennes, etc., auraient recouvré leur ancienne splendeur.

Tel est le système dans lequel pourront être produites, épurées et distribuées le plus convenablement toutes les richesses littéraires et artistiques, richesses qui, presque toujours, restent aujourd'hui sous le boisseau, sont altérées par différents alliages ou enfin sont abandonnées à un gaspillage déplorable; tel est le système qui, selon nous, amènera le règne de l'intelligence et constituera la RÉPUBLIQUE DES LETTRES sur des bases solides, éternelles, contre lesquelles ne prévaudront ni les murmures de la multitude, ni les vellétés du pouvoir.

En fondant une Revue périodique pour la propagation de nos idées, nous ne nous sommes point dissimulé les difficultés qu'il nous faudra vaincre, mais ces difficultés ne nous effrayent point. Fermement résolu à éviter tout scandale, toute personnalité dans nos critiques et à ne proposer aucune innovation de nature à compromettre des droits acquis et des intérêts respectables, sans l'accompagner d'une mesure transitoire pour en neutraliser les fâcheux effets, nous avons l'espoir de convertir à nos opinions les imprimeurs, les libraires, les hommes de lettres et les artistes sincèrement dévoués à la cause de la civilisation.

Ainsi, nous acceptons le principe de l'indemnité pour les Imprimeurs brevetés (1) et pour les Éditeurs d'ouvrages qui, étant aujourd'hui tombés dans le domaine public, rentreraient, en vertu de nos nouvelles dispositions, en la possession des héritiers ou ayants droit des auteurs.

Nous faisons une Revue périodique plutôt qu'un livre, parce qu'ayant toujours à étudier et à apprendre dans une réforme si importante, nous tenons à suivre le mouvement de la Librairie, et à traiter à notre point de vue, au fur et à mesure qu'elles

(1) Selon nous, une des mesures les plus rationnelles en matière de brevets d'imprimeur, ce serait la distinction à établir entre les ateliers de composition et les ateliers d'impression. Nous aurions eu l'honneur d'être député ou journaliste à l'époque de la discussion de la dernière loi sur la presse, nous aurions demandé la maintien des brevets pour les ateliers d'impression et la liberté pour les ateliers de composition, ainsi que du reste cela existe pour la lithographie et la taille douce. Les écrivains lithographes et les graveurs travaillent chez eux. En 1840, nous avions pris la liberté d'adresser à M. Léon Faucher, ministre de l'intérieur, une pétition dans ce sens-là. Et il est à regretter que cette pétition ait été jetée au panier. Nous l'appuyions sur des considérations morales et économiques assez élevées et de nature à éveiller la sollicitude d'un homme d'État.

Cette mesure que nous conseillons aurait pour résultat immédiat d'annuler la question des tarifs, source permanente de conflits regrettables entre les maîtres imprimeurs et leurs ouvriers.

se présenteront, toutes les questions d'actualité rentrant dans le domaine littéraire.

Huit années de pratique dans l'Imprimerie, la Librairie et la Presse, et quatre années d'études et de méditations, nous autorisent à espérer que les hommes spéciaux et principalement nos législateurs voudront bien prendre en considération nos plans de réforme pour les examiner avec soin et impartialité. Nous accepterons de grand cœur les observations sérieuses qui nous seront adressées relativement aux diverses parties de notre programme. Convaincu que de la discussion naît toujours quelque lumière, dès ce moment même, nous faisons appel aux Économistes qui partageraient nos préoccupations en ce qui regarde les intérêts littéraires, et nous les invitons à nous accorder leur bienveillante et utile collaboration.

R.-E. SAUVAGE,
Ex-Imprimeur-Libraire.

Paris, 20 juillet 1846.

BANQUE

DE DÉPOT ET DE GARANTIE

POUR LES ÉDITEURS ET LES SOUSCRIPTEURS

INTRODUCTION

I.

Anciens règlements de la librairie relatifs aux souscriptions. — Pourquoi ils n'ont point dû être rappelés dans le décret de 1810 et dans la loi de 1814. — Le Code civil. — Chances funestes spéciales à la librairie. — But des souscriptions. — Payement anticipé. — Abus. — Bulletin d'adhésion. — Nouveaux abus.

Sous l'empire des anciens règlements de la librairie, l'ouverture des souscriptions était assujettie à des formalités de nature à inspirer une certaine confiance aux souscripteurs.

Le règlement du 28 février 1723 porte, article 9 : « Tous les imprimeurs et
« libraires feront imprimer les livres en beaux caractères, sur de bon papier, et bien
« corrects, avec le nom et la demeure du libraire qui aura fait faire l'impression
« pour son compte et à ses dépens. »

L'arrêt du Conseil, du 10 avril 1725, porte, article 2 : « Seront tenus les libraires
« et imprimeurs de donner une attention particulière à ce que les éditions des
« livres qu'ils feront imprimer soient absolument correctes, autant que faire se
« pourra, à peine de confiscation de celles dont la correction aura été visiblement
« négligée, et de privation des privilèges ou permissions accordés à ceux qui seront
« tombés en semblables délits. »

L'ordonnance du roi, du 25 septembre 1742, porte, article 17 : « Veut sa Majesté
« qu'il ne puisse être proposé au public aucun ouvrage par souscription que par un
« libraire ou imprimeur, qui sera garant des souscriptions envers le public, en
« son propre et privé nom; et les deniers, qui seront reçus pour les souscripteurs,
« ne pourront être remis en d'autres mains qu'en celles des libraires ou impri-

« meurs, au nom desquels se feront les souscriptions; et ils en demeureront respon-
« sables envers les souscrivants. » Et article 19 : « Veut sa Majesté que le libraire
« ou imprimeur ne puisse proposer aucune souscription qu'après en avoir obtenu
« l'agrément de M. le garde des sceaux; et qu'il distribue, avec le prospectus
« qu'il publiera, au moins une feuille d'impression de l'ouvrage qu'il proposera par
« souscription, laquelle feuille sera imprimée des mêmes forme, caractères et papier
« qu'il s'engagera d'employer dans l'exécution de l'ouvrage qu'il sera tenu de livrer
« dans le temps voulu par la souscription. »

La confiance que ces anciens règlements accordaient aux libraires, relativement à l'encaissement des fonds de la souscription, s'explique très-facilement par l'ensemble de la législation en matière d'imprimerie et de librairie. La librairie et l'imprimerie étaient constituées sous le régime du monopole, ainsi que les autres industries. Les imprimeurs et les libraires, membres du corps de l'Université, formaient une communauté, ayant ses statuts et ses règlements particuliers, dont l'exécution était confiée à une chambre syndicale, c'est-à-dire aux imprimeurs et libraires eux-mêmes. C'est par des causes de la même nature que l'on doit expliquer la confiance accordée, de nos jours, par la loi, aux membres des différents corps d'officiers ministériels, aux avoués, aux notaires, aux huissiers, etc.

Il n'entre point dans notre plan d'examiner jusqu'à quel point fut atteint le but que s'était proposé le célèbre auteur du règlement de 1723. Nous devons seulement constater quel était ce but, sous le rapport commercial : C'ÉTAIT LA PERFECTION DES PRODUITS TYPOGRAPHIQUES ET L'ACCOMPLISSEMENT ENTIER ET FIDÈLE DES ENGAGEMENTS CONTRACTÉS PAR LES LIBRAIRES ENVERS LE PUBLIC.

La révolution, en abolissant les jurandes, corporations de professions et tous les privilèges, et en décrétant la liberté de la presse, détruisit dans sa base tout le travail du chancelier d'Aguesseau.

A l'ancienne législation a succédé le décret du 5 février 1810, qui a été modifié, en certaines parties, par la loi du 21 octobre 1814. La révolution de 1830 n'a pu ou n'a pas voulu encore modifier, selon l'esprit nouveau, le décret dicté par un pouvoir absolu, et la loi émanée d'une autorité qui, pour être constitutionnelle, n'en était pas plus libérale; de telle sorte que la législation actuelle de l'imprimerie et de la librairie est une législation bâtarde, incomplète, illogique, où règnent la confusion et l'arbitraire; labyrinthe obscur et plein de pièges, dans lequel on n'a pas même, pour guider sa marche, le fil de la jurisprudence.

Dans notre brochure : *De la conversion du timbre des journaux*, etc., nous promettons un travail sur l'organisation de la propriété littéraire et de la librairie. L'esquisse de ce travail est toute tracée; nous remplirons notre tâche quand une position meilleure nous aura fait de plus longs loisirs.

Le décret impérial et la loi de la Restauration ont puisé, dans les anciens règlements, une partie de leurs dispositions; mais ni l'un ni l'autre n'ont rétabli les articles que nous avons cités, articles qui ont un caractère tout commercial. M. Pic, auteur du *Code des imprimeurs-libraires*, publié en 1825, pense que les dispositions des

anciens règlements qui ne seraient point incompatibles avec le nouvel ordre social, doivent être considérées comme ayant force de loi. Assurément, sous le régime de la liberté du travail et de la liberté de la presse, *il n'est pas permis de faire des éditions incorrectes et de manquer à ses engagements*. Mais si, dans le décret et dans la loi précitées, les dispositions en question ont été négligées, si même la police de la librairie ne s'en est jamais préoccupée, c'est que, par leur nature, appartenant à l'ordre civil ou commercial, il était inutile, dangereux peut-être, sous l'empire du code civil et du code de commerce, de les introduire dans un règlement de police ayant un caractère spécialement politique. •

En effet, en théorie, les intérêts qui font l'objet de notre préoccupation sont bien mieux protégés par les articles 1110 (1), 1116, 1129, 1135, 1144, 1156, 1160, 1243 et 1641 du Code civil et par le Code de commerce en général, qu'ils ne pouvaient l'être, avant la Révolution, par les règlements et arrêts du Conseil, et par les jugements de la chambre syndicale des imprimeurs-libraires.

Malheureusement, les principes de droit et d'équité, ailleurs d'une application généralement facile, sauf la question d'argent et de temps, sont, en matière de souscriptions de librairie, abandonnés, par le fait, à la conscience, à l'habileté et au zèle des éditeurs.

Avant de justifier notre assertion, il faut d'abord exposer sommairement les chances funestes spéciales à la librairie; nous n'en citerons que trois principales.

1^o En librairie, les chances de placement sont on ne peut plus limitées. Si on est obligé de se nourrir et de se vêtir, on ne l'est pas de s'instruire. Les livres écrits dans une langue ne peuvent se vendre que là où cette langue se parle.

2^o Les frais de composition étant aussi onéreux pour un seul exemplaire que pour dix, cent, mille, dix mille, cent mille, le libraire, quoique ayant aujourd'hui la ressource du clichage, ne peut travailler que sur une grande échelle.

3^o Le fait de l'impression, loin d'accroître la valeur de la matière première, c'est-à-dire celle du papier, diminue au contraire considérablement cette valeur. En cas de non-succès du livre, le libraire vend quatre francs ce qu'il a acheté quarante.

A de telles chances, inhérentes à l'industrie de la fabrication des livres, s'en joignent d'autres non moins funestes, dérivant de la concurrence commerciale et de notre législation relative à la propriété littéraire. Mais celles-ci appartenant à l'ordre législatif et au système commercial actuel, nous nous abstenons d'en faire mention, attendu que, dans ce travail, notre unique but est de modifier quelques-uns des usages particuliers de la librairie, et non pas de toucher aux lois spéciales qui la régissent ni aux usages généraux du commerce.

Il est fort probable, il est même certain qu'en modifiant ces usages particuliers, nous diminuerons considérablement les vices auxquels nous faisons allusion; mais un tel résultat ne sera qu'indirect, et, du moment qu'il ne saurait être complet, nous ne pouvons nous en prévaloir. C'est pourquoi, ne voulant pas donner à notre ré-

(1) Voyez, pour tous les articles de loi cités dans cet ouvrage, à la fin du commentaire.

forme une portée plus grande que celle qu'elle a en réalité, nous ne tenons compte que des trois chances signalées plus haut.

En face d'un tel état de choses, les souscriptions ont dû avoir pour objet d'assurer aux libraires l'écoulement d'un certain nombre d'exemplaires avant la mise sous presse. L'usage du paiement anticipé permettait ensuite aux libraires, qui se sentaient de force à entreprendre l'opération à leurs risques et périls, de pousser la fabrication avec plus de vigueur. Mais, dans tous les cas, sous le nouveau comme sous l'ancien régime, l'ouverture d'une souscription, avec paiement anticipé, constituait un engagement bilatéral sérieux entre le libraire et le souscripteur. Cet engagement, en droit et en équité, ne pouvait avoir qu'un caractère conditionnel, au profit de l'éditeur, sans autre éventualité à son préjudice que le remboursement pur et simple des sommes reçues. Si l'ouvrage était livré, il devait l'être *correct, en beaux caractères, sur bon papier et dans un délai raisonnable* ; si l'ouvrage n'était pas livré, *l'argent devait être remboursé intégralement*.

Les jugements et arrêts en cette matière sont très-concluants ; mais, comme les jugements et arrêts ne sont pas des lois, comme pour chaque personne et chaque intérêt, il faut un jugement différent, et que ces jugements coûtent fort cher, il en résulta nécessairement qu'un souscripteur lésé aimait mieux perdre son argent que de plaider contre un libraire malheureux ou de mauvaise foi. Ce raisonnement du souscripteur, dont l'intérêt était si minime, parut tellement simple, que, sous l'empire d'une liberté du commerce et d'une liberté de la presse, manquant de contre-poids rationnels, des spéculateurs durent chercher à en tirer parti ; et cela fit naître tant d'abus, tant de scandales, que le souscripteur disparut. La librairie avait tué sa poule aux œufs d'or.

Assurément, si le nombre des éditeurs avait été limité, comme l'est encore celui des imprimeurs, et qu'ils eussent constitué une chambre syndicale, on aurait pu, en soumettant l'organisation des souscriptions à certaines formalités, obtenir d'autres résultats ; on aurait pu, dans le sein et sous la responsabilité de la chambre, fonder une caisse spéciale pour les souscriptions. Mais cela n'eut pas lieu, et ne saurait avoir lieu sans mettre sérieusement en péril les deux bases fondamentales de notre nouvel ordre social : la liberté du commerce et la liberté de la presse.

Pour retrouver le souscripteur, les libraires eurent recours au bulletin de souscription ou d'adhésion. Ce bulletin était une promesse, signée par le souscripteur, de payer le prix de l'ouvrage au moment de la livraison. Sous cette nouvelle forme, le contrat est toujours resté conditionnel au fond ; mais il est beaucoup moins sérieux. En voici les motifs :

1° Du jour où la souscription est ouverte à celui où la livraison commence, il s'écoule un temps quelquefois très-long. Dans cet intervalle, des souscripteurs meurent, changent de position, disparaissent. D'après l'article 1122 du Code civil, vous ne pouvez forcer un héritier ou un ayant cause de faire honneur à un bulletin de souscription.

2° Certains souscripteurs, soit par mauvaise foi, soit par un motif plus ou moins

fondé, refusent de recevoir l'ouvrage. Faut-il que l'éditeur intente des procès onéreux, peut-être pour des bulletins de cinq francs, aujourd'hui à Brest, demain à Perpignan, après-demain à Strasbourg?

Dans l'un et l'autre cas, l'éditeur n'a donc plus entre les mains que des bulletins sans valeur, grevés même quelquefois de frais de placement et de recouvrement.

Quel est le banquier qui consente ensuite à ouvrir un crédit à un éditeur sur la garantie de ces bulletins, où figure une somme minime, et dont les signataires, plus ou moins obscurs, sont épars dans tout le royaume? Aucun, en supposant même que les signatures n'aient pu être données par erreur, extorquées par violence ou surprises par dol (art. 1109, C. civ.), en supposant l'éditeur aussi intelligent que loyal.

De cette façon, les éditeurs ne peuvent plus, comme autrefois, lors du paiement anticipé en espèces, commencer ou pousser avec vigueur la fabrication de leurs ouvrages, lorsqu'ils jugent convenable de faire l'opération à leurs risques et périls.

Ainsi, la position de l'éditeur à l'égard du souscripteur a été tout à fait intervertie. Par le paiement anticipé, c'était l'éditeur qui se constituait débiteur; par le bulletin d'adhésion, il se constitua créancier. Autrefois tous les risques, tous les embarras étaient le partage du souscripteur; ces risques, ces embarras devinrent le partage de l'éditeur.

En raisonnant ainsi, nous n'avons en vue que les éditeurs sérieux, honnêtes et intelligents; et il est triste d'avouer que tout rigoureux que soit notre raisonnement, il ne s'applique néanmoins qu'à des exceptions. Car, en réalité, les choses se sont passées de telle manière que le public a presque toujours été plus ou moins indignement exploité. L'ouvrage n'était pas rédigé et imprimé dans les conditions du prospectus; les réclames des journaux en avaient menti au public. Mais l'ouvrage une fois livré, une fois lu (et l'on ne s'apercevait, le plus souvent, des vices de la chose vendue qu'après livraison et surtout après lecture), il devenait fort difficile d'intenter un procès aux éditeurs. L'ouvrage était-il publié par livraisons payables comptant, il en paraissait vingt au lieu de cinquante, ou cinquante au lieu de vingt. Dans le premier cas, les souscripteurs avaient un ouvrage incomplet; dans le second, ils étaient indirectement forcés de dépenser douze francs au lieu de cinq. Ainsi trompés, les souscripteurs étaient mécontents, furieux; ils traitaient les éditeurs d'escrocs et de fripons, tout au moins d'étourdis et d'incapables; mais ils se gardaient bien d'avoir recours à la justice pour une bagatelle semblable; ils payaient, en jurant bien qu'on ne les y prendrait plus.

En effet, aujourd'hui le bulletin d'adhésion a fait son temps; il est déconsidéré, usé, et n'est plus guère connu que dans la Bohême littéraire, où on l'exploite pour arracher et même souvent extorquer quelques pièces de cinq francs à des usuriers de bas étage, et des impressions à crédit chez un imprimeur besogneux. Du moins, c'est là que nous l'avons trouvé lors de notre court passage dans la librairie parisienne, dont nous avons voulu, poussé par la passion des réformes spéciales, explorer

toutes les régions. Or, le bulletin d'adhésion nous paraissant renfermer une semence féconde, nous ne craignîmes pas de le soumettre à diverses épreuves, et la dernière transformation que nous lui avons fait subir nous a conduit, nous l'espérons, à la solution du problème qui préoccupait depuis longtemps notre esprit.

II.

Monopole. — Anarchie. — Position du problème. — Toute souscription doit être conditionnelle. — Representation des souscripteurs. — Creation du contrôleur-mandataire. — Paiement consigné. — Banque de dépôt et de garantie pour les éditeurs et les souscripteurs. -- Une réponse à certaines objections déjà faites à l'auteur.

Des observations précédentes il résulte donc que si, en vertu de la liberté du commerce et de la liberté de la presse, tous les citoyens ont été appelés à cultiver le domaine littéraire, il doit y avoir, grâce aux abus et aux scandales dont nous n'avons signalé qu'une partie, il doit y avoir, disons-nous, peu d'élus. Aujourd'hui il n'est permis qu'aux grandes maisons, à l'abri de tout soupçon et de toute catastrophe par leurs antécédents et leurs capitaux, d'organiser et de mener à bonne fin les souscriptions de librairie.

Loin de nous, assurément, la pensée d'attaquer un privilège de cette nature, loyalement et chèrement acquis. Nous faisons même des vœux pour qu'il subsiste, au profit de maisons honorables, tant que la librairie ne sera pas entrée dans une voie nouvelle, et n'aura pas apporté elle-même à la société les garanties d'intelligence et de probité qu'exige l'esprit de notre législation. Car il serait à craindre qu'une administration spéciale, mal inspirée, ne rétablît les anciens règlements de la librairie, et ne mit ainsi la liberté en péril, sous le spécieux prétexte de sauver l'ordre public.

Ici une courte explication est nécessaire pour que notre travail ne paraisse pas trop incomplet. A l'appui de nos assertions, nous n'avons aucun fait authentique ou notoire, aucun jugement ou arrêt. Nous avons jugé inutile à notre cause de citer des noms propres et de rappeler d'anciens scandales. C'est pour les libraires, les gens de lettres et les banquiers, que nous écrivons ; et l'état actuel de la librairie n'est un mystère pour aucun d'eux. D'un autre côté, n'ayant à proposer aucuns changements ni dans les lois spéciales de la librairie, ni dans les usages généraux du commerce, nous n'avons eu que deux points à établir : 1° que par suite des chances funestes spéciales à la librairie, il était souvent nécessaire aux éditeurs de placer leurs produits préalablement à la fabrication ; 2° qu'aujourd'hui il n'existe aucun moyen spécial assez honorable et assez efficace pour inspirer au public une confiance raisonnée dans les opérations des éditeurs ; et qu'alors la situation se résumait par ces deux mots : ANARCHIE et MONOPOLE. Personne, sans doute, ne peut nous contester ces deux points.

Maintenant, si le lecteur veut bien se rappeler dans quel cercle nous avons circonscrit notre sujet, il comprendra que nous ne devons pas non plus entamer une discussion politique et administrative, une telle discussion d'ailleurs n'amenant le plus ordinairement que de l'irritation et des difficultés, sans compensation aucune.

Encore une fois, que voulons-nous ? *Offrir aux éditeurs sérieux, intelligents et honnêtes, un moyen infaillible de se faire reconnaître de la foule des éditeurs éphémères incapables ou de mauvaise foi* ; et il s'agit de résoudre cet important problème en dehors de l'action gouvernementale, en dehors également d'une chambre disciplinaire, ainsi que l'exigent la liberté de la presse et la liberté du travail, principes auxquels nous revenons à chaque instant, attendu qu'on les a trop souvent oubliés, négligés ou mal posés dans les divers projets ou discussions ayant rapport à la librairie et au journalisme.

Voici donc en quels termes nous posons notre problème :

Nous voulons :

1° Que tout libraire-éditeur puisse, quelles que soient ses ressources, quelle que soit son importance commerciale, réaliser, dans un bref délai et sans grands frais, la somme dont il aurait besoin pour entreprendre à coup sûr, la publication de tout ouvrage utile ou agréable, commun ou de luxe, à bon marché ou d'un prix élevé ;

2° Que les souscripteurs aient la certitude que l'ouvrage sera livré bien correct, sur bon papier, enfin dans les conditions du prospectus spécimen, ou que leur adhésion n'entraînera, pour eux, dans quelque cas que ce soit, aucune perte d'argent ou préjudice quelconque.

Notre problème consiste ainsi à opposer à la négligence, à l'incapacité, à la fourberie individuelle, une agence garante de la vérité, librement choisie et organisée de manière à élever le commerce de la librairie au premier rang parmi les commerces les plus libres et les plus considérables.

Nous avons dit plus haut quelles étaient les chances funestes spéciales à la librairie. Les faire disparaître, telle a dû être notre première pensée. En rendant à la souscription son caractère primitif qui était essentiellement conditionnel, c'est-à-dire en subordonnant la fabrication du livre à la vente préalable d'une quantité déterminée d'exemplaires, nous atteignons ce but. (Art. 1168, 1181 et 1584, C. civ.)

Or, que remarquons-nous de particulier dans cet engagement entre un éditeur et le public. D'un côté, un seul et fort intérêt, celui de l'éditeur ; de l'autre, une collection d'intérêts minimes et communs, celui des souscripteurs. Pour quiconque se rendra un compte exact de la position des souscripteurs à l'égard les uns des autres et à l'égard de l'éditeur, l'analogie de cette position avec celle des absents, des créanciers et des actionnaires, paraîtra évidemment rationnelle. Ne pouvant veiller individuellement à leurs intérêts, les souscripteurs ont besoin d'être représentés.

(Art. 113, C. civ. et 462, C. de com.) Au nom de quel pouvoir et comment le seront-ils ?

Avant de résoudre cette double question, il importe d'examiner quelles sont les conditions qui sont exigées dans tout représentant civil ou commercial, et jusqu'à quel point la responsabilité d'un représentant des souscripteurs doit être engagée dans le contrat intervenu entre l'éditeur et le public. Des formalités plus ou moins sévères sont établies par la loi ou des règlements dans le but de garantir contre toute lésion les intérêts qu'il s'agit de protéger ou d'administrer. (*Absence, minorité*, C. civ.; *constitution d'avoué*, C. de procéd. civ.; *faillites*, C. de com.) La mission du représentant est de remplir ces formalités ou de veiller à leur accomplissement. Car si, par défaut d'actes conservatoires faits en temps utile, il arrive quelque préjudice, ce préjudice est imputable à la négligence, à l'incapacité, à la mauvaise foi du représentant. Alors celui-ci est déclaré responsable. (Art. 125 et 469, C. civ.; 132, C. de procéd. civ.; et 596, C. de com.)

Mais une telle responsabilité, en fait et même en droit strict, est toujours incomplète et souvent illusoire. Elle peut quelquefois ruiner des tuteurs, des officiers ministériels, des syndics : mais a-t-elle jamais sauvé, du moins complètement, les intérêts compromis ?

Cette sorte de représentation ne saurait donc convenir dans l'espèce. L'intérêt de la souscription exige que la responsabilité du représentant des souscripteurs soit complète et sérieuse. La perte étant exactement déterminée, il est nécessaire que, le cas échéant, elle soit complètement réparée, conformément à l'article 1149 du Cod. civ. Autrement, qui oserait adhérer à une opération de librairie quelconque, soit comme souscripteur, soit comme libraire-commissionnaire ?

A notre avis, le seul mode de représentation efficace serait celle d'un mandataire salarié, agissant au nom d'une collection de souscripteurs (art. 1984, 1991 et 1992, C. civ.), à la condition que ce mandataire salarié fût notoirement solvable et eût une réputation de capacité et de loyauté bien établie.

Un tel mandat est ordinairement donné par les intéressés eux-mêmes. Mais ici se présente une grande difficulté. Les souscripteurs, n'apportant leur adhésion qu'à des époques plus ou moins éloignées de l'ouverture de la souscription, demeurant çà et là à de grandes distances du domicile de l'éditeur, et inconnus les uns aux autres, ne peuvent constituer eux-mêmes leur mandataire qui doit être constitué dès le début de l'opération ; et, d'un autre côté, ils ne sauraient, sans des difficultés et des frais énormes, nullement en rapport avec la faible importance de chaque souscription individuelle, agir de concert, comme le font des actionnaires ou des créanciers ordinaires, par l'intermédiaire d'un comité de surveillance ou d'un syndic.

Pourrait-on confier à un tribunal, à une administration publique, la nomination du mandataire des souscripteurs ? Non : l'État, à quelque degré de la hiérarchie que ce soit, n'accepterait pas pour lui, en dehors d'une loi spéciale, une responsabilité matérielle aussi étendue, et ce serait l'accepter que d'intervenir dans une pareille nomination ; ou bien les intérêts des souscripteurs ne seraient pas plus garantis que

ne le sont ordinairement certains intérêts publics, placés sous la surveillance et la responsabilité d'inspecteurs, commissaires royaux ou comités.

Ne perdons pas de vue d'ailleurs qu'il s'agit ici d'inspirer la plus grande confiance au public, et que le principal intéressé à ce que cette confiance soit entière, absolue, est l'éditeur lui-même. Alors il est tout à fait rationnel de s'en rapporter pour le choix à faire, à celui-là qui a le plus puissant intérêt à ce que le choix soit bien fait. Nous supposons les éditeurs qui voudront publier un ouvrage d'après notre système, pleins de zèle et de bonne foi. Ce que nous proposons n'offre donc aucun inconvénient radical, surtout sous l'empire du Code civil qui charge le ministère public de veiller aux intérêts des absents et des incapables. Car nous pensons qu'un procureur du roi aurait le droit de s'opposer à ce qu'un homme indigne ou insolvable fût revêtu d'un mandat de cette importance. (Art. 114, C. civ.)

Voici une autre considération à invoquer : la collection des souscripteurs formant une seule et même personne civile représentée par le mandataire, c'est le mandataire qui doit débattre avec l'éditeur les conditions de la souscription, intervenir dans le contrat. Or ce débat, cette intervention supposent nécessairement un accord préalable entre l'éditeur et le mandataire, un consentement mutuel. Par la force des choses, le choix du mandataire appartient à l'éditeur.

Cependant il existe une différence assez notable entre le mandataire ordinaire et le représentant des souscripteurs, différence provenant de la nature spéciale de l'obligation entre les souscripteurs et l'éditeur. Le mandataire ordinaire agit lui même au lieu et place de ses mandants. Le représentant des souscripteurs ne doit jamais agir ; il doit seulement surveiller, contrôler. Si, en outre des actes conservatoires, il prenait le moindre acte de gestion à sa charge, il ne serait plus autre chose que l'associé de l'éditeur. Cette différence explique notre création du contrôleur-mandataire, être mixte, ayant toutes les fonctions du contrôleur administratif et toute la responsabilité du mandataire privé.

L'obligation de l'éditeur est une obligation de faire une chose certaine, limitée, déterminée, dans tous les cas, suivant un prospectus-spécimen, et de la livrer dans un délai convenu avec toute garantie. (Art. 1142, 1603, 1625 et 1641, C. civ.) Dans les cas analogues, il y a vérification et réception des travaux ou marchandises. Le contrôleur-mandataire est-il habile à vérifier et à recevoir lui-même l'ouvrage, au nom des souscripteurs ? Non : car dans les limites que nous lui avons posées, il ne peut ni compromettre, ni même transiger ; et, d'un autre côté, comme il est choisi par l'éditeur, il n'inspirerait pas à cet égard une confiance entière, absolue. L'ouvrage devra donc être examiné, reçu ou rejeté dans l'intérêt des souscripteurs, par un pouvoir quelconque, indépendant de l'une et de l'autre partie. Quel sera ce pouvoir ? En cette matière, on consultera la nature de l'ouvrage, objet de l'examen, et les exigences du public spécial près duquel il y aura lieu de chercher des souscripteurs.

Nous pensons que la nomination d'un expert par le tribunal de commerce à la requête du contrôleur-mandataire, offrira, dans la plupart des cas, les meilleures garanties sous tous les rapports, ainsi que nous l'expliquerons.

Reste une dernière question. Si l'obligation de l'éditeur est de faire et de livrer la chose, l'obligation du souscripteur est d'en payer le prix (Art. 163 C. civ.). Comment ce paiement sera-t-il effectué ? Dans une obligation conditionnelle, les parties ne sont liées qu'après que la condition a été accomplie, et ici la condition pouvant être considérée jusqu'à un certain point comme potestative à l'égard de l'éditeur, il convient qu'il n'y ait de la part des souscripteurs exécution du contrat, c'est-à-dire paiement, que lorsque le contrat sera devenu définitif. Toutefois, d'après ce que nous avons dit plus haut, l'éditeur ne doit point accepter les embarras et les risques des recouvrements après la fabrication de l'ouvrage. Le contrôleur-mandataire doit lui garantir le paiement au moment de la livraison, et, au besoin, le prémunir contre toute espèce de perte du fait du souscripteur. Or, pour qu'une telle garantie soit matériellement possible, il faut de toute nécessité qu'il y ait consignation du prix de la souscription et centralisation de toutes les sommes partielles dans une caisse où elles soient à l'abri de tout détournement, soit du fait de l'éditeur, soit du fait du souscripteur, ainsi que de tout autre péril. La caisse des dépôts et consignations nous a paru propre à remplir ce but.

Par quelle voie le montant des souscriptions arrivera-t-il de la bourse du souscripteur dans la caisse des dépôts et consignations ? Le maniement des fonds, constituant dans l'espèce un véritable acte de gestion, est incompatible avec les fonctions de contrôleur-mandataire. D'un autre côté, s'il n'est pas prudent de payer l'ouvrage avant réception et livraison, il ne serait pas rationnel de confier à l'éditeur lui-même le maniement des fonds, à moins de lui trouver une caution sérieuse, fonctionnant avec facilité et sûreté, sous la surveillance et le contrôle du représentant des souscripteurs.

C'a été sous la préoccupation des idées que nous venons d'exposer sommairement que nous avons conçu et rédigé notre projet de banque de dépôt et de garantie pour les éditeurs et les souscripteurs.

Notre rédaction n'a point été improvisée ; elle est le fruit de trois longues années de méditations solitaires, après neuf années d'expériences spéciales qui nous ont fait pauvre et obscur.

Avant de terminer notre introduction, nous ferons une observation importante, et ce sera notre réponse à une foule d'objections qui nous ont déjà été faites et qui nous seront certainement présentées plus d'une fois sous différentes formes. Nous n'avons nullement la prétention de faire une loi de police générale pour la librairie ; nous n'affirmons pas que notre système, tel que nous l'avons formulé, soit applicable à toutes les souscriptions. Ce que nous croyons, c'est que, dans un très-grand nombre de cas, il peut offrir d'immenses avantages à la librairie, aux lettres et à la civilisation ; et, à ce titre, nous demandons qu'il soit pris en sérieuse considération par les libraires et les littérateurs.

C'est pourquoi, si nous prouvons que notre acte de souscription ne présente aucune clause contraire à nos lois et aux saines idées d'ordre et de morale ; que les garanties que nous avons tenté d'organiser se trouvent effectivement organisées, nous aurons rempli notre tâche, nous aurons gagné notre procès.

ACTE DE SOUSCRIPTION

Entre les soussignés :

1° M. SAUVAGE-HARDY (RENÉ-EUGÈNE), gérant de la Banque de dépôt et de garantie pour les éditeurs et les souscripteurs, faisant élection de domicile dans les bureaux de M. L..., banquier à Paris;

2° M. N..., libraire-éditeur à O***, faisant élection de domicile à Paris, chez M....., rue.....

3° Et M. X..., intervenant en qualité de CONTRÔLEUR-MANDATAIRE, dans l'intérêt des souscripteurs, demeurant à Paris, rue...

A été convenu ce qui suit :

ARTICLE I^{er}.

M. Sauvage-Hardy reconnaît avoir reçu de M. N..... *quatre cents* registres à souche, contenant chacun *vingt-cinq* quittances de souscription à un ouvrage intitulé :..... duquel ouvrage le prospectus-specimen est annexé au présent.

Chacune desdites quittances représente une valeur de *dix francs*; et elles sont toutes signées de la main de M. N... Ainsi, ces quatre cents registres à souche représentent ensemble une valeur de CENT MILLE FRANCS, de laquelle valeur M. Sauvage-Hardy se déclare DÉPOSITAIRE RESPONSABLE pour le compte dudit libraire-éditeur.

ARTICLE II.

Aucun registre à souche ne pourra être enlevé des bureaux de la Banque avant que ledit registre ait été remplacé par des espèces ou billets de banque, représentant la valeur des quittances y contenues. Les quittances devront, en outre, avoir été revêtues de la signature de M. Sauvage-Hardy et d'un timbre sec, ainsi que du visa de M. X..., contrôleur-mandataire.

ARTICLE III.

Au fur et à mesure que les encaissements opérés à la BANQUE SAUVAGE-HARDY, tant pour le compte de M. N... que pour celui des autres éditeurs en relation avec ladite Banque, auront atteint CINQ MILLE FRANCS, ladite somme de cinq mille francs sera déposée à la caisse des dépôts et consignations, par les soins et au nom du gérant de la Banque.

ARTICLE IV.

M. Sauvage-Hardy sera tenu de souffrir, le jeudi de chaque semaine, la visite de M. X..., chargé de contrôler les registres et la caisse de la Banque, et de constater : 1° que les registres enlevés ont été remplacés par leur valeur en espèces ou billets de banque; 2° que les versements à la caisse des dépôts et consignations se font régulièrement. M. X... formera immédiatement une opposition sur chaque dépôt partiel de cinq mille francs, sous sa propre et entière responsabilité.

ARTICLE V.

M. X... fera tous les autres actes conservatoires nécessaires pour que les intérêts des souscripteurs soient à l'abri de tout sinistre. Les frais seront avancés par lui; mais, lors de la liquidation de la souscription, il lui sera tenu compte, par qui de droit, des frais auxquels lesdits actes conservatoires auront justement donné lieu.

ARTICLE VI.

Aussitôt que les registres auront été tous enlevés, la souscription, de *conditionnelle* qu'elle est à l'égard de M. N..., deviendra *définitive* et constituera, entre l'éditeur et les souscripteurs, un ENGAGEMENT BILATÉRAL, pour la loyale et complète exécution duquel M. Sauvage-Hardy intervient par le présent en qualité de *caution de l'éditeur*, et M. X... en qualité de *mandataire des souscripteurs*.

ARTICLE VII.

L'ouvrage, objet de la présente souscription, devra être livré complet aux souscripteurs, dans le délai de *six mois*, à partir de ce jour.

Ce délai expiré, sans que ladite souscription ait été déclarée définitive, M. X..., après avoir mis M. N... en demeure de retirer les registres non encore enlevés et lui avoir accordé, au besoin, une prolongation de délai, devra autoriser et même obliger M. Sauvage-Hardy à opérer le remboursement des quittances ayant *six mois* de date, lesquelles seraient présentées au bureau central. Lesdites quittances ainsi remboursées pourront être rattachées à leur souche et être émises de nouveau, si rien n'établit que la souscription doive être suspendue.

Dans le cas contraire, le remboursement des quittances devra être effectué intégralement. Un délai de six mois sera fixé aux souscripteurs pour la présentation de leurs quittances dans les bureaux de la Banque; passé lequel délai les fonds seront remis entre les mains de l'éditeur, sous sa seule responsabilité.

ARTICLE VIII.

Avant que M. N... puisse mettre son ouvrage à la disposition des souscripteurs, cet ouvrage devra être examiné par un expert nommé par le tribunal de commerce.

L'expert déclarera ledit ouvrage rédigé, imprimé conformément aux conditions du prospectus, ou le déclarera non recevable.

Dans le premier cas, la livraison s'en fera immédiatement à la diligence du libraire-éditeur; et celui-ci, au fur et à mesure que la livraison s'effectuera, viendra toucher, dans les bureaux de la Banque, les fonds de la souscription, en échange des quittances dont la rentrée intégrale est nécessaire pour décharger M. Sauvage-Hardy de toute responsabilité envers les souscripteurs.

Cependant si, dans les six mois à partir de l'avis donné aux souscripteurs de la réception de l'ouvrage, toutes les quittances n'étaient pas rentrées, M. Sauvage-Hardy devra, sur l'avis motivé de M. X..., régler avec M. N..., sauf oppositions au profit d'autres créanciers. Alors les porteurs de quittances en retard auront perdu tout recours contre M. Sauvage-Hardy.

Dans le second cas, c'est-à-dire si l'ouvrage n'est pas jugé recevable, le tribunal de commerce, parties entendues, pourra déclarer la souscription *facultative* à l'égard des porteurs de quittances desquelles alors le remboursement sera *exigible*, ou bien accordera un délai de grâce pour que ledit M. N... remplisse ses engagements d'une manière complète.

L'ouvrage, ainsi amendé, devra être examiné de nouveau avec les mêmes formalités, si le tribunal le juge nécessaire.

ARTICLE IX.

Au fur et à mesure que M. Sauvage-Hardy justifiera de la rentrée d'une valeur de cinq mille francs en quittances, M. X... devra lui donner mainlevée des oppositions formées sur chaque dépôt partiel.

ARTICLE X.

Les honoraires de M. Sauvage-Hardy, en sa qualité de gérant de la Banque de dépôt et de garantie pour les éditeurs et les souscripteurs, consisteront :

1° En un droit proportionnel de *deux* pour cent sur le montant des souscriptions encaissées et livrées ;

2° En un droit fixe de *cinq* centimes par chaque quittance timbrée et visée, et sortie des bureaux de la banque.

Si la souscription n'a pas de suite, ou si l'ouvrage est définitivement rejeté, le droit proportionnel sera réduit à *un* pour cent sur les exemplaires qui sortiront des magasins de l'éditeur dans les premiers six mois, à partir de l'avis de rejet ; mais le droit fixe sera dû intégralement.

ARTICLE XI.

Il sera alloué à M. X... *un demi* pour cent sur le montant des souscriptions encaissées, si l'opération arrive à bonne fin, et *un quart* seulement dans le cas contraire.

ARTICLE XII.

Au fur et à mesure de l'enlèvement des registres, l'éditeur versera, dans la caisse de la Banque, le droit fixe de *cinq centimes* et la moitié du droit proportionnel alloué à MM. Sauvage-Hardy et X..., en cas de non-succès de la souscription. Il ne sera tenu compte à ceux-ci de l'autre moitié qu'après la liquidation, s'il y a lieu, et au fur et à mesure de la rentrée des registres avec leurs quittances.

ARTICLE XIII.

Quant aux sommes provenant de l'intérêt des dépôts, elles seront consacrées à la liquidation des frais conservatoires auxquels la présente souscription aura justement donné lieu ; et s'il y a un excédant, cet excédant devra être affecté aux annonces ou autres frais d'organisation, et après l'avis de MM. N... et X... réunis à cet effet en conseil.

ARTICLE XIV.

Il sera ouvert, dans les bureaux de M. Sauvage-Hardy, un registre d'ordre, où chacune des parties enregistrera les avis, observations et reproches auxquels il sera attaché quelque importance. Devront y être également enregistrées toutes les décisions qui seront prises dans l'intérêt de l'une ou de l'autre des parties, ou dans celui des souscripteurs.

ARTICLE XV.

Toutes contestations entre l'une ou l'autre des parties devront, avant d'être portées au tribunal compétent, avoir été examinées par un conseil composé d'un imprimeur ou d'un libraire, d'un jurisconsulte et d'un banquier. La nomination des trois conciliateurs se fera à l'amiable entre les soussignés, et, en cas de non-accord, par le président du tribunal de commerce, à la requête de la partie la plus diligente.

Fait triple et de bonne foi.

SAUVAGE-HARDY. N... X...

COMMENTAIRE DE L'ACTE DE SOUSCRIPTION

Entre les soussignés :

1° M. SAUVAGE-HARDY (RENÉ-EUGÈNE), gérant de la Banque de dépôt et de garantie pour les éditeurs et les souscripteurs, faisant élection de domicile dans les bureaux de M. L....., banquier à Paris ;

2° M. N....., libraire-éditeur, à O****, faisant élection de domicile à Paris, chez M. A**, rue.....;

3° Et M. X....., intervenant en qualité de CONTRÔLEUR-MANDATAIRE, dans l'intérêt des souscripteurs, demeurant à Paris, rue.....,

A été convenu ce qui suit.

COMMENTAIRE

Qualités que doit posséder un gérant de banque de dépôt et de garantie. — Élection de domicile dans les bureaux d'une banque commerciale. — Les imprimeurs. — Ossuaires de la librairie. — Ouvrages imprimés au compte des auteurs.

Ainsi trois parties intervenant dans un acte dont jusqu'à présent la forme avait été simple; deux parties appelées à prélever sur les bénéfices de l'éditeur un nouvel impôt. Déjà les remises que l'éditeur est tenu de faire aux commissionnaires grèvent beaucoup trop la librairie. Il est impossible qu'elle accepte cette augmentation de charges, cette nouvelle complication.

A cela nous répondons : Le but que nous voulons atteindre ne peut être atteint par le mode simple. L'expérience l'a suffisamment prouvé, et personne n'ignore que la perfection dans les produits administratifs comme dans les produits industriels, n'est obtenue qu'à l'aide de contre-poids et engrenages, constituant un mécanisme plus ou moins compliqué.

D'un autre côté, notre réforme devant avoir pour résultat infaillible, non pas seulement de faire disparaître pour la librairie les chances funestes que nous avons signalées, mais encore de faciliter merveilleusement le placement des livres, ainsi que nous le démontrerons, les éditeurs pourront diminuer le prix de leurs produits et en augmenter considérablement le tirage. Si donc le bénéfice de l'éditeur sur chaque exemplaire est diminué, le nombre des exemplaires étant considérablement multiplié, ce bénéfice deviendra au contraire, en définitive, assez important et très-certain sur l'ensemble de l'opération. Ajoutons que les honoraires prélevés par le gérant de la banque et par le contrôleur mandataire doivent être proportionnels, et le taux aussi minime que possible. Alors cette première observation ne saurait avoir aucune valeur.

C'est pourquoi nous prions nos lecteurs de suspendre leur jugement à cet égard jusqu'à la fin du volume.

Dans l'esprit de notre réforme, le gérant d'une banque de dépôt et de garantie pour les éditeurs et les souscripteurs doit être un homme ayant déjà pratiqué la librairie, connaissant suffisamment les affaires, et pouvant conseiller et diriger les jeunes édi-

teurs dans leurs rapports avec les auteurs, les imprimeurs, les marchands de papier, etc. Sa qualité est incompatible avec toute autre profession de nature à entraîner une responsabilité matérielle, non pas parce qu'une faillite, une déconfiture mettrait en péril les fonds de la souscription (un pareil danger n'est nullement à craindre), mais parce que la confiance du public pourrait être moins facilement obtenue, et il importe d'éviter jusqu'à l'ombre du danger.

Il serait convenable aussi que les gérants de nos banques spéciales fissent élection de domicile dans les bureaux d'une banque ordinaire, constituée sur de solides bases. En voici le motif : les éditeurs auront besoin de crédit ; or, ce crédit, ils le trouveront plus facilement et à de meilleures conditions chez le banquier sous les yeux duquel se feront les opérations de la banque de dépôt et de garantie, dans la caisse duquel peut-être auront été versés les fonds de la souscription. Puis, par ce moyen, ces gérants auront moins besoin d'avoir une grande importance financière. Un nom honorable, une capacité spéciale éprouvée : tels seraient alors les seuls titres à exiger d'eux.

Puisque nous voulons, dans le gérant d'une banque de dépôt et de garantie pour les éditeurs et les souscripteurs, non-seulement un caissier exact et fidèle, mais encore un conseiller, un censeur, ce gérant ne devra pas, s'il veut obtenir une belle position morale et s'élever au rôle de directeur de la production littéraire, traiter pour toutes les opérations de librairie qui lui seraient présentées. Sous l'empire de notre législation spéciale, pourtant si peu favorable à la vraie liberté de la presse, les éditeurs n'offrent aucune garantie sérieuse à la société. Ils n'ont d'autre contre-poids que les imprimeurs à la merci desquels ils sont, du reste, abandonnés sous plusieurs rapports. Mais ces imprimeurs sont quelquefois aussi ignorants que les éditeurs eux-mêmes, ou ont beaucoup d'occupations, ou encore ont besoin de gagner l'intérêt de leurs capitaux, le loyer de leurs ateliers et magasins, et la vie de leurs ouvriers. Alors ils ne peuvent pas examiner les manuscrits au point de vue littéraire ou légal ; ils ne se préoccupent même pas d'un tel examen ; leur responsabilité étant d'ailleurs très-mal définie, et, en fait, entièrement illusoire. Dans d'autres cas, surtout en province, l'inconvénient contraire a lieu. Des imprimeurs, s'exagérant leur responsabilité légale, refusent leurs presses à des écrivains sérieux. Nos gérants suppléeront la législation dans cette éparation si nécessaire, dans ce contrôle si important. Ici, ils arrêteront l'éditeur imprudent ; là, ils exciteront l'imprimeur timoré ; et, de cette manière, de grands services seront rendus par eux à la cause de l'ordre et de la liberté.

Il existe à Paris des établissements qu'on a justement appelés les ossuaires de la librairie, où vont s'entasser une masse de publications, bonnes ou mauvaises au point de vue scientifique, littéraire ou artistique, mais toujours mauvaises au point de vue commercial. Un ouvrage qui, pour quelque raison que ce soit, tombe là, est un ouvrage perdu. Ces librairies ne seraient qu'à demi-vicieuses, si elles étaient parfois comme les monts-de-piété du commerce littéraire. Mais il n'en est point ainsi ; ce sont de véritables ossuaires. Une fois l'ouvrage vendu à vil prix, la faculté de rachat, fût-elle exprimée, deviendrait toujours illusoire à cause des avances faites, et des frais d'emmagasiner et de garde.

Grâce à l'épuration et au contrôle dont nous venons de parler, il est à croire que jamais une publication, entreprise par l'intermédiaire d'une banque spéciale, n'éprouvera une telle humiliation. Les auteurs qui font imprimer à leur compte trouveront le contre-poids qu'ils ne trouvent pas chez le libraire auquel ils s'adressent pour le placement de leur ouvrage. Or, ce qui alimente principalement les assises de la librairie, ce sont les ouvrages imprimés pour le compte des auteurs.

La nécessité d'imposer une caution à l'éditeur pour la consignation et la sûreté des fonds des souscripteurs, nous a donc conduit à la création d'une industrie nouvelle, celle d'un caissier se rendant caution de plusieurs éditeurs à la fois. C'était le seul moyen de rendre en quelque sorte nul l'impôt de garantie prélevé sur les souscriptions, et d'exercer une haute et salutaire influence sur le mouvement de la librairie. En outre, ainsi qu'on le verra plus loin, on comprendra facilement qu'une caution particulière, isolée, n'offrirait ni les mêmes sûretés, ni les mêmes facilités.

Nous avons dit que le contrôleur-mandataire ne pouvait être choisi que par l'éditeur même. Il y aurait beaucoup d'inconvénients à ce qu'il fût attaché spécialement à la caisse de dépôt et de garantie, et que sa responsabilité s'étendit sur toutes les opérations. Ces opérations pouvant embrasser des millions, où trouverait-on un mandataire présentant une responsabilité sérieuse, complète, telle que nous l'exigeons ? Plus l'homme choisi pour remplir ce mandat aura un nom honorable, une solvabilité certaine, notoire, plus le public aura foi dans la souscription, moins le succès de l'éditeur sera douteux.

Ces trois parties, le banquier, l'éditeur et le contrôleur-mandataire ont des intérêts entièrement distincts. L'acte de souscription doit donc être fait triple.

ARTICLE PREMIER.

M. Sauvage-Hardy reconnaît avoir reçu de M. N... QUATRE CENTS registres à souche, contenant chacun VINGT-CINQ quittances de souscription à un ouvrage intitulé. duquel ouvrage le prospectus-spécimen est annexé au présent.

Chacune desdites quittances représente une valeur de DIX FRANCS, et elles sont toutes signées de la main de M. N... Ainsi ces quatre cents registres à souche représentent ensemble une valeur de CENT MILLE FRANCS, de laquelle valeur M. Sauvage-Hardy se déclare DÉPOSITAIRE RESPONSABLE pour le compte dudit libraire-éditeur.

COMMENTAIRE

Formalités à remplir avant la signature d'un acte de souscription. — Aucun intérêt ne doit être à découvert. — Dépôt de 100,000 fr. fictifs par l'éditeur. — Nature du dépôt.

Voici comment nous entendons l'organisation d'une souscription par l'entremise d'une banque de dépôt et de garantie. L'éditeur, de concert avec le gérant de la Banque, établit ses devis, arrête le chiffre du tirage et le prix de vente, passe des marchés conditionnels avec tous les fournisseurs dont le concours lui est nécessaire.

en s'engageant au besoin à rapporter, au moment où il s'agira de mettre les marchés à exécution, l'adhésion du gérant de la banque comme caution. Il fait imprimer ensuite un prospectus-spécimen et enfin les registres à souche pour quittances de souscription. Puisque le prix de la souscription doit être consigné, il fallait créer un titre qui le représentât entre les mains du souscripteur. Moins le total des quittances contenues dans chaque registre sera élevé, plus il sera facile à l'éditeur de les placer en gros chez les libraires-commissionnaires.

Ce n'est qu'après que toutes ces formalités auront été remplies que le gérant de la Banque peut passer son traité avec l'éditeur et le contrôleur-mandataire. Si les parties s'engageaient ensemble avant que les choses fussent ainsi posées, l'obligation aurait pour objet une chose nécessairement incertaine, quant à la quantité, quelquefois même à peine déterminée quant à son espèce (art. 1129 C. civ.); et il en résulterait des malentendus et des contestations de toutes sortes, dans l'interprétation des clauses principales. Pour que la caution ne pût, dans aucun cas, subir un préjudice quelconque par le fait du débiteur principal, pour que le jeu des principaux ressorts de notre système fût régulier, facile et sûr, il fallait que, de la part de l'éditeur, il y eût ce commencement d'exécution du contrat. En effet, dans l'esprit de notre obligation, aucun intérêt ne doit être à découvert. Or, celui de l'éditeur ne l'est, en aucune façon, par la livraison préalable des quittances signées de lui entre les mains du gérant de la banque, puisque ces quittances, pour devenir valeurs de circulation, ont besoin d'être revêtues du visa du contrôleur, et que, grâce à un seul cautionnement, tout minime qu'il soit, il n'existe aucune lacune dans la comptabilité de la banque. Il n'en serait pas de même à l'égard de l'éditeur si le commencement d'exécution de l'obligation incombait au gérant de la banque. Celui-ci serait à découvert et pourrait l'être pour des sommes importantes, dans le cas où il serait en rapport avec un grand nombre d'éditeurs.

Par notre premier article, l'éditeur confie donc au gérant de la banque de dépôt et de garantie une valeur de cent mille francs, valeur fictive, il est vrai, tout d'abord, mais qui ne tardera pas à devenir réelle, aussi réelle que celle des billets de banque, moyennant le mécanisme que nous allons expliquer.

Tant que les quittances restent en nature dans les bureaux de la banque, il y a simplement un dépôt de feuilles de papier. Le cas échéant, ce seraient ces mêmes feuilles de papier que le gérant devrait restituer à l'éditeur, et non pas la somme de cent mille francs. La responsabilité alors n'est pas bien lourde. Néanmoins le contrat de dépôt est parfait, c'est un dépôt volontaire, salarié, et entraînant toutes les conséquences légales (art. 1913, 1921, 1923, 1928 et 1937 C. civ.).

ARTICLE II.

Aucun registre à souche ne pourra être enlevé des bureaux de la banque avant que ledit registre ait été remplacé par des espèces ou billets de banque, représentant la valeur des quittances y contenues. Les quittances devront, en outre, avoir été revêtues de la signature de M. Sauvage-Hardy et d'un timbre sec, ainsi que du visa de M. X...., contrôleur-mandataire.

COMMENTAIRE

Opérations au comptant. — Enlèvement des registres. — Pourquoi les banques doivent s'immiscer dans le placement des quittances. — Avec 250 fr., l'éditeur retire successivement 100,000 fr. — Libraires-commissionnaires. — Deux manières d'opérer avec eux. — Formule de la quittance. — Incapacité des souscripteurs. — Curateur *ad hoc*. — Art. 114 du Code civil.

Si la banque n'opérait pas de cette manière rigoureuse et qu'elle acceptât des valeurs autres que des espèces ou des billets de banque, il arriverait que la responsabilité du gérant et celle du mandataire se compliqueraient étrangement, et que la liquidation de la souscription offrirait le plus souvent beaucoup d'embarras et beaucoup de périls. La banque ne serait donc plus une banque de garantie, ou bien il faudrait qu'elle ne traitât qu'avec des éditeurs déjà très-riches ou encore qu'elle eût elle-même une haute position financière, à l'abri de toute éventualité funeste. Mais alors notre système serait entièrement bouleversé; notre banque de dépôt et de garantie ne serait qu'une banque ordinaire, et le but auquel nous voulons atteindre plus tard, l'organisation de la liberté de la presse, s'éloignerait encore de nous.

Qui retirera les registres des bureaux de la banque? L'éditeur, sans aucun doute. Si le texte de l'article ne l'indique pas d'une manière positive, c'est qu'il y aurait quelque inconvénient à attribuer exclusivement à l'éditeur une telle faculté. L'article 1174 du Code civil s'y oppose formellement. Il est de l'intérêt des parties que les registres soient enlevés dans le plus bref délai possible. L'éditeur, soit par maladie, soit par paresse, peut laisser en souffrance les affaires de la souscription. Le gérant de la banque, comme étant sa caution, doit pouvoir, au besoin, s'immiscer dans le placement des quittances. N'oublions pas que, conformément au commentaire de l'article 1^{er}, le gérant de la banque connaît, aussi bien que l'éditeur lui-même, toutes les conditions de la souscription. Alors il n'y a lieu de craindre aucune irrégularité par suite de cette double action qui, du reste, n'aura lieu que dans des cas exceptionnels.

Pour retirer les quatre cents registres et déposer la somme de cent mille francs à la caisse des dépôts et consignations, il suffira à l'éditeur d'avoir une première somme de 250 francs, au moyen de laquelle il retirera le premier registre. Il détaillera lui-même ses quittances, si cela lui convient, et à mesure qu'il réalisera d'autres sommes de 250 francs, il viendra retirer tous les registres jusqu'au dernier. Cette opération qui, en ce moment, paraît hérissée de difficultés, paraîtra toute simple, toute facile, après qu'on aura vu et étudié l'ensemble de notre système.

Mais les éditeurs en général, et principalement les éditeurs littéraires qui naîtront, nous en avons la ferme confiance, de l'adoption des banques nouvelles, auront recours pour le placement de leurs quittances aux libraires-commissionnaires de Paris et des départements. Ils vendront des registres entiers à leurs correspondants, à la charge par ceux-ci d'en détailler les quittances dans leur clientèle locale. Comme les quittances en circulation peuvent être exposées au remboursement, que ce remboursement aura lieu à la caisse de la banque, il sera prudent aux éditeurs

d'exiger du libraire-commissionnaire la somme intégrale portée sur la quittance, sauf à lui tenir compte des remises, lors de la liquidation.

C'est ici le lieu de faire observer que le correspondant de province est une grande rareté de nos jours, qu'il a disparu comme le souscripteur. A qui la faute? Aux éditeurs peu scrupuleux qui s'engageaient envers un libraire à le constituer unique dépositaire de l'ouvrage dans sa localité, et qui, une fois le marché passé, les livres payés, lui suscitaient des concurrents pour le même placement; aux éditeurs ignorants ou fripons qui remplis-aient mal ou ne remplissaient pas complètement leurs engagements envers le public, et qui ainsi jetaient un vernis de complicité sur le commissionnaire, toujours innocent et quelquefois dupe lui-même.

Grâce à nos banques de dépôt et de garantie, les éditeurs trouveront facilement en province des correspondants, et ceux-ci, à leur tour, trouveront ou des souscripteurs avant la publication de l'ouvrage, ou des acheteurs, une fois la publication effectuée. La position de ces libraires-commissionnaires à l'égard de l'éditeur variera selon que les conventions particulières qui interviendront entre eux feront de la livraison des registres ou une vente pure et simple, sans autres clauses résolutoires que celles prévues dans l'acte de souscription, ou seulement un mandat de la nature de ceux prévus par les articles 1984 du Code civil et 93 du Code de commerce.

Dans le premier cas, le libraire prend à ses risques et périls le placement des quittances contenues dans le registre dont il aura fait l'acquisition, et il ne pourra en retourner aucune à l'éditeur, quand bien même la souscription viendrait à être déclarée définitive, avant que le placement de toutes les quittances du registre eût été effectué. Le libraire-commissionnaire se fait ainsi assureur.

Dans le second cas, ce libraire rendra le registre à l'éditeur, qui lui remboursera les quittances restées à la souche.

De cette façon, le commerce de la librairie, comme quelques-uns de nos contradicteurs ont semblé en douter, continuera d'être autre chose qu'une industrie de courtier. L'esprit spéculatif aura son élément et pourra même s'exercer, plus qu'amaïs, avec intelligence et succès. Mais de l'éditeur à la banque, la même faculté ne doit plus exister. Tout registre, sorti des bureaux de la banque, n'y rentrera point, hors le cas de liquidation. Si donc la banque juge convenable de placer elle-même des registres ou des quittances, ce placement devra toujours être une vente et non un mandat. Dans l'esprit de notre réforme, cela est un point essentiel.

Nous devons dès à présent indiquer un moyen à notre avis très-efficace pour transmettre la confiance de l'éditeur au souscripteur par l'intermédiaire du correspondant départemental. Ce moyen consisterait à répartir les frais de publicité entre les journaux des départements, et à les rendre profitables à chaque correspondant en raison directe du nombre de souscriptions qu'il aurait achetées. Plus loin quelques explications seront données à cet égard, et notre pensée sera parfaitement comprise.

Le signe représentatif de la somme consignée par le souscripteur ne saurait être soumis à trop de formalités, afin que l'authenticité n'en pût jamais être contestée.

Toute quittance est frappée d'un timbre sec. L'effigie ou la vignette symbolique sera gravée par un artiste capable, de telle manière que des faussaires ne puissent contre-faire des quittances et ne jettent ainsi du trouble et de la défiance dans ces nouvelles opérations. Avec quelques précautions de cette nature, en supposant même que la contrefaçon restât possible, comme cela a lieu pour les billets de banque, elle offrirait tant de difficultés et si peu de profit, qu'en vérité elle n'est pas à craindre. Ajoutons que les quittances devant porter deux numéros d'ordre, celui du registre et celui de la quittance elle-même, et le transfert devant s'en faire par endossement, il sera toujours facile de remonter à celui qui en aura fait l'émission. Trois parties figurent dans l'acte de souscription; trois signatures figureront sur la quittance : celle de l'éditeur, celle du gérant de la banque et celle du contrôleur mandataire. En marge seront écrits ces mots : *« Tout acquéreur d'un registre à souche pourra provoquer, près le tribunal compétent, la nomination d'un curateur ad hoc pour poursuivre l'éditeur, le gérant de la banque et le contrôleur-mandataire. »* Alors le jugement rendu au profit de ce curateur *ad hoc* profitera à tous les souscripteurs. Ce nouveau contre-poids, combiné avec l'article 114 du Code civil, est d'une absolue nécessité dans l'espèce, afin que la confiance dans une souscription s'étende sur tous les points de la France et même à l'étranger. Au dos de la quittance sera textuellement imprimé l'acte de souscription.

L'engagement de l'éditeur avec le souscripteur est bilatéral et doit être fait double. A la souche du registre figurera la signature du souscripteur. Celui-ci déclarera accepter pour mandataire la personne choisie par l'éditeur, et s'interdira toute action individuelle en justice pour raison de la souscription (art. 1985, 2044 et 2049 C. civ.). La masse des souscripteurs, constituant une personne morale, le souscripteur individuellement est incapable d'exercer aucun droit. Obligé cependant de prévoir le cas où l'initiative du ministère public ferait défaut dans certaines circonstances exceptionnelles, nous avons dû donner au libraire-commissionnaire, porteur d'un registre, le droit de provoquer, à ses risques et périls, la nomination d'un curateur *ad hoc* devant le tribunal compétent.

Ainsi, aucune souscription ne pourra être entravée, compromise, en aucune manière, par la passion ou l'ignorance, et si de toutes ces formalités, il sort une action judiciaire, il y aura tout lieu de croire qu'elle sera basée sur de justes griefs. Dans tous les cas, justice sera promptement faite, et sans qu'il en coûte beaucoup d'argent de part ou d'autre. En outre, ces sortes de procès, quel qu'en soit le résultat, ne causeront aucun préjudice pécuniaire à la masse des souscripteurs. Ou les signataires de l'acte de souscription auront été condamnés, et alors ce seront eux qui payeront les frais et répareront le dommage, ou il n'y aura eu ni dommage ni faute, et alors il est de toute justice que les frais de l'instance tombent à la charge du libraire-commissionnaire qui, malgré toutes les garanties offertes par l'acte de souscription, aura jugé à tort les intérêts de la souscription compromis ou en péril (art. 1134 C. civ.).

Les observations précédentes n'ont pour objet que les conditions générales de la

souscription. Les conditions particulières, intervenues entre l'éditeur et le libraire-commissionnaire, ne peuvent être régies que par le droit commun (78 et 106).

ARTICLE III.

Au fur et à mesure que les encaissements opérés à la BANQUE SAUVAGE-HARDY, tant pour le compte de M. N... que pour celui des autres éditeurs en relation avec ladite Banque, auront atteint *cinq mille francs*, ladite somme de cinq mille francs sera déposée à la caisse des dépôts et consignations, par les soins et au nom du gérant de la banque.

COMMENTAIRE

Cautionnement de 5,000 fr. — Mode des versements à la caisse des dépôts et consignations. — Banques commerciales faisant l'office de caisse des dépôts et consignations. — Double représentation des fonds des souscripteurs dans la circulation commerciale.

Toute banque de dépôt et de garantie pour les éditeurs et les souscripteurs doit commencer ses opérations avec un cautionnement de cinq mille francs au moins, c'est-à-dire d'une somme égale à celle qui peut être encaissée dans l'intervalle des arrêtés faits par les contrôleurs-mandataires. Les fonds de toutes les souscriptions sont confondus en une seule et même masse dans la caisse de la banque, et déposés au nom de la banque à la caisse des dépôts et consignations. S'il en était autrement, si les fonds étaient encaissés au nom de chaque éditeur ou de chaque souscription, il faudrait à la banque autant de cautionnements partiels qu'il y aurait d'éditeurs en relation avec elle ou de souscriptions organisées par son entremise. Il en résulterait que ces sortes de banques ne pourraient s'établir qu'avec des capitaux considérables. L'esprit de notre réforme serait donc encore faussé. D'un autre côté, nous ferons observer que chaque éditeur, chaque souscription peut-être devant avoir son contrôleur particulier, la complication de ces intérêts divers, de ces responsabilités engrenées, ne saurait amener que de bons résultats. En effet, toutes les souscriptions étant ainsi par la force des choses, et d'une manière expresse, conformément à l'article suivant, solidaires, sous ce rapport, les uns des autres, les contrôleurs-mandataires devront agir de concert, dans l'intérêt commun. La négligence de l'un sera neutralisée par le zèle de l'autre, l'inexpérience de celui-ci sera compensée par la capacité de celui-là. Si, dans telle ou telle souscription, il arrive que le contrôleur-mandataire n'ait pas un nom considérable, ce qui n'exclut ni la capacité ni la loyauté, ni même la solvabilité, mais suffirait pour amener des lenteurs dans le placement des quittances, la haute réputation d'un autre contrôleur-mandataire, chargé, pour le compte d'une autre souscription, de contrôler et de surveiller les opérations de la même banque, fera disparaître tous les obstacles, tous les inconvénients; et ainsi le plus obscur éditeur inspirera, en matière pécuniaire, autant de confiance que la maison la plus colossale. Car est-il supposable qu'au moyen de ces versements réguliers à la caisse des dépôts et consignations, sous la surveillance réelle et non illusoire, de plusieurs contrôleurs ayant un nom à compromettre et de

l'argent à perdre, un gérant de banque de dépôt et de garantie se rende coupable de malversations ou commette seulement la moindre erreur ?

Au lieu de la caisse des dépôts et consignations, on pourrait choisir la caisse Gouin, le comptoir Ganneron, ou tout autre établissement de banque présentant les mêmes solidités. Il faut songer que si les banques de dépôt et de garantie viennent un jour à être adoptées dans la librairie, elles auront à encaisser des sommes colossales. En 1840, on élevait à 200 millions de francs la valeur des produits de la librairie française. Ce chiffre n'a fait sans doute qu'augmenter et augmenterait encore à coup sûr dans l'hypothèse que nous admettons. Les sommes consignées pourraient, dans certains cas, être employées à subvenir aux frais de fabrication des livres, avant qu'elles fussent acquises à l'éditeur. Ce serait une opération, toute de confiance, particulière à l'éditeur et au comptoir, choisi pour remplir l'office de caisse des dépôts et consignations, lequel comptoir en aurait tout le profit et toute la responsabilité. Pour qu'un tel arrangement intervienne entre un banquier ordinaire et un éditeur, lié avec une banque de dépôt et de garantie, il faudra que ce banquier soit bien convaincu que l'éditeur traversera impunément l'épreuve de l'article 8.

Toutefois il ne faudrait pas voir dans la substitution de grandes banques commerciales à la caisse de l'État plus d'avantages qu'il n'y en a réellement. Les fonds consignés dans cette dernière caisse seront représentés doublement : 1° par les quittances de souscription qui sont un véritable papier-monnaie, puisqu'au moyen des précautions prises, elle ne peuvent être sujettes à aucune dépréciation ; 2° par les billets souscrits à l'ordre des imprimeurs, des marchands de papier, etc., lesquels billets seront appelés à jouir sur la place du plus honorable crédit, grâce aux garanties morales et matérielles offertes par notre nouvelle organisation ; et, de cette manière, les fonds de la souscription auront toujours leur emploi commercial.

Ainsi, chaque contrôleur, en dedans de la banque de dépôt et de garantie, représente une souscription partielle, et la banque représente au dehors la collection générale des souscriptions. La caisse des dépôts et consignations ne connaît qu'un intérêt, celui de la banque de dépôt et de garantie.

ARTICLE IV.

M. Sauvage-Hardy sera tenu de souffrir, le jeudi de chaque semaine, la visite de M. X....., chargé de contrôler les registres et la caisse de la Banque, et de constater : 1° que les registres enlevés ont été remplacés par leur valeur en espèces ou billets de banque ; 2° que les versements à la caisse des dépôts et consignations se font régulièrement. M. X... formera immédiatement une opposition sur chaque dépôt partiel de 5,000 fr., sous sa propre et entière responsabilité.

COMMENTAIRE.

Oppositions.— Elles doivent être faites par tous les contrôleurs en exercice.

Comme mesure d'ordre, il est convenable qu'il soit fixé un jour dans la semaine,

ou, au besoin, deux jours, pour l'intervention des contrôleurs dans les opérations financières de la banque. Leurs intérêts, sous ce rapport, étant communs, ils devront s'entendre pour apporter le plus grand ordre, la plus sévère économie dans les actes conservatoires qu'il conviendra de faire en vue de l'intérêt collectif des porteurs de quittances.

L'opposition à former lors de chaque versement à la caisse des dépôts et consignations, sera formée par les contrôleurs-mandataires des diverses souscriptions auxquelles les fonds appartiendront. Le gérant de la banque minutera l'acte d'opposition, ainsi que tous autres actes du même genre, de telle sorte que les contrôleurs n'aient d'autre embarras qu'à en prendre lecture et à les signer. Pour plus de régularité, une formule spéciale et imprimée pourrait être adoptée. Un huissier, attaché à la banque de dépôt et de garantie, pour tous les actes de son ministère, sera aux ordres du gérant de la banque et aux ordres de chaque contrôleur. (Ord. du 3 juillet 1816, art. 7—art. 557 C. de proc. civ.)

Nous avons établi que les dépôts seraient tous d'égale somme, et il est indispensable qu'il soit formé autant d'oppositions différentes qu'il y aura de dépôts. Nous en dirons le motif à l'article 9. Une fois les fonds déposés à la caisse des dépôts et consignations, ils n'en pourront donc plus être distraits à la volonté de la banque. A une garantie individuelle est immédiatement substituée une garantie sociale, et de la caisse de l'État les fonds n'arriveront dans la caisse de l'éditeur qu'après l'accomplissement des formalités suivantes qui sont de nature à inspirer la plus grande confiance aux souscripteurs.

ARTICLE V.

M. X..... fera tous les autres actes conservatoires nécessaires pour que les intérêts des souscripteurs soient à l'abri de tout sinistre. Les frais seront avancés par lui; mais, lors de la liquidation de la souscription, il lui sera tenu compte, par qui de droit, des frais auxquels lesdits actes conservatoires auront justement donné lieu.

COMMENTAIRE.

Actes conservatoires. — Qui doit en faire les avances? — Utilité d'un règlement intérieur.

On ne peut prévoir tous les cas susceptibles d'apporter aux intérêts d'une souscription partielle ou de toutes les souscriptions, des préjudices plus ou moins sérieux. Il fallait laisser aux contrôleurs-mandataires une certaine latitude. Les contrôleurs, qui jugeront nécessaires tels ou tels frais conservatoires en feront eux-mêmes les avances, ce qui est de toute raison, puisque ces frais ont pour résultat de couvrir leur responsabilité. D'ailleurs où prendraient-ils les fonds affectés à ce service spécial? Ces fonds-là, dont il est fait mention à l'article 13, ne sont pas disponibles, peut-être même ne sont-ils pas encore acquis. L'éditeur et le gérant de la banque peuvent ne pas partager l'opinion du contrôleur, avoir même un intérêt opposé. Exiger de l'un ou de l'autre les avances en question ne serait pas rationnel. Mais la liquidation terminée, il sera de toute équité que ces frais retombent, s'il y a lieu, à

la charge de ceux par le fait desquels ils ont été crus et auront été reconnus nécessaires ou seulement utiles (art. 1999 C. civ. et 1031 C. de proc. civ.).

Pour éviter des conflits entre les contrôleurs-mandataires et rendre facile, régulière, leur intervention combinée, les banques devront avoir leur règlement intérieur. Dans tous les cas, les intérêts des souscripteurs ne recevront jamais aucune lésion par suite de ces conflits, puisque l'acte d'un seul contrôleur suffit pour prémunir contre un danger quelconque, non-seulement les intérêts de la souscription au contrôle de laquelle il est préposé, mais encore les intérêts pécuniaires de toutes les autres souscriptions. Nous compléterons à l'article 13 nos observations concernant les frais auxquels les actes conservatoires prévus et non prévus devront ou pourront donner lieu.

ARTICLE VI.

Aussitôt que les registres auront été tous enlevés, la souscription, de *conditionnelle* qu'elle est à l'égard de M. N...., deviendra *définitive*, et constituera, entre l'éditeur et les souscripteurs, un ENGAGEMENT BILATÉRAL, pour la loyale et complète exécution duquel M. Sauvage-Hardy intervient par le présent en qualité de *caution de l'éditeur*, et M. X...., en qualité de *mandataire des souscripteurs*.

COMMENTAIRE.

Souscription devenue définitive. — Art. 1237 du Code civil. — Mise sous presse. — Coup mortel porté à la contrefaçon. — Annonces dans les journaux de Paris et des départements. — Spéculations des libraires-commissionnaires.

Une fois tous les registres sortis d'entre les mains du gérant de la banque, la souscription perd son caractère conditionnel (art. 1176 C. civ.). Une note, insérée dans quelques journaux, devra informer les porteurs de quittances de cet événement, et alors l'éditeur est tenu de faire. Nous supposons que le manuscrit de l'ouvrage est entièrement terminé, et déjà entre les mains de l'imprimeur avec lequel a été passé un marché. Le gérant de la banque de dépôt et de garantie intervient en qualité de caution de l'éditeur. C'est pourquoi il importe, pour que l'obligation de l'éditeur puisse être exécutée, le cas échéant, par un tiers, sous la direction du gérant de la banque, que toutes choses aient été préalablement préparées, disposées, ainsi que nous l'avons exigé en commentant l'article I^{er}. Moyennant de telles précautions, il sera indifférent au souscripteur que l'obligation soit remplie par l'éditeur lui-même ou par un tiers, et nous n'aurons point à craindre l'application de l'article 1237 du Code civil, dans l'intérêt des souscripteurs.

Puisque la condition est accomplie, les marchés passés avec l'imprimeur, le marchand de papier et autres sont devenus également définitifs. C'est le moment de mettre sous presse. Il y aurait de l'imprudence et du danger à faire exécuter plus tôt un tel contrat. Si la souscription n'arrivait pas à bonne fin, l'éditeur compromettrait sa fortune ou son crédit. Il a même un puissant intérêt à attendre, avant de mettre sous presse, que le placement des quittances ait été intégralement effectué,

principalement quand il s'agira de publications nouvelles et inédites. Un coup mortel sera porté à la contrefaçon étrangère. En effet, sur quelles bases la contrefaçon établit-elle ses spéculations ? Sur la cherté des livres en France, sur la faible importance des tirages et sur les moyens qui lui sont offerts de faire paraître ses éditions illicites presque en même temps que les éditions originales. Eh bien ! l'éditeur, opérant sûrement et sur la plus grande échelle possible, cotera 10 fr. et tirera à 10,000 exemplaires l'ouvrage qu'il cote aujourd'hui 50 fr. et ne tire qu'à 2,000 ou 3,000 au plus. Il aura placé ses produits dans toute la France et au delà avant qu'une seule épreuve, autre que le prospectus-spécimen, ait paru. Nous devons, il est vrai, recommander à l'éditeur de n'apporter, dans l'impression de l'ouvrage, aucunes lenteurs. Mais maintenant, grâce à nos grands ateliers d'imprimerie, l'impression de l'ouvrage le plus volumineux, quand la copie est toute prête, ne peut-elle pas être commencée et terminée dans l'intervalle de quelque jours ou de quelques semaines. Nous avons la conviction qu'un traité international aurait moins d'effet que la simple mesure indiquée par nous, laquelle résulterait infailliblement de l'adoption de notre système par les éditeurs français.

Assurément, diront quelques personnes, votre système est prudent ; mais n'est-il pas à craindre que les souscriptions ne traînent trop en longueur et ne finissent par fatiguer le public ? D'abord nous répondrons que, moyennant toutes les garanties déjà établies et celles qui vont l'être bientôt, les éditeurs inspireront une si grande confiance, qu'avec la moindre activité de leur part et de la part des correspondants de province, telle souscription qui, par l'ancien système, n'aurait pas été close au bout de trois ans, le sera indubitablement au bout de quelque mois. Ensuite nous ferons observer que, grâce à nos banques, les sociétés d'annonces dans les journaux quotidiens de Paris, pourront venir merveilleusement en aide aux souscriptions en changeant la base de leur tarif.

La publicité est un service. Il est rationnel que ce service soit rétribué en proportion de son efficacité et de son importance. Or il y a deux choses à considérer dans l'annonce : les frais de composition et le bénéfice. Nous voudrions donc deux prix : l'un fixe, basé sur les frais de composition, lequel serait acquis par le seul fait de l'insertion ; l'autre proportionnel, basé sur l'importance des choses annoncées, lequel ne serait acquis qu'à la condition que le but de la publicité aurait été atteint, le service rendu. Si, jusqu'à présent, les journaux ou les sociétés d'annonces n'ont rien innové à cet égard, c'est qu'il n'existe dans la librairie aucune organisation qui leur présente de suffisantes sûretés. Il en est résulté que les frais d'annonces ont toujours été rangés au nombre des frais généraux de chaque publication. De tels frais ne sont point à la portée du grand nombre des éditeurs et surtout des auteurs qui font imprimer à leur compte. Combien d'excellents ouvrages ne sont-ils pas tombés, faute d'une publicité suffisante !

La nécessité de payer des frais d'annonces avant que la souscription fût définitive, conformément à l'article 6, aurait peut-être compromis le succès de notre réforme, si nous n'avions pas la possibilité de convertir une grande partie de ces frais en un

droit proportionnel et éventuel sur le montant de chaque souscription. Ainsi, au lieu de 10,000 fr. de frais de publicité et de propagande qu'exige une souscription d'une certaine importance, l'éditeur pourra n'en avoir que 2,000 seulement à payer, puisque, dans le cas de non-succès, il ne tiendra compte que du droit fixe, et, en aucune façon, du droit proportionnel. Nous le répétons, ce sera une conséquence infaillible de l'adoption des banques de dépôt et de garantie. De gré ou de force, les fermiers d'annonces, s'ils veulent conserver les annonces de la librairie, entreront dans cette voie.

Du reste, l'importance des annonces dans les journaux de Paris diminuera étrangement, si les éditeurs se déterminent, ainsi que nous leur en avons déjà donné le conseil, à répartir les frais de publicité entre les journaux des départements. Admettons que, pour le placement de ses quittances, M. N*** ait jugé utile, dans l'intérêt de son entreprise, de consacrer 10,000 fr. à la publicité. Il ne fait que pour 2,000 fr. d'annonces dans les journaux de Paris et met les 8,000 fr. restants à la charge de ses correspondants. Voici de quelle manière : parmi les éléments partiels qui composent la somme de 10 fr., montant de la quittance, figure une somme de 0,80 c. pour part contributive dans les frais de publicité, lesquels 80 centimes multipliés par le nombre des quittances, représentent en effet 8,000 francs. Le libraire qui aura acheté un registre, aura donc payé, pour frais de publicité, une somme de 0,80 c. par quittance, soit ensemble 20 fr., dont il fera emploi soit avant, soit après la liquidation ; avant, s'il juge convenable de spéculer sur le placement des quittances ; après, s'il aime mieux spéculer sur la vente de l'ouvrage. Dans l'un et l'autre cas, cette somme de 20 fr. lui sera restituée par l'éditeur au moment de la livraison, pourvu, toutefois, que l'emploi en soit justifié ; car l'emploi d'une telle somme ne saurait être facultatif. Les frais d'annonces sont faits dans l'intérêt général de la souscription, ils sont essentiels. Seulement, dans un intérêt privé, l'éditeur en confie l'emploi à son correspondant de province. Celui-ci peut, à la rigueur, ne courir aucune chance de perte, en attendant et la clôture de la souscription et la réception de l'ouvrage. Mais, le plus souvent, la publicité départementale se fera en temps opportun, complète et aux risques du correspondant, attendu que les libraires sont généralement eux-mêmes éditeurs de journaux, et qu'alors ils n'auront aucuns déboursés à faire, aucune chance de perte à courir. En face de tant de chances favorables, il n'y a donc pas lieu de craindre que les souscriptions ne traient en longueur et ne finissent par fatiguer le public.

Cependant, il entre dans notre plan de fixer à l'éditeur un délai à l'expiration duquel, si la souscription n'est pas close, tout souscripteur aura le droit d'exiger le remboursement de sa quittance. Moyennant cette clause résolutoire qui fait l'objet de l'article suivant, personne n'hésitera à aliéner, pour un temps limité, une petite somme d'argent.

ARTICLE VII.

L'ouvrage, objet de la présente souscription, devra être livré complet aux souscripteurs, dans le délai de *six mois* à partir de ce jour.

Ce délai expiré, sans que ladite souscription ait été déclarée définitive, M. X....., après avoir mis M. N..... en demeure de retirer les registres non encore enlevés, et lui avoir accordé, au besoin, une prolongation de délai, devra autoriser et même obliger M. Sauvage-Hardy à opérer le remboursement des quittances ayant six mois de date, lesquelles seraient présentées au bureau central. Lesdites quittances ainsi remboursées pourront être rattachées à leur souche, et être émises de nouveau, si rien n'établit que la souscription doive être suspendue.

Dans le cas contraire, le remboursement des quittances devra être effectué intégralement. Un délai de six mois sera fixé aux souscripteurs pour la présentation des quittances dans les bureaux de la banque, passé lequel délai les fonds seront remis entre les mains de l'éditeur, sous sa seule responsabilité.

COMMENTAIRE.

Ouvrages publiés par livraisons. — Délai fixé pour la clôture de la souscription. — Remboursement des quittances. — Restrictions au profit de l'éditeur. — De l'assurance appliquée à la librairie.

Nous avons dit, en terminant notre introduction, que l'acte de souscription, objet du présent commentaire, n'était point applicable à toutes les opérations de librairie. Les premières banques ne traiteront que pour des ouvrages dont le manuscrit sera tout à fait achevé et qu'il faudra remettre complets en une seule livraison aux souscripteurs porteurs de quittances. Aujourd'hui beaucoup d'ouvrages sont publiés par livraisons hebdomadaires, et chaque livraison se paye comptant. Certaines personnes trouvent, dans un tel mode, l'avantage d'acquérir l'ouvrage le plus volumineux, sans que la dépense soit réellement sensible; et les éditeurs, celui de faire concurrence aux débitants de tabac, aux marchands de vin et aux omnibus. Car, ainsi que nous le disait un de nos premiers éditeurs, le paiement des livraisons n'absorbe que la monnaie courante qui trouve son emploi, de quelque manière que ce soit, dans les petits besoins, les mauvaises habitudes ou les distractions. Notre réforme n'est point appelée à abolir ce mode de publication, mais, au contraire, à l'asseoir sur de plus solides bases, et par conséquent à le généraliser. En effet, un éditeur, ayant des capitaux suffisants ou aidé par ses correspondants de province, pourra retirer lui-même tous les registres de la souscription et ne mettre l'ouvrage en vente qu'après toutes les formalités accomplies. Alors le souscripteur ou plutôt l'acheteur qui voudra retirer l'ouvrage par livraisons hebdomadaires, aura mille fois plus de sûretés qu'il n'en a aujourd'hui. S'il n'a pas la garantie directe d'une banque spéciale, puisqu'il ne serait pas porteur d'une quittance, il aura du moins la certitude que l'ouvrage est complet dans les magasins de l'éditeur ou du libraire-commissionnaire, et qu'à moins d'incendie ou autre sinistre, il lui sera permis de retirer toutes les livraisons, depuis la première jusqu'à la dernière.

Passons maintenant à la question du délai. S'il n'y avait pas de temps fixé pour la

livraison, la condition, d'après le texte de la loi, ne serait sensée défaillie que lorsqu'il serait devenu certain que la souscription ne pourrait jamais être close (art. 1176, C. civ.). Dans un règlement ayant pour objet d'inspirer la confiance la plus entière, la plus absolue, autant dans la rapidité que dans la sûreté des souscriptions, il était indispensable de ne point abandonner une telle appréciation au jugement d'un tribunal quelconque. Nous levons toute difficulté par notre clause résolutoire (art. 1183, C. civ.). Le délai partira du jour de l'ouverture de la souscription. Néanmoins, pour que les intérêts de l'éditeur ne pussent être compromis par des faits indépendants de sa volonté, de son zèle, il ne fallait pas que la clause résolutoire eût un effet immédiat, fatal. C'est au représentant des souscripteurs qu'il appartient d'accorder à l'éditeur une prolongation de délai. Peut-être serait-il utile d'établir dans l'acte de souscription un minimum et un maximum. Cette prolongation de délai sera calculée d'après les obstacles et les difficultés survenues dans le cours de l'opération, et particulièrement pendant l'impression. Mais ce nouveau délai expiré sans résultat, avis en sera donné dans les journaux, à la diligence du contrôleur-mandataire; et le remboursement des quittances ayant trois mois, six mois, un an de date (ce terme sera spécifié dans l'engagement entre l'éditeur et le souscripteur), deviendra de plein droit exigible. Le motif principal de la clause résolutoire étant puisé dans la nécessité de ne garder en consignment l'argent du souscripteur que pendant un temps limité, nous ne voyons aucun inconvénient à n'admettre au remboursement que les quittances en circulation depuis une époque déterminée. Parmi les souscripteurs, les uns profiteront de cette faculté, les autres, plus confiants ou moins pressés, attendront que la souscription soit définitivement abandonnée. Or, une souscription ne sera définitivement abandonnée qu'après une mûre délibération. Jusque-là, l'éditeur peut conserver l'espoir de placer de nouveau des quittances remboursées et celles non encore émises. Tant qu'il n'y a pas péril, préjudice pour le souscripteur, il importe de donner à l'éditeur la plus grande confiance, les plus grandes facilités. Avec la faculté du remboursement aucun intérêt n'est en souffrance, le mouvement qui s'opère dans la circulation des quittances ayant pour résultat de renouveler les souscripteurs. D'un autre côté, ce remboursement ne se fera réellement que dans des cas exceptionnels. Le souscripteur, las d'attendre, vendra sa quittance à un tiers qui la lui payera comptant et intégralement. Car cette quittance aura toujours la même valeur comme le billet de banque et ne donnera jamais lieu au moindre agiotage, du moins jusqu'à la clôture de la souscription.

Mais où se fera le remboursement? Nécessairement au bureau de la banque de dépôt et de garantie. Chez l'éditeur et chez les libraires-commissionnaires, il ne sera que de complaisance. Voici pour quelle raison : Paul achète une quittance à Laval chez un libraire. Au moment de la liquidation de la souscription, il habite Toulouse. Il ne peut exiger qu'un libraire de cette dernière ville lui rembourse sa quittance. La retourner à Laval, ce serait un embarras et des frais. Or, il importe que ces sortes de remboursements n'amènent, pour les souscripteurs et pour les libraires, aucun em-

barras, aucuns frais. C'est ce qui a lieu du moment que nos quittances de souscription peuvent, comme monnaie courante, circuler dans toute la France, et arriver ainsi de main en main dans les bureaux de nos banques spéciales, où l'éditeur viendra les prendre pour les rattacher à leur souche, et, au besoin, les vendre à de nouveaux souscripteurs.

Un cas était à prévoir. La souscription n'est point arrivée à bonne fin. Après les délais accordés, il a été reconnu par le contrôleur qu'il était indispensable de faire rentrer les quittances. Un délai doit être fixé pour le remboursement; et ce délai expiré, le montant des quittances non présentées à la banque sera remis entre les mains de l'éditeur. Les banques de dépôt et de garantie ne sauraient, sans de grandes et onéreuses complications, nullement en rapport avec la valeur des quittances, accepter les embarras d'offres de paiement et de consignations (C. de proc. art. 812), une fois surtout que les dépôts faits par les souscripteurs ne doivent plus avoir leur emploi spécial. La remise du dépôt faite aux porteurs de quittances, ou à l'éditeur (art. 1937, C. C.), les opérations de la banque sont terminées et la responsabilité du contrôleur déchargée. S'il y a lieu à réclamation, les porteurs de quittances en retard s'adresseront directement à l'éditeur, et useront de leurs droits contre lui, selon la loi commune, dans le cas où il n'admettrait pas la légitimité de leurs réclamations (art. 123, C. C.).

Une condition importante pour l'enlèvement rapide des quittances de souscription, c'est qu'il s'écoule le moins de temps possible entre l'ouverture de la souscription et la livraison de l'ouvrage. Le délai fixé par le premier paragraphe de l'article 7 devra alors être très-court. Si on a lu avec attention les pages précédentes, le prompt placement des quittances paraîtra très-probable, quelque court que soit le délai accordé. Toutefois il vaudrait mieux qu'il fût certain. N'existe-il pas dans nos mœurs, dans nos institutions, un moyen efficace pour transformer cette probabilité en certitude?

Qu'est-ce qu'une souscription, telle que nous l'avons organisée? N'est-ce pas comme un navire marchand que l'on charge, dans un de nos ports de mer, à destination d'une contrée plus ou moins éloignée, et pour lequel il y a lieu de redouter les périls d'une navigation quelquefois inconnue.

Il y a huit ans, après deux années d'exercice de la profession d'imprimeur, nous nous étions retiré dans la maison paternelle. Là, méditant sur les causes de nos déceptions, nous les avons analysées, et nous n'avons pas tardé à comprendre que le salut des imprimeurs et des libraires était dans l'adoption d'un système d'assurances, analogue à celui que le Code de commerce a établi en matière maritime. Quatre ans plus tard, riche encore de nouvelles écoles, nous essayâmes d'organiser l'assurance littéraire. Notre obscurité ne nous permettait pas l'espoir du succès. A peine notre essai fut-il remarqué. Sûr que nous étions dans la bonne voie, nous n'abandonnâmes point notre idée, malgré une foule d'obstacles de nature à nous jeter dans le découragement et le doute. Trouver pour la librairie un mode d'organisation rationnel qui pût rendre facile l'application du système d'assurance, telle a

été jusqu'à ce jour notre unique préoccupation; et nous avons la ferme confiance d'avoir résolu le problème. En effet, la grande difficulté devait consister principalement dans une manutention de volumes trop embarrassante, et dans le mode de police à adopter à l'égard de l'éditeur ou de l'imprimeur. Cette double difficulté disparaît entièrement, grâce au mécanisme des banques de dépôt et de garantie.

En dehors de ces établissements, dont la nature n'admet aucune spéculation proprement dite, des capitalistes, isolés et en société, les libraires correspondants, le gouvernement, enfin des sociétés littéraires, se feront assureurs. L'article 7 de notre traité fixe un délai, à l'expiration duquel, si tous les registres ne sont pas enlevés, l'éditeur sera menacé d'une liquidation. La spéculation de l'assureur consistera à prendre à ses risques et périls les registres restant encore dans les bureaux de la banque, et alors la livraison de l'ouvrage aurait lieu sans faute dans le délai fixé.

L'assurance appliquée à la librairie n'est donc plus une utopie; elle est un corollaire naturel, infaillible de notre nouvelle organisation. Ainsi, voilà la librairie, non-seulement à l'abri de toutes chances funestes, mais encore délivrée en quelque sorte de ces misères commerciales dans lesquelles des éditeurs vulgaires se complaisent et parfois s'enrichissent, mais qui répugnent souverainement aux éditeurs d'élite dont elles amènent presque toujours la ruine. Bref, par l'assurance, la librairie serait moins pour l'éditeur un négoce qu'une fonction; de spéculation commerciale, elle deviendrait presque une institution sociale (1).

ARTICLE VIII.

Avant que M. N.... puisse mettre son ouvrage à la disposition des souscripteurs, cet ouvrage devra être examiné par un expert nommé par le tribunal de commerce.

L'expert déclarera ledit ouvrage rédigé, imprimé conformément aux conditions du prospectus, ou le déclarera non recevable.

Dans le premier cas, la livraison s'en fera immédiatement à la diligence du libraire-éditeur; et celui-ci, au fur et à mesure que la livraison s'effectuera, viendra toucher dans les bureaux de la banque, les fonds de la souscription, en échange des quittances dont la rentrée intégrale est nécessaire pour décharger M. Sauvage-Hardy de toute responsabilité envers les souscripteurs.

Cependant si, dans les six mois, à partir de l'avis donné aux souscripteurs de la réception de l'ouvrage, toutes les quittances n'étaient pas rentrées, M. Sauvage-Hardy devra, sur l'avis motivé de M. X...., régler avec M. N...., sauf oppositions au profit d'autres créanciers. Alors les porteurs de quittances en retard auront perdu tout recours contre M. Sauvage-Hardy.

Dans le second cas, c'est-à-dire si l'ouvrage n'est pas jugé recevable, le tribunal de commerce, parties entendues, pourra déclarer la souscription *facultative* à l'égard des porteurs de quittances desquelles alors le remboursement sera *exigible*, ou bien accordera un délai de grâce pour que ledit M. N.... remplisse ses engagements d'une manière complète.

L'ouvrage, ainsi amendé, devra être examiné de nouveau avec les mêmes formalités, si le tribunal le juge nécessaire.

(1) *De l'Assurance appliquée à la Librairie*, par Sauvage-Hardy, demi-feuille in-8°, Belin-Leprieur, 843.

COMMENTAIRE.

Examen de l'ouvrage, au point de vue commercial, et, au besoin, à tout autre point de vue. — Suites du jugement. — Transactions. — Appel. — Garanties données à l'éditeur. — Une ère nouvelle pour les éditeurs littéraires.

Nous croyons avoir suffisamment justifié plus haut, la nécessité de la réception de l'ouvrage avant livraison ainsi que l'incompétence du représentant des souscripteurs pour l'accomplissement de cette formalité.

Un prospectus-spécimen a été imprimé. L'éditeur s'est engagé à fabriquer l'ouvrage, conformément à ce prospectus. La question est uniquement de savoir si les conditions du prospectus ont été remplies. Cela n'est point de la censure dans l'acceptation politique du mot. L'éditeur n'a pris que les engagements auxquels il s'est senti en état de faire honneur. Il les a formulés en termes clairs et limitatifs, de telle sorte que l'examen ne donnât lieu à aucune difficulté sérieuse. Aussi, comme dans la plupart des cas cet examen ne reposera que sur des faits matériels, avons-nous pensé que le tribunal de commerce était très-compétent, et que l'éditeur ne pourrait pas trouver ailleurs de plus sûres garanties. A notre avis, un seul expert suffit. Les juges n'étant point astreints à suivre l'avis des experts, si leur conviction s'y oppose, ils feront bonne justice du rapport, dans le cas où ce rapport, après débat contradictoire, ne leur semblerait pas concluant.

C'est dans l'intérêt des souscripteurs que l'action est engagée. C'est donc à la requête du contrôleur-mandataire qu'elle doit l'être. (Titre XIV, C. de proc. civ.)

Quels que soient les termes et conclusions du rapport et l'opinion des juges, le tribunal, en cas de non-réception, ne pourra que déclarer la souscription facultative à l'égard du souscripteur. Si certains souscripteurs, par intérêt pour l'éditeur ou par une considération quelconque, consentent à prendre l'ouvrage, ils le prendront. Le tribunal de commerce n'est point institué pour saisir les publications ou autres marchandises au nom de la morale ou de l'ordre public. D'ailleurs il ne s'agit dans l'espèce que d'un intérêt matériel, et alors, pourquoi les articles 2044 et 2051 du Code civil, relatifs aux transactions, ne recevraient-ils pas leur application? Julien souscrit à un ouvrage dont il a besoin pour ses études ou pour son commerce. Tout défectueux que soit cet ouvrage sous le rapport de l'impression, fût-ce même à cause d'omissions importantes, il est cependant possible que Julien ait quelque intérêt à en être nanti. Julien transige avec l'éditeur, lequel reçoit la quittance et remet en échange le volume défectueux, plus la somme convenue pour la transaction. Charles, autre souscripteur, veut profiter du bénéfice du jugement; il présente sa quittance au remboursement.

Nous devons prévoir le cas où l'ouvrage ne serait pas tellement défectueux que, moyennant quelques cartons, on ne pût le rendre tout à fait recevable. L'expert, ou, à son défaut, l'éditeur fera valoir cette circonstance et le tribunal statuera. Un nouveau rapport et un nouveau jugement seront quelquefois utiles. Ce supplément de

procédure n'aurait toutefois lieu que lorsque le tribunal, dans le dispositif du jugement, l'aurait expressément ordonné.

La nécessité de la réception de l'ouvrage au point de vue matériel sera parfaitement accueillie par les éditeurs littéraires, peu propres à la stratégie commerciale actuelle, parce que cette formalité les met à l'abri de tout danger, du côté de leurs divers fournisseurs. En effet, dans leurs traités avec les imprimeurs, les marchands de papier, etc., ils n'ont à ajouter qu'une seule clause pénale qui rende ceux-ci responsables, chacun en ce qui les concerne, des vices sur lesquels serait basé le jugement de rejet ou d'amendement (art. 1226 et 1233, C. civ.). Alors que le rapport de l'expert ne soit pas favorable, aussitôt l'éditeur met en cause les garants (art. 32, 175, 176, C. de procéd. civ.). De cette façon, les opérations litigieuses de la souscription se simplifient merveilleusement. Elles se résument en un seul et même procès, lequel, à moins de circonstances extraordinaires, ne saurait être ni long ni dispendieux, et surtout porter un préjudice réel à l'éditeur capable, vigilant et loyal.

Le jugement du tribunal de commerce, ainsi suspendu comme une épée de Damoclès sur la tête des éditeurs et des imprimeurs, aura pour résultat d'éloigner de la librairie et de l'imprimerie une foule de spéculateurs aussi ignorants en littérature qu'inexpérimentés en industrie; d'apporter dans les affaires plus d'intelligence, de zèle et de loyauté de part et d'autre; enfin *de répandre dans toute la France et dans tout l'univers instruit, des éditions correctes, sur bon papier, et imprimées avec soin.*

Néanmoins, dans certains cas, cette garantie matérielle n'est pas la seule qui doive être exigée dant l'intérêt de la souscription. L'éditeur s'engage à livrer à ses souscripteurs un ouvrage rédigé sous telle ou telle influence politique, morale, religieuse, etc. L'examen étant complexe présente plus de difficultés. C'est à l'éditeur de prendre alors conseil des exigences présumées du public spécial avec lequel il a affaire. Qu'il choisisse l'Académie française, une société littéraire, politique ou religieuse, peu importe, pourvu que la garantie soit sérieuse, indépendante, enfin telle, que le souscripteur ne puisse être induit en erreur; telle, qu'une quittance de souscription ne puisse devenir un objet d'agiotage, mais représente toujours, autant qu'il est possible, la même valeur.

Nous ferons remarquer ici que donner au tribunal de commerce la faculté d'imposer l'ouvrage au souscripteur, sauf une restitution du prix de la quittance, ce serait ouvrir une issue à l'agiotage et compromettre la haute moralité des banques de dépôt et de garantie. La transaction ne peut être forcée, il faut qu'elle soit volontaire; autrement la confiance dans la souscription ne serait pas entière, absolue, et notre but ne serait pas atteint.

Le jugement du tribunal de commerce est susceptible d'appel, soit de la part de l'éditeur, soit de la part du contrôleur-mandataire, soit enfin de la part des garants (art. 639, Code de com.). Trop d'intérêts divers, et des intérêts le plus souvent considérables, sont en question, pour que dans l'acte de souscription et dans les marchés avec les fournisseurs, nous exigions des parties un compromis à cet égard.

Le cas échéant, l'éditeur et le contrôleur-mandataire se conformeront à l'article 13 et dernier de l'acte de souscription. Il y a, du reste, peu à se préoccuper d'une telle éventualité. L'expert et le tribunal de commerce ayant pour contre-poids contre une appréciation légère, contre un jugement peu concluant, le débat contradictoire et l'opinion publique, il est certain que toutes les fois qu'un rejet aura été prononcé, c'est qu'il aura été bien mérité. Car, dans le cas contraire, l'opinion publique en ferait bientôt justice, et l'enlèvement de l'ouvrage par les souscripteurs tuerait le crédit de l'expert et jetterait sur les verdicts du tribunal consulaire une étrange défaveur.

Dans ce même article, nous indiquons le mode du remboursement des quittances. Ce n'est qu'en échange desdites quittances que les sommes versées à la banque, conformément à l'article 2, seront remises à l'éditeur. Celui-ci est donc obligé d'exiger des souscripteurs la remise de leur titre, lors de la livraison de l'ouvrage, objet de la souscription. Mais si des souscripteurs ne se présentent pas, faudra-t-il que l'éditeur soit privé de ses fonds pendant un temps illimité? Non, sans doute; notre quatrième paragraphe remédie à un tel inconvénient.

Il est bien entendu qu'avant de rembourser le montant des quittances à l'éditeur, le gérant de la banque devra se faire représenter les factures dûment acquittées des fournisseurs, dans le marché desquels il a pu intervenir en qualité de caution, et se faire donner mainlevée des oppositions qui auraient pu être formées régulièrement entre ses mains à la requête et au profit de tous autres créanciers (art. 1166 du C. civ. ; 557 du C. de procéd. civ. ; et 437 du C. de com.).

ARTICLE IX.

Au fur et à mesure que M. Sauvage-Hardy justifiera de la rentrée d'une valeur de cinq mille francs en quittances, M. X.... devra lui donner mainlevée des oppositions formées sur chaque dépôt partiel.

COMMENTAIRE.

Mainlevée des oppositions. — Retrait des dépôts par ordre d'inscription. — Cas exceptionnels. — Précautions à prendre. — Rapidité des liquidations. — Plus de livres au rabais.

Mais, pour que l'éditeur touche les fonds de la souscription, il faut que les oppositions soient levées. Le gérant de la banque de dépôt et de garantie rembourse d'abord avec ses propres deniers les premiers cinq mille francs; puis, à mesure qu'il lui rentre pour cinq mille francs de quittances, il se fait donner mainlevée par les contrôleurs-mandataires de l'opposition formée sur chaque dépôt partiel. Il sera bon que chaque dépôt partiel ait son numéro d'ordre. L'opposition sur un dépôt portant le numéro 10, par exemple, a été formée par MM. A, B et C, contrôleurs-mandataires; MM. A, B et C devront tous les trois donner mainlevée de l'opposition formée sur le dépôt numéro 10. En cas d'absence ou de décès de l'un d'eux, la

signature d'un fondé de procuration spéciale, ou d'un héritier, ou tout autre ayant droit, sera indispensable. Ces formalités n'entraîneront aucunes lenteurs dans les opérations de la souscription. Le retrait des dépôts aura lieu ordinairement par numéro d'ordre; mais s'il arrivait que l'opposition sur tel ou tel dépôt ne pût être levée pour quelque raison que ce fût, la banque passerait outre immédiatement au retrait des dépôts suivants.

On comprend aisément qu'il est indifférent, pour qu'il y ait obligation de signer une mainlevée, que les quittances dont le remboursement est justifié, appartiennent à une seule ou à plusieurs souscriptions, ou bien qu'elles soient précisément celles-là mêmes dont le montant avait fait l'objet du dépôt qu'il s'agit de retirer. Dans l'esprit de notre réforme, les fonds n'appartiennent point à telle ou telle souscription, à telle ou telle quittance; ils appartiennent à la banque. Sous le rapport des consignations, la responsabilité du contrôleur-mandataire s'étend sur les sommes formant les dépôts partiels qui ont été ou ont dû être par lui frappés d'opposition, abstraction faite de l'origine desdites sommes; et tant qu'il reste à la caisse des dépôts et consignations des dépôts frappés d'un acte d'opposition signé de lui ou de son fondé de procuration spéciale, il ne peut se soustraire à cette responsabilité. Bien que, dans aucun article de notre acte de souscription, la solidarité des contrôleurs mandataires ne soit expressément stipulée (art. 1202 Code civ.), elle résulte évidemment du caractère d'indivisibilité que les termes de l'article 4 donnent à l'obligation de chaque contrôleur-mandataire, toutefois seulement en ce qui regarde les dépôts (art. 1222 du C. civ.). Mais une telle responsabilité qui repose ainsi sur plusieurs têtes, fractionnée en outre par petites sommes de 5,000 francs, n'est certes pas de nature à effrayer des hommes d'ordre et de probité. Le contrôleur d'une souscription ouverte pour le compte de M. N*** jugera-t-il nécessaire de refuser mainlevée au profit de cet éditeur, il n'aura d'autre soin à prendre que de faire écarter du nombre des quittances proposées au remboursement par la banque celles appartenant à la souscription dont les intérêts lui sont confiés, sauf à comprendre ces dernières dans la mainlevée suivante, s'il y a lieu. Ces sortes de précautions n'entraveront en aucune manière la liquidation des autres souscriptions; tout marchera avec ordre, précision et célérité. Ainsi donc la faculté pour un contrôleur-mandataire de former opposition sur les dépôts faits par la banque de dépôt et de garantie, doit subsister après la clôture de la souscription, et sa mission n'est terminée que lorsqu'il n'existe plus à la caisse des dépôts et consignations un seul dépôt dans lequel il ait intérêt, en qualité d'opposant.

Sans un tel mode de dépôts, d'oppositions et de mainlevées, ou il faudrait aux gérants de nos nouvelles banques un cautionnement colossal, ou la liquidation des souscriptions éprouverait des lenteurs infinies. D'ailleurs, au point de vue où nous nous sommes placé, voulant, à l'aide de contre-poids rationnels, obtenir, pour le commerce de la librairie, la plus grande et la plus féconde liberté, était-il possible de trouver d'autres combinaisons?

Toute personne qui voudra fonder une banque de dépôt et de garantie pour les

éditeurs et les souscripteurs, devra donc posséder, en outre des 5,000 francs de cautionnement, une réserve de 5 autres mille francs au moins, pour opérer les remboursements et faire face à l'éventualité dont il a été fait mention, savoir, le refus par un contrôleur-mandataire d'admettre les quittances de la souscription au remboursement définitif.

Par l'article 9 se trouve fermé le cercle de garanties matérielles que notre système donne aux souscripteurs. Si l'on n'a point oublié le droit accordé aux acquéreurs d'un registre de quittances, et la faculté que l'esprit de nos institutions donne au ministère public d'intervenir partout où les intérêts des absents et des incapables demandent protection, on en conclura nécessairement que nos banques de dépôt et de garantie deviendront comme des tamis tellement fins qu'il sera impossible à la négligence, au favoritisme, à l'erreur, au dol, de passer au travers.

Après de telles garanties, le public devra avoir autant de confiance dans une quittance de souscription que dans un billet de banque. Les produits de la librairie, jusqu'à présent matière encombrante, circuleront avec une merveilleuse facilité. Pour qu'ils arrivent de l'éditeur au consommateur, un seul transport sera nécessaire, et encore ce transport sera-t-il le plus souvent gratuit, particulièrement quand il s'agira de souscriptions ouvertes à Paris. Aujourd'hui les frais de transport sont à la charge des libraires de province, qui, en outre, partagent leurs remises avec des correspondants dont ils ont besoin à Paris pour faire leurs commissions. Sous le régime des banques spéciales, le rapport de l'éditeur avec les libraires hors Paris pourra être direct, et ceux-ci n'auront d'autre embarras que le placement des quittances; car, attendu les nombreuses communications entre Paris et les départements, le souscripteur retirera lui-même ou fera retirer par un ami dans les magasins de l'éditeur l'ouvrage qui doit lui être livré sur la présentation de la quittance; et cela n'affectera en rien les intérêts du libraire détaillant auquel la remise est acquise par le seul fait de l'achat des registres à souche préalablement à la clôture de la souscription.. Le détail de telles quittances qui circuleront comme papier-monnaie ou seront échangeables contre un ouvrage, lequel, au point de vue moral comme au point de vue marchand, aura dû traverser tant d'épreuves, aura naturellement lieu sans charlatanisme et dans un bref délai.

La librairie départementale, de nos jours presque nulle, prendra un immense développement. Quel libraire craindra de prendre à sa charge, d'acheter pour son propre compte, une vingtaine de quittances d'une souscription organisée sous les auspices d'une banque de dépôt et de garantie, quand bien même il ne jugerait pas le placement devoir en être très-facile et très-prompt? Toutes les quittances se trouvant placées en gros avant qu'il se soit écoulé un temps convenable pour qu'elles arrivent au consommateur, il en résultera nécessairement que tels libraires correspondants auront quelques quittances ou quelques volumes en excédant, et que d'autres, dans la localité desquels l'ouvrage aura été plus recherché, seront obligés d'adresser de nouvelles demandes à l'éditeur. Mais où l'éditeur prendra-t-il d'autres quittances ou d'autres volumes, quand les registres auront été tous enlevés, quand

l'édition aura été épuisée, si ce n'est chez les libraires correspondants eux-mêmes? Car les publications devant être alors entreprises sur la plus grande échelle possible, en vue même des besoins futurs, l'éditeur n'aura jamais intérêt à ouvrir immédiatement une nouvelle souscription pour le même ouvrage. Admettons encore que parfois quelques exemplaires restent invendus. Ces volumes, fabriqués avec le plus grand soin, et cotés au plus bas prix, ne sauraient subir la même dépréciation que ceux publiés sous le régime actuel, lesquels généralement sont mal fabriqués, et cotés à un prix exorbitant, relativement aux frais de papier et de tirage. Il est donc permis de croire que, dans la plupart des cas, de tels ouvrages, devenant fonds de magasin, produiront au libraire l'intérêt de ses capitaux; que le prix s'en élèvera de 75 c. à 7 fr. 50 c., bien loin de baisser de 7 fr. 50 c. à 75 c. Et s'il s'agit d'un de ces ouvrages exceptionnels dont le débit est limité, et qui, par leur nature, sont exposés à n'avoir qu'une édition, pourquoi cet ouvrage n'atteindrait-il pas à un prix arbitraire, fabuleux, comme on en voit quelques exemples dans les ventes publiques?

En résumé, le libraire correspondant n'aura jamais à redouter de sérieuses déceptions en spéculant sur des ouvrages publiés par l'entremise d'une banque de dépôt et de garantie pour les éditeurs et les souscripteurs. En ne faisant fabriquer l'ouvrage qu'après le placement effectué, nous fermons pour cet ouvrage les ossuaires de la librairie; en en fixant le prix au taux le plus bas, nous le délivrons de l'humiliation du rabais; en en soumettant la fabrication au contrôle le plus minutieux, tant sous le rapport du fonds que sous celui de la forme, nous lui garantissons une augmentation de valeur dans les magasins du libraire.

Nous prions le lecteur de rapprocher les observations précédentes de celles que nous avons déjà faites sur le même sujet en commentant l'article 2.

ARTICLE X.

Les honoraires de M. Sauvage-Hardy, en sa qualité de gérant de la Banque de dépôt et de garantie pour les éditeurs et les souscripteurs, consisteront :

1° En un droit proportionnel de *deux* pour cent sur le montant des souscriptions encaissées et livrées.

2° En un droit fixe de *cinq* centimes par chaque quittance timbrée et visée, et sortie des bureaux de la banque.

Si la souscription n'a pas de suite, ou si l'ouvrage est définitivement rejeté, le droit proportionnel sera réduit à *un* pour cent sur les exemplaires qui sortiront des magasins de l'éditeur dans les six mois à partir de l'avis de rejet; mais le droit fixe sera dû intégralement.

COMMENTAIRE.

Honoraires des gérants fixés à 2 p. 100 sur le montant des souscriptions. — Revenu annuel de 15 à 20,000 fr. — Frais de timbre. — Employé spécial. — Réduction des honoraires en cas de non-succès de la souscription.

Ici se présente la question des honoraires. Nous avons déjà dit qu'ils devaient être

proportionnels et que le taux en devait être peu élevé. Nous adoptons dans l'acte de souscription un chiffre unique, mais sans y attacher une grande importance. Peut-être est-il trop faible, peut-être est-il trop fort. Nous avons pensé que la moindre banque de dépôt et de garantie pouvait opérer sur un million de valeurs : à raison de deux pour cent, en admettant un résultat favorable, le gérant aurait donc l'éventualité d'un revenu de 20,000 francs. Ce n'est pas trop assurément pour constituer une maison honorable, solide, et c'est assez pour attirer vers cette nouvelle industrie des chefs de famille capables, consciencieux et indépendants. Or, voici sur quoi est basée notre opinion : dès 1840, les produits de la librairie française s'élevaient déjà à une valeur de deux cents millions de francs. Notre système aura pour résultat infailible de quintupler cette valeur, surtout si le gouvernement se décide à constituer la propriété littéraire, conformément aux principes du code civil. Pour réaliser notre chiffre d'un million, il suffirait seulement d'avoir dix souscriptions de quelque importance, donnant en moyenne cent mille francs. De nos jours on voit assez fréquemment certains ouvrages cotés 1 franc se tirer à 100,000 exemplaires ; d'autres, cotés 10 francs, se tirer à 10,000. Comme l'exception deviendra la règle, nous sommes en droit de regarder comme très-modeste le chiffre qui paraîtra, à quelques-uns de nos lecteurs, colossal et même extravagant.

Du reste, ce ne sera qu'après avoir expérimenté, pratiqué et observé pendant quelque temps, que nous pourrons adopter un chiffre différent, un taux unique ou un taux progressif. En attendant, nous trouvons juste notre taux de deux pour cent qui n'a rien d'effrayant, puisqu'il ne grève que de 20 centimes une quittance de 10 francs, une quittance dont il fait un papier-monnaie ; puisqu'un tel prélèvement a pour résultat de garantir les opérations de l'éditeur contre toutes chances funestes ; puisque enfin la remise allouée aux banques spéciales peut ainsi être considérée tout à la fois comme droit de monétisation et impôt de garantie.

Par mesure d'ordre et supplément de contrôle, il sera utile que la charge du timbrage soit confiée à un employé spécial, sous sa responsabilité personnelle. C'est pourquoi les frais de timbrage devaient former l'objet d'une disposition particulière. Dans notre hypothèse, l'employé spécial, qui sera un homme honnête, sûr et, autant qu'il est possible, instruit et solvable, réaliserait 5,000 francs par an. Un tel traitement est suffisant, mais il ne saurait être moindre sans inconvénient, d'autant plus que le magasinier du timbre aura besoin d'être aidé pour que le timbrage se fasse avec régularité et sans lenteurs.

Cependant, si la souscription ne réussit pas, s'il n'y a pas fabrication de l'ouvrage, le service de la banque aura été incomplet, il y a eu dépôt de fonds, mais non garantie de la fabrication, et le dépôt seul doit être salarié. Mais le droit de timbre reste dû en entier sur les quittances émises, ce service-là dépendant essentiellement du dépôt dont la quittance est le signe représentatif.

D'un autre côté, si, par suite de la liquidation d'une souscription, en vertu de l'article 7, l'éditeur n'éprouvait aucun préjudice sérieux, ou que le gérant de la banque eût droit à l'intégralité de ses honoraires, il y aurait lieu de craindre ou que

l'éditeur n'apportât pas à la souscription tout son zèle, toutes ses préoccupations, ou que, voyant ses risques augmenter à mesure que la souscription arriverait à son terme, il n'hésitât à adopter, sinon notre système, du moins le mode de rétribution qui nous semble au fond le plus simple et le plus rationnel.

Il est convenable aussi que, même sous le rapport pécuniaire, la banque ne soit pas indifférente au succès ou à la chute d'une souscription; autrement ses conseils n'auraient plus la même valeur. C'est pourquoi, en cas de rejet de l'ouvrage, bien qu'il y ait eu fabrication, ne lui accordons-nous d'honoraires que dans le cas où il y aura transaction ou présomption de transaction. Cette éventualité durera, au profit de la banque, pendant six mois, ou tout autre terme qu'il conviendra de fixer pour la clôture définitive des opérations d'une souscription. Ce délai expiré, le droit est prélevé sur tous les exemplaires manquant dans les magasins de l'éditeur. Dans notre pensée, tous les exemplaires manquants sont présumés avoir été l'objet d'une transaction. De cette manière, la banque n'est point à la merci des éditeurs.

ARTICLE XI.

Il sera alloué à M. X..... *un demi* pour cent sur le montant des souscriptions encaissées, si l'opération arrive à bonne fin ; et *un quart* seulement dans le cas contraire.

COMMENTAIRE.

Honoraires du contrôleur-mandataire. — Nature de ses fonctions. — Étendue de sa responsabilité. — Du cens d'éligibilité.

Pour que la responsabilité du contrôleur-mandataire soit aussi complète que possible, il faut que son salaire soit en rapport avec la nature de ses fonctions et l'étendue de sa responsabilité.

D'abord, quelle est la nature des fonctions du contrôleur-mandataire ? Le contrôleur-mandataire n'a aucun maniement de capitaux ; il ne s'immisce en aucune manière dans les opérations du placement des quittances et de la fabrication des volumes. Il n'a que des actes conservatoires à faire : que ces actes-là, et ils sont presque tous prévus, soient faits en temps utile, sa responsabilité est à couvrir. Bien que choisi par l'éditeur, il n'est point son associé, et il n'est point lié solidairement avec lui à l'égard des souscripteurs. Il est au gérant de la banque ce qu'un contrôleur des finances est à un agent comptable. Bref, le contrôleur-mandataire se décharge de toute responsabilité par un exploit d'huissier, et le gérant de la banque ne pourrait guère se mettre sous la protection de l'article 1929 du Code civil, qu'au moyen d'un verdict de cour d'assises.

Examinons maintenant jusqu'où s'étend en réalité la responsabilité d'un contrôleur-mandataire. Elle comprend, nous l'avons déjà dit, tous les fonds, sans distinction d'origine, versés à la banque pendant la durée de ses fonctions, et les incidents relatifs à la souscription dont les intérêts lui ont été confiés par son mandat spécial.

Si, aux époques fixées, le contrôleur a soin de veiller à ce que les dépôts soient régulièrement faits, et d'y former immédiatement opposition; s'il a soin de ne signer une mainlevée qu'après s'être assuré qu'au nombre des quittances proposées au remboursement par le gérant de la banque, il n'en est aucune qui appartienne à une souscription dont les quittances ne doivent pas être remboursées, aucune qui présente des signes d'altération ou de contrefaçon, il n'a aucun danger sérieux à craindre. En effet, à moins que la banque de dépôt et de garantie n'ait adopté pour caisse de dépôts et consignations une banque commerciale, nous ne prévoyons pas d'autres actes conservatoires à faire pour la sûreté des dépôts.

Or, supposons que le contrôleur, soit par négligence, soit par maladie ou toute autre cause, ne se rende pas dans les bureaux de la banque pour y faire les actes conservatoires de rigueur; ses collègues, assurément, ne feront pas tous défaut. Ces actes-là fussent-ils faits par un seul, les intérêts pécuniaires de toutes les souscriptions seraient hors de tout péril; par conséquent, la responsabilité de notre contrôleur absent sera encore à couvert.

Supposons même que tous les contrôleurs-mandataires manquant en même temps à leur mission, un acte conservatoire ne fût pas fait en temps utile, et qu'alors le gérant de la banque omit un dépôt prescrit ou retirât de la caisse des dépôts et consignations un dépôt non frappé d'opposition; dans ce cas, la responsabilité des contrôleurs serait sérieusement engagée. Ils devront combler le déficit, s'il y a lieu, de leurs propres deniers et par égale portion, et, au besoin, ils seront déclarés solidaires les uns des autres, puisque, d'après les termes de l'article 4, chaque contrôleur s'est engagé non-seulement à surveiller les fonds de sa souscription spéciale, mais encore tous les fonds versés à la banque, sans distinction d'origine. Un tel concours de circonstances, savoir, la négligence de tous les contrôleurs, combinée avec l'imprudence ou la mauvaise foi d'un gérant de banque, est peu à prévoir. Il ne saurait d'ailleurs, dans le cours d'une souscription, se présenter plus d'une fois. Donc le déficit serait de 5,000 francs à peine, à la charge peut-être de cinq, huit, dix contrôleurs. N'oublions pas qu'avant de signer l'acte de souscription, toute personne à qui un emploi de contrôleur est proposé a le loisir de prendre en considération la moralité et la solvabilité des contrôleurs déjà en exercice, ainsi que la réputation dont jouirait la banque elle-même. C'est pourquoi, nous pouvons vraiment ne tenir aucun compte des dangers du contrôleur-mandataire dans cette première phase de la souscription.

Ces dangers seront-ils plus sérieux dans la seconde phase, c'est-à-dire lors de la mainlevée des oppositions? Toute main-levée doit être rigoureusement signée par les contrôleurs opposants. Nécessairement si le gérant de la banque présente au remboursement des quittances qui ne peuvent encore être remboursées, c'est au contrôleur spécial qu'il appartient de les écarter en notifiant son opposition sur le registre d'ordre. Il n'y aura danger pour les contrôleurs que dans le cas où ils passeraient outre, malgré cette notification du contrôleur spécial, et où celui-ci, n'ayant pas figuré dans l'acte d'opposition, n'aurait pas à signer la mainlevée. Une telle étourderie n'est pas présumable, et les conséquences n'en seraient jamais bien

graves, attendu qu'elle ne découvrirait que momentanément une fraction assez faible d'un des dépôts partiels; car il y serait mis ordre par le contrôleur spécial, lequel, au besoin, exigerait de ses collègues la somme nécessaire pour combler le déficit.

Dans la première phase de la souscription, le danger, pour le contrôleur-mandataire, vient du gérant de la banque. L'action combinée des contrôleurs et de l'éditeur suffit pour éloigner ce danger. Dans la seconde phase, il vient de l'éditeur. L'action combinée des mêmes contrôleurs et du gérant de la banque suffit encore pour mettre tout à couvert.

Ainsi donc, dans cette responsabilité générale et solidaire, il n'y a aucun danger sérieux, grave à courir pour le contrôleur-mandataire le moins actif et le moins expérimenté.

Viennent ensuite les incidents relatifs à la souscription dont la surveillance lui a été confiée par un mandat spécial. Cette responsabilité spéciale, individuelle, exige un certain zèle et un peu d'expérience. Elle commence à être encourue à l'expiration du délai accordé pour la livraison de l'ouvrage, conformément à l'article 7. Si une prolongation de ce délai devient nécessaire, il en sera fait mention sur le registre d'ordre, et avis en sera donné par la voie des journaux. Le nouveau délai vient-il à expirer avant que tous les registres aient été enlevés et l'impression terminée, il n'y a plus à faire de nouvelle mise en demeure sur le registre d'ordre. Le contrôleur autorisera le remboursement des quittances avec les restrictions que nous avons apportées en faveur de l'éditeur, et en donnera avis au public. Ces quittances ainsi remboursées ne pourront rentrer dans les mains de l'éditeur que conformément à l'article 2, et dans le cas seulement où la souscription n'aura pas été déclarée définitivement en liquidation. Or, pour qu'un tel cas arrive, il faudra, ou que l'éditeur donne son consentement, ou qu'il y ait péril pour les souscripteurs.

Le contrôleur, en cette circonstance, prendra conseil de l'état des choses, de l'avis de ses collègues et de sa propre responsabilité. Avec du zèle, le seul danger qu'il puisse craindre, c'est de perdre un procès d'ordre contre l'éditeur.

La souscription close, l'impression de l'ouvrage terminée en temps utile ou même plus tard, grâce au consentement tacite des porteurs de quittances, il s'agit pour le contrôleur de poursuivre la réception des volumes. On sait qu'en librairie une telle réception peut être une chose bien simple, tous les exemplaires du même ouvrage étant ordinairement tirés sur les mêmes formes et le papier fabriqué avec la même pâte. Il suffira alors que l'examen porte sur un seul exemplaire. Dans cette procédure engagée devant le tribunal de commerce, le rôle du contrôleur est tout passif. Seulement le contrôleur fera en sorte que le rapport de l'expert soit présenté et le jugement rendu dans le plus bref délai. Aussitôt qu'il y aura jugement définitif, il inscrira le jugement sur le registre d'ordre, et en donnera avis au public. Il est bien entendu que, durant toute l'instance, le remboursement des quittances qui aurait été autorisé en vertu de l'article 7, a dû être suspendu. Le contrôleur aura donc encore à veiller à ce qu'aucun remboursement ne soit effectué au préjudice de la souscription.

Où l'ouvrage sera reçu, ou il sera rejeté. Dans l'hypothèse où il y aurait lieu de condamner l'éditeur à réimprimer quelques pages, le jugement ne serait définitif qu'après un second examen. Si l'ouvrage est reçu, la mission du contrôleur est toute simple. Il n'a qu'à rester tranquille, sauf à recevoir les plaintes des souscripteurs qui prétendraient par hasard que l'exemplaire qui leur a été livré par l'éditeur n'est pas conforme à celui qui aurait servi de base à l'examen. De petits accidents dans le cours du tirage peuvent certainement justifier de telles réclamations. Mais l'expert et le contrôleur auront eu soin, avant la rédaction du rapport, d'examiner en masse toutes les feuilles imprimées, afin de faire au besoin leurs réserves; et les choses auront été suffisamment garanties pour que le contrôleur-mandataire puisse lui-même être juge de ces petites irrégularités.

Quand un éditeur a rempli ses obligations avec tout le soin et toute la loyauté possibles, il ne faut pas l'exposer à des tracasseries futiles, de nature à troubler ses opérations. Nous avons rendu le souscripteur incapable d'exercer par lui-même son droit. Le jugement de réception a pour objet principal de fermer toute issue aux contestations. Il ne peut donc y avoir présomption de lésion (art. 1677, C. civ.). C'est pourquoi il est indispensable que les réclamations de cette nature soient admises ou rejetées par le contrôleur-mandataire lui-même; et, sous ce rapport, sa responsabilité doit être compromise, seulement dans le cas où il y aurait dol de la part de l'éditeur, que le dol fût imputable à l'éditeur lui-même ou à un tiers. Car, s'il en était ainsi, ce serait au contrôleur-mandataire de déclarer immédiatement la livraison suspendue et de provoquer une enquête. Des observations précédentes, il résulte que, dans son traité passé avec l'imprimeur, l'éditeur devra réserver pour son contrôleur le droit de visite dans les ateliers et magasins de l'imprimerie.

Tels sont les incidents sur lesquels un contrôleur-mandataire est appelé à veiller; et nous affirmons qu'en remplissant son mandat avec conscience à l'égard de tous, aucune irrégularité, aucun dol, pouvant lui donner une occupation sérieuse et mettre sa responsabilité en péril, ne viendra troubler la souscription.

Rappelons encore que ses dangers viendraient du gérant de la banque, de l'éditeur et des autres contrôleurs. Or, il n'aurait pas accepté un mandat de surveiller et de contrôler les opérations d'une souscription, si les deux parties principales et les contrôleurs déjà en exercice au moment de son traité, ne lui avaient pas offert toutes garanties d'intelligence, de zèle et de probité.

Pour quiconque aura lu avec attention le présent commentaire, il sera donc évident que la responsabilité d'un contrôleur-mandataire ne pourra jamais être gravement compromise; qu'alors elle est à la portée de tout homme honorable, instruit, et, pour trancher la question de solvabilité par un chiffre, payant le cens d'éligibilité.

C'est pourquoi nous pensons que les honoraires alloués par l'article 10 ne sont ni insuffisants ni exagérés; qu'ils sont en rapport avec la nature des fonctions et l'étendue de la responsabilité du contrôleur-mandataire.

Avant de passer à un autre article, il faut dire quelques mots sur les avis dans les journaux. Ces avis, qui ont pour objet d'annoncer aux porteurs de quittances les diverses phases de la souscription, devront être regardés comme de véritables actes conservatoires essentiels. Car, selon que la souscription est déclarée définitive ou en liquidation, et le retrait de l'ouvrage par le souscripteur obligatoire ou facultatif, la valeur de la quittance change de nature; et si ces modifications restaient longtemps ignorées, il en résulterait des incertitudes qui favoriseraient un petit agiotage contre l'invasion duquel nous tenons à prendre les plus minutieuses précautions.

ARTICLE XII.

Au fur et à mesure de l'enlèvement des registres, l'éditeur versera, dans la caisse de la banque, le droit fixe de *cinq centimes* et la moitié du droit proportionnel alloué à MM. Sauvage-Hardy et X....., en cas de non-succès de la souscription. Il ne sera tenu compte à ceux-ci de l'autre moitié qu'après la liquidation, s'il y a lieu, et au fur et à mesure de la rentrée des registres avec leurs quittances.

COMMENTAIRE.

Avances par l'éditeur de la moitié des frais de banque et de contrôle. — Esprit des banques spéciales. — Cas à prévoir.

Le gérant d'une banque de dépôt et de garantie pour les éditeurs et les souscripteurs n'est point un banquier ordinaire, un capitaliste, un négociant. Il tient beaucoup de l'agent comptable dans les administrations financières de l'État. Si nous avons adopté la dénomination de banque au lieu de celle de caisse ou recette, c'est que nous voulons qu'un tel comptable soit plus qu'un caissier ou un receveur : nous l'appelons à exercer sur la production littéraire la haute influence que les banquiers ordinaires exercent ou plutôt devraient exercer sur la production industrielle en général. En outre, pour ne point fausser l'esprit de notre nouvelle institution, il est essentiel : 1° qu'un gérant de banque ne puisse jamais éveiller le moindre soupçon à l'égard de sa solvabilité; 2° qu'une gestion de cette nature soit à la portée de tout chef de famille possédant un capital de 20,000 francs environ.

Par conséquent, il fallait stipuler les honoraires payables comptant.

Ces honoraires ne peuvent être prélevés sur le montant des souscriptions; car il faut admettre l'hypothèse du remboursement, et, dans ce cas, il y aurait découvert au préjudice ou du souscripteur ou de la banque. Le paiement des honoraires doit donc être effectué avec les propres deniers de l'éditeur. Mais l'éditeur ne verse d'abord que la portion d'honoraires acquise conformément au dernier paragraphe de l'article précédent. Dans cette comptabilité, tout est simple, régulier, et, si on l'observe scrupuleusement, aucune chance de procès n'est possible entre la banque et l'éditeur.

Toute quittance remboursée directement au porteur en vertu des articles 8 et 9,

ne sera grevée d'aucune retenue. Mais la banque prélèvera sur les quittances contenues dans les registres qui lui seront remis par l'éditeur, lors de la liquidation, l'autre portion de ses honoraires, sans avoir égard aux transactions qui ont pu être faites par suite d'un jugement de rejet. Ce prélèvement devra également avoir lieu sur les souscriptions dont les quittances n'auront point été présentées à l'éditeur dans le délai voulu, et pour lesquelles la garantie de la banque aura tout à fait cessé. Car, en cas même du rejet de l'ouvrage, si le remboursement n'était pas réclamé dans ledit délai, la renonciation du porteur au bénéfice du jugement doit être présumée. Autrement les opérations des banques spéciales ne se feraient pas avec rapidité, et la responsabilité des contrôleurs se prolongerait indéfiniment.

Il est inutile de faire observer ici que les honoraires des contrôleurs sont soumis à la même loi que les honoraires des banques. Nous invitons le lecteur à rapprocher le présent commentaire de celui de l'article 10.

ARTICLE XIII.

Quant aux sommes provenant de l'intérêt des dépôts, elles seront consacrées à la liquidation des frais conservatoires auxquels la présente souscription aura justement donné lieu; et s'il y a un excédant, cet excédant devra être affecté aux annonces ou autres frais d'organisation, et après l'avis de MM. N.... et X...., réunis à cet effet en conseil.

COMMENTAIRE.

Emploi de l'intérêt des dépôts. — Frais conservatoires et d'organisation. — Émission de quittances productives d'intérêts.

Le séjour des fonds de la souscription dans une caisse quelconque produit des intérêts. Ces intérêts appartiennent aux souscripteurs. Comme les frais conservatoires ont pour but de mettre hors de tout péril les fonds de la souscription, il est rationnel d'affecter au paiement de ces frais les intérêts des dépôts (art. 1947, C. civ.). Mais les frais de cette nature devant être plus ou moins onéreux, selon qu'il se présentera plus ou moins d'incidents graves dans le cours des souscriptions, il est rationnel aussi que chaque souscription supporte seule ceux auxquels elle aura donné lieu. Or, les capitaux étant confondus à la caisse des dépôts et consignations au nom du gérant de la banque, les intérêts n'y pourront être liquidés partiellement. Il faudra donc dans les bureaux de la banque, lors du retrait de chaque dépôt, faire des décomptes partiels pour les différentes souscriptions qui y auraient un intérêt. Ces décomptes n'offrent aucune difficulté. Les frais conservatoires se divisent en deux classes : les frais conservatoires communs à toutes les souscriptions et les frais conservatoires spéciaux. Chaque souscription contribuera aux premiers en proportion des valeurs qu'elle aura fournies et payera les seconds dans leur intégralité.

Nous avons dit à l'art. 4, que le contrôleur faisait l'avance des frais conservatoires. Il lui en sera tenu compte au fur et à mesure de la liquidation des intérêts.

Maintenant il peut se présenter deux cas : ou il y aura insuccès, ou il y aura excédant.

Dans le premier cas, il y aura lieu d'examiner si certains actes conservatoires ne devront point être mis à la charge du contrôleur ou du gérant de la banque, comme inutiles, injustes ou ayant été rendus nécessaires par des faits exceptionnels imputables à l'un ou à l'autre. Si l'examen n'était pas concluant, l'éditeur, et, à son défaut, la caution y pourvoira de ses propres deniers, sauf recours contre les fournisseurs. Quoi qu'il arrive, le souscripteur, une fois le montant de la quittance versé, ne doit être exposé à aucune redevance supplémentaire, sous quelque dénomination que ce soit.

Dans le second cas, à qui profitera l'excédant ? aux souscripteurs sans doute : mais de quelle manière ? en affectant cet excédant au paiement des frais d'organisation. Un tel emploi des intérêts sera, à notre avis, le meilleur, le seul possible dans la majeure partie des souscriptions.

Nous ne pourrions, sans inconvénient, stipuler que l'excédant des intérêts appartiendrait à l'un ou à l'autre des trois signataires de l'acte de souscription, soit à titre d'honoraires, soit à titre d'indemnité. Il y aurait lieu de craindre que celui au profit duquel les intérêts viendraient à courir, n'eût un trop grand avantage à laisser traîner les souscriptions en longueur.

Toutefois, quand il s'agira de souscriptions importantes et d'une nature toute spéciale, peut-être sera-t-il utile d'émettre des quittances productives d'intérêts. Lors du remboursement des quittances ou de la livraison de l'ouvrage, l'éditeur ajouterait les intérêts du dépôt à raison, par exemple, de deux pour cent par an (*Loi du 10 janvier 1836, art. 1^{re}*), lesquels intérêts commenceraient à courir quinze jours après la sortie du registre et seraient liquidés le jour où aurait été donné au public avis du remboursement ou de la livraison. De cette manière, les grandes et onéreuses entreprises de librairie trouveraient facilement, dans les libraires-commissionnaires, ou dans des capitalistes amateurs, des auxiliaires actifs, et le succès par conséquent en serait moins douteux. Puis les objections que l'on puiserait encore dans la nécessité des consignations n'auraient plus aucune valeur, nos consignations étant ainsi réellement converties en placement de fonds. Dans cette hypothèse, nous l'avouons, une banque commerciale offrirait plus d'avantage que la caisse de l'État.

Mais, dans les cas ordinaires, pour les petites sommes, et lorsque les délais sont courts, l'intérêt des porteurs de quittances, comme capitalistes, est nul, tandis que leur intérêt, comme souscripteurs, est appréciable. Consacrer les intérêts au succès de la souscription, nous semble donc aussi avantageux que rationnel.

ARTICLE XIV:

Il sera ouvert, dans les bureaux de M. Sauvage-Hardy, un registre d'ordre, où cha-

cune des parties enregistrera les avis, observations et reproches auxquels il sera attaché quelque importance. Devront y être également enregistrées toutes les décisions qui seront prises dans l'intérêt de l'une ou de l'autre des parties, ou dans celui des souscripteurs.

COMMENTAIRE.

Registre d'ordre. — Modifications dans l'acte de souscription et dans les règlements intérieurs.

L'article 14 n'a besoin d'aucun commentaire. Une telle précaution aura pour avantage d'offrir des éléments positifs d'appréciation et de jugement en cas de non-accord et de procès entre les parties. Les avis insérés dans le registre d'ordre remplaceront les notifications d'huissier, dans les rapports intérieurs. Peut-être serait-il convenable de le mettre à certains jours à la disposition des souscripteurs en gros, en donnant à ceux-ci la faculté d'y enregistrer leurs propres observations.

Les registres d'ordre seront les archives des banques de dépôt et de garantie dans lesquelles on puisera les documents nécessaires à l'élaboration des règlements intérieurs et des clauses nouvelles qu'il deviendra utile d'introduire dans les actes de souscription.

Ces registres devront être foliotés et paraphés par un juge au tribunal de commerce ou par le juge de paix.

ARTICLE XV.

Toutes contestations entre l'une ou l'autre des parties devront, avant d'être portées au tribunal compétent, avoir été examinées par un conseil composé d'un imprimeur ou d'un libraire, d'un jurisconsulte et d'un banquier. La nomination des trois conciliateurs se fera à l'amiable entre les soussignés, et, en cas de non-accord, par le président du tribunal de commerce, à la requête de la partie la plus diligente.

Fait triple et de bonne foi.

COMMENTAIRE.

Contestations entre les signataires de l'acte de souscription. — Conciliateurs. — Pourquoi on ne peut imposer de compromis au contrôleur-mandataire.

Le gérant de la banque, l'éditeur et le contrôleur-mandataire se sont engagés les uns à l'égard des autres par un consentement mutuel; ils ont pu alors s'assurer préalablement de leur capacité réciproque pour un contrat de cette nature; l'objet qui forme la matière du contrat est certain, déterminé; les clauses de l'acte de souscription ont posé tous les principes, dont l'application, dans chaque banque spéciale, doit se faire suivant un règlement intérieur dont il aura été donné connaissance. Certainement, il est peu présumable que jamais des contestations sérieuses viennent à s'élever entre les signataires de l'acte de souscription. Si la sûreté pour les souscripteurs, la perfection dans les produits, doivent être d'autant mieux ga-

ranties que l'opposition d'intérêts entre les trois contractants sera nette et tranchée il faut empêcher néanmoins que cette opposition ne se traduise en luttes hypocrites, en petites tracasseries et en procès scandaleux. Nous croyons avoir arrangé les choses de telle manière que les parties ne se rendront, en adversaires, soit au tribunal correctionnel, soit au tribunal de commerce, que dans des circonstances exceptionnelles où il s'agira d'un intérêt capital, public, à l'occasion duquel une transaction serait impossible, d'après l'esprit de notre législation. En effet, les trois conciliateurs mettront fin le plus souvent, par leurs observations impartiales et exemptes d'aigreur, aux contestations qui n'auraient pu être transigées dans l'intérieur de la banque par l'intervention officieuse des divers contrôleurs.

Nous voulons des conciliateurs (art. 48 C. de proc. civ.), et non des amiables compositeurs. L'éditeur et le gérant de la banque peuvent, sans aucun inconvénient, compromettre sur leurs propres droits, mais le contrôleur-mandataire ne saurait évidemment compromettre sur les droits des souscripteurs que sous sa responsabilité personnelle et en s'exposant aux poursuites d'un curateur *ad hoc* ou du ministère public. Il est donc indispensable de lui laisser toutes les sûretés que présentent les divers degrés de juridiction.

Mais, nous le répétons, le mécanisme de notre système est tel que de semblables désordres sont peu à prévoir, et il nous paraît superflu de les prendre en trop sérieuse considération.

DES POURSUITES CRIMINELLES CONTRE L'ÉDITEUR.

Art. 1131 du code civil. — Procès criminel. — Défauts cachés de la chose vendue. — Dépôt à la direction de la librairie et au parquet du procureur du roi. — Acquittement. — Condamnation. — Ce que doit faire le contrôleur-mandataire. — Les banques de dépôt et de garantie devenues, à leur point de vue tout commercial, les auxiliaires indirects du ministère public.

Le seul écueil qui soit à craindre, à prévoir maintenant, c'est l'application qui pourrait être faite de l'article 1131 du Code civil, par les tribunaux compétents, si l'éditeur venait à être poursuivi et condamné, à raison de l'ouvrage, cause de l'obligation.

L'art. 1131 frappe de nullité toutes les obligations dont la cause serait illicite, c'est-à-dire prohibée par la loi, contraire aux bonnes mœurs ou à l'ordre public (art. 1133 C. civ.). Un traité passé pour la publication d'un ouvrage condamné comme contraire aux lois, aux bonnes mœurs ou à l'ordre public, pourrait donc être frappé de nullité; et, dans ce cas, de grands troubles seraient apportés dans la

liquidation de la souscription. Quelles mesures conviendrait-il de prendre pour donner au souscripteur toutes sûretés à cet égard ?

Nous avons déjà supposé les banques de dépôt et de garantie gérées par des hommes honnêtes, capables et prudents. Cependant, en matière de presse, et principalement dans les époques inorganiques, il faut admettre qu'en certains cas, tel ouvrage, réputé constitutionnel, utile et moral aux yeux de l'éditeur et du gérant de la banque, pourra être condamné comme contraire aux lois, à l'ordre public et aux bonnes mœurs. D'après notre législation en matière de presse, quand il y a lieu de poursuivre un écrit, la poursuite ne peut être commencée qu'après la publication. Or, pour qu'il y ait publication, faut-il que la mise en vente soit accomplie, ou le dépôt des deux exemplaires au bureau de la librairie est-il suffisant ? Nous n'avons pas besoin ici d'adopter l'une ou l'autre opinion. Ce qui nous importe, c'est que la poursuite criminelle ne puisse avoir lieu avant le dépôt, et la loi est positive à cet égard. Jusque-là tout marche donc sans entraves : l'acte de souscription est parfait, et aucune nullité ne l'a encore atteint. Pour que des faits postérieurs au dépôt ordonné par la loi de 1814 ne viennent point modifier cet état de choses, voici comment doit agir tout contrôleur prudent et loyal.

En même temps que l'imprimeur fera, à la direction de la librairie, le dépôt des deux exemplaires prescrit par la loi, le contrôleur, pour complément de garantie, remettra un troisième exemplaire au parquet du procureur du roi. Ce magistrat aura tout le loisir d'examiner l'ouvrage au point de vue criminel, pendant qu'au tribunal de commerce se poursuivra la procédure intentée, conformément à l'article 8. Mettre ainsi le ministère public en demeure de poursuivre un ouvrage dans lequel se seraient glissées des doctrines ou des diffamations condamnables, ne sera-ce pas remplir, dans toute sa plénitude, la mission de contrôleur-mandataire. En effet, l'éditeur est encore tenu de la garantie des défauts cachés de la chose vendue. Or, on doit considérer une condamnation de l'ouvrage, comme ayant été le résultat d'un vice caché, ne pouvant être connu du souscripteur que par la condamnation elle-même.

Où le ministère public garde le silence, ou il poursuit l'éditeur. S'il garde le silence, il y a présomption grave que l'ouvrage n'est contraire ni aux lois, ni à la morale, ni à l'ordre public. Après les formalités de l'article 8 accomplies, la livraison est autorisée et a lieu ainsi que nous l'avons expliqué plus haut. La responsabilité du contrôleur est tout à fait à couvert. Si le ministère public poursuit l'éditeur, le contrôleur agira sagement en n'autorisant la livraison que lorsqu'il y aura eu arrêt définitif.

Mais le ministère public n'est pas forcé de poursuivre immédiatement. Il a six mois pour examiner l'ouvrage et prendre une détermination. Attendre l'expiration des six mois avant d'autoriser la livraison de l'ouvrage, ce serait entraver les opérations de la librairie et souvent en compromettre le succès, sans grand profit pour la morale et l'ordre public. C'est au procureur du roi de remplir son devoir en temps convenable pour que le mal ne se propage pas, si mal il y a. Comme d'après

les précautions prises, on ne doit pas supposer dans l'ouvrage un vice caché (nous n'avons même pas dû prévoir une procédure criminelle dans l'acte de souscription), il ne saurait être permis au contrôleur, en dehors d'une clause spéciale, de subordonner en quelque sorte la livraison de l'ouvrage au bon plaisir de MM. les procureurs du roi.

Une fois la livraison commencée, elle se continuera, tant qu'il n'y aura pas poursuite. Ce cas-là arrivant, la livraison pourrait être suspendue jusqu'à arrêt définitif.

Où il y aura acquittement ou il y aura condamnation.

En cas d'acquittement, la livraison est autorisée ou continuée.

En cas de condamnation, la livraison ne devra être autorisée ou continuée qu'après que les endroits supprimés par le jugement l'auront été de fait, au moyen de la réimpression d'un ou de plusieurs cartons. Quant aux livraisons faites antérieurement aux poursuites, elles ne pourront en aucune manière compromettre la responsabilité d'un contrôleur qui aurait fait le dépôt au parquet aussitôt après l'impression terminée. Par le remboursement de la quittance, la caution de l'éditeur se trouve également déchargée. Seulement l'éditeur sera tenu de remettre à chaque souscripteur un exemplaire des cartons réimprimés, afin que tous les exemplaires en circulation, ayant cessé d'être contraires aux lois, aux bonnes mœurs ou à l'ordre public, exempts alors de tout caractère criminel, soient à l'abri des articles 1131 et 1644 du C. civil.

En suivant la marche que nous venons d'indiquer, il est impossible qu'un contrôleur-mandataire compromette sa responsabilité à l'égard des souscripteurs ; il est impossible qu'un éditeur intelligent, moral, réunissant enfin, en vérité, les qualités que l'esprit de notre législation en matière spéciale exige pour la profession de libraire-éditeur, soit jamais exposé à un péril sérieux sous le rapport criminel ; il est impossible que le gérant d'une banque spéciale, caution de l'éditeur pour la partie matérielle d'une opération de librairie, soit jamais, en cas de poursuites contre l'éditeur, présumé complice du crime ou délit. En effet, loin d'aider l'éditeur dans la préparation et la consommation d'une action punissable, il se fait au contraire indirectement l'auxiliaire du ministère public, puisque avant que la publication soit devenue un fait accompli, un exemplaire de l'ouvrage a été déposé au parquet. Le ministère public demande la punition du délit consommé, après que ce délit a produit une grande partie de son effet. Les banques de dépôt et de garantie, autant du moins que le permet leur caractère tout commercial, préviennent le délit en arrêtant tout l'effet de la publication, non pas, il est vrai, au nom de la société offensée ou mise en péril, mais au nom de l'intérêt matériel des souscripteurs.

CONCLUSION.

Agences de garantie privées, organisées conformément aux lois générales, en dehors du pouvoir central. — Officiers ministériels, inspecteurs de l'État et commissaires royaux.

Ici se clôt notre exposé des motifs. Nos lecteurs voudront bien se rappeler que nous n'avons pas eu la prétention de rédiger un acte de souscription applicable à toutes les opérations de librairie. Ainsi, par exemple, nous ne nous sommes point préoccupé des publications périodiques tels que journaux, revues ou ouvrages de très-longue haleine, ne pouvant être rédigés qu'au fur et à mesure de l'impression. Avant de formuler un acte de souscription applicable à ces sortes d'opérations, lequel acte devra être encore plus complexe que l'autre, il importe que l'essai de notre système soit fait sur les opérations simples de la librairie. C'est pourquoi, en terminant, nous n'avons que les questions suivantes à nous poser : 1° l'acte de souscription n'offre-t-il aucune clause contraire à nos lois et aux saines idées d'ordre et de morale? 2° Les garanties que nous avons voulu organiser sont-elles efficacement organisées?

En d'autres termes : *Avons-nous, dans le cas où notre système est applicable, offert aux éditeurs sérieux, intelligents et honnêtes un moyen sûr de se faire reconnaître des éditeurs éphémères, incapables ou de mauvaise foi? Atteindrons-nous le but commercial que s'étaient proposé les anciens règlements de la librairie relatifs aux souscriptions : LA PERFECTION DES PRODUITS TYPOGRAPHIQUES ET L'ACCOMPLISSEMENT ENTIER ET FIDÈLE DES ENGAGEMENTS CONTRACTÉS PAR LES LIBRAIRES ENVERS LE PUBLIC?* Enfin, avons-nous pleinement satisfait aux exigences du problème que nous avons posé dans la deuxième partie de notre introduction?

Nous le pensons : et nous avons en outre la plus ferme confiance que, notre opinion une fois reconnue juste, l'adoption des banques de dépôt et de garantie n'inspirera aucune répugnance sérieuse, aujourd'hui que le monde commercial se forme chaque jour davantage aux mœurs administratives. Partout on sent le besoin de contrôle, de contre-poids et de garanties. Si le progrès est lent à cet égard, ne serait-ce point parce que de tels contrôles, contre-poids et garanties ne sont pas présumés possibles en dehors du pouvoir central, que là, généralement, ils compriment, outre mesure, les élans individuels, et que, d'ailleurs, ils sont assez souvent illusoires, témoin les déprédations, escroqueries et déconfitures de tant d'officiers ministériels, fonctionnaires publics et entrepreneurs pour le compte de l'État?

Puisse notre système être jugé digne d'un essai! et la supériorité de nos agences de garantie, organisées en dehors du pouvoir central, sous la seule sanction des lois générales, ne tardera pas à être reconnue, acceptée, du moins tant que les choses, en matière administrative et financière, ne subiront pas d'importantes améliorations.

DES FRAIS, AVANCES ET RISQUES DES ÉDITEURS DANS L'ORGANISATION DES SOUSCRIPTIONS PAR L'ENTREMISE DES BANQUES SPÉCIALES.

Editions illustrées. — Publications musicales. — Association des artistes et des gens de lettres. — Les éditeurs devenus les gens d'affaires des auteurs au lieu d'être leurs seigneurs et maîtres. — Pourquoi les banques spéciales ne doivent pas traiter directement avec les auteurs.

C'est ici le lieu d'établir les frais, avances et risques de l'éditeur, dans l'organisation d'une souscription, lesquels, bien entendu, seront en proportion de l'importance de l'ouvrage et du résultat que l'éditeur voudra obtenir. Prenons pour exemple un seul volume devant être tiré à 100,000 exemplaires, à raison de 1 fr. l'un, et destiné au placement à double degré, c'est-à-dire par l'intermédiaire des libraires-correspondants.

FRAIS (1). — Impression d'un prospectus-spécimen pour les libraires, envoi par la poste, impression des registres de quittances, annonces dans les journaux de Paris, deux mille cinq cents francs. 2,500

AVANCES. — 1 fr. 25 p. 100, lors de l'enlèvement des registres, plus 05 c. par quittance. 1,750

Total des frais et avances. 4,250

Ajoutons encore pour dépenses imprévues 750 fr., et nous aurons un chiffre rond de 5,000 fr. Maintenant les risques ne peuvent guère s'élever qu'aux deux tiers de cette somme, tout au plus. Car une souscription, dans laquelle les deux tiers des quittances auraient été réalisées dans le délai de rigueur, arriverait indubitablement à bonne fin, grâce aux facilités accordées à l'éditeur. Dans tous les cas, admettons comme exposée aux risques la somme entière, c'est-à-dire 5 p. 100 des produits à créer. Quel est l'éditeur qui, en face de tant de garanties de succès, et ayant même, en cas de chute, la chance de retirer dans la liquidation des intérêts une partie des frais d'organisation, ne trouvera pas, à défaut d'assureurs, pour prendre à leurs risques et périls, les quittances restantes, ne trouvera pas, disons-nous, une espèce de prêteur à la grosse pour lui avancer une somme aussi faible, ou du moins un banquier ordinaire pour lui ouvrir un crédit.

Grâce à notre institution, les éditions à illustrations splendides tomberont à la portée de tous les éditeurs. Une noble émulation suscitera des Curmer, des Hetzel, devant lesquels ne se dresseront point les hideux fantômes de la faillite et de la misère ; et la librairie illustrée ou musicale, ainsi délivrée de toute éventualité funeste, deviendra aussi sûre et à aussi bon marché que la librairie ordinaire ; d'où on peut

(1) Que l'ouvrage ait 1, 2, 3, 4 volumes et davantage, ces frais n'augmentent pas. N'oublions pas aussi que les frais de publicité départementale sont rangés au nombre des frais progressifs, et ne doivent être faits que si la souscription arrive à bonne fin.

induire cette conséquence, qu'à une époque donnée, le moindre livre d'éducation, destiné au peuple, sera publié avec illustrations, et que les chants, si chants il y a, y seront toujours notés par le procédé que nous devons à l'habile M. Duverger. Si maintenant, on se rappelle que les tirages seront considérables, que, par conséquent, les frais généraux dont chaque exemplaire sera grevé, représenteront un chiffre très-vil, on comprendra facilement que l'éditeur préférera payer une vignette 100 fr. à un artiste de talent, que de payer cette vignette 25 fr., à un autre dans la capacité duquel il aurait moins de confiance. Comme contre-poids à la lésinerie de l'éditeur, il y aurait l'amour-propre, et, à défaut d'amour-propre, le rapport de l'expert.

Quel avenir ne préparons-nous pas à tant de jeunes artistes qui, aujourd'hui, malgré un talent incontestable, ne trouvent aucune commande et restent plongés dans la misère et dans l'obscurité. Les gens de lettres et les artistes qui ne se soucieraient pas de vendre la propriété de leurs œuvres à un éditeur, ne pourraient-ils pas s'associer ensemble pour une publication quelconque, alors que, grâce à notre système combiné avec celui de l'assurance ou de l'emprunt à la grosse, il leur sera permis d'exploiter eux-mêmes leur propriété littéraire ou artistique, sans courir aucuns risques sérieux. Mais dans le cas même où les ouvrages seraient publiés au compte des auteurs, nous n'abolissons pas l'éditeur. Celui qui publie un livre doit être justiciable du tribunal de commerce. Or, d'après la jurisprudence, l'homme de lettres qui publie lui-même ses ouvrages, n'est pas réputé commerçant. Des motifs d'un ordre plus élevé, puisés dans notre système de constitution pour la propriété littéraire, nous engageraient d'ailleurs à recommander aux banques de dépôt et de garantie de ne pas traiter directement avec les auteurs.

Il faut donc que l'éditeur soit commerçant. Seulement il ne sera plus que l'agent salarié et responsable des auteurs, au lieu d'être leur seigneur et maître; tout au plus il sera leur prêteur à la grosse. Cela étant, la part de la propriété littéraire dans l'exploitation d'un ouvrage, sera nécessairement plus belle qu'elle ne l'est aujourd'hui, attendu que les risques étant nuls pour l'éditeur, celui-ci n'aura plus droit à un gain exagéré. L'éditeur lui-même trouvera de très-grands avantages dans cette réforme radicale. Car, s'il ne peut plus faire de gains exagérés, il en fera de certains; s'il ne gagne que 5,000 francs sur une affaire de 100,000 francs, il lui sera permis d'ouvrir, chaque année, cinq ou six souscriptions importantes, représentant ensemble de 500,000 fr. à un million.

Dans les départements, les publications locales, aujourd'hui nulles et souvent impossibles, seront entreprises, d'après notre système, avec la certitude du succès, par un imprimeur ou un libraire, de concert avec un notaire ou un banquier. On verra surgir, de tous les points de la France, annuaires, statistiques, histoires, albums, revues, qui mettront en lumière une foule de trésors jusqu'à présent ignorés. Ce serait le commencement de la décentralisation littéraire. Que, dans chaque académie, il s'organise une banque de dépôt et de garantie pour les éditeurs et les souscripteurs, et bientôt tous les esprits d'élite des départements, trouvant dans leur pays natal existence matérielle et réputation, cesseraient d'émigrer vers Paris, où la

plupart d'entre eux, après une lutte opiniâtre contre la mauvaise fortune, finissent par tomber dans la misère ou dans la flétrissure, et quelquefois dans l'un et l'autre abîme; et ils attendraient patiemment qu'une célébrité méritée les appelât dans le centre naturel de toutes nos grandes illustrations.

SUBVENTIONS LITTÉRAIRES.

- D'un moyen de rendre impérisables les fonds alloués par l'Etat pour l'encouragement des lettres, des sciences et des arts. — L'Etat prêteur à la grosse ou assureur. — Création d'une *Agence royale des subventions littéraires* du ressort de l'Institut de France.

D'après les considérations que nous avons fait valoir dans notre commentaire, on a dû conclure que nous ne pouvions solliciter l'intervention directe du gouvernement dans l'exploitation ou la surveillance des banques de dépôt et de garantie; que, sous l'empire de la liberté du travail et de la liberté de la presse, bases fondamentales de l'ordre social actuel, cette intervention éveillerait de légitimes inquiétudes et ne serait acceptée qu'avec défiance, de telle sorte que le succès de notre réforme serait sérieusement compromis. Mais, si l'État ne doit pas se faire l'auxiliaire direct des banques de dépôt et de garantie, celles-ci peuvent, en certaines circonstances, donner à l'état un utile concours.

C'est lorsqu'il s'agit d'encourager des publications dont les auteurs sont pauvres, ou dont le placement est, par la nature des sujets traités ou le prix de vente, considéré comme trop incertain, trop aléatoire.

Aujourd'hui les secours, les encouragements et les subventions sont distribués arbitrairement; les allocations spéciales sont promptement épuisées; bien peu d'auteurs, parmi ceux qui y auraient quelques droits, sont appelés à puiser à une telle source; et il n'en saurait être autrement, surtout avec les errements actuels de la librairie, où tout, en général, est hasard, confusion, chaos. Pour remédier à ces abus, chaque ministre, au département duquel les chambres allouent des fonds pour encouragements aux auteurs, ne devrait distribuer des secours que pour des ouvrages publiés par l'entremise d'une banque spéciale et sous la responsabilité d'un éditeur réunissant certaines garanties de zèle et d'habileté.

Où il y aurait lieu d'encourager seulement l'auteur, et alors l'État interviendrait en qualité de prêteur à la grosse, pour rembourser les frais d'organisation de la souscription en cas de non-succès; ou il y aurait lieu d'encourager l'ouvrage lui-même, et alors l'État interviendrait en qualité d'assureur pour prendre à ses risques et périls les registres de quittances non enlevées dans le délai fixé.

De cette réforme administrative, il résulterait infailliblement que les fonds de l'État ne seraient pas dépensés au profit d'auteurs ou d'ouvrages qui n'ont besoin ni de secours ni d'encouragements; et que ces fonds se renouvelant ainsi un très-grand nombre de fois, chaque ministre, avec une simple allocation de 100,000 francs,

pourrait distribuer des subventions à l'infini. En effet, tous les ouvrages assurés offriraient des garanties telles que le placement des quittances aurait le plus souvent lieu intégralement dans le délai de rigueur; tandis que la prime d'assurance prélevée sur chaque quittance servirait au besoin à compléter et même à accroître le fonds d'allocation qui deviendrait alors inépuisable.

A une aumône simple serait substitué un service rétribué. La dignité des lettres y gagnerait considérablement, et les écrivains sérieux, modestes, utiles, auraient leur place au banquet littéraire.

Mais le gouvernement n'atteindrait-il pas encore de meilleurs résultats si, au lieu de répartir les fonds consacrés aux lettres et aux auteurs entre plusieurs ministères, il créait, sous le titre d'*Agence royale des subventions littéraires*, un bureau spécial du ressort de l'Institut de France, lequel bureau fonctionnerait comme prêteur à la grosse ou assureur, conformément à des statuts ayant force de loi?

TEXTE

DES ARTICLES DE LOI CITÉS DANS CE VOLUME.

CODE CIVIL.

113. Le tribunal, à la requête de la partie la plus diligente, commettra un notaire pour représenter les présumés absents dans les inventaires, comptes, partages et liquidations dans lesquels ils seront intéressés.

114. Le ministère public est spécialement chargé de veiller aux intérêts des personnes présumées absentes, et il sera entendu sur toutes les demandes qui les concernent.

125. La possession provisoire ne sera qu'un dépôt qui donnera à ceux qui l'obtiendront l'administration des biens de l'absent, et qui les rendra comptables envers lui, en cas qu'il reparaisse ou qu'on ait de ses nouvelles.

469. Tout tuteur est comptable de sa gestion lorsqu'elle finit.

1109. Il n'y a point de consentement valable, si le consentement n'a été donné que par erreur, ou s'il a été extorqué par violence ou surpris par dol.

1110. L'erreur n'est une cause de nullité de la convention que lorsqu'elle tombe

sur la substance même de la chose qui en est l'objet. — Elle n'est point une cause de nullité, lorsqu'elle ne tombe que sur la personne avec laquelle on a intention de contracter, à moins que la considération de cette personne ne soit la cause principale de cette convention.

1116. Le dol est une cause de nullité de la convention, lorsque les manœuvres pratiquées par l'une des parties sont telles qu'il est évident que, sans ces manœuvres, l'autre partie n'aurait pas contracté. — Il ne se présume pas et doit être prouvé.

1122. On est censé avoir stipulé pour soi et pour ses héritiers et ayants cause, à moins que le contraire ne soit exprimé ou ne résulte de la nature de la convention.

1129. Il faut que l'obligation ait pour objet une chose au moins déterminée quant à son espèce. — La quotité de la chose peut être incertaine, pourvu qu'elle puisse être déterminée.

1131. L'obligation sans cause, ou sur une fausse cause, ou sur une cause illicite, ne peut avoir aucun effet.

1133. La cause est illicite quand elle est prohibée par la loi, quand elle est contraire aux bonnes mœurs ou à l'ordre public.

1134. Les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites. Elles ne peuvent être révoquées que de leur consentement mutuel ou pour les causes que la loi autorise. — Elles doivent être exécutées de bonne foi.

1135. Les conventions obligent non-seulement à ce qui y est exprimé, mais encore à toutes les suites que l'équité, l'usage ou la loi donnent à l'obligation d'après sa nature.

1142. Toute obligation de faire ou de ne pas faire se résout en dommages et intérêts, en cas d'inexécution de la part du débiteur.

1144. Le créancier peut aussi, en cas d'inexécution, être autorisé à faire exécuter lui-même l'obligation aux dépens du débiteur.

1149. Les dommages et intérêts dus aux créanciers sont, en général, de la perte qu'il a faite et du gain dont il a été privé, sauf les exceptions et modifications ci-après.

1156. On doit dans les conventions rechercher quelle a été la commune intention des parties contractantes, plutôt que de s'arrêter au sens littéral des termes.

1160. On doit suppléer dans le contrat les choses qui y sont d'usage, quoiqu'elles n'y soient pas exprimées.

1166. Néanmoins les créanciers peuvent exercer tous les droits et actions de leur débiteur, à l'exception de ceux qui sont exclusivement attachés à la personne.

1168. L'obligation est conditionnelle, lorsqu'on la fait dépendre d'un événement futur et incertain, soit en la suspendant jusqu'à ce que l'événement arrive, soit en la résiliant, selon que l'événement arrivera ou n'arrivera pas.

1174. Toute obligation est nulle, lorsqu'elle a été contractée sous une condition potestative de la part de celui qui s'oblige.

1176. Lorsqu'une obligation est contractée sous la seule condition qu'un événement arrivera dans un temps fixe, cette condition est censée défaillie lorsque le

temps est expiré sans que l'événement soit arrivé. S'il n'y a point de temps fixe, la condition peut toujours être accomplie; et elle n'est censée défaille que lorsqu'il est devenu certain que l'événement n'arrivera pas.

1181. Le créancier peut, avant que la condition soit accomplie, exercer tous les actes conservatoires de son droit.

1181. L'obligation contractée sous une condition suspensive est celle qui dépend ou d'un événement futur et incertain, ou d'un événement actuellement arrivé, mais encore inconnu des parties. — Dans le premier cas, l'obligation ne peut être exécutée qu'après l'événement. — Dans le second cas, l'obligation a son effet du jour où elle a été contractée.

1183. La condition résolutoire est celle qui, lorsqu'elle s'accomplit, opère la révocation de l'obligation, et qui remet les choses au même état que si l'obligation n'avait pas existé. — Elle ne suspend point l'exécution de l'obligation; elle oblige seulement le créancier à restituer ce qu'il a reçu, dans le cas où l'événement prévu par la condition arrive.

1202. La solidarité ne se présume point; il faut qu'elle soit expressément stipulée. — Cette règle ne cesse que dans le cas où la solidarité a lieu de plein droit, en vertu d'une disposition de la loi.

1222. Chacun de ceux qui ont contracté conjointement une dette indivisible, en est tenu pour le total; encore que l'obligation n'ait pas été contractée solidairement.

1226. La clause pénale est celle par laquelle une personne, pour assurer l'exécution d'une convention, s'engage à quelque chose en cas d'inexécution.

1233. Lorsque l'obligation primitive contractée sous une peine est divisible, la peine n'est encourue que par celui des héritiers du débiteur qui contrevient à cette obligation, et pour la part seulement dont il était tenu dans l'obligation principale, sans qu'il y ait d'action contre ceux qui l'ont exécutée. — Cette règle reçoit exception lorsque la clause pénale ayant été ajoutée dans l'intention que le paiement ne pût se faire partiellement, un cohéritier a empêché l'exécution de l'obligation pour la totalité. En ce cas, la peine entière peut être exigée contre lui et contre les autres cohéritiers pour leur portion seulement, sauf leur recours.

1237. L'obligation de faire ne peut être acquittée par un tiers contre le gré du créancier, lorsque ce dernier a intérêt qu'elle soit remplie par le débiteur lui-même.

1243. Le créancier ne peut être contraint de recevoir une autre chose que celle qui lui est due, quoique la valeur de la chose offerte soit égale ou même plus grande.

1584. La vente peut être faite purement ou simplement, ou sous une condition, soit suspensive, soit résolutoire. — Elle peut aussi avoir pour objet deux ou plusieurs choses alternatives. — Dans tous les cas, son effet est réglé par les principes généraux des conventions.

1603. Il a (le vendeur) deux obligations principales, celle de délivrer et celle de garantir la chose qu'il vend.

1625. La garantie que le vendeur doit à l'acquéreur a deux objets : le premier est

la possession paisible de la chose vendue; le second, les défauts cachés de cette chose ou les vices rédhibitoires:

1641. Le vendeur est tenu de la garantie à raison des défauts cachés de la chose vendue qui la rendent impropre à l'usage auquel on la destine, ou qui diminuent tellement cet usage, que l'acheteur ne l'aurait pas acquise, ou n'en aurait donné qu'un moindre prix, s'il les avait connus.

1644. Dans le cas des articles 1641 et 1643, l'acheteur a le droit de rendre la chose et de se faire restituer le prix, ou de garder la chose et de se faire rendre une partie du prix, telle qu'elle sera arbitrée par experts.

1680. La principale obligation de l'acheteur est de payer le prix au jour et au lieu réglés par la vente.

1677. La preuve de la lésion ne pourra être admise que par jugement, et dans le cas seulement où les faits articulés seraient assez vraisemblables et assez graves pour faire présumer la lésion.

1915. Le dépôt, en général, est un acte par lequel on reçoit la chose d'autrui, à la charge de la garder et de la restituer en nature.

1921. Le dépôt volontaire se forme par le consentement réciproque de la personne qui fait le dépôt et de celle qui la reçoit.

1926. Le dépôt volontaire ne peut avoir lieu qu'entre personnes capables de contracter. — Néanmoins, si une personne capable de contracter accepte le dépôt fait par une personne incapable, elle est tenue de toutes les obligations d'un véritable dépositaire; elle peut être poursuivie par le tuteur ou administrateur de la personne qui a fait le dépôt.

1928. La disposition de l'article précédent doit être appliquée avec plus de rigueur, 1° si le dépositaire s'est offert lui-même pour recevoir le dépôt; 2° s'il a stipulé un salaire pour la garde du dépôt; 3° si le dépôt a été fait uniquement pour l'intérêt du dépositaire; 4° s'il a été convenu expressément que le dépositaire répondrait de toute espèce de faute.

1929. Le dépositaire n'est tenu en aucun cas des accidents de force majeure, à moins qu'il n'ait été mis en demeure de restituer la chose déposée.

1937. Le dépositaire ne doit restituer la chose déposée qu'à celui qui la lui a confiée, ou à celui au nom duquel le dépôt a été fait, ou à celui qui a été indiqué pour le recevoir.

1947. La personne qui a fait le dépôt est tenue de rembourser au dépositaire les dépenses qu'il a faites pour la conservation de la chose déposée, et de l'indemniser de toutes les pertes que le dépôt peut lui avoir occasionnées.

1984. Le mandat ou procuration est un acte par lequel une personne donne à une autre le pouvoir de faire quelque chose pour le mandant et en son nom. — Le contrat ne se forme que par l'acceptation du mandataire.

1986. Le mandat peut être donné ou par acte public, ou par écrit sous seing privé, même par lettre. Il peut aussi être donné verbalement, mais la preuve testimoniale n'en est reçue que conformément au titre des Contrats ou des Obligations

conventionnelles en général. — L'acceptation du mandat peut n'être que tacite, et résulter de l'exécution qui lui a été donnée par le mandataire.

1991. Le mandataire est tenu d'accomplir le mandat tant qu'il en demeure chargé, et répond des dommages-intérêts qui pourraient résulter de son inexécution. — Il est tenu même d'achever la chose au décès du mandant, s'il y a péril en la demeure.

1992. Le mandataire répond non-seulement du dol, mais encore des fautes qu'il commet dans sa gestion. — Néanmoins la responsabilité relative aux fautes est appliquée moins rigoureusement à celui dont le mandat est gratuit qu'à celui qui reçoit un salaire.

1999. Le mandant doit rembourser au mandataire les avances et frais que celui-ci a faits pour l'exécution du mandat, et lui payer ses salaires, lorsqu'il lui en a été promis. — S'il n'y a aucune faute imputable au mandataire, le mandant ne peut se dispenser de faire ces remboursement et paiement, lors même que l'affaire n'aurait pas réussi, ni faire réduire le montant des frais, sous prétexte qu'ils pouvaient être moindres.

2044. La transaction est un contrat par lequel les parties terminent une contestation née, ou préviennent une contestation à naître. — Le contrat doit être rédigé par écrit.

2049. Les transactions ne règlent que les différends qui s'y trouvent compris, soit que les parties aient manifesté leur intention par des expressions spéciales ou générales, soit que l'on reconnaisse cette intention par une suite nécessaire de ce qui y est exprimé.

2051. La transaction faite par l'un des intéressés ne lie point les autres intéressés et ne peut être opposée par eux.

CODE DE PROCÉDURE CIVILE.

32. Si, au jour de la première comparution, le défendeur demande à mettre garant en cause, le juge accordera délai suffisant en raison de la distance du domicile du garant. La citation donnée au garant sera libellée, sans qu'il soit besoin de lui notifier le jugement qui ordonne sa mise en cause.

48. Aucune demande principale introductive d'instance entre parties capables de transiger, et sur des objets qui peuvent être la matière d'une transaction, ne sera reçue dans les tribunaux de première instance, que le défendeur n'ait été préalablement appelé en conciliation devant le juge de paix, ou que les parties n'y aient volontairement comparu.

132. Les avoués et huissiers qui auront excédé les bornes de leur ministère, les tuteurs, curateurs, héritiers bénéficiaires, ou autres administrateurs qui auront compromis les intérêts de leur administration, pourront être condamnés aux dépens, en leur nom et sans répétition, même aux dommages-intérêts, s'il y a lieu, sans

préjudice de l'interdiction contre les avoués et huissiers, et de la destitution contre les tuteurs ou autres, suivant la gravité des circonstances.

175. Celui qui prétendra avoir droit d'appeler en garantie sera tenu de le faire dans la huitaine de la demande originaire, outre un jour pour trois myriamètres. S'il y a plusieurs garants intéressés en la même garantie, il n'y aura qu'un seul délai pour tous, qui sera réglé selon la distance du lieu de la demeure du garant le plus éloigné.

176. Si le garant prétend avoir droit d'en appeler un autre en sous-garantie, il sera tenu de le faire dans le délai ci-dessus, à compter du jour de la demande en garantie contre lui, ce qui sera successivement observé à l'égard du sous-garant ultérieur.

TITRE XIV.

Des rapports d'experts.

302. Lorsqu'il y aura lieu à un rapport d'expert, il sera ordonné par un jugement, lequel énoncera clairement les objets de l'expertise.

303. L'expertise ne pourra se faire que par trois experts, à moins que les parties ne consentent qu'il soit procédé par un seul.

304. Si, lors du jugement qui ordonne l'expertise, les parties se sont accordées pour nommer des experts, le même jugement leur donnera acte de la nomination.

305. Si les experts ne sont pas convenus par les parties, le jugement ordonnera qu'elles seront tenues d'en nommer dans les trois jours de la signification, sinon qu'il sera procédé à l'opération par ses experts qui seront nommés d'office par le même jugement. — Ce même jugement nommera le juge-commissaire qui recevra le serment des experts convenus ou nommés d'office. Pourra néanmoins le tribunal ordonner que les experts prêteront leur serment devant le juge de paix du canton où ils procéderont.

306. Dans le délai ci-dessus, les parties qui se seront accordées pour la nomination des experts en feront leur déclaration au greffe.

307. Après l'expiration du délai ci-dessus, la partie la plus diligente prendra l'ordonnance du juge et fera sommation aux experts nommés par les parties ou d'office, pour faire leur serment; sans qu'il soit nécessaire que les parties y soient présentes.

308. Les récusations ne pourront être proposées que contre les experts nommés d'office, à moins que les causes n'en soient survenues depuis la nomination et avant le serment.

309. La partie qui aura des moyens de récusation à proposer sera tenue de le faire dans les trois jours de la nomination, par un simple acte signé d'elle ou de son mandataire spécial, contenant les causes de récusation et les preuves, si elle en a, ou l'offre de les vérifier par témoins. Le délai ci-dessus expiré, la récusation ne pourra être proposée, et l'expert prêtera serment au jour indiqué par la sommation.

310. Les experts pourront être récusés par les motifs pour lesquels les témoins peuvent être reprochés.

311. La récusation contestée sera jugée sommairement à l'audience, sur un simple acte et sur les conclusions du ministère public : les juges pourront ordonner la preuve par témoins, laquelle sera faite dans la forme ci-après prescrite pour les enquêtes sommaires.

312. Le jugement sur la récusation sera exécutoire nonobstant l'appel.

313. Si la récusation est admise, il sera d'office, par le même jugement, nommé un nouvel expert ou de nouveaux experts à la place de celui ou de ceux refusés.

314. Si la récusation est rejetée, la partie qui l'aura faite sera condamnée en tels dommages et intérêts qu'il appartiendra, même envers l'expert, s'il le requiert ; mais, dans ce dernier cas, il ne pourra demeurer expert.

315. Le procès-verbal de prestation de serment contiendra indication par les experts du lieu, et des jour et heure de leur opération. — En cas de présence des parties ou de leurs avoués, cette indication vaudra sommation. — En cas d'absence, il sera fait sommation aux parties, par acte d'avoué, de se trouver aux jour et heure que les experts auront indiqués.

316. Si quelque expert n'accepte point la nomination ou ne se présente point, soit pour le serment, soit pour l'expertise, aux jour et heure indiqués, les parties s'accorderont sur-le-champ pour en nommer un autre à sa place, sinon la nomination pourra être faite d'office par le tribunal. — L'expert qui, après avoir prêté serment, ne remplira pas sa mission, pourra être condamné par le tribunal qui l'avait commis, à tous les frais frustratoires, et même aux dommages-intérêts, s'il y échet.

317. Le jugement qui aura ordonné le rapport et les pièces nécessaires seront remis aux experts. Les parties pourront faire tels dires et réquisitions qu'elles jugeront convenables ; il en sera fait mention dans le rapport ; il sera rédigé sur le lieu contentieux, ou dans le lieu et aux jour et heure qui seront indiqués par les experts. La rédaction sera écrite par un des experts et signée par tous ; s'ils ne savent pas tous écrire, elle sera écrite et signée par le greffier de la justice de paix du lieu où ils auront procédé.

318. Les experts dresseront un seul rapport ; ils ne formeront qu'un seul avis à la pluralité des voix. — Ils indiqueront néanmoins, en cas d'avis différents, les motifs des divers avis, sans faire connaître quel a été l'avis personnel de chacun d'eux.

319. La minute du rapport sera déposée au greffe du tribunal qui aura ordonné l'expertise, sans nouveau serment de la part des experts. Leurs vacations seront taxées par le président au bas de la minute, et il en sera délivré exécutoire contre la partie qui aura requis l'expertise, ou qui l'aura poursuivie, si elle a été ordonnée d'office.

320. En cas de retard ou de refus de la part des experts de déposer leur rapport, ils pourront être assignés à trois jours, sans préliminaire de conciliation, par-devant le tribunal qui les aura commis pour se voir condamner, même par corps, s'il y échet, à faire leur dépôt ; il y sera statué sommairement et sans instruction.

321. Le rapport sera levé et signifié à avoué par la partie la plus diligente; l'audience sera poursuivie sur un simple acte.

322. Si les juges ne trouvent point dans le rapport les éclaircissements suffisants, ils pourront ordonner d'office une nouvelle expertise par un ou plusieurs experts qu'ils nommeront également d'office, et qui pourront demander aux précédents experts les renseignements qu'ils trouveront convenables.

323. Les juges ne sont point astreints à suivre l'avis des experts, si leur conviction s'y oppose.

557. Tout créancier peut, en vertu de titres authentiques et privés, saisir-arrêter entre les mains d'un tiers les sommes et effets appartenant à son débiteur, ou s'opposer à leur remise.

812. Tout procès-verbal d'offres désignera l'objet offert, de manière qu'on ne puisse y en substituer un autre; et si ce sont des espèces, il en contiendra l'énumération et la qualité.

4031. Les procédures et les actes nuls ou frustratoires, et les actes qui auront donné lieu à une condamnation d'amende, seront à la charge des officiers ministériels qui les auront faits, lesquels, suivant l'exigence des cas, seront, en outre, passibles des dommages et intérêts de la partie, et pourront même être suspendus de leurs fonctions.

CODE DE COMMERCE.

93. Tout commissionnaire qui a fait des avances sur des marchandises à lui expédiées d'une autre place pour être vendues pour le compte d'un commettant, a privilège pour le remboursement de ses avances, intérêts et frais, sur la valeur des marchandises, si elles sont à sa disposition dans ses magasins ou dans un dépôt public, ou si, avant qu'elles soient arrivées, il peut constater par un connaissement ou par une lettre de voiture, l'expédition qui lui en a été faite.

437. Tout commerçant qui cesse ses paiements est en état de faillite. — La faillite d'un commerçant peut être déclarée après son décès, lorsqu'il est mort en état de cessation de paiement. — La déclaration de la faillite ne pourra être, soit prononcée d'office, soit demandée par les créanciers, que dans l'année qui suivra le décès.

462. Par le jugement qui déclarera la faillite, le tribunal de commerce nommera un ou plusieurs syndics provisoires. — Le juge-commissaire convoquera immédiatement les créanciers présumés à se réunir dans un délai qui n'excédera pas quinze jours. Il consultera les créanciers présents à cette réunion, tant sur la composition de l'état des créanciers présumés que sur la nomination de nouveaux syndics. Il sera

dressé procès-verbal de leurs dires et observations, lequel sera présenté au tribunal. — Sur le vu de ce procès-verbal et de l'état des créanciers présumés, et sur le rapport du juge-commissaire, le tribunal nommera de nouveaux syndics ou continuera les premiers dans leurs fonctions. — Les syndics ainsi institués sont définitifs; cependant ils peuvent être remplacés par le tribunal de commerce, dans les cas et suivant les formes qui seront déterminées. — Le nombre des syndics pourra être, à toute époque, porté jusqu'à trois; ils pourront être choisis parmi les personnes étrangères à la masse, et recevoir, quelle que soit leur qualité, après avoir rendu compte de leur gestion, une indemnité que le tribunal arbitrera sur le rapport du juge-commissaire.

596. Tout syndic qui se sera rendu coupable de malversation dans sa gestion sera puni correctionnellement des peines portées en l'article 406 du Code pénal.

639. Les tribunaux de commerce jugeront en dernier ressort, 1° toutes les demandes dans lesquelles les parties justiciables de ces tribunaux, et usant de leurs droits, auront déclaré vouloir être jugées définitivement et sans appel; 2° toutes les demandes dont le principal n'excédera pas la valeur de quinze cents francs; 3° les demandes reconventionnelles ou en compensation, lors même que, réunies à la demande principale, elles excéderaient quinze cents francs. Si l'une des demandes principales ou reconventionnelles s'élève au-dessus des limites indiquées, le tribunal ne prononcera sur toutes qu'en dernier ressort. Néanmoins il sera statué en dernier ressort sur les demandes en dommages-intérêts, lorsqu'elles seront fondées exclusivement sur la demande principale elle-même.

Ordonnance du 3 juillet 1816.

Art. 7. Les sommes déposées (à la caisse des dépôts et consignations) ne pourront être saisies et arrêtées que dans les cas, les formes et sous les conditions prévues art. 557 et suiv. du Code de procédure civile. — Pourront néanmoins être reçues des oppositions, sans que lesdites formes soient observées, 1° de la part du déposant qui déclarerait avoir perdu son récépissé, 2° de la part des agents ou syndics d'un failli, comme il est dit dans l'article 149 du Code de commerce.

Ordonnance du 19 janvier 1835.

Art. 1^{er}. L'intérêt alloué par la caisse des dépôts et consignations sur les sommes qui lui sont déposées volontairement par les particuliers, sera réduit, pour l'avenir, à 2 p. 100 par an; néanmoins cette réduction n'aura d'effet qu'à l'égard des dépôts faits antérieurement, que trois mois après la date de la publication de la présente ordonnance.

LE CONSERVATOIRE

DES

SCIENCES MORALES ET POLITIQUES

TRIBUNE OUVERTE A TOUTES LES OPINIONS

A voir tant de journaux, tant de revues, tant de brochures, consacrées aux sciences morales et politiques, on est tenté de croire que la plus vaste arène est ouverte aux travaux des publicistes, que la liberté de la presse existe enfin. Pourtant, que l'on se garde d'une telle erreur : les feuilles périodiques sont créées en vue de certaines ambitions ou pour le triomphe de principes exclusifs, d'où il résulte qu'elles ne sont pas abordables aux hommes écrivant sous l'influence d'autres principes ou en dehors des considérations personnelles ; et même, parmi les écrivains dont les opinions tendraient à se fondre avec celles des journaux, il en est peu encore auxquels les journaux ouvrent leurs colonnes. Le cadre des feuilles périodiques est limité : le feuilleton, la polémique, les annonces l'envahissent complètement, et les articles sérieux qui, par hasard, s'y glissent, passent presque toujours inaperçus, et vont s'engloutir dans l'abîme de l'oubli avec les numéros qui les contiennent. Quant aux brochures, c'est pis encore : les opuscules politiques, d'économie sociale, et, en général, toute publication ayant pour objet l'exposition d'une idée, des plans de réforme ou autres études utiles, éveillent très-peu l'attention, à moins qu'ils ne soient signés d'un nom déjà illustre ; le nombre des lecteurs auxquels un pareil livre s'adresse est très-restreint, et où les trouver encore ? Il serait trop long d'énumérer toutes les causes auxquelles les auteurs sérieux, voués aux élucubrations peu attrayantes pour les masses de l'économie politique, doivent tant de cruelles déceptions. Par suite du peu de succès de la vente ou d'une distribution faite au hasard, ainsi que de leur faible importance sous le rapport matériel, les volumes s'égarent, disparaissent, s'oublient ; et il est rare que toute cette érudition, amassée avec tant de peines, répandue au prix de tant de sacrifices, serve à la science ou aux auteurs. Combien de publicistes laborieux, capables, languissent et meurent dans l'obscurité,

tandis que, mieux connus, ils auraient pu rendre de très-grands services à la société, et prendre la place due à leur mérite, place trop souvent occupée par l'intrigue et la médiocrité.

On n'a pas encore suffisamment compris le tort qu'un tel état de choses fait au progrès des sciences morales et politiques, à une époque où il s'opère dans la société un grand travail de renouvellement; alors que les esprits supérieurs, sur tous les degrés de l'échelle sociale, sont vivement préoccupés de la solution des divers problèmes qui intéressent l'humanité et le gouvernement des Etats. Or, il n'est aucun de ces problèmes qui n'ait son importance, depuis la révélation d'un dogme religieux jusqu'à la conception d'une charte politique, depuis la discussion d'un projet de loi jusqu'à l'examen d'un simple règlement. Mais, nous le répétons, les publicistes n'ont pas tous accès dans les journaux et les revues; ils n'ont pas tous un nom illustre, et la librairie n'est pas encore organisée de manière à permettre aux éditeurs de publier un livre à leurs frais, sans courir des chances de ruine; le système de l'assurance, appliqué avec tant de succès dans le commerce maritime et ailleurs, ne l'est point pour les opérations de la librairie. Cependant, hors de l'assurance, il n'y aura jamais de véritable liberté de la presse, parce que les opérations de la librairie resteront livrées au monopole et à l'anarchie.

De ces considérations, il résulte que les sciences morales et politiques ont une publicité très-bornée, très-stérile, la publicité consistant moins dans la quantité de feuilles vomies par les presses que dans la manière dont ces feuilles sont réparties entre les lecteurs et surtout conservées. Nous avons dit que le nombre des lecteurs, pour ce genre de livres, est très-restreint : les trouver au milieu de trente-deux millions d'hommes, telle est la question que se pose le publiciste qui rédige un travail de quelque importance. Il veut être lu, étudié, et il désire voir son utopie convertie en institution, en règlement, en coutume; ses critiques, ses louanges prises au sérieux; et pour la rédaction de son travail il a besoin de s'entourer de tous les travaux antérieurs sur les matières semblables ou analogues, afin d'y puiser des éclaircissements, des preuves, et de ne pas dépenser ses veilles dans des recherches déjà faites, ou à prouver des vérités déjà acquises.

Quels sont donc les moyens qu'il conviendrait de prendre pour que les publicistes, porteurs de vérités utiles, pussent pénétrer dans le monde politique, et pour rendre le principe de la liberté de la presse une vérité, autant que le comportent nos institutions actuelles? Or, il est bon de le dire ici, LES ENTRAVES A LA LIBERTÉ DE LA PRESSE VIENNENT AUTANT DE L'ÉTAT COMMERCIAL DE LA LIBRAIRIE QUE DES LOIS SPÉCIALES.

Nous avons pensé qu'en fondant une Revue neutre, c'est-à-dire n'appartenant à aucun système, à aucun parti, à aucune coterie, véritable tribune d'où apôtres, philosophes, législateurs, critiques, pourront faire entendre leur parole devant des auditeurs choisis, nous ferions entrer les sciences morales et politiques dans une voie nouvelle de progrès. En effet, à notre appel devront surgir de tous les points du royaume les ouvriers de la civilisation; tous voudront se rendre dans l'arène de la publicité : les anciens y continueront leurs enseignements, les jeunes y feront leurs

premières armes. Ce sera là que les journaux viendront chercher leurs rédacteurs, les chefs d'administration, leurs employés spéciaux; les ministres, les agents de leur politique; le peuple, ses députés. Notre tribune sera comme le germe de l'école administrative dont tous les esprits sérieux attendent la création. Aussi l'appellerons-nous le *Conservatoire des sciences morales et politiques*.

Nous avons le légitime espoir que cette nouvelle publication sera accueillie avec faveur et empressement. Le CONSERVATOIRE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES aura, d'après les combinaisons adoptées, pour infailible résultat d'offrir aux auteurs une publicité mille fois plus spéciale, plus durable, partant plus efficace que les brochures et les feuilles périodiques, sans qu'ils soient obligés de passer sous des fourches caudines de toute nature ou de risquer beaucoup d'argent. Ensuite, il est hors de doute que tous ceux qui, à quelque titre que ce soit, ont à se préoccuper des problèmes de la civilisation moderne, auront recours à notre collection, comme étant le réservoir le plus complet des idées en circulation dans le monde. Nous devons, en effet, y admettre non-seulement les ouvrages manuscrits, mais encore ceux déjà publiés que les auteurs voudraient préserver d'un oubli inévitable dans le désordre actuel de la librairie, ainsi que les mémoires destinés aux diverses académies de France sur des questions spéciales, les pétitions aux chambres, etc., etc., en un mot, tous documents rentrant dans notre cadre, pourvu que la rédaction soit renfermée dans les limites tracées par les lois, s'il s'agit de principes, et dans celles dictées par les convenances, s'il s'agit de personnes.

Les auteurs qui veulent une publicité spéciale, efficace, et en même temps économique, comprendront facilement combien il leur sera plus avantageux de publier leurs travaux dans le *Conservatoire des Sciences morales et politiques*, que de les faire imprimer séparément. En effet, une brochure, pour qu'elle soit réputée marchandise, doit contenir au moins trois feuilles d'impression avec une couverture imprimée. De plus, il faut annoncer, afficher cette brochure. Tous ces frais d'impression, d'affichage et de publicité sont à la charge de l'auteur, et ils s'élèvent à 200 fr. environ. Le plus souvent tout cela est perdu; car le but n'est pas atteint, quelque intéressant que soit d'ailleurs l'objet du travail, quelque remarquable même que soit la manière dont il ait été traité. Publiée dans le *Conservatoire des Sciences morales et politiques*, la même brochure occupera à peine dix colonnes, ce qui fera pour l'auteur une dépense de 50 fr., y compris les frais de publicité, qui sont à notre charge. Or, cette légère dépense pourra être facilement couverte par le placement des livraisons auxquelles chaque auteur a droit, en remboursement des frais d'insertion. Car, tel individu que la plupart des articles publiés dans une livraison n'intéressera pas vivement, l'achètera néanmoins, parce que dans cette livraison pourra se trouver un article qui l'intéressera sous un rapport quelconque, et que, d'un autre côté, pour le prix auquel on se procure aujourd'hui une seule brochure de faible importance, il aura dix brochures différentes, de nature à piquer plus ou moins la curiosité.

SAUVAGE-HARDY.

20 janvier 1846.

PROJET DE LOI

SUR LES

SOCIÉTÉS EN COMMANDITE

Aujourd'hui le mouvement qui pousse les hommes à grouper leurs forces afin d'obtenir de meilleurs résultats est un fait hors de toute contestation.

Dans l'ordre commercial, l'élément le plus favorable à ce mouvement, c'est la commandite.

Mais dans ces derniers temps, on a fait un tel abus de la commandite, qu'à moins d'être un homme haut placé dans l'estime publique, on ne peut, sans éveiller des soupçons et sur la nature de son entreprise et sur sa loyauté, faire le moindre appel à ses concitoyens, réclamer d'eux argent et appui.

Car il n'existe dans cette forêt de Bondy, qu'on appelle le commerce, aucun signe qui fasse distinguer une entreprise sérieuse d'une spéculation éphémère, un honnête homme d'un fripon.

Aussi enveloppe-t-on hommes et choses dans la même défiance; et comme cette défiance est malheureusement trop fondée, on a établi diverses catégories de présomptions, à l'aide desquelles on écarte les idées utiles aussi bien que les mauvaises, les industriels actifs aussi bien que les intrigants.

Il n'entre pas dans notre plan de faire l'histoire de la commandite. Tout a été dit à son sujet. Nous avons lu et médité les auteurs dont les travaux ont avancé la science économique, et nous y renvoyons ceux qui liront notre brochure avec intérêt. Quelques-uns de nos articles sont contenus virtuellement dans leurs savantes dissertations.

Cependant aucune formule n'a encore été posée. Nous ne parlons pas du projet de loi du gouvernement, dans la session de 1838. Les rédacteurs eux-mêmes l'ont

sans doute déjà oublié. Ce projet de loi tuait la Société en commandite, au lieu de lui imposer un régime (1).

Mais il faut que le monde marche et surtout qu'il devienne meilleur, c'est-à-dire qu'il atteigne le but vers lequel le dirige une volonté providentielle que l'on ne peut méconnaître.

Ce but, c'est l'association.

Il s'agit donc de donner à la commandite une organisation nouvelle, ayant pour bases principales la solidarité des intérêts, la confiance, l'ordre et la sécurité.

Ainsi, faire en sorte que tous soient appelés à concourir, dans des proportions plus ou moins fortes, au succès des entreprises industrielles; que le même capitaliste soit en même temps intéressé dans plusieurs maisons et à divers titres, et cela, sans que sa responsabilité soit indéfinie;

Empêcher que des notions fausses, inexactes, mensongères, ne puissent tromper, séduire, capter le public actionnaire;

Donner aux citoyens qui placent leur fortune dans des entreprises jugées productives et utiles, la certitude que leurs intérêts seront administrés avec autant d'intelligence que d'intégrité;

Telles sont les principales considérations qui ont dû nous dominer dans la rédaction de notre projet de loi.

Il était alors nécessaire de permettre la division du capital en actions, ensuite de faire intervenir l'autorité sous ses trois formes : ici l'administration pour examiner l'entreprise et discuter ses auteurs; là, la justice pour empêcher qu'une entreprise jugée contraire aux lois ne soit organisée, qu'un homme indigne n'y soit revêtu d'une autorité quelconque; que des abus ne se glissent dans les assemblées et dans la confection des inventaires; enfin le fisc, autant pour prélever la dîme au profit du trésor, que pour venir en aide à l'action de l'administration et de la justice.

Pourquoi, en effet, ne songerait-on pas à utiliser dans un but de haute surveillance l'administration des contributions indirectes, qui n'est aujourd'hui impopulaire que parce que *l'exercice* n'a d'autre but que la fiscalité. Si cette administration était aussi chargée de prévenir les sophistications, les mélanges de toute espèce, qui apportent le trouble dans le commerce et compromettent la santé des consommateurs, si l'exercice était modifié pour arriver à ce résultat sûrement et sans gêne réelle pour les assujettis, si, en même temps (et l'exercice faciliterait cette réforme), l'impôt

(1) Depuis la publication de notre projet à la librairie Capelle, en 1844, trois lois sur la matière ont été discutées, votées et promulguées :

La première, le 13 juillet 1856;

La deuxième, le 23 mai 1863;

La troisième, le 29 juillet 1867.

Cette troisième loi ne nous paraît pas plus viable que les précédentes. Elle a trop prévu, trop réglementé. Les amendements de l'honorable M. É. Ollivier étaient rationnels, et il faudra nécessairement que la nouvelle chambre, qui sera, nous l'espérons, composée de législateurs moins imprégnés des préjugés de l'ancien régime, ayant des aspirations plus libérales, nous délivre enfin de toutes ces li-
sières, de toutes ces prétendues protections dont l'effet est non-seulement d'entraver notre marche, mais encore de favoriser les industries parasites. Les travailleurs demanderont cette réforme, et s'ils ont des conseillers prudents, des chefs habiles, ils l'obtiendront.

(Note de l'auteur.)

était prélevé sur le bénéfice au lieu de l'être sur le capital, personne ne s'en plaindrait, excepté ceux dont elle neutraliserait les rapines, les escroqueries et les spéculations dangereuses. Nous sommes tous à la fois consommateurs et producteurs. Comme consommateurs, nous nous trouverons, par l'exercice, à l'abri du vol et de l'empoisonnement ; comme producteurs, à l'abri de notre propre négligence et de l'infidélité de nos commis. La situation des marchands étant continuellement à jour, le crédit public donnerait aux affaires une impulsion merveilleuse.

Nous n'anticipons en aucune façon sur les progrès ultérieurs de l'économie politique. Nous nous bornons en ce moment à solliciter l'exercice pour les sociétés en commandite, et n'oublions pas que, d'après les principes de notre législation civile les actionnaires sont en quelque sorte rangés dans la catégorie des mineurs et des absents, et qu'alors, on doit regarder l'intervention du pouvoir dans les opérations de la commandite, comme un droit que l'ordre public lui donne, comme un devoir que la morale lui impose.

Dans notre projet de loi, nous n'avons adopté aucune mesure nouvelle, aucune qui, dans des législations spéciales, ne soit chaque jour appliquée à des cas analogues.

Ainsi, aucune société anonyme ne peut se former sans l'autorisation du gouvernement. Nous avons remplacé l'autorisation par l'examen préalable, pouvant être suivi de l'action du ministère public : à l'administration le droit d'examen, mais à la justice le droit d'interdiction. On voit quelque chose d'assez analogue dans la loi sur les faillites. Les tribunaux de commerce déclarent la faillite, mais c'est au juge civil qu'appartient le droit de déclarer le failli banqueroutier.

L'exclusion prononcée dans l'article 8 a son précédent dans les articles 443 et 444 du Code civil.

Les précautions prises relativement à la répartition des dividendes et aux comptes du gérant, étaient naturellement indiquées par notre législation sur la tutelle.

Quant à l'exercice, on l'applique dans le commerce des vins, de matières d'or et d'argent, des cartes, et dans la fabrication du sucre indigène. Il est ensuite une foule de professions assujetties à la surveillance de la police ou d'inspecteurs spéciaux.

Enfin, généralement parlant, de tous ces règlements et lois en vigueur, à ce que nous proposons, il n'y a qu'un pas.

Et ce pas-là fait, le monde commercial sera initié à des mœurs nouvelles, et l'association du capital, de la capacité et du travail, ce problème de l'époque moderne, obtiendra un commencement de solution.

Assurément, nous n'avons pas la prétention d'avoir élevé un édifice ; mais nous croyons avoir apporté quelques pierres qui peuvent servir à la construction de celui que des mains plus habiles élèveront sans doute, dans un temps peu éloigné, au nom de la prospérité commune.

C'est pourquoi nous conjurons nos législateurs de prendre en considération tous les travaux sur la matière, de quelque part qu'ils viennent, quelque obscurs qu'en

soient les auteurs. Dans le travail le plus imparfait, on trouve parfois une idée utile et féconde. Puisse le nôtre n'être pas tout à fait stérile !

Paris, 10 septembre 1844.

PROJET DE LOI

ARTICLE PREMIER.

La Société en commandite se contracte entre un ou plusieurs associés responsables et solidaires, et un ou plusieurs associés simples bailleurs de fonds que l'on nomme commanditaires ou associés en commandite.

Elle est régie sous un nom social qui doit être nécessairement celui d'un ou de plusieurs des associés responsables et solidaires.

ART. 2.

Lorsqu'il y a plusieurs associés solidaires et en nom, soit que tous gèrent ensemble, soit qu'un ou plusieurs gèrent pour tous, la Société est à la fois Société en nom collectif à leur égard, et Société en commandite à l'égard des simples bailleurs de fonds.

ART. 3.

Le nom d'un associé commanditaire ne peut faire partie de la raison sociale.

ART. 4.

L'associé commanditaire n'est passible des pertes que jusqu'à concurrence des fonds qu'il a mis ou dû mettre dans la Société.

Ordinairement quand on remanie des lois, on ne se donne pas la peine de refondre l'ancien texte, on se contente de déclarer abrogées celles de ses dispositions qui peuvent être contraires à la nouvelle loi. Cet usage nous paraît vicieux, parce qu'il compromet l'unité de la législation, et qu'il est une source d'arrêts souvent contradic-

toires. Il convient mieux d'abroger tout l'ancien texte, sauf à introduire dans le nouveau les dispositions que l'on doit conserver.

Ces quatre premiers articles sont les 23, 24, 25 et 26 du code de commerce. Ils définissent la société en commandite. Nous n'y avons rien changé.

ART. 5.

L'associé commanditaire ne peut faire aucun acte de gestion en son nom, mais il peut être employé pour les affaires de la Société en qualité de commis, contre-maitre, ouvrier et même mandataire.

La surveillance des opérations de la Société et les décisions prises en conseil d'administration ou en assemblée générale, ne constituent point des actes de gestion.

La nomination des membres du comité de surveillance devra, au fur et à mesure qu'ils se renouvelleront, être enregistrée au greffe du tribunal de commerce.

L'usurpation de la qualité de gérant par un associé commanditaire pourra être considérée comme un abus de confiance.

L'article 27 du code de commerce nous a paru opposé aux vrais principes de la commandite et, appliqué à la lettre, il arrêterait le développement de ce mode d'association. D'un autre côté, il a été l'occasion de procès sans nombre, et les diverses cours du royaume ont rarement été d'accord. Pour justifier notre article 5, nous ferons observer que si, dans l'origine, le contrat de command avait lieu entre des marchands qui avaient besoin de capitaux et des personnes nobles ou de robe, qui voulaient faire valoir leurs capitaux, mais à la condition qu'elles n'encourraient qu'une responsabilité limitée et qu'elles ne prendraient point part à la gestion, cette double cause était exigée par les préjugés de la noblesse à l'égard des spéculations industrielles, ainsi que par les règlements disciplinaires qui défendent encore le commerce aux magistrats. Or, aujourd'hui les choses ont un peu changé de face, et souvent on ne s'intéresse à titre de commanditaire dans une maison de commerce qu'à la condition d'y avoir un emploi, une position. Sous l'empire de l'art. 27, comment pourrait-on concilier les obligations restrictives de l'associé commanditaire avec les pouvoirs souvent indéfinis qu'une maison accorde à un commis, et s'il s'agit de donner une procuration, un associé n'inspirera-t-il pas plus de confiance qu'un étranger; puis, quelle autorité peut avoir une loi dont il est si facile d'éluder les dispositions, surtout quand les titres sont au porteur? Le code ne s'explique point non plus sur les droits des actionnaires réunis en conseil d'administration ou en assemblée générale, et entre l'art. 27 et l'usage établi il n'y a pas concordance parfaite. Il était nécessaire, tout en mettant les tiers à l'abri des surprises, de conformer le droit au fait, puisque le fait était sanctionné par le principe de l'utilité publique.

ART. 6.

La signature du gérant engage la Société vis-à-vis des tiers sans que la Société puisse invoquer, pour sa décharge, les décisions prises en conseil d'administration ou en assemblée générale, excepté dans les cas où les engagements du gérant auraient positivement dépassé ses pouvoirs aux termes de l'acte social.

A l'égard des obligations contractées pour le compte de la Société par un associé commanditaire non autorisé, elles pourront être reconnues valables par le gérant ou déclarées nulles, sauf le recours des tiers contre l'associé commanditaire.

Pour le public, le gérant est la personne sociale. Le comité de surveillance et l'as-

assemblée générale n'existent point, autrement les opérations de la société seraient stagnantes, ou les intérêts des tiers pourraient être trop souvent compromis. Mais si ceux-ci traitent avec un gérant, en dehors des limites que l'acte social lui a tracées, quand cet acte a eu une publicité légale, ils doivent accepter les conséquences de leur imprudence ou de leur âpreté au gain. Il nous a paru convenable d'appliquer ici les principes du code civil, relatifs aux engagements contractés avec des mineurs. Dans une circonstance donnée, un actionnaire, non muni d'un pouvoir, peut procurer à la société un avantage considérable : alors il traitera conditionnellement ou sous sa responsabilité personnelle. La société n'est pas liée, le tiers est lié ; ce genre de contrat est légal.

ART. 7.

Le capital des Sociétés en commandite peut se diviser en actions et même en coupons d'actions, d'une valeur égale.

L'action est au porteur ou nominative. Les conditions de son transfert sont laissées à la sagesse des rédacteurs de l'acte social ; cependant les exclusions que ceux-ci jugeront convenable d'établir ne seront point personnelles, et elles devront être formulées dans l'acte social en termes clairs et limitatifs.

La division du capital social en actions a deux résultats excellents : d'abord elle intéresse à la même entreprise un grand nombre de petits capitalistes ; elle permet ensuite à un même capitaliste de prendre part tout à la fois à différentes entreprises. D'un côté, il y a solidarité d'intérêts, la concurrence se transforme ; d'un autre côté, il y a moins de risques à courir, si une affaire est mauvaise, il y en a de bonnes qui indemnisent largement de tout sinistre.

Les conditions du transfert des actions ne sont pas indifférentes dans l'économie administrative d'une entreprise. Un actionnaire a sur la prospérité de la société une influence plus ou moins grande par son vote dans l'assemblée générale, et par son droit de contrôle, comme membre du comité de surveillance. Or celui qui fonde une société veut que l'entreprise que cette société a pour objet prenne tout le développement dont il la croit susceptible, et alors il en éloigne ce qu'il juge devoir être un obstacle, un danger. Or, l'obstacle et le danger proviennent ordinairement d'un manque de lumières ou d'une opposition d'intérêts de la part des porteurs d'actions. Mais il y avait un autre écueil à éviter : on ne devait pas laisser les intérêts d'un tiers, et même d'un actionnaire, à la merci d'administrateurs qui, sous prétexte d'avoir une assemblée générale bien composée, entraveraient des transactions loyales, neutraliseraient les avantages de la mobilisation et ouvriraient une large carrière à des procès de toute nature. En stipulant, par conséquent, que les exclusions au titre d'actionnaire, ou plutôt aux droits d'actionnaire, ne seront point personnelles, et qu'elles devront être formulées dans l'acte en termes clairs et limitatifs, nous obvierons à tout inconvénient. Ainsi, il pourra être déclaré dans l'acte social que les actions ne seront pas transmises à des étrangers, à des individus non patentés ou non bacheliers ès lettres, ou non électeurs, à des gérants ou membres d'administration de sociétés rivales, etc. ; mais elles auront été loyalement et irrévocablement transmises du moment où le porteur aura justifié des conditions exigées.

Cette clause favorisera admirablement le classement des spécialités. Les limites même dans lesquelles se trouvera circonscrit le placement des actions, rendront ces marchés plus sérieux, et l'agiotage aura moins de jeu.

ART. 8.

Tout actionnaire, ne fût-il porteur que d'une action, a son entrée dans l'assemblée générale avec voix délibérative.

Mais il n'aura que voix consultative, s'il est mineur ou interdit.

Les droits des porteurs de coupons d'action seront réglés dans l'acte social.

L'établissement des catégories est rationnel, légitime; mais si nous donnons aux entrepreneurs de sociétés en commandite la faculté de prendre leurs actionnaires dans des conditions déterminées, nous voulons qu'une fois ces garanties prises, tous les actionnaires aient les mêmes droits, quel que soit le nombre de leurs actions. Les associés n'ont pas été pris au hasard, tous alors sont présumés présenter des garanties d'expérience et d'intérêt. Un système contraire aurait l'inconvénient d'éloigner du comité de surveillance et de l'assemblée générale des hommes honorables et instruits.

Mais nous n'accordons que voix consultative à ceux qui se trouvent dans les deux cas prévus par le même article. La morale publique et la prudence ont dicté cette mesure.

Les intérêts des porteurs d'actions étant moins importants, le projet de loi les abandonne à la sagesse des rédacteurs de l'acte social.

ART. 9.

Les actions donnent droit à une part proportionnelle dans la propriété de l'entreprise ainsi que dans les bénéfices annuels. Elles ne donnent droit à aucun prélèvement sous le titre d'intérêt.

Dans les sociétés ordinaires, c'est-à-dire en nom collectif, le titre de bailleur de fonds donne droit à une part proportionnelle dans la propriété de l'entreprise et dans ses produits. Il n'en peut être autrement dans les sociétés en commandite. En effet, il est de l'essence de toute association d'entraîner, pour ceux qui la contractent, une responsabilité plus ou moins grande. L'associé en nom collectif est indéfiniment responsable, l'associé commanditaire n'est responsable que jusqu'à concurrence de sa mise.

Nous ne voulons pas que l'actionnaire ait droit à des intérêts, et c'est là le cas de poser quelques principes élémentaires. Qu'est-ce que l'intérêt? L'intérêt, c'est une valeur nouvelle créée à l'aide d'un capital donné. Tout emploi de capital doit donner un excédant; cet excédant constitue un capital nouveau, lequel prend deux dénominations différentes, selon qu'on l'applique à des bailleurs de fonds associés ou à des bailleurs de fonds, simples prêteurs. Dans le premier cas, cet excédant s'appelle intérêt; dans le second il s'appelle bénéfice. Or, si aucune valeur nouvelle n'a été créée, si le capital n'a donné aucun excédant, il n'y a ni intérêt, ni bénéfice à prélever; car autrement on entamerait le capital, et le capital doit rester intact, c'est l'instrument de la production. Celui qui entame le capital tue la poule aux œufs d'or. Là, du reste, est le secret des déconfitures, des faillites, dans les entreprises qui s'alimentent avec les capitaux d'autrui, lorsqu'il faut, sans avoir obtenu un excédant de capital, payer au prêteur cet excédant quand même. Mais l'associé commanditaire est un bailleur de fonds associé; il est responsable jusqu'à concurrence de sa mise, il n'a donc droit qu'aux bénéfices éventuels. Lui accorder sous une forme quelconque un intérêt, c'est une plaisanterie, et le lui garantir, une injustice envers les créanciers.

ART. 10.

L'apport des gérants et des autres actionnaires sera fourni en espèces, marchandises ou autres valeurs matérielles et appréciables. Il le sera en espèces, si l'acte social n'a rien prévu à cet égard.

Il ne pourra être créé d'actions dites industrielles, sous quelque forme que ce soit;

de plus, les gérants ne pourront s'allouer un traitement fixe, sans y avoir été autorisés par le ministre du commerce. Ils auront seulement la faculté de se réserver : 1° une part déterminée des bénéfices ; 2° et s'ils ont fait jouir la Société d'un brevet d'invention ou d'une combinaison nouvelle, une autre part déterminée dans la propriété de l'entreprise, laquelle part ne sera convertie en actions nominatives ou au porteur qu'après trois inventaires successifs au moins, et à la condition que le capital primitif n'aura point été entamé.

La création d'actions industrielles se traduit en une diminution proportionnelle de la propriété des autres actionnaires, et cela, avant toute augmentation de capital. Un tel usage est contraire aux saines lois de l'économie, et donne à l'agiotage un essor trop dangereux. Les désastres qui ont affligé le monde commercial, il y a six ans, sont dus en grande partie à l'abus des actions industrielles, qui, pour quelques centimes de papier, donnaient aux gérants autant de mille francs qu'il plaisait à ceux-ci de s'en allouer ; d'un autre côté, en autorisant un gérant à prélever à titre de traitement une somme déterminée sur les frais généraux, c'est-à-dire sur le capital, on pouvait craindre qu'une fois sûr de sa position, il ne vînt à négliger les intérêts de l'entreprise. De pareils scandales ont été malheureusement trop communs. Mais on ne devait pas rendre cette clause absolue. Il est des opérations qui, avant de donner des résultats, exigent des années entières de sacrifices, c'est-à-dire font subir au capital des transformations nombreuses, avant que ce capital donne un excédant ; il est des hommes qui, pour diriger avec fruit une opération, ont besoin de n'être inquiétés par aucune préoccupation d'argent. Ce sera au ministre d'apprécier le mérite des exceptions proposées.

ART. 11.

Les Sociétés en commandite doivent être constatées par des actes publics. L'acte contiendra le nom des associés en nom collectif et aussi ceux des associés commanditaires, dans le cas où le versement intégral des actions ne sera pas obligatoire immédiatement.

Mais les notaires ne pourront recevoir des actes de cette nature avant que les formalités ci-dessous prescrites aient été remplies.

Dans les grandes entreprises on ne peut souvent exiger de suite le versement intégral des actions, mais comme le montant de ces actions forme le capital de l'entreprise, que les tiers ont des droits sur le capital, il était nécessaire pour ne pas apporter d'entraves à la circulation des actions, et en même temps pour éviter des procès, de rejeter la responsabilité du versement sur l'actionnaire primitif. Mais du moment où l'actionnaire primitif a versé le montant de sa mise, les tiers n'ayant sur lui aucune action personnelle pour raison de société, il est inutile qu'il intervienne dans l'acte.

ART. 12.

Tout projet de Société en commandite devra, avant de recevoir son exécution, être déposé à Paris au ministère du commerce et dans les départements au secrétariat de la préfecture avec tous mémoires, plans, devis et autres documents propres à éclairer l'opinion sur l'objet de la Société, au point de vue de l'intérêt général et particulier.

Ces pièces seront soumises à l'examen d'une commission dont les membres seront au choix du ministre ou du préfet. Les gérants fondateurs seront admis aux séances pour y développer et soutenir leur projet en personne ou par un conseil.

Le rapport de la commission sera inséré intégralement dans un bulletin des Sociétés en commandite, publié par les soins du ministre du commerce.

Afin d'assurer à tout fondateur d'entreprise les droits de priorité dans les cas où des brevets d'invention ne sont point accordés par la loi, la formation de toute autre société, ayant le même objet et assise sur des bases semblables, pourra être suspendue par arrêté ministériel pendant un délai de six mois à cinq ans, à partir de l'organisation de la première, sauf recours des intéressés devant le conseil d'Etat.

L'examen préalable a sur l'autorisation, qui est de rigueur pour les sociétés anonymes, l'avantage de concilier les bienfaits d'une sage liberté commerciale avec les exigences de l'ordre public. Déjà la société en commandite est préférable à la société anonyme, en ce qu'elle présente un nom propre, un gérant indéfiniment responsable, par conséquent, plus de garanties pour les tiers. La commission n'ayant point un pouvoir prohibitif, il était inutile de prévoir des animosités personnelles ou des préjugés dans les membres de cette commission; il suffisait de permettre aux auteurs de projets de société, d'assister aux séances avec droit de discussion. Le rapport de la commission n'est point un jugement, c'est un examen; mais sa publication est de l'essence de notre projet de loi. Le rapport de la commission n'est point un jugement, c'est un examen; mais sa publication est de l'essence de notre projet de loi. Prémunir le public contre les spéculations fausses, dangereuses, discuter la capacité spéciale et la moralité des hommes qui demandent confiance et argent : voilà notre but. Avec de telles précautions, il est presumable qu'il ne s'organisera que des entreprises sérieuses, loyales, et que les escrocs s'éloigneront du champ de bataille industriel.

Toutefois la nécessité de l'examen préalable eût été de nature à compromettre des intérêts légitimes, et d'autant plus sacrés que la loi sur les brevets d'invention n'est pas applicable dans tous les cas. C'est pourquoi il importe ordinairement qu'une idée soit réalisée aussitôt que conçue, afin que l'inventeur prévienne toute concurrence. On devait donc entourer les auteurs de projets de société d'une protection aussi juste pour eux, qu'utile pour le commerce en général. D'après nos codes, le conseil d'Etat est naturellement compétent pour ces questions, qui rentrent dans le domaine administratif.

ART. 13.

Il est défendu aux gérants d'annoncer, par voie de prospectus ou de journaux, leur projet de Société, et de procéder à la formation de ladite Société avant la publication du rapport de la commission. Le dépôt des pièces au ministère du commerce ou au secrétariat de la préfecture, pourra seulement être annoncé, mais sans aucun commentaire.

En cas d'infraction, les gérants seront punis d'une amende qui pourra s'élever de 20 fr. à 1,000 fr., et ils seront déchus du droit d'administrer la Société projetée. Les directeurs de journaux pourront, en outre, être présumés coupables de complicité, si les administrateurs sont poursuivis pour escroquerie par les moyens indiqués en l'article 405 du Code pénal.

Mais si la publication du rapport n'avait pas eu lieu dans un délai de quarante jours à partir de la date du dépôt des pièces, les fondateurs sont autorisés de droit à

passer outre à la constitution de la Société, trois jours après une mise en demeure, faite par ministère d'huissier au greffe du tribunal de première instance du domicile élu.

Les journaux, par leurs réclames, se sont rendus, on peut le dire, les complices des charlatans; il convenait de leur enlever une initiative d'examen dont ils ont fait un usage si funeste. Sous l'empire des lois fiscales qui régissent la presse et qui font de l'exploitation des réclames une nécessité immorale, cet article doit être rigoureusement exécuté. Il n'est point en opposition avec les vrais principes de la liberté de la presse, et les honnêtes industriels y trouveront un abri contre les calomnies et les injures de certaines feuilles. Car si, en général, les journaux ne vous louent que lorsque vous les payez, il en est quelques-uns qui, faisant de la diffamation métier et marchandise, vous attendent en vrais bandits au carrefour de la publicité, pour vous demander la bourse ou l'honneur.

En fixant un délai pour la publication du rapport de la commission d'examen, on met suffisamment le sort des sociétés à l'abri de la négligence des bureaux. D'un autre côté, l'ordre public a toujours sa garantie dans l'intervention du ministère public.

ART. 14.

Le ministère public pourra, dans le mois qui suivra la publication du rapport de la commission, poursuivre la dissolution de la Société devant le tribunal civil, en prenant le rapport pour base de son action.

Le tribunal rendra son jugement, après débat contradictoire, ainsi qu'il est prescrit par les articles 355, 356 et suivants du Code civil, relatifs aux adoptions.

L'appel est interdit au ministère public, mais le recours aux juridictions supérieures est conservé au bénéfice des fondateurs, contre lesquels, du reste, le ministère public ne devra exercer aucune action préventive, en ce qui regardera la formation de leur Société.

Le procureur du roi, en sa qualité de représentant de la vindicte publique, a seul le droit de demander la dissolution d'une société en commandite, et seulement dans les cas où la commission aura jugé cette société en opposition avec les lois et la morale publique, ou les gérants indignes ou trop incapables. La société une fois légalement organisée, ce droit n'existe plus. Les mêmes raisons qui ont imposé aux rédacteurs du Code civil les articles 455, 456 et suivants, ont dicté notre deuxième paragraphe.

Si les tribunaux déboutent le ministère public de son action, il y a présomption que la société projetée ne présente aucun caractère alarmant pour l'ordre public. D'ailleurs, les tiers sont avertis, c'est à eux de prendre leurs précautions; ces sortes de procès doivent avoir une prompte fin. Mais si le contraire a lieu, l'honneur des citoyens, les exigences du commerce font un droit impérieux et sacré du recours à une juridiction supérieure. Le conseil d'État est saisi en dernier ressort.

ART. 15.

Le versement du montant des actions ne sera obligatoire pour les simples associés qu'un mois après la publication du rapport, et, en cas de poursuite, seulement après jugement définitif en faveur de la Société.

Les associés commanditaires, qui, nonobstant cet article, auraient effectué leur versement, seront sans action contre les administrateurs, et ne pourront même se porter

parties civiles, dans le cas où ceux-ci seraient poursuivis pour escroquerie à la requête du ministère public.

Tant que la Société n'a pas un jugement définitif en sa faveur, son organisation est éventuelle. Si le montant des actions était versé, il y aurait donc lieu à des répétitions; de là des procès sans fin. L'article 15 les prévient tout à fait, et met surtout un frein aux jeux de bourse des actionnaires primitifs, qui souvent ont plus en vue l'agiotage qu'un placement sérieux.

ART. 16.

L'extrait des actes des Sociétés en commandite doit être remis dans la quinzaine de leur date au greffe du tribunal de commerce de l'arrondissement dans lequel est établi le siège de la Société, pour être transcrit sur le registre et affiché pendant trois mois dans la salle des audiences.

Si la Société a plusieurs maisons de commerce, situées dans divers arrondissements, la remise, la transcription et l'affiche de cet extrait seront faites au tribunal de commerce de chaque arrondissement.

Le même extrait sera, en outre, inséré dans un des journaux les plus répandus du département.

L'extrait doit contenir les noms, prénoms, qualités et demeures des associés en nom collectif seulement, la raison de commerce de la Société, la désignation de ceux des associés autorisés à gérer, administrer et signer pour la Société, le montant des valeurs fournies ou à fournir par actions, l'époque où la Société doit commencer, et celle où elle doit finir.

Cet extrait doit être signé par les notaires qui ont reçu l'acte.

ART. 17.

L'omission des formalités exigées par l'article précédent n'entraînera la nullité des actes, ni à l'égard des actionnaires ni à l'égard des tiers. Mais les notaires qui les auront négligées seront condamnés à tous dommages-intérêts envers qui de droit, s'il y a lieu.

Ces formalités appartiennent au Code de commerce, nous n'y avons fait qu'un changement en ce qui regarde les nullités qu'entraîne leur omission. L'examen préalable et surtout la publication du rapport nous ont permis d'effacer de la loi des nullités, source intarissable de procès, et qui, d'ailleurs, étaient souvent loin d'avoir les résultats que le législateur avait voulu obtenir. Aussi en 1833 a-t-on déjà modifié cette partie du Code.

ART. 18.

Aucune répartition ne pourra être faite aux actionnaires, sous quelque dénomi-

nation que ce soit, qu'à la fin de chaque année, sur des bénéfices réels, constatés par les inventaires qui auront été dressés par les gérants, discutés en assemblée générale, ensuite vérifiés par un juge-commissaire nommé par le tribunal de commerce. L'homologation du même tribunal sera nécessaire pour valider cette répartition, et elle devra être donnée dans la quinzaine.

Les bénéfices ainsi répartis seront acquis de bonne foi, et ne pourront être répétés, pour quelque motif que ce soit.

Mais toute répartition faite en dehors de ces garanties, sera sujette à rapport. Les gérants seront condamnés à la déchéance, sans préjudice de tous dommages-intérêts, s'il y a lieu.

Les membres du comité de surveillance pourront être déclarés solidairement responsables avec les gérants, s'ils ont directement ou indirectement autorisé cette répartition irrégulière.

Nous l'avons dit à l'article 10, du moment que le capital n'a produit aucun excédant, il n'y a pas de bénéfices, par conséquent il n'y a lieu à aucun dividende. Or, dans ces derniers temps, on a vu des gérants de commandite prélever une portion du capital pour payer des dividendes et des intérêts aux actionnaires; ils donnaient ainsi à l'entreprise une prospérité apparente qui en imposait au public, et quand, à l'aide d'un agiotage effréné, ils avaient réalisé des vols considérables et épuisé le capital, ils en étaient quittes pour déclarer l'opération terminée, et les actionnaires primitifs qui s'étaient faits leurs complices ne laissaient entre les mains de leurs crédules cessionnaires que des chiffons de papier.

Il était donc important que l'autorité intervînt dans les inventaires. Les tiers et les actionnaires peuvent être considérés comme des absents ou des mineurs. Rien de plus rationnel alors que de puiser dans la législation spéciale quelques règlements qui soient en harmonie avec la célérité voulue dans les opérations commerciales. L'intervention d'agents extrajudiciaires est une nécessité dans cette circonstance; nous la croyons de nature, ainsi que nous l'avons établi, à prévenir toute fraude, à fermer toute issue à des procès et à amener la réparation de tout dommage réel.

ART. 19.

Il ne sera tenu compte, dans les inventaires, d'aucune valeur non matérielle, telle que brevet, nom ou achalandage.

L'inventaire a pour objet de constater l'augmentation ou la diminution du capital après l'opération terminée. « En théorie, on entend bien par capital, non-seulement « toute matière sur laquelle s'exerce le travail de la production, mais encore toute « force créatrice, l'intelligence aussi bien que la force physique; mais dans la prati- « que, afin d'éviter des mécomptes, on se contente d'une définition moins métaphysi- « que et plus exacte. Au point de vue matériel, le capital, disent les économistes, « c'est l'excédant de la production sur la consommation. » Un brevet, un achalandage, un nom, assurément sont des forces plus ou moins créatrices; mais, commercialement parlant, on ne peut estimer ces forces que par leurs résultats matériels, sensibles et actuels : car quel est le but final de toute spéculation, c'est l'argent. Dans l'inventaire, on ne doit donc accepter que des objets pouvant être, indépendamment de toute circonstance éventuelle, convertis immédiatement en argent, d'autant plus que l'inventaire, tel qu'il a été surtout ordonné par la loi, peut être regardé comme un commencement de liquidation.

Nous citerons quelques exemples où notre article recevrait son application. Une compagnie entreprend une exploitation agricole, elle emploie la moitié de son capital

à des travaux de défrichement; tant qu'il n'y aura pas une production égale à la consommation, elle devra, dans l'inventaire, se constituer en état de perte, quoique pourtant elle ait créé une force productrice. Mais tant que cette force productrice ne s'est pas manifestée au dehors, elle échappe à toute estimation. Des marchands ont en magasin des vins, des draps, ou autres marchandises, sur lesquels, par la vente, ils ont réalisé 20 p. 100 de bénéfices; non-seulement nous ne voulons pas que les marchandises qui restent représentent une valeur supérieure au prix d'achat, mais nous pensons qu'on doit leur enlever toute leur valeur relative, celle qui résulte des commissions, bénéfices, transports et vogue, pour ne leur donner que leur valeur absolue. C'est surtout dans les opérations de librairie que le procédé contraire a amené de déplorables illusions. Si les éditeurs sont morts aujourd'hui, c'est faute d'avoir connu ou suivi les lois de l'économie industrielle. Une maison de librairie a édité un ouvrage, c'est-à-dire a transformé son capital en un nombre plus ou moins considérable d'exemplaires dont chacun représente une valeur plus ou moins arbitraire, et que l'on a imprimée sur la couverture. La publication de cet ouvrage a coûté 15,000 fr., le prix de l'exemplaire a été porté à 9 fr.; à 6,000 exemplaires, on a donc un nouveau capital apparent de 54,000 fr. A la fin de l'année, à force d'annonces, de réclames, et à l'aide de voyageurs, on a vendu 2,000 exemplaires au prix de 9 fr., devra-t-on dans l'inventaire estimer les 4,000 restants à raison de 9 fr. l'un, c'est à-dire 36,000 fr., tandis que le prix de revient s'élève tout au plus à 6,000 fr., et que le fait de l'impression, loin d'augmenter la valeur de la matière première, l'a au contraire diminuée considérablement?

Dans le premier exemple, que le fonds de terre soit situé favorablement, que l'habileté des travailleurs soit hors de toute contestation; dans le second exemple, que la maison de commerce ait un nom connu, que les produits qu'elle vend soient privilégiés par un brevet d'invention; dans le troisième, enfin, que l'auteur ait une réputation méritée, que l'ouvrage ait été approuvé, autorisé ou adopté; il en résulte, il est vrai, des conditions plus avantageuses pour la transformation des marchandises en un capital liquide; mais cette transformation n'est pas immédiate, il faut encore un nouveau travail, de nouveaux frais. Si, comme la prudence l'exige, on doit regarder un inventaire comme une liquidation, on ne doit pas tenir compte des espérances; quelle base prendre alors? Nous nous prononçons hardiment, la matière première, la valeur immédiatement réalisable en argent. Ainsi, tant que le fonds de terre est resté improductif, il ne peut être estimé que le prix d'un terrain en friche; les marchandises non vendues ne peuvent être estimées que d'après leur prix de revient, leur valeur intrinsèque, enfin les livres en magasin ne seront estimés que pour la valeur du papier, du moins sous le régime actuel de la librairie et des liquidations commerciales.

En résumé, puisque le capital est l'excédant de la production sur la consommation, il faut que cet excédant ne soit pas fictif, éventuel, mais réel, certain; et aucun intérêt légitime ne peut souffrir du système adopté par l'article 19, système du reste pratiqué par toutes les maisons prudentes et loyales. Les actions des entreprises n'en auront pas moins une valeur relative à ce qu'elles ont produit ou sont susceptibles de produire; les gens qui aiment l'inconnu trouveront toujours à exercer honorablement leurs facultés spéculatives, et estimeront avec plus ou moins de bonheur, dans leurs marchés, les forces créatrices que nous refusons de prendre en considération.

Nous terminerons ces observations en mentionnant « une des conditions que la loi » a attachées à la *brevetabilité* d'une invention nouvelle, c'est qu'il faut qu'elle soit de « nature à produire un article pouvant être fabriqué par la main de l'homme et mis » dans le commerce. » Le législateur n'a-t-il pas été, en cette circonstance, dominé par des préoccupations de la même nature que les nôtres?

ART. 20.

Le paiement des dividendes sera fait à la caisse de la Société sur la présentation des titres. Les porteurs qui toucheront les dividendes signeront un reçu sur lequel ils indiqueront leur domicile et leur profession.

Puisque, dans l'article 18, on soumet à la répétition les sommes indûment tou-

chées, il fallait qu'on pût savoir le nom et la demeure des personnes contre lesquelles un recours serait au besoin dirigé.

Art. 21.

La dissolution de la Société pourra être demandée devant le tribunal de commerce par un nombre d'actionnaires possédant ensemble les deux tiers du capital.

Les demandes en liquidation seront inscrites au greffe du tribunal de commerce sur un registre spécial.

Les actionnaires déposeront leurs titres, sans être tenus de se faire connaître, et dès que les deux tiers du capital auront été ainsi déposés, avis en sera donné aux administrateurs qui devront choisir un liquidateur; ou bien ce liquidateur sera nommé par le tribunal.

La durée de la Société est fixée dans l'acte social, mais il y a des circonstances non prévues où la dissolution sera légitimement poursuivie avant l'époque arrêtée. Etablir l'assemblée générale juge de ces circonstances, c'était mettre en présence des rivalités, des passions, qui, grâce à nos mesures, ne trouvent point l'occasion de s'entre-heurter. La loi indiquant les moyens extrajudiciaires de sortir des difficultés de la situation, il n'y a point de procès possibles; par conséquent les liquidations ne sont point onéreuses, et les actionnaires peuvent encore, avec les débris du naufrage, alimenter une meilleure opération dont les résultats les indemniseront des pertes éprouvées.

Art. 22.

La Société, en assemblée générale et sur le rapport d'un actionnaire qui aurait été dans l'année membre du comité de surveillance, aura le droit de changer un gérant, sauf à lui allouer une indemnité, s'il y a lieu. Cette indemnité, en cas de contestation, sera réglée en conseil d'État.

Le gérant ne pourra point non plus abandonner son emploi ni le céder à un autre sans l'autorisation de l'assemblée générale.

La nomination d'un autre gérant sera soumise à l'homologation du tribunal de commerce et affichée pendant trois mois conformément à l'article 16. Le nouveau gérant sera solidairement responsable avec son prédécesseur, vis-à-vis des tiers, des engagements contractés par celui-ci dans les limites de l'acte social.

Le gérant ne doit être maître que tant qu'il a la confiance des actionnaires; il est leur représentant, leur commis, leur associé; sa position à leur égard est donc triple. Les obligations de la Société envers lui sont des obligations de mandataire à mandant, de commis à patron, d'associé à associé; ce sont des obligations de faire. La résiliation est de droit de part et d'autre, sauf dommages intérêts.

Le conseil d'État est juge en dernier ressort. C'est devant lui que le gérant défendra son honneur compromis, sa capacité mise en suspicion. En voici le motif: c'est que le gérant, sous un certain point de vue, a aussi quelque chose du fonctionnaire public; sa position n'a-t-elle pas été sanctionnée par le pouvoir? n'a-t-il pas dû gérer des intérêts placés sous la surveillance de l'administration et de la justice? Or, quand un gérant a subi autant d'épreuves, donné autant de garanties, des actionnaires ne doi-

vent pas faire de lui trop bon marché, ainsi que d'un mandataire, d'un commis, d'un associé, dans les cas ordinaires.

Si le changement de gérant avait quelque influence sur les intérêts des tiers qui ont traité avec la Société, le principe de la responsabilité illimitée de la gérance, une des bases de la Société en commandite, serait ébranlé et même anéanti.

ART. 23.

Les actionnaires ou les tiers n'intenteront individuellement aucune action en justice contre un administrateur ou un coactionnaire, pour raison de société ou à titre de créanciers de la Société. Les plaintes seront déposées au greffe du tribunal de commerce. Chaque trimestre, le tribunal de commerce nommera un juge pour faire le dépouillement de ces plaintes, et, sur le rapport de celui-ci, il saisira un juge-commissaire de celles qui auront un caractère commercial, et renverra les autres au parquet du procureur du roi.

Nous venons de faire observer que les gérants avaient subi de fortes épreuves, donné de puissantes garanties, tant sous le rapport de l'intelligence que sous le rapport de la probité. Alors, il était convenable de ne pas entraver leur liberté d'action en faisant dépendre leur considération et leur activité de la mauvaise foi ou de l'ignorance d'actionnaires jaloux ou soupçonneux; donc là encore, point de procès possibles. Seulement, les choses sont ainsi arrangées que nécessairement le gérant prévaricateur sera puni, et les intérêts légitimes des actionnaires et des tiers hors de tout péril.

ART. 24.

Le rapport des gérants et le procès-verbal des opérations de l'assemblée générale, à la fin de chaque année, seront insérés textuellement dans le bulletin des Sociétés en commandite à la diligence du commissaire désigné en l'article 18.

La publication du rapport des opérations de la Société doit amener les meilleurs résultats sur la moralité des administrateurs et sur la prospérité des entreprises. L'agiotage qui repose sur l'ignorance dans laquelle est le public de faits que les habiles connaissent, que les gens d'expérience prévoient, et qui engendre de véritables escroqueries sous le nom d'opérations de bourse, sera tout à fait détruit. Il est temps d'ailleurs d'arracher le commerçant à cet usage, d'envelopper ses opérations et sa situation dans un mystère dont les avantages, au point de vue de la concurrence, sont loin d'égaliser les inconvénients pour le crédit en lui-même, et surtout les dangers, au point de vue de la morale publique. Si un honnête et intelligent négociant fait de mauvaises affaires, c'est que souvent on lui a refusé du crédit, et si aujourd'hui les banquiers refusent leur crédit, c'est parce qu'ils n'ont aucun moyen de contrôler les ressources des commerçants. Il en résulte que, la plupart du temps, l'intrigue obtient plus de confiance que la droiture, et les catastrophes qui, chaque jour, ébranlent la société, n'ont encore ouvert les yeux aux banquiers que pour faire confondre dans la même exclusion et l'honnête homme et le fripon. Notre article est donc aussi favorable aux bonnes entreprises que gênant pour les mauvaises.

ART. 25.

Il sera prélevé, à la diligence du directeur des contributions indirectes, un droit proportionnel sur chaque opération de la Société. Le taux de ce droit sera établi

par la loi de finances votée chaque année par les Chambres. Un tableau de ces divers droits sera inséré dans le bulletin des Sociétés en commandite, et les gérants seront tenus de l'afficher dans leurs bureaux, de manière qu'il reste continuellement sous les regards du public.

ART. 26.

Le ministre des finances et celui du commerce adopteront de concert, pour cette perception, un mode d'exercice qui concilie les exigences de l'ordre public avec le degré de liberté nécessaire aux opérations industrielles.

ART. 27.

Les employés des contributions indirectes surveilleront les manipulations, mélanges, amalgames et autres opérations des entreprises constituées en commandite. Ils dresseront procès-verbal de tout fait qui leur paraîtra une infraction aux lois; mais, excepté en ce qui regardera la santé publique, ils ne pourront retarder un envoi ou empêcher des opérations non prévues par des règlements, et encore sera-ce sous la responsabilité de l'administration.

La régie des contributions indirectes est une administration tout organisée et admirablement organisée. Elle emploie une foule d'excellents comptables, d'habiles administrateurs; mais l'impôt sur les boissons, le plus important de son ressort, est battu en brèche de toutes parts. Or la grande objection que l'on fait contre l'abolition de cet impôt, réclamée avec autant d'instance que de raison, est tirée de l'impossibilité de rejeter à la charge de l'État un personnel si considérable. Eh bien! ne touchons point aux cadres de la régie, donnons-lui de nouvelles attributions. De gens de fisc et de gabelle, transformons les commis en inspecteurs de salubrité publique, en contrôleurs de moralité commerciale.

Pour rester dans l'esprit de nos institutions actuelles, comme c'est la Chambre qui vote l'impôt, ce sera elle qui fixera la taxe à percevoir, ou sur tel ou tel objet, ou sur les bénéfices de l'entreprise. Dans ce dernier cas, rien de plus simple que de prendre pour base de la perception l'inventaire que tout commerçant est tenu de faire, chaque année, d'après l'art. 9 du Code de commerce.

En agissant ainsi, nous n'entravons que les industriels de mauvaise foi, nous ne compromettons que des intérêts illicites. On trouve tout simple que le gouvernement fasse circuler sur les grandes routes et dans l'intérieur des villes des gendarmes et des agents de police; les passe-ports et les cartes de sûreté sont des précautions dont tous les honnêtes gens apprécient l'important avantage; dans une position plus élevée même, on exige d'un notaire, d'un tuteur, des garanties matérielles et morales très-grandes, sous prétexte qu'ils tiennent entre leurs mains la fortune, l'avenir des citoyens, et le gouvernement n'aurait pas le droit d'intervenir là où la fortune, l'honneur et la vie de ces mêmes citoyens sont en question. Mais à chaque instant il exerce un tel droit. On visite les pharmacies, on surveille les voitures, on a autorité sur les établissements insalubres et dangereux, on taxe le prix du pain et celui de la course en voiture. Ainsi, ce n'est point une innovation que nous proposons, nous voulons rendre générale une mesure d'ordre et de surveillance, déjà appliquée plus ou moins convenablement dans certains cas déterminés. Notre système une fois mis en pratique, insensiblement les mœurs commerciales se transformeraient, et le seul fait, pour un marchand, d'agir en dehors du contrôle administratif, constituerait une présomption de mauvaise foi et de dol.

De nos jours, échapper aux exigences du fisc, voler le gouvernement, n'est pas un cas pendable aux yeux de l'opinion. Les gens les plus honorables font la contrebande ou en profitent, sans aucun scrupule. Il en est des lois fiscales comme des lois de Lycurgue. Pourquoi ? parce que la plupart des impôts ne sont pas établis dans des conditions rationnelles, et ne représentent en aucune façon la véritable part contributive pour laquelle chaque citoyen doit concourir aux charges de l'État. Or, il n'en serait pas de même sous l'empire de notre loi, d'autant plus que les Sociétés n'auraient aucun profit à échapper à l'impôt, puisque cet impôt serait le thermomètre réel de leur situation. Plus une Société aura donc payé de droits, plus ses actions auront de la valeur. Or les porteurs tiendront à ce que cette valeur ne puisse être contestée.

Nous devons toutefois ne pas mettre les industriels à la merci d'employés prévenus ou trop méticuleux. Les opérations commerciales exigent une célérité, avec laquelle se concilient peu les lenteurs administratives. Le dernier paragraphe de l'article 27 neutralise les inconvénients que l'on aurait lieu de craindre à cet égard.

ART. 28.

Les amendes et dommages-intérêts auxquels auront été condamnés les administrateurs d'une Société en commandite, pour quelque motif que ce soit, leur seront personnels.

L'administrateur qui, par un moyen direct ou indirect, les ferait supporter par la caisse sociale, commettrait un détournement de fonds.

Si un gérant faisait supporter par la Société les amendes auxquelles il aurait été condamné, même pour infraction aux lois et règlements à l'occasion d'opérations sociales, le but du projet de loi serait manqué ; les amendes doivent être personnelles au gérant, et il fallait lui ôter tous les moyens de les faire supporter par la Société. D'un autre côté, on ne peut tolérer entre le gérant et les actionnaires un accord qui consisterait à éluder les lois et règlements pour obtenir un avantage quelconque aux dépens du trésor public. Grâce au contrôle des employés, à l'intervention d'un juge-commissaire dans les inventaires, et à l'article 6 du Code civil, notre disposition ne pourra être éludée sous quelque forme que ce soit. Alors, le gérant se tiendra sur ses gardes, et insensiblement l'esprit de fraude disparaîtra, parce que l'impôt aura perdu son caractère fiscal, et que loin d'entraver le commerce, il lui donnera une impulsion nouvelle.

ART. 29.

A la dissolution des Sociétés en commandite, la vente de la maison de commerce aura lieu par voie d'enchères et avec les formalités d'usage pour les ventes volontaires d'immeubles, à la diligence du liquidateur.

Les fonds ou valeurs provenant de la vente seront, au fur et à mesure de leur remise, déposés chez un ou plusieurs banquiers sous la responsabilité du liquidateur et des notaires par-devant lesquels la vente aura eu lieu.

Le prix intégral de la vente devra être payé dans le délai d'une année pendant laquelle les créanciers pourront former toutes oppositions à la répartition du capital.

Ces oppositions seront faites au greffe du tribunal de commerce situé dans celui des arrondissements où la vente aura été effectuée et notifiées aux notaires. Elles seront jugées en dernier ressort par ledit tribunal, après le délai expiré ; ce délai sera fatal.

Le mode de vente et la répartition du prix devaient être nécessairement prévus, parce que des tiers qui n'ont aucune autorité réelle dans les opérations de la Société, des incapables et des absents, y ont un intérêt à titre de créanciers ou de porteurs d'actions. D'un autre côté, nous devions un peu nous écarter des principes qui, dans des cas analogues, permettent aux créanciers de s'immiscer dans les liquidations. Cette faculté était de nature à compliquer les difficultés, et, d'ailleurs, il arrivera rarement que des créanciers importants ne soient pas eux-mêmes actionnaires, et, par conséquent, en position de veiller eux-mêmes à leurs intérêts, qui ensuite sont garantis de toutes parts.

Le partage, autrement qu'en espèces liquides, n'est pas praticable. Nous voulons une espèce de licitation volontaire; n'oublions pas au reste que ces sortes de ventes seront des exceptions. Les bonnes entreprises ne liquideront presque jamais, puisque les porteurs d'actions ne manqueront point de cessionnaires, quand ils voudront réaliser leurs titres. Alors les assemblées générales prolongeront presque à l'unanimité la durée de la Société, sauf à indemniser les actionnaires qui manifesteraient des intentions différentes.

ART. 30.

Dans le cas où il n'aura été fait aucune opposition ou après que les oppositions auront été jugées, il sera passé outre à la distribution de l'actif entre les mains des porteurs d'actions.

Le montant des actions non présentées sera déposé à la caisse des dépôts et consignations.

Les droits des porteurs seront prescrits au bout de dix ans au profit de l'État.

Ordinairement les liquidations se prolongent des années entières, au grand détriment des intérêts de tous. Dans le commerce surtout, il convient d'éviter de semblables lenteurs. Notre disposition atteint ce but, tout en ne négligeant aucune précaution raisonnable.

ART. 31.

Les gérants des Sociétés en commandite ont la faculté de faire tous autres statuts, pourvu que ces statuts ne soient point contraires à l'esprit de la présente loi; mais toute modification faite à l'acte social postérieurement à l'examen, devra, pour avoir force contre les tiers, être revêtue de l'homologation du tribunal de commerce et subir les mêmes formalités d'affichage et de publication que l'acte constitutif.

Ces modifications, du reste, pourront être annulées par le ministre du commerce dans le mois de leur publication.

Souvent des fautes, dans l'organisation d'une entreprise, ne se révèlent que lorsque cette entreprise est depuis quelque temps en activité. Tout marche, tout progresse: condamner les Sociétés en commandite à ne point sortir de leurs premiers réglemens, ce serait souvent les condamner à une mort certaine. Les restrictions que nous avons établies préviennent les abus dont les tiers surtout pourraient être victimes.

ART. 32.

Tous articles de loi et dispositions réglementaires quelconques, relatifs aux Sociétés en commandite, sont et demeurent abrogés.

Il est accordé aux Sociétés en commandite actuellement en activité un délai d'un an pour se conformer aux dispositions nouvelles.

Ainsi la présente loi forme à elle seule le code des Sociétés en commandite. Les tribunaux, dans leurs jugements, ne devraient rappeler aucunes dispositions antérieures et puiser tous leurs motifs dans les nouvelles. Une loi de procédure qui serait rédigée dans ce sens simplifierait admirablement la jurisprudence, et ne compromettrait en aucune façon la vraie justice; bien au contraire, les intérêts des citoyens seraient mieux à l'abri de tout changement dans les opinions de la Cour de cassation. Un texte de loi est donné, vous y avez foi, et vous vous permettez un acte qui vous semble en harmonie avec ce texte, un arrêt même de la cour de cassation est en votre faveur. Eh bien! votre adversaire veut provoquer un changement de jurisprudence, il fouille dans les vieilles dispositions des motifs plus ou moins spécieux, en fait un faisceau et en écrase la Cour de cassation qui, composée d'autres membres, n'est plus sous la préoccupation de l'ancien arrêt. Vous êtes ruiné, et cependant le texte et même l'esprit de la loi nouvelle étaient pour vous.

ART. 33.

La présente loi sera revue et au besoin modifiée au bout de cinq ans, à dater de sa promulgation.

La loi est faite pour l'homme, et non l'homme pour la loi : à chaque instant les besoins de l'homme changent, se modifient, la loi doit donc à chaque instant changer, se modifier, afin d'être toujours au niveau des progrès de la société. Il est donc sage de fixer des époques où une loi que l'on vote, et qui, dans le moment où on la vote, paraît complète, sera néanmoins révisée, d'après les résultats qu'elle aura amenés, et les besoins nouveaux qu'elle n'aura pu prévoir. L'inconvénient de la plus grande partie des lois, c'est qu'on les regarde toujours comme définitives, et que l'on veut à toute force les appliquer à des faits avec lesquels elles n'ont plus aucun rapport. L'article 4 du Code civil est assurément une espèce de palladium qui doit être sacré, mais il faut de grandes lumières dans l'esprit et une grande droiture dans le cœur, pour le comprendre et l'appliquer selon la raison et la justice. La disposition de l'article 33, insérée dans le Code civil, au titre préliminaire, rendrait la tâche du juge plus facile, et la science des lois pourrait enfin devenir une science exempte d'obscurités et d'une application rationnelle.

Paris, 24 septembre 1843.

BANQUE DE COMPENSATION

INTRODUCTION

SOMMAIRE. — Vice des lois qui régissent le commerce. — Notre serment. — Élections à l'Assemblée législative. — La banque du Peuple et la banque de France. — Les bons de circulation comparés à la manne du désert. — Plus le billet de Banque paraît offrir de garanties, plus il offre de périls. — Comment nous est venue l'idée de la Banque de compensation.

Nous avons toujours été préoccupé de la question du crédit. L'expérience, si chèrement acquise pendant les neuf années, de 1836 à 1845, que nous avons cumulé l'industrie et le journalisme, nous a démontré combien étaient vicieuses, aléatoires, les lois civiles et économiques sur lesquelles repose la garantie des transactions. Nous avons pu observer avec quelle aisance nos débiteurs échappaient aux engagements contractés envers nous, et avec quelle rigueur nos créanciers ont eu raison de notre patrimoine, alors que, par le fait de nos débiteurs insolvables ou de mauvaise foi, il nous a fallu convertir quand même en espèces sonnantes nos marchandises, notre matériel, nos titres de propriété. Tous nos créanciers ont été intégralement payés, notre nom est resté intact, mais tout a été perdu ; et nous avons fait le serment de ne pas entreprendre une autre industrie, un autre commerce, avant que la question du crédit ait trouvé une solution.

Invité en 1849 à poser notre candidature, lors des élections à l'Assemblée législative, nous rédigeâmes une profession de foi dans laquelle nos aspirations économiques se trouvaient à demi formulées. Or, ces aspirations vers un nouvel ordre financier n'étaient point celles des républicains qui, dans notre département, s'étaient placés à la tête du mouvement. Notre profession de foi, dans la plus grande partie des sections électorales, ne fut point distribuée, et, en dehors du comité démocratique qui avait porté notre nom sur sa liste, fut répandue par milliers une autre liste portant les mêmes noms, moins le nôtre, auquel on avait substitué un nom illustre, de telle sorte que nous eûmes le regret de ne point être élu représentant du peuple. Nous rappelons ces souvenirs uniquement pour constater le peu de faveur dont jouissaient, il y a dix-sept ans, en province, les réformes sociales.

Quelques mois auparavant, M. Proudhon avait publié son projet de Banque du peuple. Pour tous les travailleurs imbus de l'idée que l'on devait attaquer la féodalité financière par des voies commerciales et non politiques, la Banque du peuple parut une combinaison savante, devant amener nécessairement la reddition de la Banque de France, le château fort de cette féodalité. Mais le bon de circulation, nouvel instrument d'échange, n'ayant pour gage que la promesse d'acceptation mutuelle de tous les adhérents, offrait-il, surtout à une époque d'agitation et de trouble, assez de garanties au point de vue commercial, en cas d'une liquidation subite et violente de la Banque, par une cause quelconque, soit infidélité des directeurs, soit coalition d'adhérents, soit mesures émanant des pouvoirs publics?

De l'étude sérieuse du projet de M. Proudhon, nous avons tiré les conclusions suivantes :

1° Qu'au point de vue de la réforme des Banques, le bon de circulation est valeur, comme l'ancien assignat et le billet de banque actuel, reposant sur la confiance ;

2° Que, quelque peu solides que soient des valeurs de cette sorte, ainsi que l'ont prouvé les assignats, les warrants monétaires, ainsi que l'auraient prouvé les billets de la Banque de France eux-mêmes en 1848, si le gouvernement provisoire n'avait pas décrété le cours forcé, prenant courageusement la responsabilité d'un expédient anti-économique, pour sauver la caisse de M. Garat, et avec elle l'honneur et la fortune d'un millier de négociants, il eût été cependant avantageux à l'industrie et au commerce de faire l'essai de la Banque du peuple, dût cette Banque se liquider un jour par force majeure et laisser entre les mains d'un certain nombre d'adhérents des bons de circulation désormais sans emploi. Momentanément M. Proudhon aurait rendu à la moyenne industrie, au moyen commerce, des services analogues à ceux que la Banque de France rend à la grande industrie, au grand commerce. Du reste, les craintes dans une liquidation brusque auraient-elles été vraiment un mal ? On en aurait agi avec les bons d'échange comme les Israélites avec la manne du désert. La circulation des bons eût été rapide, personne ne tenant à les garder en portefeuille ; et si la prospérité d'un pays dépend du mouvement des affaires, la France pouvait traverser une période exceptionnelle, grâce à un tel expédient.

Réfléchissons un instant à la situation qui serait faite à la Banque de France sous la pression d'une panique. Ces billets au porteur, malgré les dépôts de numéraire dans les caves de l'hôtel, malgré les billets à ordre en portefeuille, malgré les titres de rente de toute nature dans les armoires, pourraient-ils être remboursés à vue ?

Nous pensons ne point commettre une énormité paradoxale en avançant que plus le billet de banque paraît offrir de garanties, plus il offre de périls. En effet, l'esprit d'accumulation et d'épargne est autorisé à opérer avec le papier-monnaie, comme avec les métaux précieux ; et pour justifier de pareilles craintes, est-il vraiment besoin de supposer une émeute ou un coup d'État ? Non, une simple coalition de marchands et de banquiers suffirait pour contraindre la Banque de France à une suspension de paiements.

Nous étions encore sous l'impression de nos observations critiques à l'endroit de

la Banque du peuple, lorsque le fondateur d'une association de production et de consommation qui avait lu notre projet de loi sur les Sociétés en commandite par actions (1), nous invita à examiner ses statuts au point de vue légal. Cet examen éveilla fortement notre intérêt, et, à force de méditer un tel sujet, nous acquîmes la conviction que les associations ouvrières ne pouvaient être viables que grâce à un système de crédit mutuel qui permet de liquider au comptant toutes les transactions entre sociétaires. C'est de ce côté alors que se concentrèrent nos études. L'article 1289 du Code civil frappa nos regards, et le mot de compensation, à une époque où la comptabilité a fait de si merveilleux progrès, fut pour nous une révélation. Là devait être la solution du problème que s'étaient posé économistes et socialistes pour l'organisation du Crédit mutuel.

A la fin du mois de juillet 1850 parut l'opuscule suivant :

BANQUE DE COMPENSATION

ORGANISATION DU CRÉDIT

Sommaire. — Compensation légale. — Son extension. — But et résultats. — Les Banques ramenées à leur principe, c'est-à-dire à la compensation. — Des valeurs à ordre. — De la novation, ses effets. — Délégations. — Des garanties offertes par les délégations. — Objections. — Le seul inconvénient à prévoir. — Du cautionnement individuel. — Tous appelés et beaucoup d'élus. — Complément de garanties. — Honoraires. — Banque de compensation sans capital. — Echanges au comptant. — Abolition de l'intérêt et de l'escompte. — Correspondances. — Observations finales. — Texte de l'acte de novation. — Modèle de Chèque.

COMPENSATION LÉGALE. — SON EXTENSION. — BUT ET RÉSULTATS.

Lorsque deux personnes se trouvent débitrices l'une envers l'autre, il s'opère entre elles une compensation qui éteint les deux dettes (art. 1289 Code civil).

Lorsque les qualités de créancier et de débiteur se réunissent dans la même personne, il se fait une confusion de droit qui éteint les deux créances (art. 1300 Code civil).

Au premier abord, on ne se rend pas bien compte de la différence qui existe entre ces deux articles. Il y en a une cependant pour le jurisconsulte : — Paul doit 100 fr. à Pierre, Pierre doit 100 fr. à Paul. Dans les conditions déterminées par la loi, la dette de Pierre éteindra celle de Paul ; voilà la compensation. Paul doit 100 fr. à Pierre : celui-ci meurt et l'autre est un de ses héritiers. Paul est tout à la fois débiteur et créancier de la succession ; il y a confusion de droit. Ainsi la compensation n'est applicable qu'entre deux personnes seulement débitrices l'une envers l'autre,

(1) Broch. in-8°, édit. Capelle, 1844.

et la confusion ne l'est qu'à une seule personne, sur la tête de laquelle viendraient se réunir deux dettes, l'une active et l'autre passive, celle-là provenant du chef même du créancier.

En vertu de l'article 1134 du Code civil ainsi conçu : « Les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites ; elles ne peuvent être révoquées que de leur consentement mutuel, ou pour les causes que la loi autorise ; elles doivent être exécutées de bonne foi, » nous nous proposons de combiner les effets de la compensation et de la confusion, de telle sorte que les créances et les dettes s'éteignent, du moment que la double qualité de créancier et de débiteur se trouve réunie dans les mêmes personnes, et quelle que soit l'origine des créances et des dettes.

Nous nous expliquons :

Paul doit 100 fr. à Pierre ; il est dû à Paul 100 fr. par Jacques. Paul réunit en sa personne la double qualité de créancier et de débiteur, il y aura compensation. Si Jacques doit 100 fr. à Paul, il est dû à Jacques 100 fr. par Pierre. Jacques réunit en sa personne la double qualité de créancier et de débiteur, il y aura compensation. Nous voyons enfin qu'il est dû à Pierre 100 fr. par Paul, et que lui, Pierre, doit 100 fr. à Jacques. Pierre réunit donc encore en sa personne la double qualité de créancier et de débiteur, il y aura compensation.

De cette manière, par la compensation, toutes les dettes et toutes les créances arriveraient naturellement à s'éteindre.

Le tableau suivant donne à notre pensée une forme commerciale, qui achèvera de la rendre claire et nette pour tous les esprits.

<i>Doit</i>	PAUL.	<i>Avoir</i>
A Pierre. 100		Par Jacques. 100
<i>Doit</i>	PIERRE.	<i>Avoir</i>
A Jacques. 100		Par Paul. 100
<i>Doit</i>	JACQUES.	<i>Avoir</i>
A Paul. 100		Par Pierre. 100
Dettes passives. . . 300		Dettes actives. . . . 300

En supposant donc un Grand-Livre où chaque personne ait un compte ouvert, et où viennent se confondre dettes et créances liquides, sans distinction d'origine, ne conçoit-on pas la possibilité de simplifier étrangement les liquidations particulières, et, par conséquent, d'organiser la compensation ?

Nous n'avons pas la prétention d'avoir trouvé l'inconnue du problème social ; nous n'introduisons pas le moindre changement dans les lois qui régissent la production et la consommation, l'achat et la vente ; nous ne touchons même pas aux usages plus ou moins abusifs que le commerce a conservés. Notre réforme économique se

borne à choisir parmi les neuf modes (1) adoptés par le Code civil, pour l'extinction des obligations, celui qui nous a paru le plus avantageux, c'est-à-dire à substituer la *compensation* au *payement*, ou plutôt à généraliser, et surtout à régulariser la compensation : car elle existe déjà entre commerçants, bien que fonctionnant dans des conditions détestables. En effet, qu'est-ce qu'une lettre de change? Un moyen pour Paul de faire payer par Pierre, son débiteur, ce que lui-même doit à Jacques. La compensation, à notre avis, serait une véritable force dans l'ordre commercial, de même que la vapeur en est une dans l'ordre industriel. Pourrions-nous organiser la compensation aussi heureusement que les mécaniciens ont organisé la vapeur? Nous l'espérons, sinon du premier jet, du moins après avoir recueilli les observations des travailleurs, et opéré un certain laps de temps. Or, en quoi est-il avantageux de substituer la compensation au payement? Quels doivent être les principaux résultats de cette réforme? Quel en est le but?

Notre but, c'est de *faciliter* et de *garantir* les échanges entre tous les travailleurs :

1° En rendant impossible cet abus scandaleux et pourtant assez commun, savoir : la faculté laissée à un homme de se faire payer de ses débiteurs, et de ne payer lui-même aucun de ses créanciers ;

2° En rendant inutile la circulation de tout titre d'échange, quel qu'il soit, argent, valeur à ordre ou assignat ;

3° En rendant possible le crédit personnel pour toute personne ayant une capacité quelconque, et pouvant alors créer des produits utiles ou rendre des services ;

4° En organisant les échanges au comptant.

D'où découleront nécessairement les conséquences suivantes :

1° Suppression de l'escroquerie et de la faillite ;

2° Suppression des faux billets, de la fausse monnaie, et de tous risques provenant de la perte ou du vol du capital circulant ;

3° Suppression du chômage ;

4° Suppression de l'usure, sous quelque forme que ce soit ;

5° Enfin, suppression des échéances.

Tels sont les résultats que nous obtiendrons directement et immédiatement de la compensation, partout où elle pourra être appliquée ; et certes, si nous remplissons les conditions de notre problème, nul doute qu'il ne soit avantageux, dans les transactions civiles et commerciales, de substituer la compensation au payement. Nous disons, partout où elle pourra être appliquée, car l'élimination du numéraire ne sera ni immédiate ni générale. Nous lui opposons seulement un concurrent sérieux, assez fort pour l'anéantir à une époque plus ou moins éloignée.

LES BANQUES RAMENÉES A LEUR PRINCIPE, C'EST-A-DIRE A LA COMPENSATION.

Pour arriver à la solution proposée, voici comment nous avons raisonné. Il ne

(1) Art. 1234. Les obligations s'éteignent par le payement, — par la novation, — par la remise volontaire, — par la compensation, — par la confusion, — par la perte de la chose, — par la nullité ou rescision, — par l'effet de la condition résolutoire, — et par la prescription.

s'agit point pour nous, en cette circonstance, d'association pour la production ou pour l'échange; mais du moment que la compensation doit s'établir forcément entre diverses personnes unies pour le seul bénéfice de la compensation, et pouvant alors n'avoir ensemble aucun autre intérêt commun, pouvant même rester inconnues les unes des autres, il est évident que les dettes et les créances de ces personnes assujetties à la compensation doivent se centraliser toutes dans un même comptoir, où elles se confondent et s'éteignent réciproquement jusqu'à concurrence de leurs quotités respectives, à l'instant où elles se trouveront exister à la fois. C'est pourquoi le pivot de notre mécanisme sera un Grand-Livre, un livre de comptes courants. On nomme banques les bureaux où l'on tient ces Grands-Livres. Nous gardons le mot, puisque loin de vouloir détruire la chose, nous la ramenons, au contraire, à son principe, qui n'est autre que la compensation elle-même, dont elle a été détournée par l'ignorance et la cupidité. Pourquoi sont instituées les banques? N'est-ce pas pour l'émission et la circulation des valeurs à ordre, devenues nécessaires pour suppléer aux écus qui manquaient? Mais une valeur à ordre, nous l'avons déjà dit, n'est qu'un moyen d'arriver à la compensation, d'en étendre les effets au delà des limites de l'article 1289 du Code civil. Ainsi, nous n'inventons rien.

Nous modifions le mécanisme de la compensation, de telle sorte qu'à l'avenir elle fonctionne au profit des véritables travailleurs, et non point à leur préjudice, comme cela a généralement lieu; de telle sorte que les banquiers, aujourd'hui les souverains maîtres du commerce, de l'industrie et de la propriété, dont ils pompent la plus pure substance, deviennent des commis aux écritures, de simples rouages administratifs. Nous ouvrons donc une banque à laquelle nous donnons le nom de **BANQUE DE COMPENSATION**.

DES VALEURS A ORDRE.

Dans le système actuel, les valeurs à ordre ne sont nécessaires pour arriver à la compensation que parce que la compensation légale n'étant possible qu'entre deux personnes débitrices l'une envers l'autre, on ne saurait, à moins d'un accord préalable, en réclamer le bénéfice contre un tiers. Cet accord préalable est cimenté par la lettre de change acceptée ou le billet à ordre. Ici encore, nous n'allons pas changer grand'chose. Nous donnons à cet accord préalable une autre forme, dans le but d'arriver à une compensation *parfaite, réciproque et gratuite*.

En effet, la compensation par la voie des valeurs à ordre est imparfaite; elle n'a lieu que pour des opérations isolées entre commerçants, et elle n'a point lieu entre marchands en détail et consommateurs. Puis un non-paiement à l'échéance la compromet, et même souvent la neutralise.

Elle n'est point réciproque. Paul doit à Pierre. Pierre, qui doit à Jacques, remet à celui-ci une valeur à ordre sur Paul, lui-même créancier de Jacques. — Paul paye, et il faut qu'il paye à l'échéance entre les mains du porteur; et si Jacques est de mauvaise foi, ou s'il devient insolvable, Paul, qui a payé Pierre, débiteur de Jacques,

n'est point payé par Jacques, lequel a été payé par Pierre. Il n'y a donc point eu réciprocité. Deux comptes se solderont par profits et pertes; et, ce qui est monstrueux, c'est que Paul a pu être obligé de payer Pierre entre les mains de Jacques lui-même ou des ayants droit.

Nous aimons à parler aux yeux, et nous traduisons notre démonstration en langage commercial dans le tableau suivant :

<i>Doit</i>	PAUL.	<i>Avoir</i>
A Pierre, drap.. 100		Par Pierre, billet Paul. . . . 100
.		— Jacques, fournit. diverses. 100
<i>Doit</i>	PIERRE.	<i>Avoir</i>
A Jacques, papier.. . . . 100		Par Paul, drap. 100
— Paul, son billet. 100		— Jacques, billet Paul.. . . 100
<i>Doit</i>	JACQUES.	<i>Avoir</i>
A Pierre, billet Paul. 100		Par Pierre, papier. 100
— Paul, fournit. diverses. . 100		

La compensation n'est point non plus gratuite. Malheureusement notre affirmation n'a pas besoin d'être prouvée. Tout le monde sait quels sont les frais auxquels donnent lieu l'émission, la circulation et le recouvrement de ces valeurs à ordre, frais dont les usuriers et les hommes de loi seuls ont le profit.

La compensation deviendra parfaite, réciproque et gratuite, pour tous les clients d'une banque, du moment qu'au fur et à mesure que les dettes seront contractées, elles pourront, à l'aide d'un mécanisme simple et sûr, être déclarées à cette banque, et y être enregistrées au *doit* du débiteur et à l'*avoir* du créancier, ainsi que nous l'avons vu dans le premier tableau. Mais ici nous nous sommes trouvé en face d'une difficulté assez sérieuse.

DE LA NOVATION. — SES EFFETS.

La banque de compensation n'entend absorber aucune individualité, elle ne tombe dans aucune espèce de communisme; elle n'est pas même une association, et ses clients ne prendront avec elle que des engagements individuels et temporaires. Bref, sous ce rapport, il en sera de cette banque comme des banques actuelles. On conçoit donc qu'il y aura des comptes à solder et des liquidations à faire. Or, quand il s'agira de solder un compte courant, si l'on trouve au *doit* 1,000 fr., et à l'*avoir* 850 fr. seulement; ou bien, faisant une supposition contraire, 850 fr. au *doit* et 1,000 fr. à l'*avoir*, ne faudra-t-il pas, en cas de manquant comme en cas d'excédant, avoir recours à d'autres comptes pour solder le compte en liquidation? Une telle nécessité nous ferait retomber fatalement dans la vieille ornière, c'est-à-dire que la compen-

sation ne s'établirait par le fait qu'entre deux personnes débitrices l'une envers l'autre; que même si, le cas échéant, plusieurs créanciers se trouvaient en concurrence pour réclamer le bénéfice de la compensation, on serait obligé de ne point considérer les personnes, mais les dettes seules; et la compensation n'ayant lieu que pour des dettes isolées, nous ne serions point encore délivrés des valeurs à ordre, ni de toutes les misères qu'elles amènent après elle. La compensation ne serait donc ni parfaite, ni réciproque, ni gratuite.

Pour que la compensation produise tous les effets que nous en attendons, quelles conditions faut-il donc remplir? Il faut qu'une fois une dette contractée entre deux clients de la banque, il n'y ait plus entre ceux-ci aucun rapport à l'occasion de cette dette; il faut que dettes et créances soient confondues à la banque, et qu'elles s'y éteignent réciproquement. Cela est un point essentiel. Mais comment une dette y sera-t-elle éteinte? Elle ne saurait l'être par la compensation : car, au moment que la transaction a lieu, si l'un des clients devient débiteur, l'autre peut ne pas l'être, ou du moins ne pas l'être pour la même quotité. Nous n'arriverons donc pas directement à la compensation. Quelle transformation ferons-nous alors subir à la dette? Comme moyen d'éteindre les créances, le Code civil admet la *novation*. Nous avons eu recours à ce moyen. Par l'effet de la novation, un nouveau débiteur sera substitué à l'ancien, qui sera déchargé par le créancier; et ce nouveau débiteur, ce sera la banque. Un nouveau créancier sera substitué à l'ancien, et ce nouveau créancier, ce sera la banque. C'est pourquoi, aussitôt après que les dettes auront été enregistrées au Grand-Livre, il y aura de plein droit novation. C'est la banque qui devra à Pierre, c'est à la banque que devra Jacques, elle sera débitrice de Jacques et créancière de Paul; celui-ci n'aura rien à réclamer à Jacques, qui lui-même ne pourra exercer contre Pierre aucun recours. Il y aura confusion de droits. Les dettes actives de la banque égalant ainsi ses dettes passives, tous les comptes se trouveront soldés, et la compensation sera un fait accompli.

Quelles seront les conséquences immédiates d'une telle novation?

Pour les clients,

Une assurance contre les faillites, une économie considérable de temps, une diminution de frais généraux, une tranquillité d'esprit; toutes choses se résumant en bonheur domestique et en moralité commerciale.

Pour la banque,

Une double responsabilité; puisque les comptes qui présenteraient un manquant doivent être soldés à ses risques et périls, sauf son recours contre les nouveaux débiteurs; et ceux qui présenteraient un excédant doivent toujours l'être par elle, sans recours d'aucune espèce contre les anciens débiteurs (art. 1276 du Code civil).

Mais, pour que les conséquences au profit des clients ne soient point illusoires, il est nécessaire que les conséquences au préjudice de la banque ne puissent avoir leur effet.

Nous pensons avoir résolu avec succès cette nouvelle difficulté.

DÉLÉGATIONS.

Avec la précaution de n'admettre au nombre des clients de la banque que des travailleurs, une dette correspondra le plus ordinairement à une créance, et s'il arrivait que, lors d'un arrêté, Paul eût consommé pour 100 fr. de produits, et n'en eût créé que pour 75; que, par conséquent, son compte se soldât par un manquant de 25 fr., cette somme serait portée au *doit* du compte à nouveau; et, dans un délai plus ou moins long, le découvert disparaîtrait, grâce à un surcroît de production ou à un ralentissement de consommation. Il en serait de même à l'égard de Pierre, si son compte se soldait par un excédant. Cet excédant serait porté à l'*avoir* du compte à nouveau, et l'équilibre se rétablirait tôt ou tard, au gré du bénéficiaire, ou par un surcroît de consommation, ou par un ralentissement de production.

Toutefois de cette position toute spéciale, que la novation fait à la banque, résulte pour celle-ci l'impérieuse nécessité de n'admettre que des dettes sérieuses, et en rapport avec la solvabilité du client débiteur. D'un autre côté, s'il avait fallu, lors de l'enregistrement de chaque dette au Grand-Livre, faire intervenir débiteur et créancier; s'il avait fallu à chaque instant discuter la solvabilité du débiteur et la légitimité de la créance, la quantité de rouages de toute nature qui seraient alors devenus indispensables, eussent rendu notre mécanisme trop lourd, trop embarrassant et trop onéreux. Or, pour que les dettes soient réputées sérieuses, il suffit qu'elles ne soient pas contestées; pour que les dettes soient en rapport avec la solvabilité des clients, il est indispensable que ce soit de la banque elle-même que découle le crédit accordé à chacun d'eux. Enfin, pour rendre le jeu de la compensation aussi facile que régulier, il fallait créer, pour être remis au créancier, un titre par lequel le débiteur donnât à la banque l'autorisation de porter telle somme liquide à leurs comptes respectifs. Par conséquent, l'instrument de la compensation, ce sera ce titre dont nous avons dû déterminer la forme, selon les exigences du problème que nous avons posé au commencement de ce travail.

Nous n'avons pas voulu, en effet, ressusciter l'assignat, ni créer aucune espèce de papier-monnaie, encore moins une valeur à ordre dans les conditions ordinaires.

Un papier-monnaie n'aurait pu être émis que par la banque elle-même. Pour qu'un tel papier eût inspiré une confiance absolue, il aurait fallu constituer la banque avec un capital considérable. D'un autre côté, avec ces titres au porteur, nous ne prévenions pas les pertes résultant ou de la destruction, ou de la falsification ou du vol. Des valeurs à ordre ou des factures acquittées, émanant des clients eux-mêmes, n'auraient pas permis à la banque de distribuer le crédit d'une manière convenable, en raison de la solvabilité de chacun. Nous avons imaginé un titre mixte émanant, il est vrai, du débiteur lui-même, personnel au créancier, c'est-à-dire non négociable, mais préalablement garanti par la banque, de telle sorte qu'il eût un caractère tout à la fois individuel et social.

Voici comment nous avons organisé l'émission et l'emploi de ce nouveau titre, au

nom duquel la novation sera réclamée et le bénéfice de la compensation obtenu.

Toute personne qui voudra travailler avec notre banque fera une demande de crédit, et il lui sera accordé, suivant certaines conditions déterminées, un crédit dont l'importance, nous l'avons déjà répété plusieurs fois, sera en raison de sa *solvabilité*, c'est-à-dire en raison combinée de son aptitude au travail, de son honorabilité et d'une position industrielle déjà faite. Supposons, par exemple, que la banque juge convenable d'ouvrir à un client un crédit de 10,000 fr. Il sera remis à ce client un registre à souche, contenant ladite somme de 10,000 fr. en bulletins de coupures diverses, à la volonté du bénéficiaire qui, en cette circonstance, prendra conseil de la nature de son industrie et du tarif des produits dont il aura besoin. Nous avons adopté des bulletins détachés d'un registre à souche et portant un numéro d'ordre, afin que, lors des liquidations, il devînt possible, en rapprochant de la souche les bulletins rentrés à la banque, de contrôler l'emploi qui en aura été fait. Cet instrument de la compensation n'est point une valeur proprement dite : c'est une DÉLÉGATION par laquelle un débiteur donnera à son créancier un autre débiteur qui s'obligera envers le créancier. Or, cette délégation exige le concours de trois volontés ; il faut donc qu'elle soit faite triple. Le client signera une police qui restera dans les archives de la banque. Le bulletin et la souche en seront les deux copies ; le bulletin sera le titre du créancier, la souche celui du débiteur. Mais on conçoit facilement qu'il importe que le bénéficiaire du crédit en ait lui-même la libre disposition. Il devait donc avoir entre les mains et son propre titre et celui du créancier.

Nous ferons ensuite observer que, dans la majeure partie des cas, un client auquel il n'aura pu être accordé qu'un crédit de 1,000 fr. sera aussi favorisé qu'un autre auquel il en aura été ouvert un dix fois plus considérable ; seulement il aura l'embarras de faire renouveler le sien. En effet, son registre épuisé, il le porte à la banque. Là, les délégations sont rapprochées de leurs souches ; ou le compte présente un excédant, c'est-à-dire que la somme des délégations reçues est supérieure à celle des délégations livrées ; cet excédant est mis au *doit* de la banque, et le nouveau crédit reçoit une augmentation ; ou le compte présente un manquant, c'est-à-dire que la somme des délégations livrées est supérieure à celle des délégations reçues, et alors sur le nouveau crédit de 1,000 fr., la banque prélève immédiatement la différence en délégations, qu'elle porte à son *avoir*. De cette manière, les manquants formeront l'*avoir* de la banque, et les excédants son *doit*. Ainsi que ses clients, elle participera elle-même au mouvement de la compensation, mais dans des conditions bien moins avantageuses, puisqu'elle aura tous les risques de la novation sans en avoir les profits. *En résumé, le résultat de notre mécanisme, comme on a déjà pu le voir, sera de faire de la banque de compensation UN VASTE RÉSERVOIR, où viendront s'accumuler toutes les pertes résultant des manquants partiels mis à sa charge, sauf son recours contre les clients qui auront livré plus de délégations qu'ils n'en auront reçu, ainsi que tous les profits résultant des excédants partiels, dont elle devra compte aux clients qui auront reçu plus de délégations qu'ils n'en auront livré.*

DES GARANTIES OFFERTES PAR LES DÉLÉGATIONS.

D'un tel état de choses résulte-t-il pour la banque la nécessité d'avoir, nous ne disons pas un capital considérable, mais un capital quelconque, pour solder les manquants et les excédants ? car cette banque doit être constituée de manière à donner à ses clients une confiance entière, absolue. Il ne faut pas que les clients industriels et travailleurs, à qui, par conséquent, il pourra être dû un excédant, soient exposés à payer pour les clients inhabiles et paresseux, dont les comptes viendraient à présenter des manquants. Ici nous prions le lecteur de nous prêter toute son attention.

Nous avons dit que le nouveau crédit était distribué sous forme de délégations. La banque qui a ainsi garanti 1,000 fr. de délégations est-elle réellement à découvert ? Pour admettre cela, il faudrait supposer que le client, une fois son registre entre les mains, ne songerait plus qu'à consommer et nullement à produire. Effectivement, la banque, lors de l'arrêté, aurait enregistré au *doit* du client une somme de 1,000 fr., et il y aurait à l'*avoir*, *néant*. Mais rappelons-nous qu'une banque de compensation ne peut recevoir au nombre de ses clients que des travailleurs. Or, quel intérêt aurait un travailleur à profiter du crédit qui lui aurait été ouvert pour rester oisif ? Aucun ; car, le crédit épuisé, il aurait perdu tout droit à un renouvellement.

Nous le répétons, si, après emploi fait des bons, un compte est en manquant, on fera en sorte de rétablir la balance dans un délai plus ou moins long, ou en activant la production ou en ralentissant la consommation. Il est donc rationnel de penser qu'il ne se présentera de manquant dans un compte qu'à la suite d'une clôture définitive motivée par un décès, une condamnation criminelle ou tout autre changement d'état ; et même, quoi qu'il arrive, le manquant ne pourra jamais être bien considérable, car les délégations n'étant point au porteur, n'étant point non plus des valeurs à ordre, n'étant enfin que des titres personnels au client, celles qui resteront entre ses mains au moment de son changement d'état, ne seront plus que des chiffons de papier, dont la remise devra être faite directement à la banque, ce qui diminuera d'autant le manquant. D'un autre côté, s'il y a eu consommation, il y aura aussi eu production, et la production aura égalé la consommation, ou du moins à peu de chose près. Par conséquent, la banque n'est point exposée à des manquants sérieux provenant des accidents ordinaires du commerce et de l'existence humaine.

Quant aux comptes se soldant par un excédant, et qu'il faudrait clore à la suite d'un changement d'état dans la personne du client, ou par la volonté du client lui-même, ce règlement aurait naturellement lieu en délégations à son profit ou au profit de ses ayants droit, et moyennant un ralentissement de production ou un surcroît de consommation, ces comptes pourraient, à une époque plus ou moins éloignée, disparaître du Grand-Livre de la compensation.

Pour faire face à cette dernière éventualité, la banque n'a donc pas besoin de ca-

pital numéraire, et elle ferait facilement face à la première en soldant les manquants, au moyen de ses excédants à elle-même, c'est-à-dire avec ses propres bénéfices, de même que cela se pratique fatalement dans le commerce actuel.

OBJECTIONS.

Mais alors l'entreprise resterait exposée aux fluctuations politiques et industrielles ; il y aurait encore de l'imprévu, de l'aléatoire ; la confiance ne deviendrait point entière, absolue, et, insensiblement, les banques de compensation finiraient par suivre l'exemple des banques de l'ancien régime ; elles ne se préoccuperaient que de pertes et de gains ; elles exploiteraient leurs clients. Un banquier aujourd'hui est le maître et seigneur du public, tandis qu'il devrait n'en être que le caissier. La banque de l'avenir sera, non une exploitation, mais un service. Nous admettons pour les citoyens qui ouvriront des comptes courants d'après notre système, ou des honoraires proportionnels, ou des traitements fixes ; nous ne voulons pas de gains, par conséquent point de pertes. Ne devons-nous pas accepter aussi l'éventualité d'une liquidation pour la banque elle-même, qui, sans nul doute, aura de rudes combats à soutenir contre les distributeurs de l'ancien crédit. Nous espérons vaincre, mais nous ne pouvons tout d'un coup communiquer notre foi à tous nos clients, et il faut que la banque soit constituée de telle sorte que, quoi qu'il arrive, un client soit certain, le cas échéant, de pouvoir liquider sa fortune sans éprouver la moindre perte.

Examinons donc les effets d'une liquidation générale, et d'abord jusqu'à quel point est-il utile de la prévoir ? Notre banque est organisée, elle fonctionne ; cent, deux cents, mille travailleurs lui ont confié leurs intérêts. Mais comme elle n'est autre chose qu'un livre de comptes courants, sa liquidation ne proviendra jamais du banquier, quelle que soit la position de celui-ci dans l'entreprise, qu'il en ait fait son affaire personnelle, comme un notaire de son étude, qu'il soit gérant d'une société en commandite ou mandataire d'une société anonyme. Un autre administrateur serait mis à sa place, et les opérations ne seraient en aucune façon suspendues. Et la mauvaise foi ici n'est nullement à craindre. Il n'y a point de caisse, il n'y a point de portefeuille ; le banquier ne saurait rien distraire ni rien altérer dont il pût faire, au préjudice de ses clients, un usage personnel. La liquidation serait-elle provoquée par les clients eux-mêmes ? Nous aurons soin de stipuler dans l'acte de constitution que dans un tel cas la liquidation aura lieu par éliminations successives des comptes au fur et à mesure de l'épuisement des crédits ouverts. Si le compte de Pierre se solde par un manquant, Pierre sera tenu de recevoir en échange de ses marchandises ou de ses services les délégations des autres clients, jusqu'à concurrence du manquant. Si le compte de Paul se solde par un excédant, il sera ouvert à Paul un nouveau crédit jusqu'à concurrence de cet excédant, et moyennant un pareil mécanisme, à un jour donné, tous les comptes courants se trouveront éliminés et soldés. Les opérations de la banque seront closes, et aucune perte n'aura été supportée par la ban-

que ni par les clients, car les excédants et les manquants doivent naturellement se solder les uns par les autres, se compenser entre eux. Or cette dernière supposition, savoir : la liquidation de la banque par le fait des clients eux-mêmes est peu admissible. Une fois constituées, les banques seront des institutions dans lesquelles il y aura renouvellement de clients, mais qui se perpétueront, se généraliseront et deviendront peut-être un jour les seuls Grands-Livres de la dette française.

Soit, nous dira-t-on encore : la liquidation n'aura lieu ni par le fait du banquier, ni par le fait des clients ; mais qui garantira la banque contre les cas de force majeure de nature à la contraindre à une liquidation brusque, immédiate, ainsi qu'il est arrivé pour la caisse Gouin et le comptoir Ganneron ? Nous répondrons : Si ces établissements n'ont pu résister au choc de la révolution, c'est qu'ils ne pratiquaient pas la compensation comme elle doit être pratiquée ; c'est que, sacrifiant au numéraire, ils dépendaient du caprice, de la peur et de la mauvaise foi d'une foule de négociants qui, se trouvant dans les moments de crise détenteurs d'écus ou de papier-monnaie, n'avaient garde de se dessaisir de ces valeurs de circulation, sauf à subir le déshonneur d'un protêt et les conséquences d'une faillite. Avec notre système, rien de semblable n'arrivera, puisque nous opérons sans argent ni billets de banque.

La banque de compensation n'a donc point à redouter une liquidation par suite des crises commerciales ; elle rend même ces crises impossibles dans sa sphère d'action, puisqu'elle en supprime les causes, qui ne sont autres que la stagnation du numéraire et la dépréciation des effets de commerce.

LE SEUL INCONVÉNIENT A PRÉVOIR.

De l'ensemble des considérations que nous avons fait valoir, nous pouvons assurément conclure que, prenant des hommes neufs, sans antécédents, au point de vue commercial, un pays neuf où nous fissions de la compensation une loi d'ordre public, il nous serait possible de triompher de la mauvaise foi, de la paresse et de tout accident matériel, surtout en combinant l'assurance avec la compensation, et, conséquemment, d'arriver à faire cadrer notre *doit* avec notre *avoir*. Malheureusement tel n'est pas notre point de départ. La France est une nation assez vieille, et l'on trouvera peu d'individus dont le passé n'ait pas engagé l'avenir. Une assemblée nationale aurait seule le pouvoir de réaliser notre système sur un plan général, en décrétant la liquidation de toutes les fortunes particulières, au moyen de la compensation. En attendant, la sphère d'action de la banque sera nécessairement limitée. On ne pourra d'abord opérer avec des éléments nouveaux, ou dont la liquidation dans la vieille société commerciale soit devenue définitive. Ensuite, dans les commencements surtout, nos clients seront obligés de continuer leurs relations, tant pour la production que pour la consommation, avec des citoyens étrangers à la banque ; relations qui devront, bien entendu, avoir lieu conformément aux anciens usages, ainsi

que celles qui auraient pour objet le paiement des impôts. Il pourra donc en résulter, à la suite de jugements, une immixtion légale des officiers ministériels dans les comptes ouverts à la banque, et une telle immixtion ne serait-elle pas de nature, sinon à compromettre sérieusement le jeu de la compensation, du moins à jeter quelques doutes sur la solidité de l'entreprise, si nous ne complétions notre mécanisme de telle sorte que, quoi qu'il arrivât, la banque ne pût jamais être à découvert à l'occasion des rapports de ses clients avec le commerce extérieur? Or, les oppositions ne peuvent affecter la banque qu'en sa qualité de débitrice par le fait de la novation, et jusqu'à concurrence seulement de l'excédant, si excédant il y a. Car le compte dont la liquidation est devenue exigible se solde-t-il par un manquant, c'est une affaire entre la banque et le client lui-même; et en ce qui regarde les effets d'une opposition formée sur les excédants, aucun tribunal ne pourrait forcer la banque de solder les comptes autrement qu'en sa propre monnaie, c'est-à-dire en délégations, un créancier, que ce soit un simple citoyen ou l'État, n'ayant que les droits de son débiteur. Il n'y a donc d'autre inconvénient à prévoir que celui que nous avons déjà signalé, savoir, le découvert au préjudice de la banque, qui résulterait de manquants, lors de la liquidation définitive des comptes partiels, inconvénient que nous jugeons devoir être peu sérieux, auquel la banque pourrait très-facilement faire face au moyen d'un prélèvement sur ses propres ressources, et que néanmoins nous avons cherché à éviter, afin de donner à notre institution un caractère de haute moralité et une solidité à toute épreuve. Ne l'avons-nous pas déjà dit et répété : Nous ne voulons pour la banque de compensation ni pertes ni gains. En résumé, la question se réduit à empêcher que les manquants n'apportent du trouble dans la liquidation des excédants, à faire en sorte que les manquants et les excédants se soldent les uns par les autres, qu'ils se compensent entre eux.

DU CAUTIONNEMENT INDIVIDUEL.

Puisque l'inconvénient auquel nous voulons remédier découle non de l'ensemble des rapports que les clients auraient entre eux, mais du défaut d'équilibre entre la production et la consommation chez nos clients pris individuellement, il est rationnel de demander à chacun d'eux une garantie destinée à neutraliser les effets d'un inconvénient semblable. Cette garantie, nous la trouvons dans le cautionnement individuel. La mutualité n'aurait pas d'ailleurs rempli notre but, attendu que, pour fonctionner avec avantage, elle eût exigé dès les commencements un grand nombre de clients, et avec le cautionnement individuel, une banque de compensation peut opérer avec trois clients même. D'un autre côté, au point de vue où nous nous sommes placé, nous ne devons supposer entre les clients aucun lieu commun, sauf leur qualité réciproque de vendeurs et d'acheteurs, unis pour le seul bénéfice de la compensation.

Sous quelle forme le cautionnement individuel devra-t-il être fourni? Quand la

banque aura déjà eu quelque temps d'existence, la caution d'un ou de plusieurs clients, ensemble créanciers de la banque pour une somme équivalente au montant du crédit accordé, sera une excellente garantie, meilleure que les hypothèques et d'une plus facile liquidation. D'ici là, il faudra exiger ou un dépôt en numéraire à la Caisse des dépôts et consignations, ou une inscription hypothécaire, ou toute autre garantie en usage. Cependant, que la nécessité d'un cautionnement n'effraye point ceux qui, sans capitaux ni crédit, auraient à la place de la probité et du talent. Avec un cautionnement de 100 fr. même une fois fourni, ils jouiront à la banque de compensation d'un crédit, sinon illimité quant à la quotité, du moins perpétuel quant à la durée. Pour eux sera réalisée la légende du *Juif-Errant*, qui a toujours cinq sous dans sa poche. Ils ont épuisé leur registre de délégations; ils viennent à la banque en réclamer un autre, lequel leur sera octroyé dans les conditions déjà indiquées. D'où il résulte que, pour avoir cinq sous dans sa poche, il faudra toujours marcher; il faudra que la consommation ne soit jamais au-dessus de la production; et c'est ici le lieu d'établir que la suppression du chômage sera une des conséquences de notre système; car d'où provient le chômage? d'un ralentissement dans la production et la consommation, par suite du manque de capitaux et de crédit. Or, *le crédit étant désormais l'EFFET du mouvement de la production, au lieu d'en être la CAUSE, on n'a point à craindre que la production et la consommation ne se ralentissent, tant qu'il existera des hommes POUVANT PRODUIRE et OBLIGÉS DE CONSOMMER.*

Moyennant ce cautionnement individuel, les manquants ne sauraient, en aucune manière, donner à la novation un effet préjudiciable aux intérêts de la banque, et, par contre-coup, à ceux des personnes en rapport avec elle. Il est clair alors que la somme des excédants devant égaler celle des manquants, et la somme des manquants ne pouvant jamais dépasser celle des crédits accordés, la banque, même dans le cas d'une liquidation brusque, sera toujours en mesure de faire face aux excédants, sauf à exercer les droits résultant pour elle des cautionnements individuels.

Ainsi, ni opposition venant de l'extérieur, ni défaut d'équilibre entre la production et la consommation de la part du client, rien de tout cela n'est de nature à troubler le mécanisme de la compensation.

TOUS APPELÉS ET BEAUCOUP D'ÉLUS.

Oui, nous objectera-t-on encore, de la manière dont la banque de compensation doit fonctionner, un homme peut avec un cautionnement de 1,000 francs, de 100 francs même, jouir d'un crédit perpétuel, à la seule condition de tenir sa production au moins au niveau de sa consommation. Mais encore faudra-t-il avoir 1,000 francs, 100 francs? Une foule d'honnêtes et bons travailleurs resteront donc à la porte de votre banque, il n'y aura pas de place pour eux. Voici notre réponse : Obligé d'adapter notre mécanisme à la société actuelle, nous ne saurions, dès le début, extraire de la compensation tous les avantages qui y sont virtuellement conte-

nus. Nous prenons ces réserves comme réponse anticipée à une foule d'objections qui nous seront faites relativement au mérite de nos différentes combinaisons et à leurs conséquences plus ou moins prochaines. — Quant à l'objection en elle-même, elle est moins sérieuse qu'on pourrait le penser. Les travailleurs, dans quelque ordre que ce soit, trouveront facilement des cautions, 1° parce que les opérations faites avec des tiers sous le régime de la compensation étant parfaitement garanties, il n'y a aucun risque à courir du côté des tiers, en ce qui regarde l'apurement des comptes; 2° parce que, grâce au mécanisme de la banque et au privilège de second ordre, la caution n'a point à prévoir les suites d'opérations malheureuses faites par le débiteur principal en dehors de la banque; 3° enfin, parce que le cautionnement individuel étant limité, la caution sait jusqu'à quel point sa responsabilité se trouve engagée. De tels avantages ne se rencontrent pas pour les cautions que la régie des contributions indirectes exige des marchands en gros, et pourtant les marchands en gros trouvent les cautions dont ils ont besoin pour satisfaire aux prescriptions de la loi.

L'exemple d'un travailleur honnête, intelligent et actif, n'ayant pu obtenir le droit au travail, faute d'une caution, sera donc une exception très-rare, dès que les banques de compensation auront atteint le moindre développement.

COMPLÈMENT DE GARANTIE.

La banque de compensation, avons-nous dit, ne doit être exposée à aucune perte, et nous croyons l'avoir organisée de manière qu'effectivement aucune perte n'est possible, même après des commotions politiques, comme celles de Juillet et de Février, à la suite desquelles tant de maisons de commerce, tant de familles se sont trouvées ruinées, déchues. Nous voulons plus encore; nous voulons que les clients aient la certitude que les cautionnements individuels sur lesquels repose la sûreté des opérations soient complets, solides, inattaquables sous tous les rapports, et surtout facilement convertibles en monnaie ayant cours légal. Nous voulons, en outre, que chaque client ait la certitude que son compte sera tenu de telle sorte qu'aucune erreur ne soit commise, sans qu'aussitôt on la découvre. C'est pourquoi nous attachons près de la banque une commission d'examen pour la réception des cautionnements et la vérification de la comptabilité. Cette commission sera nommée par les clients eux-mêmes. Enfin, si la banque, considérée comme personne morale, n'a pas besoin de capital, son gérant toutefois devra être assujéti au cautionnement individuel, afin qu'un défaut d'équilibre entre ses dépenses et les produits de la banque ne vienne point compromettre le règlement des excédants. Une telle dérogation aux usages actuels aura encore pour résultat de faire des banquiers, non plus des agio-teurs, des usuriers, mais des administrateurs, des commis préposés à la compensation des dettes et des créances.

HONORAIRES.

Maintenant une autre question. Quel sera le droit que prélèvera la banque de compensation pour couvrir ses frais de personnel et de bureau ? Nous n'avons pas encore d'éléments suffisants pour fixer un chiffre définitif ; mais nous pensons qu'en adoptant provisoirement le taux de 1 p. 100 sur le montant de chaque crédit accordé ou renouvelé, nous ne nous exposerons point à demander à nos clients une augmentation d'honoraires, soit donc un crédit de 10,000 fr. Le crédit sera frappé d'un impôt de 100 fr., lesquels remplaceront :

1° Les intérêts, escomptes, frais de commission et de découvert, les prétendus frais conservatoires, les primes d'assurance, ainsi que les pertes provenant de non-payements et de paiements incomplets ou non effectués en temps utile ;

2° Les préoccupations, les inquiétudes, les angoisses, ayant leur source dans la crainte que l'on a de ne pouvoir faire honneur à ses engagements ; ce qui rend les hommes chagrins, développe leur égoïsme, émousse leur délicatesse, et fait d'eux trop souvent ou des dupes ou des voleurs.

Ces honoraires seront prélevés, lors de l'ouverture ou du renouvellement de chaque compte, en délégations qui seront portées à l'avoir de la banque.

BANQUE DE COMPENSATION SANS CAPITAL. — ÉCHANGES AU COMPTANT.

La banque ainsi organisée, ses crédits ainsi garantis, ses honoraires payables comptant, elle n'a besoin pour se constituer et pour opérer d'aucun capital, sous quelque forme que ce soit. Pourquoi en faut-il aux banquiers ordinaires ? Parce qu'à chaque instant, l'équilibre entre leurs paiements et leurs recouvrements est détruit ; parce qu'ils ont à faire face à une foule d'éventualités, résultant toutes du système des paiements à terme ; parce qu'enfin leur industrie est une alternative de gains et de pertes, il faut prévoir le cas où les pertes absorberaient les gains. Or, avec nous, IL N'Y AURA NI PAYEMENTS NI RECOUVREMENTS ; c'est au comptant que se feront les échanges. Il n'y a donc ni pertes ni embarras même à prévoir, grâce au cautionnement individuel ; et quand bien même les échanges n'auraient pas toujours lieu au comptant, cela affecterait, sans nul doute, la position des clients à l'égard les uns des autres ; ce qui serait un abus, mais n'affecterait en rien la position de la banque à l'égard des clients. La banque ne s'immiscera point dans les affaires des personnes qui se seront mises en rapport avec elle pour le bénéfice de la compensation. *Elle enregistrera au DOIT du client les délégations que celui-ci aura livrées, et à l'AVOIR celles qu'il aura reçues : VOILA TOUT SON RÔLE.* Mais l'abus auquel nous venons de faire allusion n'est pas à prendre en considération sérieuse. Rappelons-nous que parmi nos clients il ne peut y avoir que des consommateurs producteurs, et il n'y a guère que les

consommateurs oisifs qui aient intérêt à ne pas payer leurs fournisseurs comptant. Ensuite, pourquoi tient-on aujourd'hui à ne pas se dégarnir de ses écus? *C'est que l'argent est rare*; telle est l'expression vulgaire. L'argent est rare en effet, parce que la somme de ce numéraire circulant est loin d'être en rapport avec la somme des produits échangés. D'où il résulte, ou que les transactions pour une grande partie se font à terme, ou qu'il ne s'en fait aucune. Or, quand vient le moment des échéances, le rapport du numéraire circulant avec la somme des transactions est-il resté le même? Il n'y a pas eu production d'écus, mais déplacement; et si un commerçant fait honneur à sa signature, il est certain qu'il n'a pu le faire qu'en empêchant volontairement, ou à son insu, d'autres commerçants de donner satisfaction à leurs créanciers. De là, les crises commerciales qui ont une influence si désastreuse sur la destinée des familles, et contribuent à la chute des gouvernements et à l'appauvrissement des nations. Il n'en sera pas ainsi avec la banque de compensation. La somme des titres d'échange reste continuellement en rapport avec celle des produits échangés. On n'a plus aucun motif entre travailleurs pour garder les délégations en portefeuille, puisqu'au fur et à mesure de leur emploi, on va à la banque renouveler son crédit, à la seule condition toutefois, et nous ne saurions trop le répéter, puisque c'est la base de tout notre système, à la seule condition de *faire des économies*, ou du moins de conserver toujours un certain équilibre entre sa production et sa consommation. Cette condition rigoureuse, en éloignant les oisifs de la banque, modifiera, selon nos vues, les usages du commerce, sans qu'il soit besoin d'avoir recours à des moyens comminatoires pour obtenir que la remise des délégations ait lieu immédiatement contre la livraison des marchandises, ou suivant certaines règles qui s'établiront d'elles-mêmes, d'après la nature spéciale de chaque industrie et de chaque service. D'un autre côté, du moment que le numéraire sera devenu inutile pour la majeure partie des transactions, il n'en manquera plus pour les transactions qui pourront, dans les commencements, être rebelles à notre système.

Les échanges se feront donc au comptant (1).

ABOLITION DE L'INTÉRÊT ET DE L'ESCOMPTE.

Ainsi la compensation en elle-même supprime l'escroquerie. En n'employant pour titre d'échange aucun agent de circulation, nous avons supprimé les échéances et le vol. Par notre organisation du crédit, nous avons supprimé la cause du chômage, et comme dernier corollaire de la compensation, nous apportons l'abolition de l'intérêt et de l'escompte. En effet, 1° si à chaque créance vient correspondre pres-

(1) La vente au comptant fut déclarée seule valable aux yeux de la loi, chaque industriel devant payer en mandats sur la banque les objets nécessaires à son travail, à sa consommation personnelle; de cette manière la Banque supporterait seule la faillite que ses lumières et sa surveillance n'auraient pas pu prévoir et empêcher.

Cette importante réforme fut adoptée.

(Mémoire d'un industriel de l'an 2240. ŒUVRES DE SAINT-SIMON et D'ENFANTIN, 17^e vol. pag. 187.)

que instantanément une dette souvent à peu près égale, il est évident qu'en établissant les comptes courants, selon la forme ordinaire dans les banques de l'ancien régime, la balance des intérêts donnera un résultat négatif, ou du moins insignifiant. Le décompte des intérêts serait donc un travail sans utilité, tout à fait puéril, et même quelquefois un inconvénient grave, en favorisant certaines habitudes d'agiotage parmi nos clients, en compromettant les échanges au comptant.

2° Si la somme des titres d'échange reste continuellement en rapport avec celle des produits échangés, notre délégation n'est plus une marchandise exposée comme le numéraire aux fluctuations de l'offre et de la demande, et, comme les valeurs à ordre, aux éventualités d'une cessation de paiements. Or, l'intérêt ou l'escompte est le prix demandé pour le prêt d'une chose que tous ne sauraient avoir en même temps, ainsi qu'une prime d'assurance contre la perte de la chose elle-même. Dans le système de la compensation, le capital numéraire n'a point d'emploi, et le crédit est comme l'air dont chacun peut aspirer autant que ses poumons sont capables d'en contenir. Le décompte des intérêts n'aurait donc plus de base; l'intérêt ou l'escompte serait le prix exigé pour la jouissance d'une chose devenue commune, et commune au même degré à tous les clients de la banque; une prime d'assurance pour la conservation d'une chose qui ne peut se perdre; CE SERAIT UN VOL. C'est pourquoi, grâce à l'emploi des délégations, se trouve naturellement supprimée l'usure, sous quelque forme que ce soit.

CORRESPONDANCES.

On nous demandera sans doute comment nous entendons organiser la compensation entre des personnes clientes de diverses banques. Cela serait excessivement simple. Les banques de compensation correspondraient entre elles de la manière suivante : Paul, client de la banque de Mâcon, vend du vin à Jacques, client de la banque de Bercy. Celui-ci envoie à Jacques la somme convenue en délégations détachées de son registre à souche. Ces délégations sont remises à la banque de Mâcon, qui les porte à l'avoir de Paul, et les retourne à la banque de Bercy, dont elle a débité le compte; et celle-ci, à son tour, après en avoir crédité la banque de Mâcon, les porte au *doit* de Jacques. Ainsi, une banque de compensation n'a point à ouvrir de comptes aux clients des autres banques; elle en ouvre un aux banques elles-mêmes, et cela est rationnel, puisque chaque banque, par suite de la novation, représente la collection de tous ses clients. Mais il faut que ces banques soient organisées sur la même base, c'est-à-dire sur le cautionnement individuel. Toutefois, nous n'allons pas développer ici notre idée à cet égard. Pour le moment, nous ne pouvons songer à établir de correspondances : nous devons nous borner à la banque modèle, et en assurer le succès dans la sphère étroite où les opérations se trouveront nécessairement limitées. Quand l'idée aura donné des résultats positifs, il sera temps alors de nous préoccuper des moyens de relier entre elles les banques de compen-

sation formées à l'image de la nôtre. La question ne présentera plus que des difficultés de détail, beaucoup moins complexes, beaucoup moins difficiles à résoudre, que celles qui surgissent dans le gouvernement actuel, à l'occasion du moindre impôt qu'il s'agit d'établir ou de réformer.

OBSERVATIONS FINALES.

Tel est le projet de banque de compensation que nous soumettons à l'examen du public avec le désir de voir ce projet discuté et surtout essayé. La pratique est pour nous le meilleur juge, celui devant lequel nous formerions appel, si notre banque venait à être condamnée comme une folie par les avocats des vieux systèmes, ou comme une erreur par ceux qui poursuivent avec nous la réalisation du progrès. Nous le répétons, loin de nous la prétention d'avoir trouvé l'inconnue du problème social. Seulement, nous demanderons quelle est, dans l'ordre actuel, l'institution de crédit présentant des avantages aussi certains, des garanties aussi incontestables, des résultats aussi grandioses. Ce n'est certes ni la Banque de France, ni le Comptoir national d'escompte, ni même les banques hypothécaires, toutes institutions s'appuyant sur le crédit appelé *réel* par les jurisconsultes, c'est-à-dire sur les choses, et, en définitive, sur le capital numéraire, et ne tenant aucun compte sérieux ni de la capacité, ni du travail, ni de la probité ; toutes institutions n'ayant souvent d'autres résultats que d'enrichir les uns aux dépens des autres, de créer à des oisifs des sinécures lucratives, et d'offrir aux propriétaires travailleurs un moyen plus prompt et plus simple d'arriver à l'expropriation. M. de Lamartine, dans la discussion du projet de loi sur le chemin de fer d'Avignon, disait : « Si vous voulez la pluie, il faut vouloir les nuées. Eh bien ! les grands capitalistes sont précisément au crédit ce que les nuées sont à la pluie ; seuls ils peuvent donner du travail et du pain à ceux qui en manquent. » Dans le système actuel, les prémisses de l'illustre poète sont vraies, mais la conclusion est fausse. Si les sueurs du peuple vont dans les hautes régions sociales former les banques du capital, elles ne retombent pas en rosée bienfaisante sur la tête des travailleurs. Cette comparaison est malheureuse dans la bouche d'un des plus nobles fondateurs de la République : c'est une cruelle ironie dont assurément son cœur n'est pas coupable. Il n'entre point dans notre cadre de soulever aucune de ces questions délicates, irritantes, touchant les droits acquis et les droits imprescriptibles. Assez de critiques, assez d'anathèmes, il faut des solutions. A l'œuvre donc, puisque nous pouvons nous passer des capitalistes pour avoir du travail et du pain. Car la compensation est organisée de telle sorte que les cautionnements individuels, tout minimes qu'ils soient, retomberont en crédit perpétuel sur la tête des travailleurs. Ce sera la manne du désert, et l'on pourra chaque jour en garder une partie pour le lendemain, ce qui fera de la vie une alternative de travail et de repos pour chacun de nous, tandis qu'à présent la vie n'est qu'une lâche oisiveté pour quelques élus, et les travaux forcés à perpétuité pour le grand nombre.

Alors on verra la théorie du droit au travail se dégager sans crise du nouvel état de choses créé par la compensation. Du moment que le chômage ne sera plus à craindre, le droit à l'accumulation perdra de son importance; avec le temps même, il deviendra une injustice, un crime. Qu'est-ce qui rend aujourd'hui cette tendance à l'accumulation excusable et jusqu'à un certain point légitime? N'est-ce pas la crainte du lendemain, l'obligation pour le père de famille d'assurer l'avenir de ses enfants dans un ordre social où tout est livré aux hasards des révolutions et de l'agiotage; où, quelque riche que l'on soit, on ne l'est jamais assez pour être garanti contre la misère? Or, sous le règne de la compensation, nous l'avons prouvé, il n'y a plus de chômage à craindre; *par la suppression du chômage*, le DROIT AU TRAVAIL ANNULE LE DROIT A L'ACCUMULATION. Ainsi le veut la loi du progrès. En arrachant le travailleur à l'exploitation des capitalistes, spolions-nous ceux-ci? Non, sans nul doute, il ne sera pas plus permis aux capitalistes de protester contre les banques de compensation, qu'aux maîtres de poste contre les chemins de fer et aux ouvriers contre les mécaniques. Nous ne leur prenons point leurs écus, nous nous en passons au contraire, comme eux-mêmes, grâce aux chemins de fer, se passent des chevaux des maîtres de poste, et, grâce aux mécaniques, des bras de l'ouvrier. Ils emploieront leur or à d'autres usages, et ils appliqueront leurs facultés intellectuelles à des études beaucoup plus utiles qu'aux jeux de bourse et aux diverses combinaisons de l'usure. Où sera le mal? Chaque jour ne voit-on pas, d'ailleurs, sous le régime actuel, le moindre progrès en chimie, en mécanique, le moindre changement en administration même, déclasser une foule d'industries plus ou moins honorables, compromettre des droits plus sacrés encore que ceux de la haute banque. Messieurs les capitalistes s'imagineraient-ils par hasard que, sans leurs écus, leurs lettres de change et leurs assignats, on ne pourrait plus ensemer les champs, récolter du blé, extraire le fer et construire des machines, percer des routes et creuser des canaux; qu'on ne pourrait plus se procurer ni logement, ni vêtement, ni nourriture? Jadis à Athènes, un sophiste niait le mouvement devant un philosophe. Pour toute réponse, le philosophe marcha. On ne peut se passer d'or, s'écrient les casuistes du capital. Que les propriétaires, les industriels, les marchands, les artistes, en un mot, tous les travailleurs acceptent la compensation, et ils prouveront aux usuriers que la propriété, l'industrie, le commerce et les arts peuvent se passer d'écus, de valeurs à ordre et d'assignats.

BANQUE DE COMPENSATION

OPÉRANT SANS ESPÈCES, NI VALEURS A ORDRE, NI ASSIGNATS

Et remettons-nous nos dettes comme
nous remettons les leurs à ceux qui
nous doivent.

(Oraison Dominicale.)

Lorsque deux personnes sont débi-
trices l'une envers l'autre, il s'opère
entre elles une compensation qui éteint
les deux dettes.

(Art. 1289 du Code Napoléon.)

ACTE DE NOVATION

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

1° SAUVAGE (René-Eugène), fondateur-régent de la Banque de Compensation, rue
n° , à Paris, y demeurant
d'une part ;

2° Et M.
d'autre part ;

A été convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. — M. désirant se faire ouvrir
un crédit à la Banque de Compensation, a, pour garantir le solde de son compte,
lors de la clôture définitive dudit compte pour quelque motif que ce soit, consenti
au profit de la Banque, un cautionnement de

Ce cautionnement, ainsi qu'il résulte d'un acte en due forme, annexé au présent,
consiste :

ART. 2. — Le fondateur-régent, conformément à l'avis de son conseil, formulé en
la séance du et enregistré au livre d'ordre, f°
a ouvert à l'adhérent soussigné un crédit de
sur le Grand-Livre de la Banque de Compensation.

ART. 3. — Ladite somme de

a été

immédiatement délivrée à l'adhérent qui le reconnaît en
contenues dans un registre à souche, dont suit le détail :

délégations

à 5.
» 10.
» 20.
» 50.
» 100.
» 500.
» 1000.

soit délégations, ensemble dont
son compte a été débité pour mémoire au livre des comptes-courants.

ART. 4. — Lesdites délégations sont destinées à faire l'office de numéraire, par conséquent à solder les dettes contractées par l'adhérent soussigné au profit des autres adhérents. L'acceptation par ces derniers étant obligatoire sous la garantie du fondateur-régent, celui-ci, par réciprocité, s'engage à accepter les délégations des autres adhérents en compensation de ses marchandises, de ses travaux ou services, ou pour toute autre cause.

ART. 5. — Par le fait de l'acceptation d'une délégation émanant d'un adhérent, l'adhérent soussigné déchargera entièrement son débiteur de toute obligation envers lui, s'engageant à n'intenter à celui-ci aucune action à l'occasion du règlement. L'adhérent soussigné sera alors constitué créancier de la Banque, conformément au § 2 de l'article 1271 du Code Napoléon.

ART. 6. — Par le fait de la remise à un adhérent d'une obligation détachée de son propre registre, l'adhérent soussigné sera entièrement déchargé de toute obligation envers l'autre adhérent, et le fondateur-régent de la Banque déclare, par le présent, garantir l'adhérent soussigné ou ses ayants droit, de toute action provenant du porteur à l'occasion du règlement. L'adhérent soussigné sera alors constitué débiteur de la Banque de Compensation, conformément au § 3 de l'article 1271 du Code Napoléon.

ART. 7. — L'adhérent soussigné s'engage à remettre dans les bureaux de la Banque, du 1^{er} au 15 de chaque mois, toutes les délégations qui lui auront été livrées en compensation de ses marchandises, travaux, services, ou pour toute autre cause.

ART. 8. — Les délégations remises par l'adhérent soussigné aux autres adhérents seront portées à son *Doit*, et celles qu'il aura reçues le seront à son *Avoir* ; et ainsi, grâce à la novation résultant des articles 5 et 6 du présent, la compensation sera de plein droit accomplie, et les créances et les dettes s'éteindront réciproquement jusqu'à concurrence de leurs quotités respectives, conformément à l'article 1300 du Code Napoléon.

ART. 9. — Quand toutes les délégations de son registre à souche auront été employées, l'adhérent soussigné se présentera dans les bureaux de la Banque, muni de la souche, et il lui sera, sous la garantie du même cautionnement, ouvert un nou-

veau crédit, lequel sera augmenté ou diminué, selon que la somme des délégations reçues sera supérieure ou inférieure à celle des délégations livrées.

ART. 10. — Supposant le cas où, pour quelque motif que ce fût, il y aurait lieu de liquider définitivement le compte de l'adhérent avant ou après l'épuisement de son crédit, on opérera ainsi qu'il suit :

Ou le compte présentera un manquant : le régent de la Banque fera alors valoir les droits résultant pour elle du cautionnement dont il est fait mention en l'article premier;

Ou le compte présentera un excédant : mainlevée sera donnée ou la caution libérée; et il sera ouvert un crédit supplémentaire à l'adhérent ou à ses ayants droit jusqu'à concurrence de l'excédant.

ART. 11. — Si l'adhérent vient à perdre son registre à souche, il devra sans délai en donner avis au régent de la Banque. Seront annulées, moyennant caution, toutes les délégations restées à la souche, le compte sera soldé, et les nouvelles délégations seront imprimées de telle manière qu'elles ne puissent être confondues avec celles qui auront été annulées. Avis de l'annulation et du renouvellement sera adressé à tous les adhérents aux frais de l'adhérent soussigné.

ART. 12. — Pourront être désavouées par l'adhérent soussigné, les délégations qui, portées à son doit, ne seraient pas revêtues de sa signature ou de son timbre, ou présenteraient quelques signes d'altération ou de falsification, à la charge par lui de justifier de l'emploi des délégations détachées de son registre et portant le même numéro que celles formant l'objet du désaveu.

ART. 13. — Pourront être revendiquées par lui les délégations portées à l'avoir d'un autre compte, pourvu que sur la souche soit apposée sa signature ou son timbre, et qu'en cas de perte, avis en ait été donné à la Banque en temps utile. Faute desdites précautions, toute délégation sera présumée appartenir légitimement au porteur.

ART. 14. — A l'exception de celles qui ne seraient pas revêtues du timbre sec de la Banque, lesquelles sont réputées contrefaites, le régent ne pourra refuser aucune délégation des mains de l'adhérent soussigné, sauf toutefois à celui-ci à souffrir par réciprocité les conséquences résultant au profit d'un tiers du droit de désaveu et du droit de revendication, tels qu'ils sont stipulés au profit dudit adhérent lui-même dans les deux articles précédents.

ART. 15. — Quant aux délégations qui, lors du règlement du compte de l'adhérent, ne seraient pas rentrées à la Banque, elles seront présumées non sorties, et par conséquent en la possession de l'adhérent, à moins que sur la souche ne se trouve la signature ou le timbre des adhérents auxquels elles auront été délivrées. Dans le premier cas, elles seront annulées; dans le second, elles seront portées d'office à l'avoir des adhérents signataires et au doit de l'adhérent soussigné.

ART. 16. — L'adhérent soussigné s'engage à donner ses produits, ses marchandises, ses services aux adhérents à la Banque aux conditions stipulées dans le tarif annexé au présent, lequel pourra être modifié pendant la durée du crédit. Ces mo-

difications seront homologuées par le conseil, et il en sera donné avis aux adhérents, à la diligence du régent.

ART. 17. — Toutes contestations relatives à l'exécution du présent, ainsi que celles qui viendraient à s'élever entre l'adhérent soussigné et un autre adhérent, en matière de compensation, seront jugées en premier ressort par le conseil de la Banque constitué en tribunal arbitral, et, en dernier ressort, par l'assemblée générale des compensateurs.

ART. 18. — Les notifications entre le régent de la Banque et l'adhérent soussigné ou entre celui-ci et un autre adhérent, se feront au bureau du contentieux de la Banque, où il sera ouvert un registre *ad hoc*. Copie de chaque notification sera gratuitement adressée à qui de droit par le chef du contentieux. Tous les frais résultant d'actes émanant d'officiers ministériels, si ces frais peuvent, par suite de la présente transaction, être réputés frustratoires, seront à la charge de la partie par l'ordre de laquelle ils auront été faits, quelle que soit du reste l'issue de la contestation.

ART. 19. — Le régent de la Banque reconnaît avoir reçu la somme de
à titre de commission à raison de et
celle de , pour frais d'impression et de timbrage des délégations.
Fait double et de bonne foi, le

SPÉCIMEN DE LA DÉLÉGATION OU CHÈQUE

N° 186
Le
Je, soussigné, reconnais avoir reçu de
M.
une délégation de VINGT FRANCS, en compensation des fournitures à lui faites, dont quittance, conformément aux articles 5 et 8 de l'acte de novation.

SIGNATURE DU VENDEUR

COMPENSATION

N° DÉLÉGATION donnée par M.
sur le Grand-Livre de la
Banque de compensation.

VINGT FRANCS

Le 186
Je, soussigné, autorise M. RENÉ-EUGÈNE SAUVAGE,
à porter au doit de mon compte la présente délégation
de VINGT FRANCS, valeur reçue de M.

SIGNATURE DE L'ACHETEUR

Je, soussigné, fondateur-régent de la Banque de compensation, déclare accepter la novation au profit de M. et m'engage à porter la présente délégation à l'avoir de son compte, conformément aux articles 6 et 8 de l'acte de novation.

R.-E. SAUVAGE.

Toute délégation non revêtue du timbre sec de la Banque est réputée contrefaite.

ESSAIS DE PROPAGANDE

DE 1850 A 1854.

SOMMAIRE. — Cercle de la Démocratie chrétienne. — Le Peuple de 1850. — Le mouvement échangiste. — Congrès financier. — La Société générale de crédit privé et le Crédit foncier. — Les Républicains de la veille et ceux du lendemain. — M. Mazel. — Notre allocation de 1,000 fr. — Le Coup d'État.

Le premier exemplaire de notre opuscule fut remis à M. Ch^{***}, au Cercle de la Démocratie chrétienne, rue des Bons-Enfants, 23, dont nous avons l'un et l'autre l'honneur de faire partie, et dans le *Peuple* des 7 août et 11 septembre, des articles d'une extrême bienveillance à notre égard appelèrent sur notre œuvre l'attention des novateurs en matière de crédit. On nous mit en demeure de nous jeter dans le mouvement échangiste provoqué par les frères Mazel, rue Saint-Georges, 28, puis dirigé par M. Ph. Desclée, fondateur de la *Monnaie auxiliaire*, rue du Château-d'Eau, 2. Nous suivîmes ce mouvement avec un vif intérêt, mais sans y prendre part. Les formules des banques d'échange étaient toutes dictées sous la préoccupation du système actuel de la circulation monétaire. Bien que le mouvement échangiste ait avorté, grâce à l'insuffisance des formules et au peu de surface des initiateurs, cependant toutes ces protestations contre l'argent et l'or, en tant qu'agents exclusifs de libération, ont produit un résultat, c'est de tenir le commerçant en éveil, dans l'attente de nouvelles institutions financières destinées à remplacer les banques actuelles, aujourd'hui au-dessous de leur mission ; et même il est permis de croire que le Crédit foncier de France est tant soit peu redevable aux travaux et aux discussions d'un congrès échangiste, dans lequel s'élaborèrent les statuts d'une Société générale de crédit privé, dont les épreuves sont encore sous nos yeux, institution que firent avorter les excentriques exigences de M. Adolphe Bertron, qui en était le principal promoteur. Nous nous rappelons avoir vu à ce congrès l'honorable M. B. de L..., ancien député, qui nous communiqua une excellente étude sur une espèce de banque territoriale, à laquelle le Crédit foncier a dû sans doute faire quelques emprunts.

Plus nous nous mêlions, le plus souvent en qualité d'auditeur modeste, à ces discussions financières où étaient admis les représentants de toutes les écoles, depuis le vénérable Robert Owen, le fondateur des Sociétés coopératives, jusqu'à nous, obscur professeur de comptabilité, plus nous nous confirmions dans cette pensée, que la compensation des dettes et des créances devait être substituée à la circulation des espèces métalliques, des valeurs à ordre et des billets au porteur, si l'on

veut la liberté du travail sans faillites, une répartition plus équitable des richesses entre tous les travailleurs, sans révolution, sans lois spéciales.

Vers la fin de l'année 1850, nous avons jugé le moment opportun pour tenter un essai. Les ouvriers, auxquels il fallait du pain et des instruments de travail, avaient perdu leur foi dans la capacité administrative des républicains de la veille, trop honnêtes et trop pacifiques, en général, pour lutter avec avantage contre les républicains du lendemain. Le suffrage universel avait donné aux derniers le droit de faire l'essai d'une forme de gouvernement qu'ils n'avaient pas choisie, et qui était pour beaucoup une cause d'effroi; et ils usaient de ce droit avec une habileté machiavélique pour déconsidérer les institutions nouvelles auprès des bourgeois et des ouvriers. Appeler les travailleurs sur un terrain autre que le terrain politique était donc la tactique et le devoir des vrais serviteurs du peuple ayant conscience du problème social. De tous côtés s'étaient formées des associations ouvrières, suivant des formules plus ou moins savantes, plus ou moins empiriques. L'industrie, le commerce, la propriété, les beaux-arts, tout était en souffrance, principalement faute d'un moyen d'échange, comme nous le faisait observer M. Mazel dans son langage méridional, en contemplant le long des boulevards tant de magasins remplis de marchandises de toute espèce, comestibles, meubles, effets d'habillement. Dans ces magasins, on ne remarquait pas un acheteur, alors que, devant nous, derrière nous, à côté de nous, se pressaient des milliers de citoyens auxquels il aurait fallu des vivres, un coucher et des vêtements!

Rien ne va plus, tel était le mot fatidique qui résumait la situation. Tout obscur et pauvre que nous étions, nous résolûmes de former le noyau de notre Banque. Un billet de mille francs nous était nécessaire. Nous ouvrimmes une allocation de 4,000 francs divisés en deux cents coupons de 5 fr. chacun.

Un demi-succès avait été obtenu. Nous avions été invité à des réunions où étaient débattues toutes les questions à l'ordre du jour par des ouvriers d'élite qui apportaient dans la conversation cette chaleur de conviction, cette lucidité d'esprit, cette expérience pratique, qui avaient tant émerveillé M. Thiers. — Malheureusement, le coup d'État du 2 décembre 1851 vint arrêter le mouvement de transformation sociale. Les aspirations sérieuses, inspirées par le sentiment néo-chrétien, tout aussi bien que les utopies insensées, produit de l'ignorance et de la passion, furent étouffées. Notre noyau d'adhérents se dispersa, le cercle de la démocratie chrétienne fut fermé. Nous dûmes, par conséquent, nous aussi, nous courber, ainsi qu'un roseau fragile, devant la tempête, en gardant l'espoir de nous redresser plus tard, aux premiers rayons du soleil.

N°

Bercy, le

1850

Je soussigné,

après avoir pris connaissance du projet de Banque de compensation, tel qu'il est exposé dans une brochure, imprimée chez Pollet et C°, suivant déclaration et dépôt, en date des 4 et 23 juillet, présente année, ai voulu donner au fondateur un témoignage de confiance en souscrivant pour la somme de cinq francs, à l'allocation de MILLE FRANCS, ouverte par lui pour faire face aux premiers frais de propagande et d'établissement.

En conséquence, je déclare renoncer à toute répétition de ladite somme de cinq francs, contre M. RENÉ-EUGÈNE SI, par un motif indépendant de sa volonté, il échouait dans son entreprise, m'interdisant en outre la faculté de céder, sans son autorisation, et à quelque titre que ce soit, mes droits à un tiers.

SIGNATURE DU SOUSCRIPTEUR.

L'escroquerie, la faillite et le vol impossibles.

BANQUE DE COMPENSATION

Opérant sans argent ni valeurs à ordre ou au porteur

ALLOCATION DE 1000 FRANCS

Divisés en 200 coupons de 5 fr. chacun

Ouverte par le fondateur, pour l'aider à faire face aux premiers frais de propagande et d'établissement

Da nobis
Panem quotidianum
et dimitte nobis
debita nostra
Sicut et nos dimittimus
debitoribus nostris

Donner-nous
notre pain quotidien,
et remettez-nous
nos dettes
comme nous les remettons
à nos débiteurs.

CINQ FRANCS

Je soussigné, RENÉ-EUGÈNE, Fondateur de la Banque de Compensation, reconnais avoir reçu de M.

la somme de cinq fr., et m'engage à accepter le présent Coupon en compensation des honoraires qui me seront dus sur les crédits ouverts au profit du souscripteur, aussitôt après la constitution de la Banque.

Bercy, 15 Décembre 1850.

LE FONDATEUR.

RENÉ-EUGÈNE,

Port de Bercy, 69.

Tout Coupon non revêtu de la signature du fondateur et de son timbre sec sera réputé contrefait.

Aurore du vrai ordre social.

Plus de chômage. — Égalité des échanges.

COMPLÉMENT

APPEL AUX TRAVAILLEURS

DE TOUT SEXE ET DE TOUTE PROFESSION

Plein de son œuvre commencée,
Vieux pour elle il tendit la main
Sûr qu'il embrassait la pensée
Qui doit sauver le genre humain.

Pour constituer la Banque de compensation conformément aux idées exposées dans ma brochure, je n'ai pas besoin de fonds social, grâce au cautionnement individuel auquel chaque adhérent se trouve assujéti, en attendant que le nombre des compensateurs soit assez considérable pour que la combinaison de l'assurance mutuelle avec la compensation devienne possible.

Il me faut seulement, avant de commencer les opérations de la Banque, faire face à deux sortes de frais :

1° Aux frais de propagande, c'est-à-dire aux frais de livres, d'impressions, de correspondance, de location de salle, etc., afin qu'il me soit permis d'élaborer mon système au point de vue scientifique, de le faire connaître aux travailleurs, et d'arriver ainsi à relier dans une pensée commune un certain nombre d'adhérents;

2° Aux frais d'établissement, c'est-à-dire à ceux de mobilier et de fournitures de bureau, tels que tables, casiers, timbre, balancier, planche pour délégations, registres, etc., de telle sorte que la Banque soit en mesure de fonctionner dès que trois personnes seulement auront été admises à la compensation.

Quelle somme me faut-il ? Mille francs à peine !...

Toute faible que soit cette somme, je ne la possède ni en rentes sur l'Etat, ni en bien au soleil.

Je ne pouvais rien demander à la commandite. La Banque de compensation n'est point appelée à faire des bénéfices; elle n'aura point de dividendes à répartir. Ce n'est point une opération commerciale; c'est une institution destinée à faciliter et à garantir les échanges entre travailleurs honnêtes.

C'est pourquoi, plein de foi dans la vé-

rité de la compensation, et sachant qu'en ces sortes de matières la pratique est le meilleur des arguments, je n'ai pas dû hésiter à tendre ma sébile à ceux que je viens délivrer de l'usure.

Le mode d'allocation que j'ai adopté m'a semblé heureux autant que loyal, parce que cette allocation ne doit conserver un caractère d'aumône que jusqu'au moment de la constitution de la Banque, et que ce moment ne saurait être éloigné; la compensation, étendue au delà de l'article 1289, étant, ainsi que je l'ai prouvé, possible sous la garantie du cautionnement individuel, même avec trois adhérents.

Une autre considération assez puissante pour m'inspirer dans le succès une confiance absolue, c'est que les travailleurs, en se prêtant à un essai de mon système, n'auront à modifier, en quoi que ce soit, leurs relations dans la vieille société commerciale, ni à prévoir aucune perte sérieuse, en supposant une crise révolutionnaire qui séparât brusquement les personnes unies pour le bénéfice de la compensation. La moindre hésitation de ma part eût donc été une lâcheté envers le peuple auquel nous devons tous compte des idées de salut dont la Providence daigne nous faire les initiateurs, et qui attend dans le désordre et la misère une solution économique au moyen de laquelle puissent être accomplies les promesses du Christ.

Or la prière que les travailleurs chrétiens adressent depuis dix-huit siècles à leur Père céleste ne se trouve-t-elle pas exaucée par la compensation des dettes et des créances ?

« Donnez-nous notre pain quotidien et
« remettez-nous nos dettes, comme nous
« remettons les leurs à ceux qui nous doi-
« vent. »

Et cette oraison sublime, qu'était-elle autre chose qu'une satisfaction donnée par la religion du Crucifié aux aspirations révolutionnaires du peuple, qui, à Athènes, en plaçant Solon à la tête de la république, avait voulu obtenir la diminution des dettes, et, à un siècle de distance à peine, en avait, à Rome, réclamé l'abolition en se retirant sur le mont Sacré!

Ainsi la compensation des dettes est non-seulement légale, puisqu'elle se trouve formellement renfermée dans nos codes, et que tous les jours, à la Banque de France et à la Bourse, elle fonctionne dans l'intérêt des capitalistes eux-mêmes, mais encore religieuse, puisque dans l'oraison dominicale c'est elle que l'Eglise, c'est-à-dire

l'assemblée universelle, demande et espère au profit des travailleurs.

Honte alors à tous ceux qui, abusant de leur influence pour calomnier mes intentions, ou de leur autorité pour persécuter ma personne, éloigneront de moi les hommes timorés et simples, et empêcheront ma propagande!

Et gloire aux travailleurs aux yeux desquels la compensation apparaîtra comme un commencement de solution du problème social, et qui, sans se préoccuper des sarcasmes et des injustices des prôneurs de l'usure, voudront former le noyau de la Banque nouvelle!

RENÉ-EUGÈNE.

Bercy, 2 Décembre 1854.

NOTA. — L'allocation est divisée en 200 coupons de 5 fr. chacun, lesquels sont payables : 1° en espèces; 2° en bons d'échange ou en bons de consommation ou de crédit, émanant d'associations ouvrières; 3° en produits à l'usage de la Banque elle-même ou à l'usage personnel du fondateur; 4° en services quelconques au profit de l'œuvre. — Les coupons, aussitôt après la constitution de la Banque, seront reçus en compensation des honoraires auxquels donneront droit les crédits ouverts.

On souscrit chez le fondateur lui-même, Port de Bercy, 69 (Banlieue), auquel on peut écrire en ayant soin d'affranchir les lettres.

DE 1854 A 1859.

SOMMAIRE. — Lettre à M. Ville, secrétaire de la Banque de France. — Prospectus publié dans l'Echange à titre gracieux. — La Presse du 26 décembre 1855. — UNION DES DÉBITEURS, statuts.

Le 16 juillet 1854, nous écrivîmes à M. Ville, à la Banque de France, la lettre suivante :

« Monsieur,

« Le Conseil général de la Banque de France, par sa décision dernière, aux termes de laquelle le public sera admis, à partir du 5 août prochain, à déposer des titres en compte courant, par des reçus ou des mandats de virement, est entré dans une voie d'améliorations où il ne doit plus s'arrêter. Je prends la liberté de vous adresser la police d'un projet de Banque de compensation qui pourrait, à mon avis, servir de règlement disciplinaire entre tous les négociants ayant un compte ouvert à la Banque de France. J'y joins un carnet de délégations qui diffère du vôtre, en ce que les sommes sont exprimées en toutes lettres sur chaque reçu. Car ma délégation

n'est autre chose qu'un reçu donné au vendeur par l'acheteur, un vrai mandat de virement. Une autre différence capitale, c'est que ma délégation est signée par le gérant de la Banque. Cette formalité, en donnant aux tiers la garantie de la Banque, ne saurait être préjudiciable à celle-ci, grâce au cautionnement individuel. La Banque n'est donc jamais à découvert. Elle n'a donné en reçus signés par son gérant que la somme représentée par le titre déposé. Un tel mécanisme lui permettrait d'admettre au crédit un grand nombre de personnes qui aujourd'hui en sont exclues, et alors elle pourrait être appelée à juste titre Banque de France.

« Agréez, etc.

« R.-E. SAUVAGE. »

Bercy, 16 juillet 1854.

Le 1^{er} octobre suivant, le journal *l'Echange*, dont M. Jauffret était le rédacteur en chef, nous ouvrit à titre gracieux ses colonnes pour la publication du prospectus que nous donnons ici *in extenso*. Nous avons nos polices, nos carnets. Il ne nous manquait plus que des adhérents.

BANQUE DE COMPENSATION.

La compensation des dettes, substituée à la circulation des valeurs, est, à nos yeux, la solution du problème financier. Voici en deux mots tout le système (voir le *Peuple* du 11 septembre 1850, le *Journal du Commerce*, 27 novembre et 22 décembre 1853; le *Dock*, 20 août 1854, et notre brochure publiée en 1850).

Supposez que des propriétaires, des cultivateurs, des fabricants, des négociants, des artistes, en un mot, des ouvriers et des ouvrières de toute profession fassent ensemble l'arrangement suivant. Ils prendront tous à crédit, les uns chez les autres, les marchandises dont ils auront besoin : le vendeur inscrira sur son registre les livraisons ainsi faites, et chaque semaine il enverra ses factures, non au domicile de l'acheteur, mais dans les bureaux d'une banque spéciale, sur le Grand-Livre de laquelle un compte aura été ouvert à chaque adhérent. Là se fera le dépouillement des factures. Les marchandises vendues par Pierre seront portées à son avoir, et les marchandises achetées par lui seront portées à son doit. S'il en a vendu pour 20,000 fr., et qu'il en ait acheté pour 18,000, il n'aura à recevoir que 2,000 fr., que lui donnera Paul, qui aura vendu pour 18,000 et acheté pour 20,000. Ainsi opère, à Londres, le *Clearing House*, maison d'apurement fondée par une association de banquiers, où les effets à payer se soldent avec les effets à recevoir, ce qui économise tout à la fois des garçons de recette et du numéraire.

Supposez maintenant que, pour éviter les contestations qui pourraient s'élever entre les adhérents, relativement à la nature, au prix ou à l'importance des livraisons, et en même temps, pour éviter dans les écritures des complications qui engendreraient beaucoup d'erreurs, l'acheteur remette au vendeur un titre constatant le fait accompli, c'est-à-dire un reçu.

Supposez encore que pour empêcher un adhérent qui ne produirait que 1,000 fr. par mois, d'en dépenser 1,001, l'émission de ces reçus n'ait lieu que sous le contrôle de la Banque.

Supposez enfin que pour simplifier, autant qu'il est possible, le mécanisme de l'institution et supprimer entre les adhérents la qualité de créancier et de débiteur, source intarissable d'antagonisme et de procès, la banque soit chargée de toutes les dettes et de toutes les créances, de telle sorte que si Pierre vend un habit à Paul, il n'y ait plus entre eux, aussitôt après la livraison effectuée dans les conditions convenues, aucun rapport à l'occasion de la dette, la banque se trouvant constituée débitrice de Pierre et créancière de Paul ;

N'est-il pas évident qu'au moyen d'un tel mécanisme toutes les opérations pourront se faire au comptant, sans monnaie effective, le franc restant bien toujours la mesure légale des échanges, mais devenu, grâce à la novation, une simple mesure de compte, dont les adhérents ne feront plus un usage réel que pour certaines transactions de détail ou en dehors de la banque ?

N'est-il pas encore évident que si la banque exige de chaque adhérent une solvabilité sérieuse, si minime qu'elle soit, pour répondre des soldes, elle pourra fonctionner sans capital à elle, et distribuer des crédits en quelque sorte illimités et surtout gratuits, sauf un léger droit d'administration ?

Les reçus ou délégations sur le Grand-Livre que nous remettons à nos clients sont à souche et forment des carnets à peu près semblables à ceux que la Banque de France remet aux négociants auxquels elle a ouvert un compte courant, avec cette différence que nos délégations portent les sommes imprimées en toutes lettres, et que nous sommes tenus d'y faire honneur au profit du tiers, qu'il soit adhérent ou non, et quelle que soit la situation du déléguant.

La distribution de nos carnets est déjà commencée. Le nombre de nos adhérents devant être tout d'abord assez restreint, il était à craindre que ceux qui seraient appelés à fournir à notre clientèle les articles courants, tels que pain, viande, épicerie, meubles, etc., ne pussent que très-difficilement épuiser leur crédit.

Pour éviter un tel inconvénient, nous nous créons, en dehors de la compensation, des rapports avec les départements, qui nous enverront leurs matières premières en échange de nos articles de Paris. Nous nous servirons du bon d'échange pour ces transactions exceptionnelles. En outre, nous achèterons, soit avec nos délégations, soit avec les bons d'échange, des effets de commerce payables à terme, en espèces. Nous aurons donc en portefeuille d'excellentes valeurs de circulation au moyen desquelles nous solderons au fur et à mesure les comptes créditeurs de nos adhérents.

Nous commencerons nos opérations dès que notre portefeuille sera suffisamment garni d'effets de commerce ordinaires ou de bons d'échange souscrits par des détenteurs de matières premières. En attendant, nous invitons les travailleurs de toute classe et de toute profession à venir prendre des carnets qui leur seront délivrés contre des bons d'échange ou moyennant caution.

On se servira des délégations ainsi qu'il suit :

L'acheteur détachera de son carnet les délégations dont il aura besoin pour payer, et, après les avoir remplies au nom du vendeur, il les signera ou y apposera son timbre, et les remettra ensuite au vendeur en l'invitant à remplir la même formalité à la souche de chaque délégation.

Le vendeur examinera avec soin si les délégations sont bien remplies en son nom et signées de l'acheteur ou revêtues de son timbre. Il les serrera dans son portefeuille, et, à l'occasion, il nous les remettra pour que nous les portions à son *avoir* et au *doit* des acheteurs.

Il est bien entendu que les délégations ne sont point négociables. *La circulation des valeurs est incompatible avec la compensation des dettes.* Un vendeur qui accepterait d'un acheteur une délégation que celui-ci aurait lui-même reçue d'un tiers s'exposerait à perdre le profit de la compensation, la délégation devant être portée à l'*avoir* de l'acheteur lui-même, premier bénéficiaire, dont le nom seul figurera au *doit* de l'adhérent du carnet duquel elle aura été détachée.

On comprend aisément qu'un tel système de crédit permettra aux familles de faire, en gros ou en demi-gros, les approvisionnements du ménage pour les marchandises qui peuvent être conservées, et même pour celles qui ne sauraient être achetées qu'au fur et à mesure de leur consommation. Qui empêchera, en effet, chaque adhérent producteur d'avoir sa petite monnaie à lui, des cachets en carton, par exemple, dont les coupures correspondraient à celles de notre système monétaire? Ces cachets seraient échangés contre nos délégations, ainsi que les cartes de bains, de restaurant, les cachets de professeur, le sont déjà contre espèces. Grâce à cet expédient, nous pourrions nous dispenser d'émettre des délégations au-dessous de 5 fr., et le producteur n'aura aucun motif pour ne pas faire jouir le consommateur du bénéfice de la vente en gros. Ainsi se trouvera complété le mécanisme de la banque de compensation.

Les rapports d'une banque de compensation avec ses adhérents sont tellement simplifiés, que le gérant peut être considéré comme un simple teneur de livres, avec lequel on n'aura de comptes à régler que cinq ou six fois par an. D'un autre côté, grâce à la caution ou aux couvertures, les soldes se trouvant suffisamment garantis, il n'y avait pas lieu de frapper les crédits ouverts d'un prélèvement usuraire, ainsi que cela se pratique fatalement dans les banques de circulation. Enfin nous n'admettons de privilège pour aucune espèce de produits. L'égalité des échanges, telle doit être la loi française, ainsi que cela fut la loi juive, ainsi que cela était naguère encore la loi chrétienne. L'offre et la demande ne constituent point une loi économique; c'est un fait, un accident, dû à des causes subversives, et nous n'acceptons le tarif de M. Desclée que comme une atténuation de cet accident. Autrement cet honorable et savant réformateur, sous prétexte de discipliner l'offre et la demande, n'aurait fait que reconnaître formellement la souveraineté de l'argent contre laquelle l'invention du bon d'échange a été une protestation.

Pour notre part, attendu que le change est incompatible avec la forme de notre

délégation, nous passons outre, laissant à nos adhérents le soin de faire eux-mêmes leur balance de caisse, et nous ne frappons nos crédits que d'un simple droit d'administration fixé à 1 p. 100, lequel deviendra en partie remboursable en services généraux, tels que traitement des maladies, éducation des enfants, assurances sur la vie, etc.

Quant aux bons d'échange, effets de commerce ou autres valeurs de circulation, ils subiront à notre banque les conditions du tarif des établissements qui les auront émis ou dans lesquels on devra en trouver l'emploi.

Un mot en terminant. Nous ne faisons point appel à des actionnaires pour nous constituer un fonds social ou un fonds de garantie. Aux actionnaires, il faut des dividendes, et des dividendes sont autant de prélèvements plus ou moins usuraires sur les produits du travail. C'est à ceux qui échangent leurs marchandises à se suffire à eux-mêmes, au moyen de la garantie réciproque. De cette façon, ils garderont pour eux le 25, 50 ou 75 p. 100 servis par d'habiles administrateurs aux détenteurs du numéraire.

RENÉ-EUGÈNE SAUVAGE,
rue de Bercy, 80.

Bercy, 10 septembre 1854.

OPÉRATIONS DE LA BANQUE.

1° Échange des effets de commerce, payables à terme en espèces, ou à vue en marchandises;

2° Ouverture de crédits réciproques à toutes personnes fabriquant des produits, vendant des marchandises ou rendant des services;

3° Paiement des loyers, fermages et intérêts exigibles en argent;

4° Liquidation des dettes anciennes dans des conditions aussi avantageuses aux créanciers que faciles pour les débiteurs;

5° Vente sur la place de Paris des matières premières provenant de la province, et expédition en province des articles de Paris.

Mais autour de nous la folie des innovations avait fait place à un amour du positif qui refoulait tout enthousiasme au fond de l'âme. Plus nous nous agitions, moins raisonnable nous apparaissait l'espoir d'un succès. En effet, si notre formule était meilleure que celle des échangistes, nous allions dans la pratique nous briser contre le même écueil. Commencant nos opérations avec un nombre d'adhérents trop restreint ou trop mal assorti, pour que tous les états, toutes les professions y eussent

leurs représentants, et que, par conséquent, les compensations entre adhérents y fussent devenues possibles en toute circonstance et en tout lieu. Autrement il était indispensable d'avoir un fonds de roulement en espèces suffisant pour solder les comptes des adhérents fournisseurs, qui auraient livré plus de produits qu'ils n'auraient pu eux-mêmes en recevoir dans le rayon de notre banque. Des obstacles d'un tel ordre paralysaient nos efforts.

Toutefois, si l'heure de l'action n'était pas encore venue, nous n'eûmes point à regretter notre impatience. Dans la *Presse* du 26 décembre 1855, M. Alfred Darimon consacra un très-long article à l'exposition et à la critique de notre projet. Autour de nous, ce nouveau témoignage, rendu par un écrivain aussi compétent que l'était déjà l'honorable député de la Seine, produisit un excellent effet. Nous reprîmes courage, et nous nous mîmes à étudier une nouvelle combinaison.

L'important pour nous, c'était de faire fonctionner notre mécanisme de comptabilité, pour prouver aux commerçants et aux industriels les garanties de toute sorte qu'il leur présente. Mais il fallait tourner un obstacle contre lequel, dans un début direct, nous nous serions à chaque instant heurtés. Nous devions nous arranger de façon à n'avoir point de soldes à payer à des créanciers. Un horizon splendide ne tarda pas à s'offrir à notre imagination.

Sous le privilège de la monnaie métallique comme unique moyen d'extinction des dettes dans la pratique commerciale, bien que le Code civil en admette neuf, combien de maisons honorables dans le commerce et l'industrie ne sont pas fatalement amenées à des faillites désastreuses, alors que parfois elles possèdent en marchandises, en effets à recevoir, en comptes courants, en titres de propriétés, en valeurs industrielles, un actif quelquefois supérieur à leur passif ! Provoquons, au profit de ces maisons-là, des réunions de créanciers. Que ceux-ci qui, dans le régime actuel, supportent assez philosophiquement une perte de 40, 60, 80 p. 100, renoncent au paiement et acceptent des carnets de délégations au moyen desquelles ils prendront en compensation de leur créance, sauf une commission de 5 à 20 p. 100, correspondante au bénéfice qu'ils auraient fait, des produits ou des travaux utiles, partout où la banque de compensation aura des adhérents ; que les débiteurs, de leur côté, s'engagent à faire honneur aux délégations jusqu'à concurrence de leur dette, et, au besoin, suivant certaines conditions d'atermoiement qu'il serait facile d'établir ; grâce à cette combinaison transitoire, nous devions expérimenter notre mécanisme, sans nous exposer à des tiraillements qui auraient compromis le succès de notre réforme. Nos créanciers n'ayant rien à fournir, nos débiteurs n'ayant rien à recevoir, nous n'avions point à nous préoccuper de solder les premiers, ni même de nous garantir des seconds au moyen d'un cautionnement.

En juin 1859, nous publiâmes les statuts d'un projet de Société pour l'exploitation d'une agence de liquidations amiables, dans laquelle notre délégation devait être le principal instrument de comptabilité. Pour la rédaction de ces statuts, nous avons eu deux principales difficultés à vaincre. Notre obscurité ne nous permettait pas de compter sur de nombreuses et puissantes sympathies dans le monde financier, et il

était à craindre que des actionnaires, soit ignorance, soit calcul, ne vinssent, dans le conseil général, contrarier nos plans. Nous avons donc limité notre capital spécial à 30,000 francs seulement, dans l'espoir de réaliser une somme si minime, parmi ceux qui sont sympathiques à notre œuvre ou à notre personne; et d'ailleurs, pourquoi avions-nous besoin d'un capital social en numéraire? Uniquement pour subvenir aux frais d'organisation et pour désintéresser à l'occasion des créanciers à courte vue ou de mauvaise volonté qui auraient été un danger ou un obstacle dans une liquidation amiable. — Par l'article 26 de nos statuts, nous allions d'ailleurs au-devant des éventualités, et, en limitant le nombre des actionnaires, nous complétions aussi les précautions prises dans l'article 16 contre les erreurs et les défaillances, et pour empêcher que notre Société ne fût détournée de son but.

UNION DES DÉBITEURS

AGENCE DE LIQUIDATIONS AMIABLES

Aujourd'hui, dans le monde commercial, le mal, c'est la dette. Trouver un mécanisme de comptabilité pour délivrer les commerçants de bonne foi de toutes les difficultés que le dol, la défiance, un mode de procédure défectueux, apportent à chaque pas dans la réalisation des marchés à terme; tel est le problème qu'il fallait résoudre. — Or, la solution en était impossible avec le système de la circulation des valeurs. Sous le régime financier actuel, il sera toujours possible à un commerçant de se faire payer de ses débiteurs et de ne point payer ses créanciers. Loin de nous, quand nous nous exprimons ainsi, la pensée de jeter un blâme sur notre magistrature consulaire si dévouée, si intelligente, et dont la grande préoccupation est de ramener dans le commerce la probité des temps anciens; loin de nous la pensée de calomnier les savants auteurs du Code de procédure, qui alors devaient, en vertu de la loi d'équilibre, donner des garanties aux débiteurs malheureux contre des créanciers impitoyables. Mais, autres temps, autres lois. — De nos jours, si l'on veut conserver intactes les conquêtes de 89, en ce qui regarde la liberté du commerce et du travail, il convient de donner des garanties aux créanciers intègres contre les débiteurs imprudents ou de mauvaise foi.

Dans ces derniers temps, il s'est formé un grand nombre de comptoirs d'échange, d'après les plans de M. Mazel. L'échange, à nos yeux, n'est point un système : c'est un expédient; et quel que soit le succès de tels comptoirs, ils ne pourront avoir

pour effet de faire disparaître du monde commercial la fraude, le vol, l'escroquerie, la faillite, tous maux ayant pour origine commune la dette. La dette ! voilà le monstre qui corrompt, démoralise, dévore l'élite de nos populations, qui met obstacle au bonheur des familles, à la tranquillité des États ; la dette, voilà l'infâme qu'il faut écraser.

Eh bien, le seul moyen de l'anéantir à jamais, c'est de discipliner, non pas les opérations de commerce, mais les liquidations, deux choses qu'il faut bien se garder de confondre. Il faut qu'une fois une opération conclue, elle se liquide d'elle-même, sans que les deux contractants soient exposés à s'en préoccuper encore, c'est-à-dire qu'il faut renoncer aux marchés à terme et opérer au comptant. Et que la France se hâte ; car, pour peu que le désordre continue un quart de siècle, nous affirmons qu'avec la liberté du commerce, notre pays sera devenu une Irlande, ou qu'il aura vendu ses conquêtes de 89 pour un morceau de pain.

Fortement convaincu des considérations précédentes, et désireux d'ouvrir une voie de salut aux commerçants et aux travailleurs de bonne foi, nous fondons sous ce titre : *Union des Débiteurs*, une agence ayant pour unique objet l'extinction des dettes par la compensation. La compensation est un des neuf modes énumérés dans l'article 1234 du Code civil pour l'extinction des obligations. L'usage a fait prévaloir le paiement. Nous voulons, pour certains cas, au paiement substituer la compensation ; et si les commerçants comprennent une telle réforme, aucune loi, aucun intérêt ne saurait s'opposer à leur vœu. Ce que l'usage a établi, l'usage peut le modifier ; les conventions légalement formées tenant lieu de loi à ceux qui les ont faites.

Aujourd'hui, dans le commerce de détail principalement, toutes les transactions sont paralysées. Beaucoup de maisons réalisent à peine les ventes nécessaires pour subvenir à leurs dépenses domestiques, à leurs frais généraux. Cette constante stagnation des affaires est certainement due, en dernière analyse, au privilège de la monnaie métallique, à l'emploi des valeurs de circulation, espèces, valeurs à ordre ou assignats, quelle qu'en soit la dénomination ; en un mot, au système financier actuellement en vigueur. Cela est si vrai que les gens les plus honorables, une fois que des circonstances indépendantes de leur volonté les ont contraints de suspendre leurs paiements, ne se regardent plus, au fond de leur conscience, comme déçus ou déshonorés. Or, que le système de la compensation des dettes soit adopté, et toute personne valide qui refusera de solder sa dette devra être présumée de mauvaise foi ; partant, elle sera justiciable d'un tribunal correctionnel.

Nous ne nous faisons aucune illusion. En cette circonstance, nous avons à lutter contre les économistes qui font de la circulation des valeurs l'arche sainte du progrès. Tous leurs travaux, surtout depuis 1830, ont eu pour but le développement de ce principe qui est aujourd'hui à son apogée. Quels en sont les fruits ? *La Féodalité industrielle* ! Que ceux qu'un tel mot n'effraye pas restent attachés au culte de l'agio, et subissent une domination humiliante dans l'espoir de devenir un jour des dominateurs, ils ne viendront pas à notre agence pour obtenir la compensation de leurs dettes ; mais ceux qui ont le cœur chrétien, l'intelligence droite, le bras fort,

demandront qu'à la circulation des valeurs soit substituée la compensation des dettes au moyen de la novation, afin que, les commerçants n'étant plus ni débiteurs ni créanciers, les uns envers les autres, la fraternité commerciale cesse d'être une utopie, un mensonge, et devienne une réalité.

R.-E. SAUVAGE.

Bercy, 20 juin 1859.

STATUTS

TITRE PREMIER.

ART. 1^{er}. — Il est formé une Société en commandite par actions entre M. René-Eugène Sauvage, teneur de livres, rue de Bercy, 83, à Bercy (Seine), et tous ceux qui adhéreront aux présents statuts en prenant des actions.

ART. 2. — Cette Société a pour objet la fondation et l'administration d'une agence de liquidations amiables sous le titre de : *Union des Débiteurs*.

ART. 3. — Le siège de la Société est provisoirement au domicile du fondateur.

ART. 4. — M. Sauvage en est le seul gérant responsable avec le titre de *Fondateur-Régent*.

ART. 5. — La durée de la Société est fixée à vingt années, qui commenceront à courir du jour de sa constitution.

TITRE II.

ART. 6. — Le fonds social est fixé à la somme de *trente mille francs* divisés en trois cents actions de cent francs chacune, payables par quarts en espèces; le premier quart au moment de la souscription, et le reste quand la Société aura été légalement constituée et le Gérant autorisé à commencer les opérations, aux termes de l'article 27 du présent.

ART. 7. — Les souscriptions seront reçues au domicile du fondateur, contre le versement du quart, mais il ne sera délivré de titre définitif aux actionnaires qu'après leur entière libération.

Les actionnaires devront faire élection de domicile à Paris, faute de quoi le domicile sera réputé fait au siège social.

ART. 8. — Les actions ne donnent droit à aucun intérêt, mais seulement à une part proportionnelle dans les bénéfices nets, aux privilèges des articles 9, 12, 16 et 17, ainsi qu'au partage de l'actif après liquidation.

TITRE III.

ART. 9. — Les opérations de la Société consistent :

1° A traiter pour l'extinction de ses dettes, soit directement, soit, en cas de faillite, par l'entremise des syndics, avec toute personne qui, d'après des livres légalement et régulièrement tenus, présenterait en marchandises, effets à recevoir, espèces, comptes courants, agencements, immeubles, valeurs industrielles sérieuses, un actif au moins égal à son passif;

2° A acheter toutes créances liquides acceptées par des débiteurs ayant en France un fonds de commerce ou un immeuble, une industrie ou une profession;

3° A recouvrer pour le compte des tiers toutes créances litigieuses en France ou à l'étranger.

ART. 10. — La Société ne pourra souscrire, accepter ou endosser aucun effet à ordre, pour quelque motif que ce soit, ni faire aucune opération de commerce autre que celles ayant pour objet la libération d'un débiteur.

ART. 11. — Les liquidations et les recouvrements s'effectueront, autant qu'il sera possible, conformément au mécanisme de comptabilité que M. Sauvage a exposé en 1850 dans une brochure intitulée : *BANQUE DE COMPENSATION*, et dont l'analyse a été faite dans *le Peuple* du 11 septembre 1850, par M. Favre, et dans *la Presse* du 26 décembre 1855, par M. Alfred Darimon.

ART. 12. — Les carnets de délégation seront distribués :

1° Aux créanciers, au fur et à mesure que leurs débiteurs rempliront leurs engagements, ou bien, en cas de cession, conformément aux conditions qui auront été stipulées;

2° Aux débiteurs, moyennant caution;

3° Aux créanciers de la Société, à quelque titre que ce soit, sauf stipulation contraire.

TITRE IV.

ART. 13. — La Société est administrée par le Gérant, assisté d'un caissier responsable, avec le concours de comités spéciaux, et sous le contrôle d'un conseil de surveillance.

ART. 14. — Le caissier devra être souscripteur de vingt actions, lesquelles resteront à la souche en garantie de sa gestion. Il sera au choix du Gérant qui, cependant, avant de le révoquer, sera tenu de prendre l'avis du conseil général.

ART. 15. — Il sera créé tout d'abord quatre comités spéciaux composés chacun de trois membres :

1° Un comité de crédits et d'achat de créances;

2° Un comité de comptabilité;

3° Un comité du contentieux;

4° Un comité de propagande.

ART. 16. — Ces quatre comités seront formés, pour la première année, par le fondateur, sous la présidence duquel ils se réuniront chaque trimestre en conseil général. Les années suivantes, chaque comité se renouvellera par tiers. La voie du sort désignera le membre sortant. Les nouveaux membres seront élus par le conseil général, sur la proposition du Gérant.

ART. 17. — Le conseil de surveillance sera composé de cinq membres; il sera, chaque année, élu en assemblée générale. Ses seules attributions sont celles qui sont fixées dans les articles 8 et 9 de la loi du 17 juillet 1856.

ART. 18. — Les attributions et le mode de travail de chaque comité et du conseil général, le règlement relatif à la convocation et à la tenue des assemblées, le traitement du Gérant, du caissier et des employés auxiliaires, ainsi que l'indemnité à accorder aux membres des comités, feront l'objet d'un règlement administratif, lequel devra être soumis à l'approbation de la première assemblée des actionnaires.

TITRE V.

ART. 19. — Les dépenses de la Société sont de quatre sortes :

1° Les frais d'établissement;

Les frais généraux;

Les dépenses progressives;

4° Les pertes.

ART. 20. — Les frais d'établissement comprennent :

1° Trente actions allouées au fondateur, tant pour l'indemniser des dépenses qu'il a faites depuis 1850 pour arriver à la réalisation de son projet, que pour assurer, en cas de décès, des ressources à sa veuve et à ses enfants. Ces actions resteront à la souche en garantie de sa gestion;

2° L'impression et le timbre des actions, les prospectus et les annonces dans les journaux, les primes accordées pour le placement des actions aux agents de change ou à des courtiers officieux. Les primes ne devront pas s'élever au-dessus de 10 pour 100;

3° Les ustensiles et les meubles de toute nature destinés aux bureaux de l'administration, au cabinet du Gérant et à la salle du conseil;

4° Les honoraires du notaire dont le concours est obligatoire pour la constitution de la Société, ainsi que les dépenses non prévues pouvant être rangées dans ce chapitre avec l'approbation du conseil général.

Chaque année, le vingtième des frais d'établissement sera soldé par le débit de frais généraux.

ART. 21. — Les frais généraux comprennent :

1° Le loyer des pièces destinées à l'administration et au Gérant;

2° Les impositions et les assurances;

3° Le chauffage, l'éclairage, les fournitures de bureau, ainsi que les prospectus et les annonces;

4° L'entretien du mobilier;

5° Le traitement des administrateurs et des employés auxiliaires, ainsi que les jetons de présence destinés aux membres des comités;

6° La subvention votée au comité de propagande;

7° Le vingtième des frais d'établissement.

Le maximum des frais généraux devra être arrêté chaque année en assemblée générale pour l'exercice suivant :

ART. 22. — Les dépenses progressives comprennent :

1° L'impression des délégations;

2° L'impression, le timbre et au besoin l'enregistrement des actes d'arrangement amiable et de crédits;

3° Les achats de créance;

4° Toutes sommes payées ou en compte courant pour marchandises, travaux ou services fournis à la Société dans les limites de l'article 10.

ART. 23. — Les pertes comprennent :

1° Les déficits provenant des comptes non soldés par force majeure;

2° Les frais judiciaires à la charge de l'*Union des débiteurs*;

3° Les pertes imprévues dont les administrateurs ou les employés auront pu être déchargés par un vote spécial du comité compétent, approuvé en conseil général.

ART. 24. — En outre de l'encaissement des actions formant le fonds social, les bénéfices de la Société se composent :

1° Des commissions ou honoraires auxquels donneront droit les liquidations et les recouvrements effectués pour le compte des tiers;

2° De la plus-value des créances dont l'extinction aura été accomplie au profit de la Société :

3° Des dommages-intérêts auxquels auront été condamnés envers la Société les signataires d'un arrangement amiable pour inexécution de leurs engagements;

4° Des dons, legs, allocations; en un mot, de toutes valeurs que le gérant serait appelé à recevoir pour la Société, à quelque titre que ce soit, avec l'approbation du conseil général.

ART. 25. — Les bénéfices nets résultant du solde de compte de profits et pertes, seront distribués comme suit :

1° En dividendes aux actionnaires;

2° En taxations aux administrateurs et aux employés;

3° En fonds de réserve;

4° En fonds d'encouragement en faveur de débiteurs intelligents et de bonne foi sur le rapport du comité du contentieux.

La proportion de ces divers emplois sera fixée chaque année en assemblée générale sur le rapport du comité de comptabilité.

ART. 26. — Dans le cas où les opérations de la Société prendraient un accroissement tel que le fonds social devint insuffisant, il pourra être émis des obligations de cent francs chacune, productives d'un intérêt à six pour cent l'an.

Le projet d'emprunt sera élaboré par le comité de crédit sur l'ordre du Gérant, discuté, et, au besoin, amendé en conseil général et présenté à l'approbation de l'assemblée générale convoquée à cet effet.

TITRE VI.

ART. 27. — Les opérations ne pourront commencer qu'après la nomination et l'installation de chaque comité ; l'adoption en assemblée générale du règlement administratif prévu par l'article 16 et l'accomplissement des formalités imposées par l'article 42 du Code de commerce aux sociétés commerciales. Le Gérant devra, aussitôt après la formation du capital, nommer et installer les quatre comités ; lesquels, réunis en conseil général, prépareront le projet de règlement administratif. Ce document prêt, l'assemblée générale des actionnaires sera convoquée à l'effet d'en entendre lecture et de le voter, sauf amendements. Dans cette première réunion, seront élus les membres du conseil de surveillance dont les fonctions ne seront point incompatibles avec celles de membres du conseil général.

Les avantages particuliers que le Gérant a stipulés à son profit, article 20, seront soumis à l'approbation des actionnaires, ainsi que l'exige l'article 4 de la loi du 17 juillet 1856.

ART. 28. — Les fonds encaissés conformément à l'article 7, sauf un dixième laissé à la disposition du fondateur pour faire face aux premiers frais, devront être versés à la caisse du comptoir d'escompte, où ils resteront en dépôt, jusqu'au moment où toutes les formalités indiquées dans l'article précédent auront été remplies.

ART. 29. — Supposé le cas où le fonds social ne serait pas souscrit en totalité le 1^{er} janvier 1860, les actionnaires dont la souscription aura six mois de date pourront en exiger la résiliation. Les sommes versées leur seront restituées, moins le dixième, dont il a été fait emploi, et qui ne sera point répété contre le Gérant.

ART. 30. — En cas de décès du fondateur ou de changement d'état de nature à l'empêcher d'exercer ses fonctions, le caissier administrera provisoirement la Société, jusqu'à l'élection d'un autre gérant ou le retour du fondateur. La veuve ou les ayants droit ne pourront réclamer l'apposition des scellés sur les livres et les valeurs de la Société. Les titres des trente actions ne seront détachés pour leur être remis qu'après l'apurement des comptes, lequel devra être toutefois terminé dans le délai de quatre mois.

ART. 31. — Les cas non prévus dans ledit acte constitutif et non réglementés seront décidés en premier ressort par le conseil général, à la requête de la partie la plus diligente, sauf recours à l'art. 44 de la loi du 17 juillet 1856.

1859-1865

SOMMAIRE. — La réforme bancaire à l'ordre du jour. Réponse aux objections de M. Alfred Darimon. — L'acquit-à-caution des contributions indirectes et notre délégation. — Pourquoi la délégation est et ne peut être que nominative et non à ordre ou au porteur? — Maximum et minimum sans réglementation.

Notre situation particulière nous contraint d'ajourner à des temps meilleurs l'exécution de notre projet. Aujourd'hui, le terrain nous semble moins ingrat. Pour ce qui nous concerne personnellement, le cercle de nos relations s'est élargi, et un peu de cette considération que l'opinion publique finit par dispenser à l'homme qui a lutté avec honneur, sinon avec un grand succès, contre la mauvaise fortune, entoure notre personne, du moins nous aimons à le penser. D'un autre côté, dans la sphère gouvernementale, on commence à s'apercevoir qu'il y a beaucoup à changer en matière de banques; que les crises périodiques qui ébranlent les maisons les plus puissantes ont besoin d'être conjurées; que les faillites, même en temps ordinaire, se multiplient dans des proportions inquiétantes. Mais ce qui nous étonne, c'est que nos hommes d'État ne semblent pas se douter que toutes ces crises commerciales, toutes ces faillites, sont dues, en dernière analyse, au privilège de la monnaie métallique, à l'adoption que le Code de commerce a faite du paiement pour l'extinction des dettes, exclusivement aux huit autres modes énumérés en l'art. 1234 du Code civil (1). Or, de nos jours, grâce à la centralisation administrative, la comptabilité, nous le répétons, a fait de merveilleux progrès. C'était bien là qu'il fallait chercher une solution.

M. Alfred Darimon, dans ses belles études sur la réforme bancaire, manifestait la crainte que les rouages de notre banque ne fussent trop compliqués. Les petits carrés de papier l'effrayaient. Voici notre réponse :

En admettant que la Banque de France, le Comptoir d'escompte ou tout autre établissement de crédit de la même importance organisât la compensation des dettes avec notre acte de novation, rien ne les forcerait d'adopter pour leurs chèques des coupures au-dessous de 20 fr., de 100 fr., de 1,000 fr. même. Ce serait aux industriels, aux commerçants, à compléter le nouveau mécanisme financier en créant des bons spéciaux, pour parler le langage des échangistes, tels que sont les cachets de restaurant, les cartes de bain, les timbres-poste, les correspondances d'omnibus, etc., etc., concurremment avec la monnaie d'argent.

Cette compensation à double degré produirait d'excellents résultats, et nous tenons

(1) Il a été question dans ces derniers temps de l'abrogation de l'article 1907 du Code civil relatif au prêt à intérêt. Nous avons la conviction que cette abrogation conduirait à la suppression du privilège de l'argent. L'argent en effet n'est qu'une marchandise comme le blé, le vin, le bois, le fer, les maisons de produit, les valeurs industrielles, etc. Pour être logique, il faut ou permettre au capitaliste de prêter son argent à 40 p. 100, ainsi que le faisait le sage Caton, ou empêcher un propriétaire d'augmenter le prix de ses loyers, un agent de change de faire la baisse ou la hausse des valeurs, au marchand de modifier ses tarifs.

pour certain que la Banque de France, par exemple, avec ses succursales et le concours d'un banquier correspondant dans chaque canton, liquiderait des millions de comptes courants avec moins de carrés de papier que n'en consomme la régie des contributions indirectes avec ses acquits-à caution pour surveiller la circulation des objets soumis aux droits. Si la Banque de France adoptait notre carnet, elle ne mériterait plus les reproches qu'on lui adressait au Corps législatif, le 3 avril dernier, lors de la discussion de l'amendement Arman. Son encaisse serait toujours suffisante, puisque l'emploi des espèces métalliques deviendrait exceptionnel.

Il y a, du reste, entre notre délégation et l'acquit-à-caution une frappante analogie. L'acquit-à-caution constate le mouvement d'un objet vendu du magasin de Pierre à celui de Paul; il est nominatif. La délégation constate un objet vendu par Jacques et acheté par André; elle n'est ni à ordre ni au porteur, elle est nominative; et nous devons ici répondre à une objection qui nous a été adressée bien souvent, non-seulement par des négociants, mais encore par des économistes. Pourquoi la délégation n'est-elle pas au porteur? Parce que, si elle était au porteur, elle ne serait autre chose qu'un billet de banque, un bon de circulation, un bon d'échange, en un mot une valeur fiduciaire, et que la Banque de compensation a été conçue pour supprimer tout instrument de circulation dans le haut et le moyen commerce, ne les admettant que pour les transactions ayant pour objet les dépenses domestiques et les frais généraux. Si la délégation était négociable, la Banque de compensation n'aurait point sa raison d'être. Ce serait la Banque de France, la Banque du Peuple ou la Banque Bonnard encore, toutes institutions dans lesquelles l'accaparement des moyens d'échange entre les mains d'habiles spéculateurs amène ou amènerait forcément sur quelques points une richesse colossale et presque partout la gêne et la pauvreté. A un autre point de vue, les liquidations ne pouvant être disciplinées, le vol, l'escroquerie, la faillite, continueraient d'affliger le monde commercial. Or, grâce au mécanisme de notre Banque, les titres constatant les transactions ne se créant qu'au fur et à mesure que celles-ci s'accomplissent, on n'a point à craindre comme sous le régime actuel, un écart entre la somme des transactions accomplies et celles des titres destinés à leur liquidation. D'où il résulte que la loi de l'offre et de la demande, ce balancier des économistes à l'aide duquel ils expliquent tant d'énormités, ne fera plus la pluie et le beau temps avec ses perfides et complaisantes oscillations. Et que les adorateurs du veau d'or n'aillent point crier que nous prêchons la ruine du commerce. Nous le répétons encore, nous ne changeons ni les lois ni les usages qui régissent la matière. Mais si, par bonheur, les Banques de compensation étaient substituées aux Banques de circulation, nous déclarons ceci : C'est qu'il deviendrait très-difficile à un spéculateur, quelque habile et égoïste qu'il fût, d'absorber à lui tout seul, la fortune d'un grand nombre de familles; et d'un autre côté, c'est qu'il serait permis aux plus humbles travailleurs, avec un peu d'intelligence et de conduite, d'élever honorablement leurs enfants, sans craindre la misère et la honte et sans avoir besoin de recourir à l'assistance de l'État. Naturellement, il s'établirait un maximum et un minimum; et entre ces deux points extrêmes, que nul règlement

n'aurait à déterminer, combien de situations plus ou moins enviables ne peut-on pas supposer aux divers degrés de l'échelle ?

Nous ne dirons point les angoisses sous le poids desquelles gémissent ceux qui travaillent pour gagner leur pain quotidien, ni les insomnies des négociants qui ont des billets en circulation. Tout cela est connu. Nous ne ferons pas non plus un tableau anticipé des joies tranquilles qu'une plus large application de la vraie foi chrétienne dans les usages commerciaux viendrait apporter au sein des familles ouvrières, et des garanties de toute nature qui, en empêchant la ruine des directeurs du travail, ne leur permettraient plus de prélever de grosses primes d'assurance sur leurs coopérateurs : on rirait de nos illusions. Contentons-nous aujourd'hui d'affirmer notre œuvre, faisant tous nos efforts pour réaliser le modeste capital que nous demandons aux travailleurs et aux négociants croyant au Christ et à la fraternité.

1^{er} mai 1865.

Nota. — Si parmi nos lecteurs il s'en trouvait qui partageassent nos idées en ce qui regarde la gravité de la crise commerciale et l'urgence qu'il y aurait à essayer une réforme bancaire, nous les invitons instamment à se mettre en rapport avec nous à l'effet de constituer la première Banque de compensation.

12 avril 1869.

LOI NOUVELLE DU MARIAGE

Si quis dixerit licere Christianis plures
simul habere uxores, et hoc nulla lege
divinâ esse prohibitum, anathema sit.
(CONCILE DE TRENTE, canon, 11.)

CONSIDÉRATIONS PRÉLIMINAIRES (1).

Si l'on jette un coup d'œil sur le système gouvernemental en France, l'on verra que les divers intérêts de la société forment autant de centres spéciaux plus ou moins complets, selon le degré d'importance que chacun d'eux occupe aux yeux du législateur. Ainsi, du trône le pouvoir exécutif se transmet à plusieurs ministères qui, à leur tour, répartissent les travaux de leur ressort à des directions générales, elles-mêmes encore subdivisées en bureaux. L'action administrative est d'autant plus puissante, plus féconde, que cette division du travail repose sur des bases plus rationnelles, c'est-à-dire correspond mieux à chaque grand intérêt civil, commercial ou religieux. — Malheureusement il règne peu de logique, peu d'unité dans notre système gouvernemental ; les classifications, en général, y sont arbitraires. Là, pour des intérêts secondaires, on a un ministère ; ici des intérêts de premier ordre sont confiés à un chef de division ; et d'autres pour lesquels il faudrait une division générale forment l'apanage d'un simple chef de bureau. Il en est enfin quelques-uns qui ne sont en aucune façon centralisés, mais entrent partiellement dans les attributions de divers ministères. De là résulte l'impossibilité de contrôler efficacement les abus, et d'amener des perfectionnements notables.

(1) Est-il urgent de modifier notre législation matrimoniale ? Une dame suédoise a répondu pour nous à cette question. Interrogée sur son état civil : — Hélas ! mon Dieu, dit-elle, je suis comme presque toutes les dames en France, séparée de mon mari. — Nous livrons donc notre projet aux disputes du monde, si toutefois le monde daigne prendre en considération l'utopie d'un obscur écrivain. Un gros livre, divisé par chapitres, n'eût certes pas été de trop pour le développement d'idées qui intéressent à un si haut point le bonheur individuel et l'ordre social. Malheureusement les loisirs nous ont manqué jusqu'à ce jour. Engrené dans la machine commerciale comme rouage secondaire, nous doutons fort qu'il nous soit donné de codifier notre œuvre dans le silence du cabinet et à l'abri des préoccupations matérielles. Toute notre ambition serait de laisser un document utile à consulter, pour ceux qui, croyant en la miséricorde et en la sagesse de Dieu, ne condamnent pas à perpétuité les enfants d'Adam et essayent de transformer notre vallée de larmes en paradis terrestre.

Paris, 1^{er} septembre 1862.

(Note de l'Auteur.)

Au nombre de ces grands intérêts sociaux ainsi négligés, oubliés sous le rapport administratif, se trouve le mariage.

A Athènes, il y avait un magistrat chargé de veiller sur la conduite des femmes. — Rome institua un tribunal domestique qui connaissait de la violation des mœurs. — Dans le canton de Berne, en Suisse, il existe un tribunal des affaires matrimoniales. — Mais en France, où trouver le moindre élément de ce genre, à l'exception peut-être du bureau des mœurs, à la préfecture de police, bureau qui ne regarde que les prostituées ?

Nous nous abstiendrons ici de tout développement, nous contentant d'établir comme vérités incontestées que la société ne se préoccupe pas suffisamment des relations de l'homme et de la femme, au point de vue de la propagation de l'espèce humaine, du bonheur des époux et de l'éducation des enfants, et que le défaut seul d'un centre spécial où aboutissent tous les documents que fournissent les tribunaux, les administrations, la police, les études de notaires, les papiers domestiques, relativement aux unions légitimes ou illégitimes, aux délits ou crimes, aux maladies, aux contrats de mariage, testaments et successions, suffit pour expliquer l'état stationnaire de la législation en cette matière importante.

MODIFICATIONS AU TITRE V DU CODE NAPOLEON.

C'est pourquoi la première réforme à faire, c'est de créer au ministère de la justice, une grande justice des mariages, comme il existe au ministère de l'instruction publique une Université de France. A ce nouveau centre se rattacheraient, par l'intermédiaire de sous-directions, des justices des mariages établies dans chaque arrondissement. Chaque justice des mariages serait composée d'un juge et d'un nombre égal de conseillers et de conseillères. Il y serait adjoint un greffier. Cette nouvelle administration organisée, voici quelles en seront les attributions :

Lorsqu'il y aura promesse ou accord entre deux personnes, celles-ci devront se présenter à la mairie de l'un ou de l'autre domicile pour les publications d'usage. — De la mairie, les bans seront immédiatement envoyés au greffe de la justice des mariages de l'arrondissement, et du greffe à la sous-direction, d'où ils parviendront à la grande justice des mariages pour être publiés dans un bulletin général de l'état civil, dont un exemplaire sera affiché dans toutes les mairies. Il ne sera procédé par les maires à la célébration d'aucun mariage avant que les bans aient eu dans toute la France une publicité telle que toute personne ayant intérêt à s'opposer à un mariage puisse être présumée avoir eu connaissance des publications, et avoir eu le temps de former opposition au greffe de la justice des mariages dans le ressort de laquelle le mariage doit être célébré. Il faudra, en outre, un certificat du juge des mariages constatant qu'il n'existe aucun motif d'ajournement.

Aussitôt après la notification des bans faite au greffe de la justice des mariages,

le juge désignera parmi les membres de son conseil celui qui lui paraîtra le plus propre à éclairer la religion du conseil sur les causes notoires ou cachées de nature à justifier un ajournement. La justice des mariages, en admettant même qu'il existât des causes justes pour un empêchement formel, ne pourra jamais qu'ajourner. Ce n'est que lorsque le délai sera expiré, sans que les causes justes d'empêchement au mariage aient cessé d'exister, qu'elle devra, dans le cas où les futurs persisteraient dans leur projet de s'unir, s'opposer formellement à la célébration. Les futurs pourront aussi être consultés sur le choix du rapporteur. Du reste, l'enquête se fera avec la plus grande circonspection, et cette enquête n'a rien qui doive alarmer les susceptibilités les plus respectables. — Tous les jours dans le monde ne livre-t-on pas ses actions, ses pensées, ses infirmités à son avocat, à son confesseur, à son médecin ?

Toute personne ayant la connaissance de faits pouvant influencer sur le consentement de l'un ou de l'autre des époux, ou intéresser la société à l'occasion des mariages projetés, se rendra au greffe de la justice des mariages accompagnée d'un membre du conseil, et y déposera sa déclaration cachetée, laquelle sera immédiatement expédiée au greffe de la justice des mariages chargée de l'instruction. — Le rapporteur étudiera avec un soin scrupuleux tous les documents, et, dans le sein du conseil réuni sous la présidence du juge, il exposera clairement les faits, les discutera d'une manière convenable et conclura à la célébration immédiate ou à un ajournement. Le jugement sera rédigé dans la forme des jugements pour l'adoption. Plusieurs jugements d'ajournements pourront être prononcés successivement dans le cours de la première année ; — mais l'année expirée, il sera passé outre à la célébration, à moins que le juge n'ait fait une opposition formelle, et ne l'ait notifiée aux futurs et au maire quelques jours auparavant.

OPPOSITION A LA CÉLÉBRATION D'UN MARIAGE.

Éviter, autant qu'il sera possible, des débats pénibles, compromettants, scandaleux, tel doit être un des principaux objets de la loi nouvelle. Aussi le conseil de la justice des mariages, tribunal suprême, pour lequel rien n'est caché, ne dévoilera point les faits de nature à justifier une opposition formelle à la célébration du mariage, tant qu'il peut espérer, au moyen d'avis confidentiels et grâce à l'action du temps, éloigner les futurs d'une union offrant de véritables dangers pour l'un ou l'autre des époux ou pour les enfants à naître, ou présentant peu de gages de stabilité. En thèse générale, le conseil est seul juge des motifs d'ajournement, il n'en doit compte à qui que ce soit. Il réunit en lui toutes les attributions que le Code actuel donne aux parents, aux tuteurs et aux conseils de famille, lesquels, en cette circonstance, n'auront plus à l'avenir d'autres droits que ceux dont jouiront les autres citoyens. Après de semblables formalités, il est facile de comprendre combien

une opposition formelle à un mariage de la part du conseil sera chose grave, puisqu'elle mettra en question la considération, la réputation et même l'honneur de l'un des futurs. Tout exige alors que cette opposition soit motivée. Pour simplifier la solution de ces questions si importantes qui intéressent l'état des citoyens et la constitution des familles, il conviendra d'établir dans la loi, sous une forme limitative, les motifs sur lesquels le conseil devra s'appuyer pour s'opposer à la célébration d'un mariage, après l'année d'ajournement. La partie lésée par l'acte d'opposition en demandera main-levée devant le tribunal civil. — Là, sera jugée en audience solennelle la question de savoir : 1° si les faits signifiés par le juge des mariages sont des empêchements dirimants; 2° si les faits sont légalement établis. C'est alors qu'il faudra une enquête.

DÉFINITION DU MARIAGE.

L'ancienne législation présente un grand nombre d'empêchements dirimants. La législation actuelle s'est renfermée à cet égard dans des bornes assez étroites, et si l'on compare les diverses législations de l'Europe avec la nôtre, on s'étonnera que dans le Nord on ait mieux compris le véritable esprit du mariage qu'en France.

Pour fixer sur des bases rationnelles les empêchements dirimants, il faut remonter aux principes essentiels du mariage.

Qu'est-ce que le mariage ?

La loi romaine le définit : *L'union de l'homme et de la femme pour passer leur vie ensemble.* — On lit dans les catéchismes que les évêques catholiques mettent entre les mains des enfants : *Le mariage est un sacrement institué pour sanctifier l'union légitime que l'homme et la femme contractent ensemble dans le but de créer des enfants et de les élever chrétiennement.* Le Code civil, en général très-sobre de définitions, n'en donne point du mariage. Cependant il résulte de la combinaison des articles 144, 146, 172, 194, 203, 306, 312, 319, 731 du Code Napoléon, 865 du Code de procédure et la loi du 16 mai 1816, que, d'après l'esprit de notre législation, le mariage pourrait être ainsi défini : *L'association de l'homme et de la femme, contractée librement devant l'officier de l'état civil, dans le but de nourrir et d'élever des enfants qui continueront leur personne civile, association pouvant être dissoute de fait, quant au corps et quant aux biens, mais sans espoir de secondes noces justes, tant que les deux époux vivront simultanément.*

Dans chacune de ces définitions qui, examinées isolément, sont assurément incomplètes, nous prendrons ce qu'elles nous paraissent renfermer de conforme aux vrais principes, et nous en concluons que les éléments essentiels du mariage sont : au point de vue naturel, la cohabitation volontaire des époux et la procréation des enfants; au point de vue social, l'éducation des enfants et la constitution de la famille.

EMPÊCHEMENTS DIRIMANTS.

C'est donc dans les faits de nature à contrarier le but du mariage que nous avons dû puiser nos motifs dirimants.

Voici ceux que l'on pourrait établir :

- 1° Le défaut d'âge et un âge trop avancé ;
- 2° L'existence d'un autre mariage non encore dissous ;
- 3° Le divorce prononcé antérieurement entre les futurs ;
- 4° La parenté ;
- 5° Une condamnation infamante, s'il n'y a pas eu réhabilitation ;
- 6° L'adultère, si les futurs l'ont commis de complicité pendant un précédent mariage ;
- 7° L'éloignement forcé, pour quelque cause que ce soit, de l'un des futurs, du lieu où doit être le domicile conjugal, si la cohabitation est présumée impossible ;
- 8° L'existence d'une maladie honteuse ou incurable ;
- 9° L'état d'imbécillité ou de démence de l'un des futurs, et l'impuissance notoire où ils seraient tous deux, par suite de faiblesse d'esprit ou de conduite déréglée, d'élever honorablement une famille.

Ces formules, dont la rédaction aurait sans doute besoin d'être amendée par un jurisconsulte, indiquent suffisamment l'esprit de la nouvelle législation, qui, du reste, n'est que le résumé de ce que nous avons vu de plus rationnel dans les divers Codes de l'Europe.

Nous croyons que les moyens de preuve doivent être abandonnés à la prudence, à la sagesse de nos tribunaux, afin que la présomption, en cette matière, joue un rôle moins affligeant. Si l'on suit cette marche, les aspirants au mariage, ayant sans cesse devant les yeux les ennuis et les embarras d'un ajournement, et surtout l'humiliation d'une opposition formelle, le scandale d'une enquête, peut-être, se détermineront plus volontiers à agir, dans toutes les circonstances de la vie, en honnêtes gens, en citoyens recommandables. — Le dogme de la présence de Dieu en tous endroits deviendra alors une vérité pour eux.

En supposant le personnel de la justice des mariages composé d'hommes et de femmes d'élite, depuis le grand juge jusqu'au plus humble greffier, un mariage ajourné pendant un an se dissoudra de lui-même, si par hasard il existe des empêchements dirimants pouvant faire craindre une opposition formelle de la part du conseil. — Les enquêtes seront donc très-rares.

COMPLÉMENT DE GARANTIES EN VUE DE LA PERPÉTUITÉ DES UNIONS CONJUGALES.

Après tant de précautions, il est permis de penser que l'homme et la femme qui se marieront pour passer leur vie ensemble, procréer des enfants et perpétuer leur personne civile, rempliront toutes les conditions essentielles du mariage. Ils devront se connaître, s'aimer, et avoir le plus ardent désir de pratiquer une œuvre commune pendant toute la vie.

Mais afin que les épreuves par lesquelles les futurs ont dû passer avant de devenir époux ne soient pas stériles et amènent les résultats les plus avantageux pour le bonheur mutuel des êtres ainsi unis ensemble, pour la prospérité des familles et la moralité des États, il importe que les institutions viennent en aide à la nature humaine, dans le but de développer les germes d'harmonie que l'amour a fait naître, et d'écarter toutes les causes susceptibles d'introduire la contrainte, la froideur, la discorde là où doivent régner la confiance, la tendresse et la paix.

Ces paroles de l'Écriture : *Duo in carne unâ*, deux en une seule chair, et celles-ci : *L'homme et la femme sont l'individu social*, ont, au fond, la même signification. — Dans la législation anglaise, l'homme et la femme forment une seule personne civile. Ainsi donc le mariage, en unissant deux êtres de différent sexe, forme un nouvel être pour la conservation duquel il faut des lois particulières, d'autant moins imparfaites, que de sa conservation dépend celle de cet être collectif qu'on appelle humanité.

La première loi à observer, c'est qu'il ne puisse exister dans la formation de l'individu social aucune cause originelle de dissolution, soit du fait de l'un ou de l'autre des époux, soit de circonstances indépendantes d'eux. Alors, il faut qu'aussitôt après le mariage célébré, les deux époux soient à l'abri de toute action pour causes civiles et commerciales, ainsi que pour contraventions, délits ou crimes. Établir des mesures efficaces pour que les tiers et la société n'en éprouvent aucun préjudice, tel est le problème à résoudre, et il ne présente pas de sérieuses difficultés, grâce aux articles 2219 du Code Napoléon et 519 du Code de commerce, relatifs à la prescription et au concordat, combinés avec les lois d'amnistie. Le mariage deviendrait alors un véritable sacrement, lavant toutes les taches, remettant toutes les fautes, créant réellement et en vérité un nouvel être, auquel sera donné d'accomplir sa mission ici-bas, sans trouble, sinon toujours dans le bonheur.

Justinien a dit : l'affection mutuelle et non la dot constitue le mariage. — Pourquoi les législateurs ont-ils presque toujours perdu de vue cette grande vérité, sous prétexte de ménager des intérêts matériels ? Est-ce que l'association conjugale, pour être parfaite, n'exige pas la fusion des intérêts aussi bien que celle des cœurs ? —

L'époux et l'épouse étant le complément l'un de l'autre, doivent former une seule personne civile. Par le mariage, il y a novation d'être, si l'on peut s'exprimer ainsi, et, la novation accomplie, l'ancienne personne civile de chaque époux ne peut plus revivre. — Par conséquent, il y a lieu de changer toute la législation des contrats de mariage, et de modifier en certaines parties celle des successions. A dater de la célébration du mariage, tout devient commun entre époux, sans distinction d'apports et d'acquêts, de meubles et d'immeubles, etc.; en un mot l'article 1526 qui donne aux époux la faculté d'établir par leur contrat de mariage une communauté de leurs biens, tant meubles qu'immeubles, présents et à venir, formera tout le nouveau droit. Ce qui est une faculté aujourd'hui sera une obligation. — L'administration de la communauté sera réglée par un contrat dont le projet aura été déposé en même temps que les bans au greffe de la justice des mariages, pour être examiné, et, au besoin, amendé par le conseil. — Les futurs signeront le contrat avant la célébration, et il ne pourra y être fait aucun changement ultérieur, sans l'intervention de la justice des mariages.

NÉCESSITÉ D'UN REMANIEMENT COMPLET DE LA LOI DES SUCCESSIONS.

Comment concilier les intérêts des enfants appartenant à différents lits avec ce principe qui fait de l'homme et de la femme unis par le mariage une seule personne civile, d'où, selon nous, résulte la communauté la plus universelle, d'après les articles 1526 et 1837 du Code Napoléon. N'oublions pas que l'une des fins du mariage est de constituer la famille, en groupant les éléments qui la composent au moyen des affections et des intérêts. D'un autre côté, c'est en groupant les familles, en facilitant leur formation à l'infini, que l'on parvient à constituer la nation. — Cette double considération doit guider le législateur dans la recherche des mesures à prendre pour le gouvernement des intérêts domestiques. Résoudre cette question sous l'empire des lois qui régissent les successions est chose impossible. Nous voudrions, et c'est un corollaire de la communauté universelle, que si les futurs ont des enfants mineurs issus d'un précédent mariage, ces enfants fussent admis dans la nouvelle famille et eussent, avec les enfants à naître, des droits égaux; nous voudrions que sitôt qu'un membre de la famille s'en détacherait pour une cause quelconque, majorité, mariage, etc., ses droits présents et à venir fussent liquidés de telle sorte qu'il ne conservât plus avec son ancienne famille que des rapports d'affection; et que, dans le cas de mort, il n'eût d'autres héritiers que les membres de la famille à laquelle il appartiendrait au moment fatal.

Ces questions sont moins complexes, moins épineuses qu'elles ne paraissent au premier abord. Chaque jour la providence sociale se substitue sous différentes formes à la providence du père de famille, qui n'est plus et ne peut plus être le patriarche des temps hébraïques, le patricien de l'ancienne Rome, le seigneur des époques

féodales ; et à mesure qu'un progrès se réalisera sous ce rapport, le problème des successions se simplifiera et la solution en deviendra plus facile.

ÉDUCATION DES ENFANTS.

L'éducation des enfants a été de tout temps une charge imposée aux parents. Le Code Napoléon n'a pas oublié ce principe, mais aucun règlement n'a été fait pour en assurer l'exécution. D'un autre côté, la considération attachée au travail salarié n'a pas encore suffisamment, dans certaines classes de la société, neutralisé les résultats de l'égalité des partages, au point de vue de la conservation des familles. Il serait à désirer que, conformément à ce principe que l'éducation des enfants est à la charge, ou plutôt sous la responsabilité des parents, ceux-ci fussent tenus de donner à leurs enfants, fils et filles, un état manuel ; ce serait un règlement d'ordre public. — Tous, depuis les enfants des princes jusqu'à ceux des plus humbles artisans, y seraient assujettis. Le bonheur des enfants, la tranquillité des familles, l'intérêt de la société font d'un tel règlement une nécessité absolue. — L'oisiveté est la mère de tous les vices, a dit la vieille sagesse des nations. Les événements déplacent les fortunes et troublent les positions sociales. Mais quand on porte avec soi la majeure partie de son capital, on accepte avec plus de résignation une catastrophe imprévue. La privation d'un héritage sur lequel il y avait lieu de compter, est moins pénible. Sûr que l'on est de trouver dans son travail des ressources, une fortune même, l'on est moins tenté de recourir à des moyens ténébreux. La vertu n'est plus alors comme l'oiseau qui parle, perchée sur une montagne inaccessible. Tous les hommes pourront y atteindre sans de grands efforts. Nous le disons hautement : l'égalité des partages, cette conquête si légitime de notre révolution de 89, sera une cause de dissolution prochaine dans l'état social, si on ne la combine promptement avec une loi du travail. La Restauration avait senti la moitié de cette vérité ; mais au lieu de donner à la France démocratique la loi du travail, elle avait voulu ressusciter le droit d'aînesse, comme si les révolutions sociales remontaient vers leur source.

DU DIVORCE.

La loi nouvelle doit-elle prévoir des cas où le mariage pourra être dissous légalement ? Oui, sans doute, quand ce qui constitue le mariage sera détruit, quand le but du mariage sera devenu impossible. Toutes les législations, dans les pays civilisés, l'ont ainsi établi en principe ; seulement elles varient dans l'application, selon qu'elles ont plus ou moins compris le mariage et subi l'influence de certains conciles. La destination du mariage, c'est la perpétuité, parce que les unions temporaires sont peu favorables à la propagation de l'espèce humaine, qu'elles apportent

un trouble inévitable dans les familles, et qu'en général elles sont loin d'offrir aux individus des gages d'un bonheur solide. Cependant l'homme et la femme sont des êtres essentiellement mobiles, par suite des événements extérieurs qui agissent continuellement sur eux, modifient leur nature primitive, leurs tendances, leurs goûts, leurs passions, et les écartent ou les rapprochent d'un type donné d'après lequel on avait calculé les effets de leur union en ce qui regarde le bonheur individuel et l'intérêt social. — Or l'avenir peut déjouer bien des calculs, et, du moment qu'un mariage tend à se dissoudre, il est beaucoup plus moral de provoquer une séparation par consentement mutuel que d'attendre une dissolution scandaleuse, s'il est impossible de rallumer l'amour dans le cœur des époux, ou de faire succéder à l'amour une affection douce et calme, au besoin une résignation réciproque ayant sa source dans une croyance religieuse.

Les institutions civiles ne sont que des moyens de parvenir aux fins naturelles; là où le but se trouve manqué, l'on doit créer des exceptions. C'est pourquoi il convient d'établir des cas où le mariage étant dissous de fait, devra ou pourra l'être légalement. — Ici encore on épargnera aux époux et à la société le scandale des enquêtes. Les motifs du divorce seront puisés dans des faits authentiques ou dans un concours de formalités tel qu'on puisse conclure que la dissolution du mariage est déjà un fait accompli, et que le divorce est devenu nécessaire.

Les esprits, en France, sont peu préparés au divorce. Cela est assez étrange dans une société comme la nôtre où règnent la prostitution et l'adultère, double symptôme d'une mauvaise législation matrimoniale. Bien plus, parmi les personnes les plus opposées à toute réforme en pareille matière, on en voit beaucoup qui, chaque jour, portent le trouble dans les ménages, et vivent en opposition permanente avec les lois, et ce que l'on appelle les bonnes mœurs. — Ces personnes ne voudraient pas d'un état de choses dans lequel elles seraient assurément, faute de complices ou de victimes, condamnées à une certaine régularité.

Moins les causes de divorce seront limitées, plus la tranquillité des familles sera assurée et la moralité des mariages garantie. — Voici celles qu'il importe de formuler : elles ont été puisées dans les diverses législations à l'aide desquelles nous avons défini le mariage et fixé les empêchements dirimants. Il y aura lieu de prononcer le divorce :

1° Quand l'un des époux aura été, pendant le mariage, condamné par un jugement devenu définitif à une peine infamante ou condamné pour faits graves du ressort de la justice des mariages ;

2° Quand la démence de l'un des époux aura été déclarée incurable ou durera depuis deux ans ;

3° Quand l'un des époux aura été déclaré absent ;

4° Quand les époux auront accompli la cinquième année de leur mariage sans avoir procréé d'enfants ;

5° Quand il y aura incompatibilité d'humeur entre les époux.

A l'exception de ce dernier cas, tous les autres s'établiront naturellement par les

jugements de condamnation, d'interdiction et de déclaration d'absence, par un certificat négatif de l'officier de l'état civil.

Toute demande en divorce, appuyée sur ces pièces, sera déposée au greffe de la justice des mariages. Dans la huitaine, le juge interrogera l'époux demandeur, et, au besoin, l'époux défendeur, ou déléguera pour cette mission un membre de son conseil. Si l'un des époux a sa résidence dans un autre arrondissement, celui-ci sera interrogé par le juge du lieu. L'objet de cet interrogatoire sera de faire aux époux des observations sur le trouble inévitable qu'un divorce amène dans la famille et la société, et de rechercher jusqu'à quel point l'intérêt de la famille et celui de la société, enfin le bonheur individuel des époux réclament une séparation définitive. Toutefois ici le rôle du juge des mariages n'est qu'un rôle d'examineur et de conciliateur. Si l'époux demandeur persiste encore dans sa résolution après le troisième mois, le juge des mariages lui donnera acte du dépôt fait au greffe, et le divorce sera prononcé par le tribunal civil.

Tous les articles de la section I^{re} du chap. II du titre VI, depuis l'article 234 jusqu'à l'article 260 inclusivement, seront abrogés. Pour que le jugement qui prononcera le divorce présente toutes les garanties désirables, il sera bon qu'un tuteur *ad hoc* soit donné à l'époux défendeur, si celui-ci est dans l'impossibilité de manifester sa volonté. Au reste, la communication au ministère public est d'une rigoureuse nécessité. Le tribunal aura seulement à examiner si les faits servant de base à l'action en divorce sont légalement établis. Dans ce cas, il devra toujours admettre le divorce. On se conformera ensuite aux articles 362 et suivants, pour l'appel, le pourvoi et les formalités à remplir par-devant l'officier de l'état civil. — Ainsi, pour arriver au divorce pour cause déterminée, il faudra au plus six mois, quand les pièces à l'appui de la demande seront en règle.

On lit dans un auteur les lignes suivantes : « Le mariage n'est jamais considéré
« comme pouvant être dissous par le simple consentement des époux. La loi veut
« toujours une cause qui leur rende insupportable la vie commune. — Mais il peut
« être intéressant pour l'innocence même que cette cause ne soit pas dévoilée.
« L'honneur des enfants, celui de la famille peuvent condamner au silence un époux
« infortuné. Il ne serait pas juste de le forcer à des révélations capables de com-
« promettre ce qu'il a de plus de cher. Il serait inhumain de perpétuer son malheur
« parce qu'il aurait la générosité de souffrir le sacrifice de son repos et de sa vie
« même plutôt que de se résoudre à livrer l'autre époux entre les mains de la jus-
« tice criminelle. »

Nous avons donc effacé des cas de divorce pour cause déterminée, les excès, sévices et injures graves de l'un des époux envers l'autre (art. 231) pour les faire rentrer dans le dernier cas, l'incompatibilité d'humeur ; ce qui nous a semblé beaucoup plus logique et beaucoup plus moral. — On s'épargnera de cette manière de grandes douleurs, de grands crimes peut-être, et nos tribunaux n'auront plus à craindre de scandaleux débats. Assurément, il y aura des écueils à prévoir. — Ce ne sera qu'après quelques tâtonnements que la loi, aidée des documents importants que lui

fourniront les justices des mariages de toute la France, pourra formuler des mesures efficaces pour concilier tous les droits et tous les intérêts ; — mais l'on ne doit jamais s'arrêter devant une difficulté législative. — Si le juge doit toujours rendre des jugements, le Corps législatif doit toujours faire des lois, sauf à retoucher une œuvre déjà faite, quand l'expérience lui en aura montré les parties défectueuses.

La chute de l'un des époux, leur chute mutuelle, le progrès de l'un d'eux, l'autre restant stationnaire, amènent l'incompatibilité d'humeur. — Or, l'incompatibilité d'humeur se manifeste par une série de faits qui apportent plus ou moins de troubles dans le foyer domestique, contrarient plus ou moins gravement le but social et le but individuel du mariage. Il faut mettre ordre à un tel mal, c'est encore à la justice des mariages qu'appartiendra cette délicate mission de réconcilier les époux, mission qu'elle remplira en écartant ou en affaiblissant les causes de rupture, ou si les causes de rupture sont invincibles, urgentes, en provoquant une séparation légale avec une extrême circonspection et une sage lenteur. — L'intervention de la justice des mariages dans les querelles conjugales aura lieu à la prière de l'un des époux ou du consentement mutuel des époux ou même d'office au besoin. D'ailleurs, le plus souvent cette intervention sera toute secrète, tout intime. En effet, les membres du conseil des mariages, mêlés au mouvement des choses temporelles, auront des rapports fréquents avec leurs administrés. Alors l'amitié, l'estime, la confiance, amèneront des épanchements, des consultations, des aveux, et, grâce à cette religieuse influence, bien des dissentiments disparaîtront, bien des cœurs se rapprocheront avant qu'au dehors on ait pu soupçonner le moindre trouble.

Si, au bout de six mois, il n'y a pas eu de réconciliation, la demande en divorce sera enregistrée, publiée, et, dans la huitaine, remise au président du tribunal civil, accompagnée d'un certificat du juge des mariages, attestant qu'il y a vraiment entre les époux incompatibilité d'humeur. Mais le jugement définitif ne pourra être prononcé qu'après une année d'épreuve, conformément à l'article 260, et l'année d'épreuve commencera à courir du jour de la publication de la demande en divorce dans le bulletin de l'état civil. En outre, le juge des mariages pourra, après avoir pris l'avis de son conseil, ordonner à l'officier de l'état civil de ne dissoudre le mariage qu'à l'expiration d'une seconde année. — Des considérations d'ordre public exigent que l'article 295, qui défend aux époux divorcés de se marier, soit conservé dans le nouveau code. Il faut alors épuiser tous les moyens de conciliation avant de dissoudre un mariage, puisqu'une fois le divorce prononcé, l'homme et la femme seront séparés à jamais, sans espoir de rapprochement. La dissolution d'un mariage est un fait de haute gravité : c'est la mort d'un individu social. Par le divorce, la famille, cet être collectif, est dissoute, et mille intérêts divers se trouvent en souffrance. L'analogie veut que l'on adopte, en ce cas, des mesures conservatoires comme celles qui sont ordonnées lors des décès, des dissolutions de société, des faillites et de certaines condamnations criminelles. — Ainsi toute demande en divorce, dans la huitaine de sa publication, entraînera la séparation des époux, et la liquidation de leur fortune par les soins de curateurs spéciaux, l'un nommé par le tribunal civil

pour les affaires civiles, l'autre nommé par le tribunal de commerce pour les affaires commerciales. Le juge des mariages décidera de la séparation des époux et de l'administration provisoire des enfants. Aucun divorce ne sera prononcé par les tribunaux qu'après qu'il aura été justifié par acte authentique, que la liquidation de la fortune a été terminée, et qu'il n'existe plus entre les époux séparés d'intérêt commun, tant actuel qu'en expectative, que le sort des enfants a été réglé d'une manière définitive avec l'approbation du conseil des mariages, et d'après les principes déjà adoptés.

Il n'y a aucun inconvénient à abolir les art. 296 et 297, qui fixent des délais pour contracter un nouveau mariage. Les formalités exigées pour obtenir le divorce et pour arriver à la célébration du mariage atteignant le but que s'est proposé le Code actuel. — D'un autre côté, la société a intérêt à ce que le célibat forcé des personnes dont la séparation est devenue nécessaire, ne soit pas de longue durée (1).

DES ACTIONS EN NULLITÉ DE MARIAGE.

Dans la nouvelle loi y aura-t-il des nullités de mariage ? Cette question implique celle-ci : les épreuves qui précèdent la célébration des mariages pourront-elles être rendues illusoires par la fraude de l'un des futurs, la connivence de l'officier de l'état civil ou de toute autre manière que ce soit ? — Oui, peut-être, mais les exceptions seront trop rares pour que l'on doive faire fléchir la théorie du fait accompli. Nous avons dit qu'une fois le mariage célébré, il ne fallait pas que les époux eussent à se préoccuper de leur passé ; que des deux fiancés il s'était formé un être tout nouveau, sans solidarité aucune avec les anciens. Par conséquent l'époux même coupable d'une fraude découverte postérieurement à la consommation du mariage sera à l'abri de toute peine pour cette fraude. Mais des peines sévères devront être infligées aux personnes qui auront ainsi trompé la justice des mariages et apporté dans le sein d'une famille des éléments actifs de trouble et des causes justes de divorce.

Maintenant il s'agit, à l'aide de quelques dispositions pénales et rémunératoires, d'amener insensiblement les hommes à comprendre, à aimer et à pratiquer la loi nouvelle.

DISPOSITIONS PÉNALES.

Sur les 484 articles qui composent notre Code pénal, il y en a environ vingt ayant

(1) Le divorce est une loi humaine qui a pour but de séparer légalement ce qui est séparé de fait ; elle n'est point contraire à la loi de Dieu, puisqu'elle ne réforme que ce que les hommes ont fait, et qu'elle n'est applicable que dans les cas où il n'a pas été tenu compte de la loi divine (la loi d'amour) ; si elle était contraire à cette loi, l'église elle-même serait forcée de regarder comme prévaricateurs ceux de ses chefs qui, de leur propre autorité et au nom de la religion, ont, en plus d'une circonstance, imposé le divorce ; double prévarication alors, puisque c'était en vue d'intérêts temporels seuls et non pour satisfaire à la loi d'amour.

plus ou moins rapport à notre sujet. Refondre en un titre spécial ces vingt articles en les amendant d'après l'esprit qui a inspiré le nouveau code matrimonial, tel devra être le premier soin du législateur après la création de la justice des mariages. Il serait à souhaiter que la justice des mariages pût, dans presque tous les cas en matière de mœurs, devenir une espèce de conseil de famille, de cour d'amour ; que toutes les causes relatives au mariage fussent instruites à huis clos, dans son sein, que la procédure fût organisée de manière que nos tribunaux correctionnels et nos cours d'assises ne présentassent que rarement le triste et scandaleux spectacle des turpitudes de l'humanité. — Le ministère public ne commencerait de poursuites en pareille matière que sur rapport concluant du juge des mariages, et comme contre-poids à l'action de ce magistrat, il serait créé, dans chaque cour d'appel, une chambre des affaires matrimoniales devant laquelle seraient portés les appels du ministère public. Mais là toujours, ainsi qu'en première instance, le huis clos sera la règle, et la publicité l'exception.

Parmi les dispositions transitoires qu'il importe le plus d'adopter, je citerai celle-ci, que l'on peut intercaler, sous forme de paragraphe, à l'art. 302.

« L'homme notoirement connu pour avoir entretenu un commerce illégitime avec la femme accusée d'infanticide, sera, sur la dénonciation du juge des mariages, présumé complice du crime. »

Le juge des mariages ne devra faire une telle dénonciation qu'après avoir pris l'avis de son conseil, — mais il ne sera, en cette circonstance, entravé par aucune forme, et surtout par ce fameux art. 340, qui interdit la recherche de la paternité. Le prévenu aura des garanties suffisantes dans le jury et même dans le ministère public, dont l'opinion pourra différer de celle du juge des mariages. Toutes les actions coupables ne sauraient tomber sous le coup des lois humaines ; cependant il est utile, il est très-moral que l'homme, par le fait duquel une malheureuse femme a été fatalement entraînée à commettre un crime pour cacher une faiblesse soit appelé à rendre de sa conduite un compte solennel. Une telle disposition aurait certainement d'excellents résultats. En effet, la crainte d'une dénonciation, pouvant être suivie d'une comparution en cour d'assises, est de nature à empêcher bien des hommes de se lancer dans la voie de la séduction et du libertinage. D'ailleurs, il y a mille manières d'être complice d'un crime, et ce qui peut ne pas être regardé comme pertinent et admissible par une chambre des mises en accusation, peut justement, dans le monde, donner lieu à un verdict de culpabilité. Le Code pénal a prévu l'enlèvement de mineurs, et il résulte de l'art. 340 du Code civil, combiné avec les art. 332 et 354 du Code pénal, qu'une condamnation pour rapt ou viol peut autoriser les tribunaux civils à déclarer la paternité du coupable et donner lieu, par suite, à l'inscription de ce jugement sur les registres de l'état civil. La peine portée dans l'art. 354 est trop forte ; on ne l'applique point aux hommes qui détournent des jeunes filles de leurs magasins et même du domicile paternel, pour en faire leurs maîtresses. Les peines correctionnelles ou civiles, à la discrétion des tribunaux qui agiraient à la requête du juge des mariages, le mariage même célébré d'office, dans

le cas de paternité légalement établi, contribueraient à arrêter les effrayants progrès du libertinage.

Une autre disposition que nous serions tenté de réclamer encore du législateur, ce serait celle-ci : l'homme notoirement connu pour entretenir un commerce illégitime avec une femme n'aura point d'action contre cette femme pour vol ou détournement d'objets commis à son préjudice, et même pour voies de fait exercées contre lui. Le ministère public seul aura qualité pour intenter des poursuites après avoir pris l'avis du juge des mariages.

Du moment que les causes de cette nature seront abandonnées à l'appréciation d'un jury, il n'y aura nul inconvénient à adopter des formules plus générales. Moins le conseil des mariages sera emprisonné dans un texte limitatif, plus son action sera forte et salutaire.

Ainsi nous désirerions que, dans les cas prévus par les art. 332, 334 du Code pénal et autres cas analogues, la loi protégeât non-seulement les filles mineures, mais encore les femmes faibles d'esprit ou de caractère, et que l'on établît pour la peine un minimum et un maximum tels, que la peine à infliger au coupable pût être proportionnée à la faute.

DISPOSITIONS RÉMUNÉRATOIRES.

S'il est utile de détourner du mal par la crainte du châtiment, il est juste d'exciter au bien par l'espoir d'une récompense. — Les Romains donnaient des privilèges aux pères de familles; nos ancêtres avaient leurs rosières. — On néglige trop aujourd'hui le système rémunérateur. L'honneur est cependant le principe des gouvernements démocratiques. Alors pourquoi n'a-t-on, en général, recours qu'à l'intimidation? A chaque dégradation il faut opposer un honneur, à chaque infamie une gloire. Il n'est guère possible d'entrer ici dans quelques développements. Avant de se former des idées bien justes sur ce point délicat, il est nécessaire d'avoir vu fonctionner la nouvelle loi. Toute nouvelle loi amène des changements plus ou moins sensibles dans les mœurs et les coutumes, donne à certaines passions humaines un autre cours, et renouvelle, dans un sens quelconque, la face de la société. — C'est seulement après que ces changements, cette rénovation se seront effectués, que l'on pourra, par des récompenses et des privilèges, venir admirablement en aide à l'institution. Néanmoins, il est des mesures qui devraient être immédiatement adoptées, par exemple, celles-ci :

1° Rendre applicable, au profit d'héritiers collatéraux, pères ou mères de famille, l'art. 913, relatif à la partie de biens disponible;

2° Déclarer insaisissables tous les biens meubles du père de famille, ses revenus et ses appointements jusqu'à concurrence d'une somme, laquelle serait déterminée, pour chaque cas, par le tribunal compétent, sur le rapport d'un membre de la justice des mariages;

3° Ne point soumettre le père de famille à la contrainte par corps;

4° Appliquer, en cas de condamnation, le bénéfice des circonstances atténuantes, à toute personne ayant des enfants mineurs.

DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES.

En outre des moyens de coercition et d'attraction, l'ordre actuel présente dans les lois de police des moyens de direction que l'on ne doit pas négliger. Les lois de police sont aux lois pénales ce que les prescriptions hygiéniques sont aux prescriptions médicales. C'est pourquoi la police des bals publics, des ateliers, des magasins, des théâtres et autres lieux où les deux sexes se livrent à des travaux ou à des plaisirs communs, sera exclusivement confiée à la justice des mariages en ce qui regarde les mœurs. Celle-ci interviendra encore dans la police des chants populaires, des pièces de théâtre et même des prédications religieuses. La confession est une institution catholique, le gouvernement obtiendra facilement du Saint-Siège que la mission de confesseur ne soit donnée qu'à des prêtres réunissant certaines garanties d'âge et de science, telles qu'un père de famille n'ait aucun motif d'inquiétude en leur confiant ses enfants.

Comme on le voit, la justice des mariages sera le centre où arriveront les questions spéciales pour y être examinées, étudiées, élaborées avec intelligence et dévouement. Toutes les lois, tous les règlements de police, toutes les décisions administratives et judiciaires, en matière de mœurs, devront avoir pour fin de retenir les relations entre hommes et femmes dans les bornes de la pudeur, et de faire observer partout les lois physiologiques en vue de la perfection de la race humaine, tout en laissant aux individus la liberté nécessaire pour la préparation des mariages et même pour la formation de liaisons moins intimes, c'est-à-dire platoniques, dont l'influence sur l'union des diverses familles sera si salutaire, quand de nouvelles mœurs auront banni l'indifférence et la jalousie, double vice qui trouble à un si haut point l'harmonie sociale. Car il importe souverainement qu'un homme et une femme, non unis ensemble par le mariage, puissent cependant s'aimer l'un l'autre en vue d'une œuvre commune, soit artistique, soit industrielle, de toute autre nature enfin que celle du mariage, sans que leur affection fraternelle devienne un objet de flétrissure, de trouble ou de ridicule, ainsi que cela a lieu dans le monde où nous vivons.

Voilà, dira-t-on, bien des formalités, bien des règlements, bien des lois. Oui, sans doute, mais la liberté est-elle autre chose que la résultante de combinaisons complexes, dans l'ordre moral aussi bien que dans l'ordre physique? L'atmosphère dans laquelle nous nous agitions nous comprime de toutes parts. Un poids d'air égal à une colonne de mercure de 760 millimètres pèse sur notre tête, et cependant qui de nous, dans l'état normal, s'en aperçoit? qui de nous oserait soutenir en vérité qu'il n'est pas libre, et murmurer contre les lois de gravitation qui l'empêchent de tomber dans l'espace?— Tant que la formule humanitaire ne sera pas trouvée, il n'y a

pas de liberté possible, parce que, grâce aux vices des législations actuelles, le poids de la colonne d'air se fait plus ou moins sentir. Mais quand la science ou, à défaut de la science, une nouvelle révélation aura apporté au monde l'Évangile de l'avenir, il en sera dans l'ordre moral comme dans l'ordre matériel ; la législation pèsera sur nos têtes, nous comprimera dans tous les sens, et nous n'aurons plus de toutes les lois, de tous les règlements, de toutes les formalités, le moindre sentiment, la moindre préoccupation ; alors nous serons vraiment libres.

Nous avouerons que dans l'état actuel de notre législation, des obstacles presque insurmontables s'opposeront à l'adoption des réformes que nous prêchons dans cet opuscule. Mais nous sommes fermement convaincu que ces obstacles disparaîtront, dès qu'on aura fait des avoués, notaires et huissiers autant de fonctionnaires publics avec traitement fixe. Donc le progrès en cette matière se résume en une question de finance, le rachat des offices, question dont notre chambre des députés a été sur le point d'être saisie sur le rapport de M. Teste, ministre de la justice et des cultes.

En attendant, nous ne demanderons que la création d'une grande justice des mariages, avec les attributions qu'il est possible de lui donner sans trop toucher aux lois générales. La réforme des mœurs sera d'autant plus facile que l'organisation de notre nouvelle magistrature sera moins défectueuse. C'est donc là le premier point à traiter, et toutes les inspirations des assemblées publiques, toute l'expérience des tribunaux, toutes les lumières du conseil d'État, toutes les études de nos moralistes et de nos théologiens devront être appelées, recueillies et prises en considération. Il s'agit, en effet, de constituer une administration d'où dépendront le bonheur des citoyens, l'union des familles, la prospérité de l'État.

CONSTITUTION DE LA GRANDE JUSTICE DES MARIAGES.

Examinons d'abord les conditions diverses qu'exige dans un membre de la justice des mariages la nature des fonctions dont il est investi. Nous comparerons ces fonctions avec d'autres fonctions analogues sous certains rapports.

Pour peu que l'on ait bien présentes à l'esprit les diverses attributions que nous avons données aux membres de la justice des mariages, l'on verra principalement en eux des juges, des confesseurs ou moralistes et des administrateurs. Alors il y a lieu d'exiger d'eux impartialité, dévouement et science, et ils devront trouver auprès des citoyens confiance et considération.

Par conséquent les membres de la justice des mariages présenteront des garanties de capacité et de moralité déterminées ; ils seront élus par les citoyens et inamovibles.

Quel sera le mode d'élection le plus convenable ?

Comment déterminer la capacité et la moralité ?

Dans quel cas un membre de la justice des mariages encourra-t-il la déchéance ?

• Là où il existe des constitutions, a dit M. Louis Couture dans son excellent livre

« sur la réforme parlementaire, les hommes n'ont jamais qu'une responsabilité de second ordre, c'est sur la constitution que porte la première, la plus grosse responsabilité. » En effet, dans une machine, les rouages, quelque parfaits qu'ils soient, considérés isolément, n'ont de valeur qu'autant qu'ils sont disposés dans un ordre rationnel pour produire un résultat donné. On ne peut demander à chacun des membres d'une administration toute les qualités spéciales dont cette administration est tenue de justifier pour rester constamment à la hauteur de son mandat. Le conseil de la justice des mariages doit principalement posséder des connaissances physiologiques, la capacité législative et la pratique des jeunes gens des deux sexes. Alors doivent s'y trouver comme éléments essentiels un médecin, un jurisconsulte, un instituteur, une maîtresse de pension, un ministre d'un des cultes reconnus par l'État.

Ce qui doit nous engager surtout à introduire l'élément pédagogique dans le conseil comme élément essentiel, c'est que la justice des mariages est appelée à agir sur les enfants des deux sexes pour les préparer avec prudence à leur destination naturelle et sociale, l'amour et le mariage. Si de nos jours tant de catastrophes, tant de turpitudes viennent à chaque instant affliger, humilier les familles, dans toutes les classes de l'ordre social, ne serait-ce pas un peu la faute de notre système d'éducation, aussi bien dans le foyer domestique que dans les pensionnats, lequel système manque de prévoyance et de tact, en tout ce qui concerne ces délicates questions.

Les conditions générales à exiger d'un membre du conseil seront d'être marié, de n'avoir pas divorcé, d'être exempt de condamnations criminelles, domicilié depuis cinq ans dans l'arrondissement, enfin de figurer sur une liste de présentation dressée lors de chaque vacance par le conseil lui-même, liste qui devra contenir cinq noms et trois seulement, s'il s'agit de remplacer une spécialité.

Un seul cas de déchéance suffit. — C'est celui de condamnation pour acte relatif aux mœurs.

Les membres qui transféreront leur résidence dans un autre arrondissement seront déclarés démissionnaires, et il sera immédiatement pourvu à leur remplacement. — Il importe que le conseil soit toujours au complet, car il sera continuellement en exercice, et si l'un de ses membres spéciaux surtout lui manquait, son action serait paralysée.

Chaque justice des mariages sera composée de dix membres au moins : le juge, quatre conseillers, quatre conseillères, puis le greffier.

Tous les trimestres, les travaux du conseil seront analysés avec soin et adressés à la sous-direction établie au chef-lieu de la Cour d'appel. Ils seront accompagnés des observations critiques, conseils et projets de règlements que le juge ou de simples membres voudraient présenter à l'examen du grand juge. — Ces procès-verbaux et ces notes particulières serviront de base à un rapport du sous-directeur, lequel rapport embrasserait, par conséquent, toutes les justices des mariages de la circonscription, — et serait adressé au grand juge. Enfin, à l'aide des rapports des sous-directeurs se dresserait le bilan matrimonial de la France, dont un exemplaire serait

adressé à chacune des justices de mariages. Il est inutile de faire observer que dans ces analyses de procès-verbaux et ces rapports, aucun nom propre ne devra être cité, lors même que le nom, par suite de jugements civils ou criminels, aurait été acquis à la publicité. Les juges d'arrondissement seront à la nomination des sous-directeurs qui les choisiront parmi les membres les plus capables des conseils de leur ressort.

La nomination des sous-directeurs aura lieu de la manière suivante :

Dans chaque Cour d'appel, la chambre des affaires matrimoniales dressera une liste de trois candidats. Pour être présenté comme candidat, il faudra avoir cinq ans d'exercice dans l'administration en qualité de juge ou de simple conseiller. Ces listes seront tenues secrètes et adressées au grand juge. Celui-ci nommera sur ces listes, présentant ensemble environ cent candidats, celui qui lui paraîtra le plus propre à remplir les fonctions de sous-directeur.

Le conseil des sous-directeurs sera formé d'un délégué de chacune des justices des mariages d'arrondissement. Il se réunira deux fois par an ; — chaque session durera huit jours ; on ne pourra y émettre que des vœux.

Le grand juge sera élu par l'assemblée générale des délégués de chaque justice des mariages, réunis à cet effet dans une ville centrale, au choix du gouvernement. Ses fonctions dureront dix ans ; il ne sera pas réélu.

Les sous-directeurs formeront le grand conseil qui se réunira une fois par an. — Sa session durera un mois. Le grand conseil fera des règlements.

Dans ce plan d'organisation, nous avons essayé de combiner ensemble l'élection populaire, la nomination directe et le principe de recrutement en usage à l'Académie française. — Avons-nous réussi à éviter les inconvénients de tout système exclusif ?

La justice des mariages doit être en communication constante avec l'esprit public. — Les conseils d'arrondissement sont destinés à être les interprètes de l'opinion et les directeurs de la morale. La nécessité de la présentation par le conseil lui-même d'un certain nombre de candidats corrige ce que l'élection populaire pourrait avoir d'incomplet et de vicieux. L'unité de direction exige que les juges soient nommés par les sous-directeurs et les sous-directeurs par le grand juge. — Mais là encore, pour prévenir les inconvénients de la nomination directe, nous opposons pour correctif la présentation des candidats par les chambres des affaires matrimoniales, création nouvelle qui aidera puissamment à conserver dans les mariages les traditions législatives. Continuellement en contact avec les principaux conseillers de la justice des mariages de chaque arrondissement, les membres de ces chambres seront en état d'apprécier les lumières et les tendances de chacun d'eux.

ÉLECTION DU GRAND JUGE.

Quant au grand juge, nous avons pensé qu'il était convenable d'adopter un mode

d'élection mixte. On ne peut raisonnablement chercher le grand juge que parmi les membres de la justice des mariages qui se sont distingués par leur dévouement, leur capacité et leur zèle. Mais comment obtenir l'homme le meilleur, le plus intelligent et le plus actif? — sera-ce en le faisant nommer par le chef de l'État? Non sans doute, car il faut que la justice des mariages soit indépendante du gouvernement, et l'on sait par expérience que le système de la nomination par le chef de l'État, dans les pays représentatifs, n'est favorable qu'au demi-mérite; — l'intrigue, la corruption triomphent de la capacité et de la vertu, ou tout au moins des considérations étrangères au bien général déterminent ordinairement les choix. — Sera-ce en faisant nommer ce magistrat par les sous-directeurs eux-mêmes, que l'on réunirait en conclave, ainsi que cela se pratique pour l'élection du pape? On obtiendrait encore de plus fâcheux résultats. Pour s'en convaincre, il suffit de se rappeler ce qui se passe au sein du Sacré Collège, lorsqu'il est question de placer la tiare sur la tête d'un cardinal. — Le mode d'élection que nous indiquons est sans contredit le plus sûr.

Voici pourquoi le grand juge doit être nommé pour dix ans. — Quelque actif que soit un homme, l'âge cependant diminue ses forces. — D'un autre côté, si l'on est certain de garder toute sa vie les mêmes dignités, on peut s'abandonner à la paresse. — Les rois s'entourent de ministres, les évêques de vicaires qui pensent et agissent à leur place. — Alors, souvent tout languit, tout dégénère; la tradition, la lettre est souveraine, et les institutions créées pour le bonheur de la société en deviennent parfois le fléau. Mais si le règne d'un grand juge était plus court, ce magistrat n'aurait pas le temps de se livrer à de grands travaux. Il n'en aurait peut-être ni le courage ni même la pensée. A un autre point de vue, le retour décennal d'une élection si solennelle deviendra l'occasion de manifestations publiques très-salutaires. Les nobles ambitions seront tenues en haleine, et tous les membres de la justice des mariages travailleront constamment à bien mériter de la patrie et de l'humanité par leurs sentiments, leurs lumières et leurs actes.

BUDGET DE LA GRANDE JUSTICE DES MARIAGES.

Il reste une dernière question, — la question financière. — En thèse générale, nous n'acceptons pas les charges purement honorifiques, dans une société démocratique comme la nôtre. — Nous ne voulons pas alors que les conseillers de la justice des mariages soient assimilés aux conseillers municipaux et aux juges du tribunal de commerce. Nous voulons qu'à leur charge soit attaché un salaire honorable comme à celle de juge civil ou de prêtre. — Car bien que la qualité de membre de la justice des mariages soit compatible avec l'exercice d'une profession quelconque, il ne faut pas que ce soit un fardeau, une occasion de perte matérielle pour les personnes zélées qui, afin de se livrer presque exclusivement à leurs nobles fonctions, se reposeraient pour la gestion de leurs affaires sur des commis capables et honnêtes. Si donc les conseillers et les conseillères reçoivent une indemnité, aux juges il sera al-

loué de convenables appointements. Les fonctions de juge doivent être incompatibles avec toute autre profession. — Il est en outre indispensable que ce magistrat agisse sur le monde en donnant des réunions, des fêtes; qu'il marche, en un mot, l'égal d'un sous-préfet. Le sous-directeur devra, à son tour, marcher l'égal d'un commandant de division militaire, d'un archevêque. Enfin le grand-juge sera le plus grand dignitaire de l'État après le chef du gouvernement. Il lui sera alloué une liste civile d'un million. — L'homme que la confiance nationale aura élevé à la grande judicature, devra souvent réunir dans ses salons, les organes de l'opinion publique, les sommités en tout genre et les représentants de la nation. — Faire servir les talents de nos artistes, les lumières de nos savants, l'activité de nos industriels au triomphe des bonnes mœurs, à la glorification du bonheur domestique, au perfectionnement de la race humaine, sous le rapport physiologique aussi bien que sous le rapport religieux, telle sera sa grande préoccupation, tel sera son devoir.

La justice des mariages sera gratuite et exempte, en outre, de toute apparence de fiscalité. — Il n'est pas d'institution dont la fiscalité ne fausse le but, que cette fiscalité se présente sous forme de taxations, de casuel, de droits proportionnels ou fixes, quelle qu'en soit la dénomination. C'est pourquoi la justice des mariages aura son chapitre spécial dans le budget du ministère de la justice. — Pour faire face aux dépenses de la nouvelle administration, M. le ministre des finances proposera une augmentation d'impôts sur les successions collatérales, et même l'abolition des successions collatérales, à partir, par exemple, du 6^e degré. Il serait assez rationnel d'affecter exclusivement au budget de la justice des mariages le produit de ces nouveaux impôts, et une telle mesure faciliterait l'organisation de notre nouvelle institution.

Qui pourrait, à cet égard, manifester un mécontentement légitime? L'augmentation du droit sur les successions collatérales, l'abolition, au profit de la justice des mariages, des successions collatérales à partir d'un degré éloigné, ne frappent point un bien acquis, même pas un bien qui doive appartenir à Pierre plutôt qu'à Paul, puisqu'un propriétaire a le droit de disposer de son bien pendant sa vie, et même pour le moment où il n'existera plus. Les changements que de nouvelles affections, de nouveaux intérêts introduisent dans la répartition des successions rendent chaque jour plus aléatoires les droits successifs. Bref, de tels impôts sont d'autant plus justes que le système des assurances sur la vie humaine tend à substituer la providence sociale à celle du père de famille, sous les divers rapports matériels.

MÉLANGES

IAMBES PROPHÉTIQUES ⁽¹⁾

(NANTES, 1833)

Oh ! Pourquoi donc toujours ta poitrine oppressée ?
Plus que du feu ton corps est chaud !
Pour ébattre à loisir ton immense pensée,
N'as-tu donc point l'air qu'il te faut ?

O poète, pourtant un soir brumeux d'automne,
Pour accomplir ton rêve cher,
La vapeur t'a porté sur la terre bretonne,
Dans l'atelier d'un Gutenberg.

Où sont ils donc les chants qu'en tes mélancolies,
Plein d'amour, tu chantaïs à Dieu ?
Dans ton âme roulaient de belles harmonies,
Quand tu contemplais le ciel bleu.

Noël ! Noël ! Chantons un cri de délivrance,
Car voici que de l'Orient,
Étincelante d'or, une étoile s'avance,
Éclairant tout le firmament.

Et voici que j'entends aux quatre coins du monde,
A grand bruit de voix, de clairons,
Les Archanges de Dieu, de leur cendre féconde,
Réveiller les Napoléons.

(1) Voir le journal *la Mayenne* du samedi 25 février 1836, où cette pièce de vers a paru sous le pseudonyme XAVIER.

Oui, les temps sont venus, marchons à la conquête
De la nouvelle Chanaan,
Que dans les rêves saints de ma longue retraite
M'a promis mon cerveau brûlant.

.
.

Il me faut maintenant qu'à travers monts et plaines,
Sous le chaume et dans les galas,
Réalisant enfin les prières humaines,
De mon cœur brisé par éclats,

Torrent impétueux, ma vie échappe et roule,
Et creuse un fécond réservoir;
Car de mon chaud cercueil où, comme dans un moule,
M'a refondu le désespoir,

J'ai surgi plein de force et sans tourner la tête,
Le pied sur un haut piédestal,
Au peuple de juillet j'ai sonné la trompette,
Et dit son règne triomphal.

Et je m'envolerai de par delà les terres,
A tout peuple donnant l'éveil;
J'irai, j'irai franchir les globes translunaires,
M'asseyant sur chaque soleil.

.
.

O peuple, écoute donc, calme ton œil farouche,
Bats des mains, éclate en bravos;
Entonne un chant d'amour; voici que par ma bouche,
Dieu t'appelle à de grands travaux.

Quand par la voix d'Urbain l'Orient en alarmes,
Jadis fit appel à ta foi;
On te vit plein d'ardeur partout voler aux armes
Sous les drapeaux de Godefroy.

Et ton cœur se gonfla sous ta cotte de mailles,
Tu te ruas vers l'Orient,
De l'Égypte à tes pieds croulèrent les murailles
Sur le crâne du musulman.

Et naguères encor de ta chute féconde,
Te relevant plein de fierté,
Sous ton Napoléon, tu courus par le monde
Semer partout la liberté.

.
.

C'est que Dieu t'a choisi pour que de Babylone,
Du Forum et du Vatican
Il posât sur ton front l'éternelle couronne
Avec un fleuron plus brillant.

O peuple, et maintenant vers la terre égyptienne,
Cours rallier tes bataillons,
C'est là que du travail, tu dois chanter l'antienne
Aux belliqueuses nations.

Plus de sabre tranchant, de sanglantes conquêtes !
Le travail seul est glorieux,
Une pioche à la main gagne tes épaulettes.
Unis enfin la terre aux cieux.

Comble toute vallée et perce les montagnes,
En socs va fondre tes canons,
Et de rubans de fer sillonne les campagnes,
Sur les fleuves suspends des ponts,

Et nos vieilles cités, dans ta sainte colère,
Sous les coups de ton lourd marteau,
Par énormes pâtés s'écrouleront par terre
Comme les murs de Jéricho.

Un vent du Nord viendra balayer ces vidanges ;
Aux accents des Paganinis,
Alors tu grouperas tes superbes phalanges,
Et sous les yeux de tes houris,

Ton bras fera surgir de hautes colonnades,
Avec des lambris et des fleurs,
Des ponts aériens aux brillantes arcades ;
Et les palais des travailleurs.

Et voilà qu'on t'appelle à conquérir un trône
Par le travail et par la foi,
O peuple, en Orient, lumineuse colonne,
Ton Christ a marché devant toi.

Artistes, c'est à vous à sonner la trompette
Aux quatre coins de l'univers;
A convier le peuple à cette grande fête
Au bruit d'harmonieux concerts.

O chantre de Renaud, amant d'Éléonore,
Pour chanter ces nouveaux exploits,
Reviens ici; ton nom sur la harpe sonore
Retentira dans les tournois.

Les peuples te verront monter au Capitole,
Sur le char des vainqueurs romains,
Les vierges sur le front te ceindront l'auréole
Et les peuples battront des mains.

Noël! Noël! Chantons un cri de délivrance,
Car voici que de l'Orient
Étincelante d'or, une étoile s'avance,
Éclairant tout le firmament.

Et voici que j'entends aux quatre coins du monde,
A grand bruit de voix, de clairons,
Les Archanges de Dieu, de leur cendre féconde,
Réveiller les Napoléons.

RENÉ SAUVAGE.

PROJET

D'ASSOCIATION DE SECOURS MUTUELS

A M. T. PARRAN, PRÉFET DU DÉPARTEMENT DE LA MAYENNE.

Laval, le 5 mai 1836.

Monsieur le Préfet,

J'ai l'honneur de soumettre à votre examen et à votre approbation, pour que vous ayez la complaisance de le soumettre à votre tour à l'examen et à l'approbation du gouvernement, un projet de règlement pour des associations de secours mutuels que je voudrais voir organiser sur tous les points de la France, sous les auspices de l'administration supérieure.

Il serait honorable pour le département de la Mayenne d'entrer un des premiers dans cette voie féconde d'améliorations sociales.

Mais en dehors de l'administration, point d'avenir pour les institutions philanthropiques. Dans les départements, on ne rencontre généralement de hautes idées civilisatrices, de pensées généreuses et surtout de moyens d'action sur les masses que dans le sein des administrations. Protégées, soutenues, suscitées même par l'administration, les salles d'asile d'Angers, la Société industrielle de Nantes, ont développé l'intelligence, amélioré le bien-être des classes pauvres et laborieuses. Et c'est parce que ces institutions philanthropiques, dont la nécessité et l'urgence sont incontestables et incontestées, ont besoin de l'appui des administrations, que celles-ci doivent être les premières à en favoriser l'établissement dans les localités qui en sont privées. Or ce n'est pas seulement un devoir de conscience pour l'administrateur de contribuer de toute son influence à l'établissement d'une institution si féconde, c'est encore pour lui un moyen de puissance politique d'en prendre la direction morale, de faire mouvoir toutes ces activités diverses en harmonie avec l'ensemble, pour en tirer le parti le plus avantageux dans l'intérêt de la masse et de l'individu.

Toutes les forces d'un état social doivent aboutir à un centre commun sous peine

d'impuissance, de corruption, de déchirements et de mort. Si, par hasard, ce centre commun est gâté, sa guérison est proche, lorsqu'un habile médecin dirige sur lui les forces vitales de la circonférence, et bientôt il s'établit du centre à la circonférence, dans tout le corps enfin, un courant régulier qui y entretient la santé et la vigueur.

C'est pourquoi il est bon que ces grandes forces, qu'il est question d'organiser, ne fassent point une administration indépendante du gouvernement.

Mon projet, auquel je conçois d'immenses développements, mais que l'on ne saurait encore porter, me paraît propre à détruire la *misère* et l'*ignorance* dans le peuple, à l'élever *graduellement* à la *MORALITÉ*, à l'*AISANCE* et à l'*INSTRUCTION* des classes privilégiées.

L'organisation par sections a pour but de faciliter les rapports de la commission avec les membres (1).

La fixation de la cotisation n'est point arbitraire. Elle est assez minime pour que tout ouvrier ou domestique ait la facilité de la verser sans nuire à ses dépenses journalières. Cette somme de 24 francs par an, pour une famille composée d'enfants au-dessous de dix ans, ne représente pas les frais de médecin et de médicaments que nécessitent les couches d'une mère de famille.

L'utilité d'un médecin attaché à l'établissement n'a pas besoin d'explication.

L'utilité du censeur, chargé dans l'ordre moral des mêmes attributions que le médecin dans l'ordre physique, vous paraîtra incontestable pour faire marcher chacun des membres de l'association dans les voies d'une vertueuse et tolérante fraternité, pour les initier à la délicatesse des mœurs, à la connaissance et à la pratique des vertus sociales. Un pareil emploi ne peut être confié qu'à un homme éprouvé, ayant l'expérience des hommes et doué d'une solide instruction. Sa nomination devrait être confiée au conseil municipal du chef-lieu de canton et approuvée par le préfet.

La responsabilité matérielle de la commission est d'une rigoureuse nécessité pour que les membres de l'association puissent dormir tranquilles, sans aucune inquiétude. La moralité de l'association dépend de cette clause. D'un autre côté, puisque l'association règle tous les trois mois, les fonds courent peu de risques, d'autant plus que la commission aura la faculté d'en retourner la responsabilité sur le gouvernement.

La création des Bons-Monnaie peut être envisagée sous trois aspects favorables 1° ils éviteront le maniement des espèces ; 2° ils faciliteront les opérations de la société ; 3° en temps de crise, ils permettront à la commission d'empiéter sur les exercices postérieurs.

MM. les pharmaciens, bottiers, tailleurs, marchands, s'empresseront d'accepter

(1) Nous avons l'honneur de faire partie depuis bien des années de l'association des comptables du commerce et de l'industrie du département de la Seine présidée autrefois par M. Chotard, un de nos collègues, et aujourd'hui par M. Bouffard, notable commerçant. Cette association a été fondée en 1847 pour procurer des emplois à ses membres et leur fournir des secours en cas de maladie ou de chômage. Elle remplirait parfaitement ce double but, si maintenant surtout que le nombre de ses membres participants s'élève à près de 1,600, elle était organisée par sections.

de telles valeurs, signées d'un nom honorable, et revêtues d'une double garantie, celle de la commission et celle d'une banque ou du gouvernement lui-même.

Chaque année, le caissier présentera ses comptes à la commission qui les fera imprimer pour les distribuer à tous les membres de l'association. L'excédant sera consacré à la fondation d'une Salle d'asile, d'une École d'apprentis, si déjà il n'en existe pas.

Les enfants des classes pauvres, enlevés aux écoles dès leur entrée en apprentissage, restent privés toute leur vie des bienfaits de l'éducation et de l'instruction.

Deux écoles, l'une pour les garçons, l'autre pour les filles, devront être fondées sous la direction de maîtres et maîtresses, remplissant les conditions de capacité et de moralité exigées par la loi universitaire. Les écoles, étant gratuites, seraient exemptes de tout droit fiscal.

Chaque année, une distribution solennelle de prix et d'encouragements aura lieu dans un grand local, sous la présidence du préfet ou d'un délégué de la préfecture.

Ce même jour, le préfet choisira sur une liste de douze jeunes gens et d'un même nombre de jeunes filles, formée, moitié par le sort, moitié par la commission, le jeune homme et la jeune fille qui devront jouir de la dot et de l'établissement voté annuellement par la commission sur les fonds de la caisse.

Il me semble, monsieur le préfet, que cette combinaison est bien juste et bien utile sous tous les rapports.

Toutes les vues des mères de famille, des jeunes gens de l'association seront dirigées vers cette dot, vers cet établissement qu'eux-mêmes auront contribué à former. Par leur conduite, par leur travail, tous s'attacheront à mériter le choix de la commission, et les douze voix accordées au sort sont destinées à réparer l'oubli, à neutraliser une partialité inévitable dans tout jugement humain.

Puis, à mesure que les ressources s'accroîtraient, on organiserait des maisons de santé pour la guérison des malades, des maisons de retraite pour les vieillards et les infirmes sans famille, des hôtels-restaurants pour remplacer ces taudis, ces bouges où l'ouvrier se loge, pour procurer à tous une nourriture saine, abondante et à meilleur prix.

Je m'arrête là, quoique, sur pareille route, il y ait toujours moyen de marcher. Mais quand les classes ouvrières seront arrivées à ce résultat, elles auront fait un pas immense en *moralité*, en *bien-être*, en *civilisation*.

Or, quel sera ce résultat vis-à-vis du gouvernement, vis-à-vis des bureaux de bienfaisance? L'extinction de ces derniers, parce qu'il n'y aura plus de mendicité; la possibilité de la diminution des impôts, parce que la consommation des denrées premières, des objets de luxe sera plus grande, et que, d'un autre côté, la tranquillité publique possédant plus de garanties, il y aura lieu de simplifier le système de la force publique, de l'administration judiciaire dont les travaux seront fortement réduits. Ces résultats, vis-à-vis des chefs de fabrique, amèneront entre ceux-ci et leurs ouvriers, des rapports comme il peut en exister entre un chef d'administration et ses subordonnés qui, ayant tous une éducation à peu près commune, se comprennent et

s'estiment mutuellement. Car la différence d'éducation fait la différence des rapports. Dans une machine, tous les rouages ne se ressemblent pas, mais tous sont liés harmoniquement les uns aux autres, et tendent de concert vers un but commun.

Aujourd'hui l'ouvrier et le maître sont mutuellement exploités l'un par l'autre; cela vient de ce que le maître craint la faillite et l'ouvrier la faim.

Quand l'ouvrier ne craindra plus la faim, quand le maître, par des assurances mutuelles contre les malheurs du commerce, ne craindra plus la faillite, alors il n'y aura plus exploitation; au contraire, il y aura plutôt communion d'efforts contre les consommateurs oisifs qui, grâce à la concurrence, exercent sur le petit commerce surtout un despotisme intolérable et dangereux. Assurément le bon marché des produits de toute nature est une nécessité sociale; mais ce bon marché, pour qu'il soit aussi avantageux à la production qu'à la consommation, ne peut être que le résultat de débouchés rendus plus faciles par la rapidité des transports et plus nombreux par l'accroissement des consommateurs. Les chemins vicinaux et les chemins de fer accéléreront les transports, et l'aisance des classes ouvrières accroîtra la consommation.

A ceux qui voudront analyser mon projet, il sera facile de reconnaître que, sous le point de vue moral, industriel, politique, il offre toute garantie aux individus et à l'État; que, de plus, il renferme des éléments d'une haute organisation gouvernementale.

C'est pourquoi je vous le livre avec confiance, avec espoir, et je suis convaincu que vous voudrez attacher votre nom à la réalisation de ce projet.

Vous le soumettrez à l'examen d'une commission composée d'hommes recommandables par la pratique des vertus philanthropiques, et dont les vues, en matière d'organisation politique, ne soient point étroites.

Ensuite je vous demanderai que ce projet soit adressé à M. le ministre de l'intérieur, qui devra, après examen, le présenter aux Chambres. Car cette mesure doit être générale pour la France. Car, dans toute la France, il y a une classe *grossière, ignorante et pauvre* qui a besoin d'être MORALISÉE, ÉCLAIRÉE et ENRICHIE.

Recevez, monsieur le préfet, l'assurance de ma parfaite considération

Votre dévoué serviteur,

SAUVAGE-HARDY,

Rédacteur en chef du journal *la Mayenne*.

PROJET DE RÈGLEMENT

1.

Une association de secours mutuels est organisée entre les ouvriers, domestiques, journaliers du canton de...

2.

Le but de cette association est de donner des secours aux malades, aux membres sans ouvrage ou sans place, des retraites aux infirmes et aux vieillards.

3.

L'association est dirigée par un président-censeur, un caissier-secrétaire et douze chefs de section nommés par le préfet ou le sous-préfet.

4.

Les membres de l'association sont partagés par sections ; à la tête de chaque section est placé un père de famille, sachant lire et écrire, et possédant quelque responsabilité morale. Il est choisi par la section, et son élection doit être approuvée par le président-censeur.

5.

La cotisation est fixée à 1 fr. par mois pour une personne seule, à 1 fr. 50 c. pour un couple, à 2 fr. pour une famille composée d'enfants au-dessous de dix ans. Jusqu'à dix-huit ans, les garçons payeront 50 c., les filles 25 c.

6.

Le comité pourra diminuer cette cotisation pour les membres réellement incapables de la payer. Mais elle ne leur sera point remise, ils devront la compléter lorsqu'ils le pourront.

7.

Les cotisations seront recueillies par sections et versées entre les mains du caissier qui en donnera un récépissé détaillé.

8.

Le lendemain, le caissier versera les fonds à la caisse d'épargne ou dans une maison aussi solide, sous la responsabilité de la commission.

9.

La demande de secours doit être faite par l'associé à son chef de section qui, accompagné de deux autres chefs de section, la déposera au secrétariat.

10.

Le caissier y fera droit de suite jusqu'à concurrence de 20 fr.; au delà de cette somme, la commission décidera.

11.

Le membre de l'association qui aura trompé la bonne foi des chefs de section et du caissier sera passible d'un blâme et de la restitution des sommes à lui données. Il ne pourra jamais être renvoyé de l'association.

12.

Les secours seront donnés sous la forme de BONS-MONNAIE, imprimés sur papier de sûreté et signés par le caissier. Ils seront revêtus du timbre de l'association.

Les BONS-MONNAIE exprimeront des valeurs décimales depuis 1 fr. jusqu'à 20 fr. Ils seront payables à la caisse de l'association, tous les trois mois après l'avis du caissier, inséré dans les journaux.

13.

Un médecin sera attaché à l'association avec un traitement annuel. Les secours pour cause de maladie seront accordés sur son attestation. Il visitera tous les malades, les soignera, et tout associé aura la faculté de le consulter. Le médecin lui-même préviendra les consultations en faisant de temps en temps une ronde au domicile des associés. Le censeur pourra l'accompagner.

14.

La fixation des retraites sera décidée par la commission (1). Elle sera en raison des besoins de l'associé, de son temps passé dans l'association et des ressources de la caisse. Les enfants hériteront dans leurs droits à la retraite pour cause d'âge ou d'infirmités, du temps que leurs parents auront passé dans l'association, lorsque ceux-ci n'auront pas profité ou auront peu profité des avantages de la retraite; et réciproquement, lorsque des enfants seront décédés, sans avoir obtenu de forts secours, leurs droits passeront à leurs parents.

15.

Tous les ans, le caissier rendra ses comptes à l'association.

La commission discutera sur l'emploi qui pourra être fait de l'excédant de la recette.

16.

Les premières économies seront consacrées à la fondation d'une SALLE D'ASILE,

(1) Aujourd'hui qu'il existe une caisse de la vieillesse et des sociétés d'assurances sur la vie, solidement constituées, il faudrait renoncer aux caisses de retraite dans les administrations publiques et particulières, et cela autant pour sauvegarder l'indépendance et la dignité des employés que pour concilier les exigences du service avec les sentiments de justice et de bienveillance trop souvent en conflit sous le régime actuel.

d'une ÉCOLE D'APPRENTIS, divisée en deux sections : la section des garçons et la section des filles ; d'une MAISON DE SANTÉ pour la guérison des malades. En un mot, tous les revenus de l'association devront être utilisés pour le plus grand avantage de tous les membres, pour la plus grande économie et régularité des différents services qui s'y rattachent.

17.

Chaque année la commission votera une somme : 1° pour offrir des prix et encouragements aux meilleurs élèves des Écoles d'apprentis et des Salles d'asile ; 2° pour offrir une dot à une jeune fille ; 3° pour procurer à un jeune homme les moyens de monter un établissement.

18.

Ces deux bénéficiaires seront choisis par le préfet sur une liste de douze jeunes gens et d'un même nombre de jeunes filles, formée moitié par le sort, moitié par la commission.

19.

Le jour de l'élection et de la distribution des prix devra être solennel, public. Toutes les autorités et notabilités du canton y seront convoquées avec leurs familles. Rien ne sera épargné pour donner à cette fête toute la pompe, tout le luxe d'une fête publique et impatiemment désirée par la population.

20.

Les diverses associations de département, de la France entière, pourront former une seule association, dont le siège sera alors à Paris, au ministère des travaux publics.

TRANSFORMATION DES VILLES

Au nombre des lois utiles et fécondes que la Chambre a votées depuis cinq ans, on doit placer en première ligne la loi sur *l'expropriation en matière d'utilité pu-*

bligue. Cette loi était urgente ; les meilleures combinaisons pour la prospérité et l'embellissement d'une ville venaient à chaque instant échouer contre l'inviolabilité d'une maison ou d'un champ. Est-il possible à un gouvernement, à une administration, de marcher avec de telles entraves ? Les briser était un besoin. Une loi fut donc votée qui porta à la royauté du propriétaire un coup dont s'est applaudi tout homme de progrès. En effet, rien de plus absurde, rien de plus anti-social que cette liberté laissée à chaque citoyen de bâtir selon sa fantaisie et surtout selon ses moyens. Avec une telle liberté, l'anarchie dans les constructions est inévitable, et jamais on ne pourra créer une ville propre, régulière, confortable. La rue Joinville, avec ses trapèzes et ses triangles isocèles, est à démolir d'un bout à l'autre, pour que le plus beau quartier du département ne soit pas perdu. Quand la ville aura percé ses rues du Pont-de-Mayenne, rebâti d'autres halles et creusé un port au bout du pont Napoléon du côté de la place Ambroise-Paré pour le transport des grains, c'est ce qu'elle aura de plus pressé à faire.

Nous ne demandons pas une maison Chauveau depuis la route d'Angers jusqu'à la route de Rennes, une telle monotonie serait fatigante ; mais dans la variété, dans la bizarrerie même, on peut créer une régularité qui charme l'œil.

Souvent un beau désordre est un effet de l'art.

Enfin que faut-il pour rendre une ville salubre, confortable et élégante, une ville comme quelques villages aux environs de Paris, le quartier Launay à Nantes, les boulevards d'Angers, etc. ? de l'argent et des architectes. Or, grâce à Dieu, l'argent ne manque pas à Laval, et quelques jolies maisons bourgeoises ou édifices publics, par exemple la maison de M. Martin, route d'Angers, celle de MM. Lasnier et Renou, rue Napoléon, la mairie, le bazar Saint-Julien, la maison de M. Doudet, etc., révèlent des architectes habiles et des propriétaires jaloux de consacrer leurs capitaux à l'embellissement de leur ville. Pourquoi tous les capitaux oisifs ne seraient-ils pas exploités dans un but aussi noble ?

L'architecture est un mobile de civilisation peut-être aussi puissant que la peinture, la musique et la poésie, parce que son action est permanente, et que tout homme est à portée de la recevoir. La salubrité d'une ville découle de son architecture ; or la moralité d'un homme dépend de sa position hygiénique. Il en résulte donc que tout conseil municipal, quand il entreprend de bâtir un quartier, devrait former un jury d'architectes et de médecins, qui dresseraient un plan d'après lequel tout propriétaire serait tenu de bâtir. Mieux que cela, pourquoi ne s'organiserait-il pas une société d'architectes et de riches capitalistes qui, secondés par l'administration, achèterait les uns après les autres tous les quartiers d'une ville, en vertu de la loi d'expropriation en matière d'utilité publique, et les rebâtirait à neuf ? Par ce moyen, toutes nos villes auraient bientôt changé de face ; la misère et les maladies épidémiques disparaîtraient, un air pur circulerait partout ; avec des rues larges et des trottoirs, les enfants ne risqueraient plus d'être écrasés sous les roues des voi-

tures, on ne gagnerait plus de fluxions de poitrine en passant subitement d'un air doux à un air froid, car il ne faudrait plus monter des rues à pic pour aller au marché et à l'église. Tous les agréments d'une jolie campagne avec ses jardins anglais, ses charmilles, s'uniraient aux avantages d'une ville policée, avec ses jolis magasins, ses cafés, ses théâtres, ses ateliers et ses usines. Et ce que nous disons là n'est pas une utopie. Nous n'inventons point ; dernièrement encore, une association de capitalistes anglais et américains s'est organisée pour bâtir une ville auprès du Niagara. Nous reviendrons quelquefois sur cette idée, que nous n'avons pas encore approfondie, et qui serait digne des méditations d'un homme spécial.

SAUVAGE-HARDY.

1836.

ÉLECTIONS MUNICIPALES

(1836)

Nous entrons dans l'année triennale où la moitié des conseils municipaux doit être renouvelée, où tous les maires vont déposer leur magistrature. Ce grand mouvement a été précédé de la rectification et de la publication de la liste des électeurs municipaux. La presse départementale doit se préoccuper de ces importantes opérations. En effet, des nouveaux choix qui vont se faire dépendra la prospérité de chaque commune ; donc, tout électeur a besoin que sa religion soit éclairée sur chacun de ses représentants. Mais les séances des conseils municipaux n'étant pas encore publiques, force est de considérer le conseil municipal en masse, d'après les améliorations qu'il a votées ou négligées, d'après les abus qu'il a pu et n'a pas su ou voulu faire disparaître. Aussi répéterons-nous que, dans un temps de calme plat, alors que les discussions municipales ne sortent point de l'enceinte du conseil pour se formuler dans la rue ou dans les salons avec aigreur et scandale, il est impossible de faire planer la moindre responsabilité sur chacun des membres en particulier. D'un autre côté, le pays n'est pas mûr pour ces discussions personnelles qui, traitées sans fiel, avec la plus scrupuleuse impartialité, ne seraient point comprises cependant et pourraient amener des troubles dans la commune, sans produire les heureux

résultats qu'on aurait le droit d'en attendre dans une sphère plus large et plus éclairée. Quoi qu'il en soit, nous engagerons nos concitoyens qui peuvent être électeurs, à aller vérifier les listes déposées au secrétariat de la mairie, à y faire porter leur nom s'il était oublié. Les citoyens sont solidaires les uns envers les autres du choix de leurs administrateurs; car une voix de moins peut décider du sort de la commune. Que tous avant le jour de l'élection se consultent, examinent les antécédents, les lumières et la moralité de chaque candidat. Il faut, autant qu'il est possible, éloigner du pouvoir les hommes qui n'ont pas donné des preuves bien frappantes de leur bonne volonté ou de leur intelligence dans la gestion de la commune, pour les remplacer par des hommes dominés de la pensée du bien public et ayant puissance de l'opérer. A l'œuvre on connaît l'ouvrier. Dans quelle situation était la commune alors qu'une administration est entrée en fonctions? dans quelle situation l'a-t-elle laissée? Quelles ont été les améliorations votées, encouragées, exécutées par elle? d'où sont venus les obstacles apportés à la réalisation de projets utiles?

Loin du conseil les grands parleurs, ceux qui ont l'habitude d'embrouiller les questions les plus claires; loin du conseil les gens routiniers, pour lesquels toute innovation est chose téméraire, scandaleuse; loin du conseil tous ceux qui ne voudraient pas se conformer au mandat des électeurs! Les citoyens d'une même commune sont à portée de se connaître directement ou indirectement. La moindre action de la vie privée ou de la vie publique suffit pour révéler un penchant, un caractère. Choisissons alors ceux d'entre nous qui auraient des vues élevées, des sentiments philanthropiques, des connaissances pratiques ou théoriques en hygiène, architecture et économie sociale; car il est nécessaire, urgent, que l'on travaille à la santé du peuple et à sa moralisation.

Nos représentants devront savoir comment on renouvelle une commune sous son triple aspect religieux, physique et intellectuel; en créant des fêtes où l'on récompense les actes de civisme et de dévouement, en fondant des salles d'asile pour l'enfance, des dépôts de mendicité pour les vieillards et les infirmes, en remédiant à la malpropreté des rues, à leur éclairage, à l'irrégularité des édifices, en éloignant des citoyens tout élément de maladies et de discorde, en organisant des écoles d'adultes, des comices agricoles, en confiant la direction des écoles primaires à des maîtres capables, et dont la moralité ne puisse être suspecte.

Les devoirs d'une administration municipale sont graves et nombreux. Ils exigent pour être remplis dignement une position assez indépendante, une volonté très-ferme, souvent opiniâtre, une abnégation de sa tranquillité domestique, un courage civique au-dessus de toute épreuve.

Un exemple récent a prouvé à la seconde ville de notre département combien d'heureux effets peuvent résulter d'une administration dont le chef offre toutes ces garanties. Les six années qui viennent de s'écouler ont été remplies d'une activité philanthropique qui s'est manifestée continuellement en faveur de la classe pauvre et laborieuse, surtout pendant l'hiver. Les sources de la bienfaisance, loin d'être taries, ont été ouvertes, et les divers produits distribués avec intelligence, à ceux

qui étaient dans le besoin. Cette administration a couronné son œuvre de réforme par la destruction d'un abus contre lequel elle avait toujours lutté avec persévérance. Elle mérite de la commune, parce qu'elle a été forte, indépendante et amélioratrice.

Quelques jours avant les élections, nous donnerons à nos lecteurs une notice courte, mais d'une exactitude rigoureuse, sur les principales administrations municipales du département, afin d'aider, autant qu'il est possible, nos concitoyens dans le choix de nos représentants.

Nous pensons que nos abonnés ne liront pas sans quelque intérêt la statistique électorale de notre département. Nous la mettrons sous leurs yeux tout prochainement, d'après le tableau par communes inséré dans les *Actes administratifs*, dont nous avons fait le dépouillement avec le plus grand soin. Cette statistique aura pour but de montrer : 1° le mouvement de la population ; 2° le chiffre des habitants comparé à celui des électeurs ; 3° le degré de civilisation et de bien-être matériel que le département a atteint ; 4° les puissants moyens d'action que chaque commune possède pour arriver à une administration vraiment populaire, vraiment intelligente, quand surtout l'instruction primaire aura dérouillé les esprits grossiers, et qu'une plus grande aisance sera venue favoriser le développement de la morale publique.

LES CHEFS DE BUREAU

Laval, le 25 mai 1836.

Le rédacteur de *la Mayenne* a fait plusieurs démarches auprès des administrations pour avoir directement la communication de leurs actes et de leurs projets. Les administrations n'ont pas fait droit aux désirs du rédacteur de *la Mayenne*. C'est pourquoi le rédacteur de *la Mayenne*, quand il a voulu enregistrer des faits, n'a enregistré que des *on dit* : il a dû nécessairement commettre des inexactitudes. Ces inexactitudes qui, parfois, peuvent avoir de graves résultats, et des résultats d'autant plus graves, que maintenant *la Mayenne* est répandue dans plus de localités, il est juste d'en faire retomber la responsabilité sur la mauvaise volonté ou la négligence des chefs de bureau. Le journalisme est une puissance qui doit connaître de toute chose ; bureaux, théâtres, fêtes publiques, rien ne doit lui être caché. Le rédacteur d'une feuille doit avoir ses entrées partout. Alors, il est dans l'intérêt des

administrations de lui donner directement communication des actes qui intéressent le peuple, afin que des erreurs ne puissent être commises, et la conduite des administrateurs mal interprétée. En conséquence, nous adjurons les dépositaires de l'autorité publique de nous initier eux-mêmes à leurs conseils, à leurs projets, s'ils ne veulent point que nous commettions d'erreurs à leur égard. Nous le répétons, les actes qui intéressent le peuple doivent être publics; et si les administrations refusent de donner cette publicité, nous la prendrons; et si des intentions sont mal comprises, si la vérité de certains faits est altérée, nous en rejetons, par avance, le blâme sur les administrateurs qui croient à l'inviolabilité des bureaux. D'abord, nous avons demandé la communication de ces actes comme une faveur; aujourd'hui, pourquoi ne l'exigerait-on pas comme un droit, dans l'intérêt des administrateurs et des administrés?

A NOS LECTEURS

Laval, 30 juin 1837.

Il y a dix-huit mois, parut, dans *la Mayenne*, le prospectus d'un journal critique : le voilà aujourd'hui arrivé au n° 136 ; c'est le dernier.

Son fondateur s'étant posé l'apôtre de la réforme, il dut chercher des lecteurs plutôt que des abonnés. Si, dans l'avenir, il voyait le journalisme moissonnant des honneurs et des richesses, dans le présent, il dut le voir pauvre et persécuté.

Comme il avait pris la plume par conviction, par devoir, parce qu'une voix intérieure lui répétait sans cesse : Marche ! et trace à tes compatriotes la route du progrès, il n'avait pu faire d'une aussi sainte mission un métier pour vivre, pour gagner de l'argent.

Le sol intellectuel du pays était à remuer de fond en comble, il a promené partout la charrue et la faux. Aucun préjugé n'a été respecté, aucune aristocratie épargnée. Il y a eu du scandale, il en a rejeté la responsabilité sur les hommes qui en ont été l'occasion.

Soutenu par sa foi dans l'humanité, et comprenant qu'il était un des ouvriers du nouvel édifice social, il a bravé la haine et même le mépris d'ennemis aveugles, supporté avec résignation l'indifférence de ses amis.

Mais aujourd'hui que le sol a été remué, que des idées y ont été jetées, il se re-

tire, laissant à d'autres l'avantage de recueillir dans les honneurs ce qu'il a semé dans les persécutions. Que lui importe, pourvu que le pays en profite !...

Et s'il se retire, c'est parce qu'il est convaincu que bientôt son héritage doit être recueilli, et que des débris de *la Mayenne*, qui était de trop il y a dix-huit mois, et qui maintenant est incomplète, naîtra une autre feuille avec des conditions de succès plus certaines, et qui fera honneur aux promesses dont l'acquittement a été impossible à un homme seul.

Merci aux quelques hommes qui n'ont point entravé notre marche, auprès desquels nous avons trouvé quelque encouragement.

Si nous avons eu de grands projets, c'est qu'une grande pensée sociale nous dominait ; si nous avons souvent changé de projets, si nous ne les avons pas tous mis à exécution, c'est que les difficultés étaient immenses et nos ressources petites ; et aux personnes qui nous reprocheront d'avoir promis monts et merveilles, alors que nous doutions de nos propres forces et des sympathies actives du pays, nous répondrons que néanmoins il était utile au pays de l'entretenir de tels projets pour lui faire sentir et comprendre toute la puissance que la presse est susceptible d'acquérir. Nous ne pourrions nous-mêmes exécuter ces projets, eh bien ! nous aurons donné à d'autres la pensée et les moyens de les exécuter. Nous attendrons avec confiance le jugement de la génération prochaine.

Nous appelons dans la lice les hommes de cœur et de conviction ; les capitalistes, ambitieux de faire servir leur influence au développement industriel et scientifique de notre pauvre contrée. Et c'est avec un profond chagrin que nous avons vu les administrations, loin de nous encourager dans une carrière si épineuse, nous refuser au contraire leur encouragement et l'appui des autorités subalternes.

Et voici les objets sur lesquels nous appelons l'attention de nos successeurs, quels qu'ils soient, à quelque opinion qu'ils appartiennent : *l'amélioration physique, intellectuelle et morale du peuple*. Or ce but ne peut être atteint que par les salles d'asile, les associations de secours mutuels et les banques locales, dont la crise commerciale actuelle est venue nous démontrer l'urgente nécessité.

SAUVAGE-HARDY.

Deux ans après, en 1839, à l'époque de la coalition, *la Mayenne* reparut sous le patronage de M. Paul Boudet, aujourd'hui vice-président du Sénat. Pendant les trois mois que dura la lutte électorale, la plus grande indépendance nous fut laissée en notre qualité de rédacteur en chef. Nous gagnâmes la bataille : les cinq candidats de l'opposition furent élus ; mais alors on nous invita à mettre une sourdine à notre journal ; ce à quoi nous ne pûmes consentir, et le journal cessa encore de paraître.

A MESSIEURS LES ÉLECTEURS

DE LA SECTION DE L'HOSPICE

Laval, 15 juin 1840.

Messieurs,

Demain mardi, 16 juin, vous êtes appelés à l'hôtel de la Mairie, pour élire deux conseillers municipaux.

C'est à ceux qui se sentent la volonté et le courage de veiller avec sollicitude aux intérêts communs, de se porter candidats, à vous de peser leurs titres à votre confiance.

La fonction de conseiller municipal, pour celui qui veut la remplir consciencieusement, est une véritable charge. Aussi devez-vous exiger dans les candidats qui se présentent un dévouement de tous les instants à la chose publique, des idées sérieuses en matière administrative, une opiniâtreté inflexible à poursuivre les abus.

Donnez votre voix à des hommes dans lesquels surtout vous trouverez des gages d'une indépendance éclairée, et qui ne soient point placés sous des influences trop locales.

Quelques électeurs m'ont engagé à me mettre sur les rangs.

Ayant un vif désir d'être utile à mon pays, et pensant que le conseil municipal offre mille moyens de le servir avec succès, j'ai accepté leur voix.

J'ose donc vous demander l'honneur d'être inscrit le deuxième sur votre bulletin, si vous aussi vous me jugez digne et capable de vous représenter.

Comme d'autres, j'aurais pu aller solliciter votre suffrage, exercer ou faire exercer sur chacun de vous une action individuelle; j'ai cru plus convenable de m'adresser publiquement au corps électoral.

Vous connaissez mes antécédents : ce que j'ai écrit, demandé, blâmé, comme journaliste, je le dirai, je le proposerai, je le rejetterai, comme conseiller municipal. Tout entier aux intérêts de la ville, j'appuierai les propositions qui seront dictées par l'intelligence des besoins publics, et je refuserai mon vote à celles où se feraient sentir les influences individuelles au préjudice de l'intérêt général. Je proposerai moi-même les améliorations susceptibles d'une réalisation prochaine, entre autres la publication du procès-verbal des séances du Conseil municipal. Cette amélioration que la ville de Rennes a demandée et obtenue doit amener les meilleurs résultats

pour la moralité des conseillers et l'utilité des discussions. Les affaires de la ville ne doivent pas se faire en famille, à huis clos. Il faut qu'elles soient traitées au grand jour, et il est important que chaque conseiller accepte la responsabilité de sa conduite, car les conseillers municipaux ne sont que les hommes d'affaires de leurs concitoyens.

Examinez donc mon passé, ma position présente, et voyez jusqu'à quel point il m'est permis d'espérer un témoignage de votre estime pour mon caractère et de votre confiance dans mon zèle.

Et si les titres d'un père pouvaient être invoqués en faveur d'un fils, je vous rappellerais que le mien, ancien vice-président du tribunal de commerce de Mayenne, a donné, durant toute sa vie, des preuves de son amour pour la prospérité publique. Vous promettre de marcher sur ses traces, c'est vous jurer que je ne trahirai point le mandat qui m'aura été confié par vous.

J'ai l'honneur de vous saluer,

SAUVAGE-HARDY,
Imprimeur.

AUX RÉPUBLICAINS

DU DÉPARTEMENT DE LA MAYENNE

SALUT ET FRATERNITÉ

Mes chers Concitoyens,

L'an dernier je ne voulus point, alors que tous nos candidats témoignaient si chaudement de leur foi républicaine, solliciter vos suffrages pour obtenir l'honneur de siéger à la Constituante. Sans ambition pour moi-même, et préférant la tranquillité du foyer domestique à l'agitation des assemblées révolutionnaires, j'avais remercié Dieu de ce qu'il s'était rencontré parmi les bourgeois, nos compatriotes, tant de républicains aussi dévoués au peuple que l'ancien rédacteur du journal *la Mayenne*, et tout prêts à asseoir la République sur les bases éternelles de la fraternité. Le mandat de représentant du peuple est assurément une mission glorieuse, mais c'est aussi

une charge bien lourde, dont l'homme de conscience et de conviction, surtout aux époques orageuses, redoute la responsabilité effrayante, à laquelle la mort même ne saurait le soustraire.

Malheureusement la foi républicaine, chez les citoyens que vous avez envoyés à la découverte de la terre promise, ou n'était qu'un mensonge ou n'était qu'une erreur. Dès les premières épreuves, le masque est tombé ou le *mea culpa* prononcé tout bas ; et, en ce moment, les uns sont descendus à terre dans le camp royaliste, et les autres, incertains, tremblants, tout en restant à bord, n'osent point lancer en pleine mer le vaisseau de la République. L'inconnu les épouvante ; ils aiment mieux louvoyer le long des côtes, ainsi que les anciens navigateurs, sauf à se briser à chaque minute contre d'inévitables écueils, que d'imiter Christophe Colomb et ses intrépides marins, marchant, pleins de foi en Dieu et guidés par les étoiles, à la découverte d'un nouveau monde.

C'est pourquoi, citoyens, vous êtes aujourd'hui convaincus que, pour organiser et gouverner une République au profit des travailleurs, c'est-à-dire au profit du plus grand nombre, il ne faut plus de républicains timides, incolores, ni de capitalistes dont l'existence soit entretenue par des prélèvements usuraires sur les produits du travail. J'ai dû alors, moi qui ne suis ni un grand industriel, ni un illustre avocat, ni un riche propriétaire, sortir un instant de l'obscurité où m'ont précipité les ennemis du peuple, et vous rappeler que pendant plusieurs années j'ai vaillamment combattu pour la rédemption des classes laborieuses ; que, toute ma vie, j'ai été préoccupé de ces importantes questions sociales posées enfin par la Constitution de 1848, et dont l'Assemblée législative est chargée de trouver la solution.

Or cette solution ne peut être trouvée que par de vrais républicains, parce qu'eux seuls ont la volonté de la chercher où elle est.

En effet, n'entendez-vous pas crier de toutes parts, dans la société bourgeoise, que la République est une utopie irréalisable ? Les capitalistes n'ont-ils pas déclaré que, sous le régime nouveau, ils ne déterreraient point l'or qu'ils ont enfoui, et qu'ainsi ils nous prendraient par la famine ? Ne soyons dupes ni de leurs arguments ni de leurs menaces. Les privilégiés de l'ordre actuel veulent le rétablissement de la monarchie, pour que l'on n'abolisse ni le papier timbré ni la guillotine, afin que les travailleurs soient à jamais retenus sous le joug de la misère, de l'ignorance et de l'intimidation ; et ce sont eux, les impurs enfants de Baal, qui contraignent les prêtres chrétiens, salariés par l'État, à proclamer que le règne de Dieu, promis cependant par Jésus-Christ ici-bas, ne doit être réalisé que dans le ciel, afin que, dans leur monstrueux égoïsme, ils puissent, à eux seuls, absorber tous les trésors et toutes les jouissances de la terre. Quant à cet or, au moyen duquel ils prétendent nous asservir, nous saurons bien nous en passer. L'or n'est point la richesse, il n'en est que le signe conventionnel. Adoptons un autre signe, du papier, par exemple, pourvu que ce signe ait un caractère social, et les détenteurs du capital numéraire seront bientôt forcés de convertir leurs écus en papier-monnaie pour avoir, eux, à leur tour, des vêtements et du pain.

Vous ne pensez pas, sans doute, citoyens, que la solution, attendue par vous, doive être apportée de Claremont par un d'Orléans, ou du fond de la Bohême par Henri V. Il vous était encore permis, avant le 10 décembre, de conserver des illusions sur l'homme porteur d'un nom héroïque. Grâce à l'éclat de l'auréole napoléonienne, dont sa personne tout entière est illuminée, il avait le pouvoir d'opérer des miracles; en a-t-il la volonté? Louis-Philippe, dans le cours de son règne, a employé et usé, les unes par les autres, toutes les capacités politiques appartenant à l'Institut, à la magistrature, à l'armée, au barreau et à la haute banque. MM. Guizot, Molé, Soult, Thiers, d'Argout, etc., ont eu sous le bras un portefeuille rouge, et aucun d'eux n'a pu, du fond de ce portefeuille, retirer un seul projet de loi de nature à jeter dans nos âmes désolées le moindre rayon d'espoir. Eh bien! notre Président abandonne les rênes du gouvernement aux doublures des hommes d'État de l'ex-roi. L'ouragan de février avait renversé l'aristocratie capitaliste, cette statue d'or dont les pieds sont faits de boue mêlée avec du sang. Les ministres suent argent et honneur pour la replacer sur son piédestal. Gardez-vous de leur venir en aide, car il faudrait encore sacrifier à l'idole des hécatombes humaines, et les travailleurs des villes et des campagnes ne seraient point rachetés du prolétariat; ils resteraient condamnés à perpétuité à des labeurs pénibles et improductifs.

Donc plus d'illusions! . Avec la branche aînée, avec la branche cadette, avec une restauration quelconque, royale ou impériale, nous n'avons à espérer que la continuation des fléaux qui affligent l'humanité; et si les vrais républicains n'arrivent pas à l'Assemblée législative en assez grand nombre, si, par un maintien tout à la fois digne et audacieux, ils n'imposent pas à ces factions royalistes qui empruntent toutes les formes pour tromper votre religion et capter vos suffrages, d'épouvantables malheurs fondront sur la France. La République est forte, et elle ne voudra pas périr; et le Capital, ce tyran égoïste et stupide, appellera les Cosaques. Nous aurons la guerre civile avec toutes ses horreurs, comme en 93; nous aurons l'invasion étrangère, peut-être, avec toutes ses hontes, comme en 1814 et en 1815.

Mais cette solution, où les républicains iront-ils la chercher? Où est-elle?

Citoyens, il est une idée qui a jailli du cataclysme de février et porté la terreur, le doute, dans le camp des privilégiés, et tout d'abord dans le camp républicain; une idée dont on s'était imaginé que le ridicule et la police correctionnelle avaient déjà fait justice, et qui, sous la dénomination de saint-simonisme, de fouriérisme, de communisme, semblait être devenue la marotte inoffensive d'obscurs savants et de pacifiques rêveurs; je veux dire le Socialisme, puisqu'il faut l'appeler par son nom. Le Socialisme, entraînant aujourd'hui dans son cours impétueux et les factions politiques les plus redoutables et les écoles philosophiques les plus hardies, ébranle le vieux monde jusque dans ses fondements. — Qu'est-ce donc que le Socialisme? le Socialisme, c'est l'organisation de l'association, le complément de la religion chrétienne, l'application dans les lois de ces deux axiomes divins : « *Aimez-vous les uns les autres; faites à autrui ce que vous voudriez qu'on vous fit;* » axiomes qui, dans la société bourgeoise, ne sont obligatoires que sous la sanction de l'enfer, auquel ne

croient point les négociants et les hommes de loi, nos seigneurs et maîtres. Ce fut pour préparer les esprits de mes concitoyens à recevoir ces idées de régénération sociale, dont tout jeune encore j'avais prévu l'expansion prochaine, que je fondai en 1836, à Laval, le journal *la Mayenne*, à la rédaction et à la propagation duquel j'ai consacré les plus belles années de ma vie et tout mon patrimoine.

Les vrais républicains iront chercher dans le Socialisme la solution des questions posées par la Constitution de 1848. C'est là qu'elle est, si elle est quelque part.

Et que les honnêtes citoyens que la peur et le défaut d'instruction rattachent encore au vieux monde qui s'écroule, se pénètrent bien de cet argument : Il ne s'agit pas, à la rigueur, de savoir si le Socialisme en lui-même est un bien ou un mal pour la génération actuelle, une vérité ou une erreur sous le rapport économique, mais si c'est un fait naturel et avec lequel il faille compter.

Le Socialisme n'est point le produit d'une agitation artificielle. Les hommes qui en sont, à divers titres, l'expression plus ou moins élevée, n'en sont point les créateurs ; ils n'en sont que les parrains. Car tous n'ont fait que constater, chacun à son point de vue spécial, des phénomènes sociaux, existant réellement, ainsi que les astronomes constatent les phénomènes célestes, longtemps avant que ceux-ci soient devenus visibles. La meilleure preuve, c'est qu'avant février les chefs des différentes écoles socialistes se connaissaient à peine personnellement, et qu'il existait naguère encore entre quelques-uns d'entre eux des préventions et des méfiances. Il appartenait au royalisme, en rapprochant par la persécution ces éléments divers, d'en opérer providentiellement la fusion et de favoriser ainsi la formation du grand parti social, qui, ramassant dans son chemin tous les dévouements sublimes, toutes les capacités indépendantes, toutes les existences vouées aux gémonies industrielles, exerce déjà une influence considérable sur la société européenne. Il faut donc compter avec le Socialisme. Dit-on au torrent qui va se précipiter du haut d'une montagne à travers les vallons et les plaines : « Torrent, arrête-toi ! tu n'as pas le droit d'inonder nos moissons, d'emporter nos troupeaux ; au nom de l'ordre, rentre au sein de la montagne d'où tu es sorti ! » Non ! on lui creuse un lit, et il arrive que le torrent, au lieu d'être une occasion de désolation et de ruines, se transforme en un fleuve majestueux qui embellit la contrée et en accroît la fécondité.

Mes chers concitoyens, n'envoyez donc à l'Assemblée législative que des représentants fermement résolus à creuser un lit au torrent, et non point à élever digues sur digues pour arrêter une idée toute-puissante, et dont la légitimité d'ailleurs nous est scientifiquement démontrée par l'histoire. Jetez un coup d'œil sur les époques passées !... Est-ce que l'humanité n'a pas constamment subi des transformations successives ? Avant l'ère chrétienne, il y avait l'esclavage, auquel succéda le servage féodal, remplacé lui-même aujourd'hui par le prolétariat ; serions-nous donc arrivés à un état définitif ? Pour le faire croire, il faudrait prouver que la science a dit son dernier mot, ou que la lutte de l'homme contre la nature est un crime de lèse-divinité ; il faudrait prouver que toute chose, parmi les choses placées, est bien à sa place, et que sur notre globe, à peine connu, à peine exploré, il n'y a plus de place pour les

choses non encore placées ; il faudrait prouver qu'ici-has le bonheur est la règle, et le malheur l'exception. Toutes ces transformations, jusqu'à présent opérées au milieu de crises si violentes, que l'on appelle révolutions, ne sont autre chose que les mouvements que fait l'humanité pour arriver à une position meilleure ; et il y aura toujours des révolutions, tant que la science politique n'aura pas « du chaos des vieilles coutumes, dégagé les éléments constitutifs de l'ASSOCIATION, cette prochaine et infaillible transformation de l'humanité. »

Or, la République est la seule forme de gouvernement sous la garantie de laquelle un pareil travail puisse être entrepris et terminé, sans que la France soit encore exposée à des luttes brutales, à des sacrifices sanglants, à des catastrophes périodiques.

Cela est facile à concevoir. Sous le régime monarchique, quel que soit le pacte constitutionnel, c'est toujours le roi qui gouverne.

Si ce roi que donne le hasard ou l'intrigue oubliait que le chef de l'État est le serviteur du peuple et non point l'instrument d'une caste, la voie du progrès ne tarderait pas à être obstruée, et quand les mauvais rois vivent trop longtemps, on les chasse.

Attendu qu'il vaut mieux changer le pouvoir exécutif au moyen de bulletins comme au 10 décembre qu'à coups de fusil comme au 24 février, nous qui aimons véritablement l'ordre, parce que sans ordre il ne saurait y avoir ni travail ni pain, nous devons crier : Vive la République !

Mais si, en supprimant le roi, nous abandonnions le gouvernement à des électeurs censitaires ou à des capacités, il se formerait bientôt une nouvelle aristocratie qui continuerait à son profit le règne de Louis-Philippe, et l'horizon politique resterait constamment chargé de nuages, précurseurs de nouvelles tempêtes.

Attendu qu'il importe, pour empêcher à l'avenir tout monopole, tout engorgement dans le corps social, que le pouvoir découle du suffrage universel, nous qui, non-seulement aimons l'ordre, mais qui adorons la liberté, nous devons crier bien haut : Vive la République démocratique !..., c'est-à-dire celle que l'Assemblée nationale a donnée à la France par la Constitution de 1848.

Enfin, si tout citoyen, riche ou pauvre, oisif ou travailleur, est appelé à peser par son vote sur les destins de la nation, il ne faut pas qu'un maître ou un supérieur quelconque vienne lui dire : « Si tu ne votes pas avec moi, je vais te chasser de ma maison ou de mon atelier, et tu iras mendier ton pain. A vous la fortune n'a pas été favorable, vous ne pouvez élever honorablement votre famille, mettez ce bulletin dans l'urne, et la place que vous sollicitez vous sera accordée. »

Attendu qu'une République purement démocratique, dans l'état économique actuel, donnera fatalement à la corruption des proportions effrayantes, nous devons tous, nous qui voulons, non pas pour quelques-uns, mais pour tous, les saintes joies de la famille et les légitimes bienfaits de la propriété, crier de toute notre âme et de toutes nos forces : Vive la République démocratique et sociale ! c'est-à-dire une République où il soit permis à tout citoyen d'exercer ses droits politiques, sans exposer en aucune façon sa propre fortune et l'avenir de ses enfants.

La République démocratique et sociale est contenue virtuellement dans la Constitution nouvelle. C'est à la Législative à l'en extraire par de bonnes lois transitoires à l'aide desquelles nous traversons sans péril les épreuves diverses qui attendent encore les travailleurs, avant que les destinées de l'humanité soient accomplies.

Vienne donc un nouvel ordre social qui, ainsi que je l'écrivais il y a douze ans dans *la Mayenne*, garantisse un toit à celui qui bâtit des villes, du pain à celui qui cultive le blé, des vêtements à celui qui tisse le lin : à tous la religion des beaux-arts, la gloire de la science et les trésors de l'industrie...

Les Royalistes prétendent que la solution du problème ainsi posé est impossible, et ils ne veulent pas que nous la cherchions ; et moi j'affirme qu'elle se trouvera, de gré ou de force, par les voies légales ou les voies révolutionnaires. C'est pour unir mes efforts à ceux des hommes qui, ayant la science ou l'instinct de la réforme sociale, veulent épargner à la France une nouvelle terreur et une nouvelle invasion étrangère, en organisant une République honnête au profit des travailleurs, et non point pour la résurrection des nobles ou pour la glorification des usuriers, que je me présente aux suffrages des électeurs républicains de la Mayenne, mes compatriotes. Si j'étais nommé représentant du peuple, tout ce que j'ai de dévouement, d'intelligence et de volonté, je l'emploierais à défendre la République et la Constitution, et à faire descendre sur la terre la justice, depuis si longtemps exilée dans le ciel. — Mais, allez-vous me demander : Quand vous arriverez à la Législative, où irez-vous vous asseoir ? Citoyens, voici ma réponse ; Sur la Montagne.

Vive la République démocratique et sociale !

SAUVAGE-HARDY.

Bercy, 25 avril 1849.

LETTRE A MADAME JEANNE DEROUIN

SUR LES ASSOCIATIONS OUVRIÈRES

Madame,

Ne pouvant, vu mon éloignement de Paris et les exigences de mon emploi, me rendre souvent aux conférences auxquelles vous avez eu la bonté de me convier, je vous demande la permission de vous soumettre, dans une note sommaire, quelques observations qui m'ont été suggérées par notre entretien de l'autre jour.

Deux points essentiels nous divisent :

1^o Je crois qu'il importe, avant de songer à formuler un système général ap-

plicable à toutes les associations au point de vue politique, moral et religieux, de grouper, au nom d'un intérêt purement matériel, le plus de travailleurs que nous pourrons ;

2° Il faut encore, selon moi, que les travailleurs ne soient point engagés dans cette association mère pour un temps limité, mais qu'ils puissent, quand ils le jugeront convenable, liquider leur fortune, et se retirer, s'ils ne sont pas contents.

Et vous, Madame, vous voulez préalablement, au nom d'une idée socialiste toute formulée, appeler les travailleurs à une œuvre matérielle ; vous voulez, en outre, en groupant non-seulement des intérêts, mais des croyances, exiger en quelque sorte du travailleur un engagement perpétuel.

Pour que nous ne nous égarions pas dans notre argumentation, déterminons nettement le but que chacun de nous se propose, et assurons-nous que ce but est le même, que nous sommes l'un et l'autre placés à un point de vue commun.

Or quel est ce but ? N'est-ce pas de créer le cadre d'une société nouvelle, dans lequel puisse se mouvoir toute espèce d'individualités et d'associations avec leurs tendances et leurs intérêts divers ; dans laquelle la lutte entre le privilège et l'égalité, entre la force et le droit, entre l'ordre politique et l'ordre naturel, ait une solution progressive et pacifique ; duquel, en un mot, sorte le nouveau sauveur que l'humanité attend ?

Nous sommes d'accord sur ce point de départ. Eh bien ! quand il s'agit de bâtir une maison, ne faut-il pas toujours compter avec ceux auxquels elle est destinée, et prendre en considération aussi bien leurs exigences actuelles que leurs vrais besoins. Au profit de qui voulons-nous créer une société nouvelle ? Au profit des travailleurs, et non pas seulement au profit des travailleurs républicains, démocrates, socialistes, mais encore au profit de nos frères chez lesquels, faute d'éducation ou de circonstances favorables, le sentiment socialiste n'est pas encore éclos. Or si les travailleurs demandent un nouvel ordre social, c'est que dans l'ordre actuel il n'y a pas de place pour eux ; c'est qu'aujourd'hui les choses sont dans un tel désordre que les fonctions sont d'autant plus honorées et plus rétribuées qu'elles sont moins honorables et moins utiles ; et cependant aucune loi, depuis 1789, n'empêche le travailleur de passer de l'état de salarié à celui d'associé et de patron ; quelques-uns même savent vaincre les difficultés de cette métamorphose, Dieu sait à quel prix. Le droit existe, mais la faculté,..... et vous voulez comme moi que ce qui est l'exception devienne la règle, mieux encore que le maître et le compagnon disparaissent pour faire place aux associés, et que le chemin de l'industrie, aujourd'hui tout de boue et d'abîmes, soit transformé en une route régulière, bien encaissée, bien éclairée, avec de beaux et larges trottoirs, où l'on puisse s'aventurer sans crainte d'être pillé par les fripons et ruiné par les gens de loi. Malheureusement tous les travailleurs, même ceux auxquels la réforme importe le plus, n'ont pas tous conscience de la nécessité de cette réforme, et tous pourtant doivent en être les instruments. C'est pourquoi si parmi eux il s'en trouve qui, se croyant appelés à devenir des libérateurs, parce qu'ils auront senti brûler au fond de leur âme le feu sacré de l'apos-

total, veuillent fonder, non une petite église, non une secte, mais une société universelle, un nouvel État, un nouveau gouvernement, pouvant avec le temps, et sous le bénéfice de la forme républicaine, se substituer à l'ancienne société, à l'ancien État, à l'ancien gouvernement, ceux-là doivent n'accepter pour base que des idées communes à tous leurs frères, réservant ainsi pour plus tard des formules qui, étant déjà plus ou moins en crédit, seraient néanmoins l'occasion de défiances, de luttes, de déchirements de nature à retarder la marche du progrès. N'est-ce pas du reste le procédé qu'ont suivi tous les novateurs sérieux ? Le Christ ne disait-il pas à ses disciples : « J'aurais encore beaucoup de choses à vous dire, mais vous ne pourriez les porter présentement ? » Cela voulait dire que les magnifiques conséquences du principe de fraternité qu'il apportait au monde n'échappaient point à son intelligence supérieure, mais que ces conséquences assez éloignées demandaient pour être comprises, pour être aperçues, un commencement de réalisation chrétienne, plusieurs étapes dans la nouvelle civilisation. D'ailleurs un système quelconque ne saurait être formulé d'un seul jet, et vint-il même à surgir un novateur doué d'une tête assez encyclopédique pour apporter les tables d'une loi nouvelle toutes formulées, tout écrites, encore faudrait-il que ce novateur se gardât de la prétention de jeter toute l'humanité dans son moule, avant que celle-ci eût été convenablement préparée à une telle transformation. Autrement il s'exposerait à n'avoir dans son armée qu'un état-major sans soldats, ainsi qu'à mon avis, cela est arrivé au fondateur du phalanstère. Comparez un instant l'école de Fourier et celle de Saint-Simon. Quelle est celle qui a produit dans la classe des travailleurs le plus d'effet, éveillé les plus profondes sympathies ? N'est-ce pas celle de Saint-Simon, et pourquoi ? non pas seulement parce que les saint-simoniens parlaient davantage au cœur, à l'imagination, c'est surtout parce qu'ils n'avaient rien organisé, rien réglementé, s'étant contentés d'indiquer les larges bases de l'édifice qu'ils se proposaient de construire. Vous me direz sans doute que c'est précisément quand il a été question de toucher aux solutions pratiques, d'arriver à l'application des principes, sous l'influence desquels l'association s'était formée, qu'il y a eu schisme, séparation, évanouissement de l'école à la suite d'un procès en cour d'assises, et de la condamnation des chefs. Mais si tous les saints-simoniens avaient été reliés entre eux par un lien commercial quelconque, ni la division survenue entre les chefs, ni un procès en cour d'assises n'aurait pu dissoudre l'école, et il y aurait eu dans l'un et l'autre cas élection de nouveaux chefs, continuation des discussions ayant pour objet la réformation sociale aux points de vue scientifique, industriel et moral, et aujourd'hui, peut-être aurions-nous une orthodoxie socialiste au lieu de ce pêle-mêle de systèmes plus ou moins rationnels, plus ou moins excentriques, de la plupart desquels s'emparent nos adversaires pour jeter sur l'idée sociale le ridicule et l'anathème.

Vous m'avez encore fait observer que si des hommes d'abord groupés seulement au nom d'un intérêt matériel venaient à se proposer quelque but moral, chacun d'eux ne pourrait rester dans l'association qu'à la condition de fouler aux pieds ce qu'il y aurait de plus sacré pour lui dans son for intérieur, à faire un compromis

avec sa conscience ; de telle sorte que la décision morale, adoptée par la majorité des associés, ne serait en vérité que la résultante de ce que, dans chaque membre pris séparément, il y aurait de faux et de mauvais. — Assurément ce qui se passe aujourd'hui dans nos assemblées nationales pourrait justifier une semblable objection. Les lois émanées de cette combinaison hypocrite, qui s'appelle le parti de l'ordre par antiphrase, ne respirent que la compression, l'usure, la brutalité, mauvais côtés des prêtres, des banquiers et des soldats. C'est que notre politique actuelle est à l'encontre du mouvement ascensionnel de l'humanité ; c'est que l'esprit de Dieu a depuis longtemps abandonné les conseils de nos rois et de nos papes. Il n'en serait pas de même d'une réunion composée d'hommes et de femmes au nom d'un intérêt matériel commun, au nom de larges tendances religieuses, qui regarderaient devant eux et non derrière, ou bien c'est que Dieu ne serait pas non plus avec nous.

Dans tous les cas, votre objection n'aurait une certaine valeur que si les personnes composant le concile étaient liées les unes envers les autres, soit par un vœu, soit par un intérêt à terme. En effet, qu'une question capitale essentielle soit soulevée, elle divisera certainement la réunion. Il y aura une majorité et une minorité. La lutte sera plus ou moins pacifique, selon que l'idée sociale aura fait des progrès plus ou moins sensibles ; mais si des hommes franchement dévoués à une cause sainte, ayant tous une foi positive, transigent sur des intérêts matériels, ils ne transigent point sur des intérêts moraux. C'est encore là un fait observé dont il faut tenir compte. Alors il y aura séparation, et la séparation sera d'autant plus violente que les voies de résiliation amiable auront été moins prévues. Deux ou trois crises de cette nature, et l'association est dissoute ; le feu sacré s'éteint, et il ne peut plus se rallumer qu'à la torche des révolutions.

Je suis donc naturellement conduit à cette conclusion que la première constitution du socialisme doit être une simple combinaison économique, dans laquelle seront essayés, expérimentés, les divers systèmes qui se disputent ou se disputeront la direction de l'humanité, de telle sorte que l'on puisse facilement passer d'un système à l'autre sans crise, sans scandale ; de telle sorte qu'un système échoue sans entraîner les autres dans sa chute, sans que la constitution générale en soit amoindrie, ébranlée.

Voici ce qui arriverait sous l'empire de cette république socialiste. En cas de désaccord dans une communion, les dissidents s'en retireraient. Chacun d'eux choisirait dans les autres communions celle vers laquelle il se sentirait le plus d'attraction, et, au besoin, en fonderait une nouvelle. De cette façon, l'esprit socialiste ne s'éparpillerait pas comme aujourd'hui dans le vieux monde, où il finit toujours par s'éteindre, et à un temps donné, la grande synthèse du socialisme se dégagerait du choc de tant de combinaisons diverses pour prendre enfin possession du gouvernement des nations.

Vous même, Madame, ne semblez-vous pas portée vers mon opinion, puisque dans les statuts de votre *Assurance mutuelle des travailleurs*, vous faites entrer la société en participation, concurremment avec la société en nom collectif, pour les associés qui seront unis par une pensée morale déjà formulée, et qui s'engageront

les uns envers les autres, pour eux et leurs ayants droit, par un vœu en quelque sorte perpétuel, et la société en participation pour ceux qui, n'ayant encore que des instincts socialistes, voudront pour une opération déterminée encourager vos généreuses tentatives. Seulement ce que j'ai dit plus haut peut s'appliquer à votre combinaison. Les associés en nom collectif devront être un jour en désaccord sur quelque point de morale très-délicat, et il y aura rupture. Or l'association mère rompue, comme toutes les autres associations en dépendront plus ou moins directement, elles se dissoudront de leur côté, et tout sera à recommencer. Le socialisme sera, comme le roi Sisyphe dans le Tartare, condamné éternellement à rouler son rocher au haut de la montagne pour le voir redescendre au fond de l'abîme.

Mais quelle est la pensée commune aujourd'hui à tous les travailleurs, à part même les préoccupations politiques? N'est-ce pas l'organisation de l'échange par un système de crédit réciproque, qui délivre les travailleurs de l'usure, qui soit indépendant de toute forme particulière d'association, et sous la garantie duquel toute forme particulière d'association puisse s'épanouir et se développer.

Telles sont, Madame, les observations que, dans l'intérêt de la cause, que nous défendons, j'ai cru devoir soumettre à votre examen, afin que vous les preniez en sérieuse considération.

Agréez mes salutations fraternelles,

RENÉ SAUVAGE,
port de Bercy, 59, à Bercy (Seine).

Bercy, 10 août 1851.

AUX FEMMES DU PEUPLE

TOAST

PORTÉ

DANS UN BANQUET DE TRAVAILLEURS EN 1849

PAR RENÉ SAUVAGE

Aux femmes du peuple !

A vous, femmes du peuple, créatures quelquefois si faibles par le corps et presque toujours si fortes par le cœur. C'est vous qui portez la plus lourde part de la misère commune. Nous autres hommes, occupés à nos travaux du dehors, nous n'avons guère d'autre mal que d'apporter à la maison le produit de nos journées. A vous appartient l'emploi de ce produit ; à vous donc le soin de nourrir des maris dont l'estomac est exigeant, et d'habiller des garçons brise-barrières, pour me servir d'une expression de notre pays, et des filles dont un peu de toilette rehausse toujours les grâces enfantines ou la beauté virginale, et cela avec deux ou trois pièces de cinq francs par semaine, souvent même rognées sur le comptoir du marchand de vins. Vous réalisez chaque jour le miracle de la multiplication des pains par l'ordre et l'économie que vous savez apporter dans le maniement des affaires domestiques. C'est vous qui, lorsque l'adversité redouble ses rigueurs et fait du fond de nos entrailles déborder la colère en imprécations terribles, nous calmez insensiblement par vos douces paroles, par vos saintes caresses, et nous rappelez à des sentiments pacifiques et religieux en jetant dans nos bras nos malheureux petits enfants et en nous montrant le ciel. C'est vous encore qui depuis dix-huit siècles demandez à Dieu matin et soir qu'il nous donne notre pain quotidien et nous délivre de tout mal.

Femmes du peuple, soyez bénies, vos prières ont été exaucées. Le socialisme est venu, afin de nous donner à tous notre pain quotidien et nous délivrer du mal, c'est-à-dire de l'ignorance et de la misère. Il est venu afin que la volonté de Dieu soit faite sur la terre comme au ciel. Espoir ! confiance ! femmes du peuple !

Vous n'aurez plus à redouter la brutalité de vos maris et la mauvaise conduite de vos enfants ! Est-ce que depuis que nous nous appelons socialistes, vous n'avez pas remarqué en nous un changement notable ? Ne commençons-nous pas à devenir meilleurs ? C'est que le socialisme nous a révélé la dignité de notre nature ; c'est qu'aujourd'hui nous avons le sentiment de notre apostolat. Nous ne voulons pas que l'on nous reproche les crimes et les monstruosité que le socialisme reproche justement à certains heureux du siècle. Nous ne voulons pas ainsi nuire à notre sainte cause, surtout auprès de vos sœurs les bourgeoises qui, elles, en général, ont du cœur autant que d'intelligence, et que le socialisme sauvera des mariages de convenance ou d'un célibat perpétuel ; car c'est par vous, par vos filles, dont elles font leurs servantes, leurs ouvrières, qu'elles seront converties au socialisme, ainsi que les dames romaines le furent à la foi du Christ par leurs propres esclaves, et c'est par elles que les enfants de la bourgeoisie seront entraînés dans notre communion. Espoir ! confiance ! femmes du peuple ! Nous, travailleurs socialistes, nous n'abandonnons point nos femmes ainsi que le font les bourgeois ; nous ne vendons point nos filles au plus offrant et dernier enchérisseur, et nous saurons empêcher les loups de les emporter dans leurs repaires. Nous ne prendrons point à nos frères le fruit de leur labour, la dot de leurs enfants, sous prétexte de spéculations autorisées par les lois. Mais nous nous aiderons mutuellement et de nos conseils et de notre travail contre les accidents de toute espèce, et principalement contre le capital-numéraire circulant, qui est notre ennemi mortel, et ce sera la meilleure réfutation des calomnies répandues contre la réforme sociale.

Espoir ! confiance ! femmes du peuple ! et bientôt vous aurez des appartements à bon air, propres et convenablement distribués, de telle sorte que votre fils ait sa chambre et votre fille la sienne, et votre mari un cabinet de travail où il puisse, loin du bruit et des embarras du ménage, utiliser dans l'étude des lettres, des sciences ou des beaux-arts, les loisirs que lui laisse le bureau ou l'atelier. Si votre fils est poète, il prendra la plume après avoir quitté la lime, la varlope ou la truelle, et il chantera les joies de la famille et les grandeurs de la République. Si votre fille est musicienne, elle prendra la harpe après avoir quitté l'aiguille, et elle charmera vos veillées par des chants mélodieux. Or ceci arrivera après qu'au moyen du crédit agricole et industriel, démocratiquement organisé, les travailleurs seront parvenus à abolir le privilège de la pièce de cent sous, à terrasser cet autre centaure qui nous enlève chaque année nos plus beaux et nos plus vaillants enfants pour les tuer dans les batailles ou les avilir dans les manufactures et les ateliers de confection.

Alors, femmes du peuple, vous n'aurez plus rien à envier aux dames qui ont vaisselle d'argent, équipage et robes de velours. La poule au pot, cette merveille que ni Henri IV ni ses descendants n'ont pu ni voulu donner à nos mères, la poule au pot

que le socialisme vous donnera sera aussi bonne sur un plat de porcelaine que sur un plat d'or. Le dimanche on arrivera à Romainville, à Vincennes, à Boulogne, aussi confortablement, aussi gaiement, en voiture de place que dans une calèche à panneaux armoriés, traînée par des chevaux blancs, et nos filles seront aussi belles, aussi gracieuses avec leurs robes à 2 francs le mètre et des roses dans leurs cheveux, qu'avec des robes de velours et des diamants au front.

Le socialisme ne vous promet point le luxe, encore moins l'oisiveté, femmes du peuple, mais il vous promet et il vous donnera à coup sûr l'aisance et un travail attrayant, c'est-à-dire les deux plus fécondes sources du bonheur domestique.

Aux femmes du peuple

FIN.

TABLE DES MATIÈRES

DE L'ASSURANCE APPLIQUÉE A LA LIBRAIRIE (1842). — Critique sommaire de l'état actuel du journalisme et de la littérature. — Nécessité d'une réforme. — Moyen d'organiser l'assurance.	1
LE GUTENBERG, — <i>Compagnie d'assurances littéraires</i> . — Projet de statuts. . . .	5
DE LA CONVERSION DU TIMBRE DES JOURNAUX EN UN DROIT PROPORTIONNEL SUR LES FRAIS PROGRESSIFS DE L'ABONNEMENT (1846). Légimité d'un impôt sur les journaux. — Vice de l'impôt du timbre en lui-même et de son mode de perception. — Remplacement du timbre par un droit sur le prix de l'abonnement. — Mode de perception du nouveau droit. — Urgence d'aviser sous peine de mort pour la littérature et la librairie.	7
<u>RÉPUBLIQUE DES LETTRES, — Constitution de la propriété littéraire et de la librairie. — Décret du 17 mars 1791 et article 8 de la Charte de 1830. — Le fond du droit et l'exercice du droit. — De la propriété littéraire. — Nécessité d'une définition. — Inviolabilité des auteurs. — Responsabilité des éditeurs. — Garanties de capacité et de moralité à exiger d'eux. — Liberté de l'imprimerie et de la librairie. — De l'impôt. — Législation pénale du domaine public. — Administration de la presse et de la librairie indépendante du pouvoir central.</u>	15
<u>BANQUE DE DÉPÔT ET DE GARANTIE POUR LES ÉDITEURS ET LES SOUSCRIPTEURS (1848). — Anciens règlements relatifs aux souscriptions. — Pourquoi ils n'ont pas dû être rappelés dans le décret de 1810 et la loi de 1814. — Chances funestes spéciales à la librairie — Bulletin d'adhésion, — Paiement anticipé. — Abus.</u>	24
<u>Monopole. — Anarchie. — Position du problème. — Toute souscription doit être conditionnelle. — Représentation des souscripteurs — Création du contrôleur mandataire. — Paiement consigné.</u>	29
<u>Texte de l'acte de souscription.</u>	34
<u>Commentaire. — Qualités que doit posséder le gérant d'une banque spéciale. — Ossuaires de la librairie. — Ouvrages imprimés au compte des auteurs. .</u>	37
<u>Formalités à remplir avant la signature d'un acte de souscription. — Dépôt des quittances de souscription par l'éditeur. — Nature du dépôt.</u>	39

Enlèvement des quittances. — Commissionnaires. — Incapacité des souscripteurs.	
— Curateur <i>ad hoc</i> . — Art. 114 du Code civil.. . . .	41
Cautionnement à exiger des gérants. — Mode de versement à la caisse des dépôts et consignations.	44
Oppositions.	45
Actes conservatoires.	46
Souscription devenue définitive. — Annonces dans les journaux de Paris. — Spéculations des libraires-commissionnaires.	47
Ouvrages publiés par livraisons. — De l'assurance appliquée à la librairie. . .	50
Examen de l'ouvrage. — Ère nouvelle pour les éditeurs littéraires.	54
Retrait des dépôts par ordre d'inscription. — Rapidité des liquidations. — Plus de livres au rabais.	56
Frais de timbre. — Employé spécial.	59
Nature des fonctions du contrôleur mandataire. — Étendue de sa responsabilité.	61
Esprit des banques spéciales. — Cas à prévoir.	65
Frais conservatoires et d'organisation.	66
Modifications dans l'acte de souscription et dans les règlements intérieurs. . .	68
Des poursuites criminelles contre l'éditeur. — Défauts cachés de la chose vendue.	69
Conclusion.	72
Des frais, avances et risques des éditeurs dans l'organisation des souscriptions par l'entremise des banques spéciales. — Pourquoi les banques spéciales ne doivent pas traiter directement avec les auteurs.	73
D'un moyen de rendre inépuisables les fonds alloués par l'État pour l'encouragement des lettres, des sciences et des arts. — L'État prêteur à la grosse ou assureur. — Création d'une Agence de subventions littéraires du ressort de l'Institut de France.	75
Texte des articles de loi cités dans l'ouvrage.	76

LE CONSERVATOIRE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES, — <i>Tribune ouverte à toutes les opinions</i> . — Prospectus publié en 1845 à la librairie Ferra.	85
---	----

PROJET DE LOI SUR LES SOCIÉTÉS EN COMMANDITE. — Préface. — Définition de la société en commandite. — Pourquoi la qualité d'actionnaire ne doit point être incompatible avec celle de commis ou de fondé de pouvoir. — Division du capital en actions et en coupons d'actions. — Droits des actionnaires — Intérêts et dividendes. — Des parts industrielles. — Examen préalable par une commission administrative des projets de sociétés en commandite. — Publication du rapport dans un bulletin spécial. — Intervention du ministère public. — Garanties données aux fondateurs. — Extrait des actes de société. — Des inventaires. — Payement des dividendes. — Révocation des gérants. — Dissolutions des sociétés. — Liquidations. — Révision de la loi au bout de cinq ans.	88
--	----

BANQUE DE COMPENSATION. — Organisation du Crédit — Vice des lois qui régissent le commerce. — Compensation légale. — Son extension. — But et résultats	109
--	-----

Les banques ramenées à leur principe, c'est-à-dire à la compensation.	111
Des valeurs à ordre.	112
De la novation. — Ses effets.	113
Délégations.	115
Des garanties offertes par les délégations.	117
Objections.	118
Le seul inconvénient à prévoir.	119
Du cautionnement individuel.	120
Tous appelés et beaucoup d'élus.	121
Complément de garantie.	122
Honoraires. — Banque de compensation sans capital. — Échanges au comptant.	123
Abolition de l'intérêt et de l'escompte.	124
Correspondances.	125
Observations finales.	126
Acte de novation.	128
Formule de la délégation ou chèque.	131
Essais de propagande.	132
Allocation de <u>1,000</u> francs.	134
Appel aux travailleurs de tout sexe et de toute profession. — Le mouvement échan- giste. — Congrès financier. — Le coup d'État du <u>2</u> décembre 1851.	135
Lettre à M. Ville, secrétaire de la Banque de France. — Le journal <i>l'Échange</i> . — <i>La Presse</i> du <u>26</u> décembre 1855.	136
UNION DES DÉBITEURS, — <i>Agence de liquidations amiables</i> — Exposé des motifs.	142
Statuts.	144
La réforme bancaire. — Réponse aux objections de M. Alfred Darimon. — L'ac- quit-à-caution des contributions indirectes et notre délégation. — Pourquoi la délégation est et ne peut être que nominative et non à ordre ou au porteur? — Maximum et minimum des fortunes sans réglementation.	149
LOI NOUVELLE DU MARIAGE. — Note de l'auteur. — Considérations préliminaires.	152
Modifications au titre V du Code Napoléon.	153
Opposition à la célébration d'un mariage.	154
Définition du mariage.	155
Empêchements dirimants.	156
Complément de garanties en vue de la perpétuité des unions conjugales.	157
Nécessité d'un remaniement complet de la loi des successions.	158
Éducation des enfants. — Du divorce.	159
Des actions en nullité de mariage. — Dispositions pénales.	163
Dispositions rémunératoires.	165
Dispositions administratives.	166
Constitution de la grande justice des mariages.	167
Élection du grand juge.	169
Budget de la grande justice des mariages.	170
MÉLANGES. — lambes prophétiques.	172

<u>Projet d'association de secours mutuels. — Lettre à M. Parran, préfet du département de la Mayenne.</u>	<u>176</u>
<u>Transformation des villes.</u>	<u>182</u>
<u>Élections municipales.</u>	<u>184</u>
<u>Les chefs de bureau.</u>	<u>186</u>
<u>Adieux aux lecteurs de <i>La Mayenne</i>.</u>	<u>187</u>
<u>A messieurs les électeurs de la ville de Laval (section de l'hospice).</u>	<u>189</u>
<u>Aux républicains du département de la Mayenne (1849).</u>	<u>190</u>
<u>Lettre à Madame Jeanne Derouin sur les associations ouvrières (1851).</u>	<u>195</u>
<u>Toast porté aux femmes du peuple dans un banquet de travailleurs.</u>	<u>200</u>

IN DE LA TABLE DES MATIERES.

041253









